TRENTE-NEUVIÈME ANNÉE Nº 11 549 — MERCREDI 17 MARS 1982



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,50 dir. ; Tunisie, 250 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 23 fr ; Canada, 1,10 $; Côte-d'Ivoire, 275 F CFA ; Danemark, 6,50 kr; Espagne, 70 pes.; G.-B., 45 p.; Grèce, 45 dr. ; Iran, 125 ris ; Irlande, 70 p. ; Italie, 1000 l. ; Liban, 325 P. ; Luxembourg, 23 f. ; Norvège, 4,75 kr. Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 45 esc. ; Sénégal, 275 F CFA ; Suède, 4,75 kr ; Suisse, 1,30 f.; E.-U., 85 cents; Yougoslavie, 38 d.

Tarif des abonnements page 16

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Telex Paris nº 650572

C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

L'état d'urgence est proclamé au Nicaragua

(Lire page 3 l'article de Marcel Niedergang)

M. Brejnev annonce que l'Union soviétique n'installera plus en Europe de missiles SS-20

Mardi matin 16 mars, devant le congrès des syndicats soviétiques, M. Brejnev a annoncé que l'U.R.S.S. avait décidé de proclamer unilatéralement un moratoire sur le développement des armements nucléaires dans la partie européenne de l'U.R.S.S. Les anciens missiles ne seront pas remplacés par les SS-20 plus perfectionnés.

De son côté, Washington a fait savoir lundi 15 mars que les conversations de Genève sur les armements eurostratégiques étaient suspendues, à partir de ce mardi, pour environ deux mois.

De notre correspondant

Moscou. — Dans un discours qu'il a prononcé ce mardi 16 mars, lors de la séance d'ouverture du congrès des Syndicats soviétiques, M. Leonid Brejnev a annoncé deux décisions destinées à « *faciliter la conclusion d'un accord équitable* » sur la réduction des armements nucléaires.

« *La direction soviétique*, a-t-il dit, *a décidé de proclamer unilatéralement un moratoire touchant le développement des armements nucléaires de portée moyenne dans la partie européenne de l'U.R.S.S. Nous gelons, au niveau quantitatif, les armements de ce type déjà déployés dans cette région. Nous suspendons le remplacement des vieux missiles connus comme le SS 4 et le SS 5 par des missiles plus perfectionnés, les SS 20.* »

M. Brejnev a ajouté que ce moratoire resterait en vigueur soit jusqu'à la conclusion d'un accord avec les Etats-Unis, soit « *jusqu'au moment où les dirigeants des Etats-Unis procéderaient, au mépris de la sécurité des peuples, à une préparation pratique du déploiement en Europe de missiles Pershing 2 et de missiles de croisière* ».

En second lieu, le chef de l'Etat soviétique a fait part de l'intention de son pays, « *si une nouvelle aggravation de la situation internationale n'intervient pas* », de réduire de sa propre initiative, dès cette année, « *un certain nombre de ses missiles de portée moyenne* ».

Ces deux mesures représentent incontestablement un pas en avant de la part de M. Brejnev puisque jusqu'à présent la suspension du programme des SS-20 et la réduction d'une partie des armes à moyenne portée, déjà proposées par l'U.R.S.S., étaient subordonnées à la décision de l'OTAN de renoncer, au moins provisoirement, au déploiement des missiles américains en Europe.

Dans le même discours, qui, contrairement à ce qui avait été annoncé, n'a pas été diffusé en direct par la télévision mais retransmis par l'agence Tass, le secrétaire général du P.C. a dénoncé une nouvelle fois le bureaucratisme et l'inefficacité de l'appareil des syndicats.

Il a invité les responsables non seulement à « *faire preuve d'intransigeance vis-à-vis des manquements aux normes du droit* » mais aussi à « *créer une ambiance excluant toute possibilité de violation des droits du travailleur, rendant impossible toute manifestation de suffisance ou d'indifférence par laquelle pèchent jusqu'à présent certains dirigeants* ».

Enfin le secrétaire général du P.C. s'en est pris aux « ennemis du socialisme » qui misent, selon lui, sur la rupture entre les syndicats et les partis marxistes-léninistes, « *n'épargnent pas leurs efforts pour imposer la théorie de la « neutralité syndicale »* et cherchent en fait à « *pousser les syndicats dans la voie de la politique bourgeoise, celle de la trahison des intérêts de la classe ouvrière* ».

THOMAS FERENCZI.

Un geste

M. Brejnev s'est enfin décidé à annoncer officiellement le geste que certains de ses porte-parole avaient laissé prévoir ces dernières semaines, et que commandaient à la fois la phase actuelle de la course aux armements nucléaires en Europe et le développement de ses missiles SS-20. Au lieu de faire dépendre l'arrêt de ce programme d'une décision occidentale, comme le demandaient ses propositions antérieures de moratoire, le chef de l'Etat soviétique décrète cette fois un moratoire de manière unilatérale et inconditionnelle.

En clair, la modernisation des armements soviétiques à moyenne portée est arrêtée, les vieux engins SS-4 et SS-5 ne seront pas remplacés par des SS-20, du moins aussi longtemps que l'OTAN n'aura pas commencé la « préparation pratique » de la mise en place des Pershing et missiles de croisière prévus par l'OTAN. A titre de « geste de bonne volonté », M. Brejnev ajoute la promesse d'une réduction unilatérale de ce type d'armements (en clair, la destruction de quelques SS-4 et SS-5 sans leur remplacement) dans le cadre des futures réductions à mettre au point au cours des pourparlers de Genève.

Par une coïncidence qui n'est sans doute pas fortuite, ce gel est proclamé au moment où Washington annonce une suspension pour « environ deux mois » des mêmes pourparlers à partir de ce mardi. Sans doute le département d'Etat a-t-il tenu à faire savoir que cette suspension avait été décidée « d'un commun accord » avec Moscou et que l'on ne saurait parler « d'impasse ni de blocage ». Toutefois, en laissant à Washington le soin d'annoncer les mauvaises nouvelles et en se réservant les bonnes, le Kremlin marque sans conteste un point dans la bataille de propagande qui se déroule à ce sujet en Europe.

M. Brejnev n'est pas pour autant désintéressé. Il ne lui était pas possible de poursuivre indéfiniment la mise en place de ses SS-20, un engin hautement déstabilisateur et sans équivalent à l'Ouest, tout en continuant d'affirmer qu'un « équilibre approximatif » existe dans le domaine nucléaire en Europe. Or 200 SS-20 ont été mis en place depuis que ce jugement a été formulé pour la première fois, à la fin de 1979, et 50 au cours des quatre ou cinq derniers mois seulement, depuis l'ouverture des conversations de Genève. On en est maintenant, selon Washington, à 300, ce qui équivaut à un total de 900 charges nucléaires, auxquelles s'ajoutent celles de 300 anciens missiles SS-4 et SS-5 non encore démantelés.

Bien entendu, le dirigeant soviétique souhaite qu'on en reste là et que l'OTAN renonce de son côté à mettre en place, comme elle s'y est engagée en décembre 1979, 572 fusées Pershing et missiles de croisière dans cinq pays d'Europe occidentale. Les Américains ne l'entendront pas de cette oreille, puisqu'ils estiment qu'une parade doit être trouvée, même à retardement, à l'intense effort de « modernisation » entrepris par Moscou depuis cinq ans.

Mais la partie va désormais se jouer auprès des opinions publiques. Par son geste, en effet, M. Brejnev offre aux pacifistes, en R.F.A. et dans les autres pays européens, un argument de taille : ou bien l'on arrête les frais dès aujourd'hui en matière d'armements nucléaire à moyenne portée en Europe, quitte à concéder une certaine supériorité à l'U.R.S.S., ou bien la décision de l'OTAN est appliquée, et l'on s'engage alors vers une relance de la course, avec de nouveaux SS-20.

Des experts sont chargés de réexaminer les circonstances de la mort de René Lucet

Le procureur de la République de Marseille va désigner, à la demande de la chancellerie, deux collèges d'experts nationaux (médecins légistes et spécialistes de la balistique) pour examiner les contradictions relevées à l'occasion de l'enquête sur la mort, le 4 mars, à Marseille, de René Lucet.

Le procureur avait transmis, lundi soir, à la chancellerie trois rapports des experts et de la sûreté marseillaise. On y relève des divergences entre les médecins légistes et les experts en balistique. Les premiers ont conclu à la possibilité d'un suicide, tandis que les seconds émettent des doutes sérieux sur ce point. Cela ressort d'un rapport de la sûreté marseillaise, dont nous publions, page 10, les principaux extraits. L'un des points troublants est le fait que René Lucet a été atteint de deux balles mortelles. Une information judiciaire ne sera éventuellement ouverte qu'au vu du rapport du collège d'experts.

La mort du directeur de la caisse d'assurance-maladie des Bouches-du-Rhône, survenant après un retrait d'agrément par le ministre de la solidarité nationale, Mme Questiaux, avait provoqué une très vive polémique entre majorité et opposition, ainsi que dans les milieux syndicaux, à la veille des élections cantonales.

Variations

De notre envoyé spécial

Marseille. — L'interview fut réalisée le 25 février. Ce jour-là, un journaliste marseillais interroge René Lucet et lui demande sur le ton de la plaisanterie : « *Alors, qu'est-ce qui va se passer maintenant, monsieur Lucet ? Un fort Chabrol à la Caisse ? Ou vous vous tirez une balle dans la tête ?* » René Lucet éclate de rire : « *Cela m'étonnerait vraiment.* » Et il rit encore, longuement.

L'enregistrement de cette conversation existe toujours. René Lucet est mort, une semaine après. Et cette question involontairement tragique, la réponse volontairement désinvolte prennent aujourd'hui une résonance presque insupportable.

Mais qu'est-ce qui ne l'est pas dans cette affaire ? Deuxième exemple. Au mois de janvier 1981, à l'appel de la C.G.T. et du P.C. notamment, plus de quinze mille personnes défilent devant les locaux de la Caisse primaire centrale d'assurance maladie (C.P.C.A.M.) des Bouches-du-Rhône dotée, par la volonté de son directeur René Lucet, d'un dispositif électronique anti-manifestation.

René Lucet est là et fait diffuser par haut-parleurs de la musique de Verdi pour toute réponse à ceux qui défilent en scandant : « *Lucet, salaud, le peuple aura ta peau !* » Le slogan, on l'a déjà entendu, ici et ailleurs, dans les « manif » et sur les stades. Seulement cette fois...

PIERRE GEORGES.

(*Lire la suite page 10.*)

LE POUVOIR ET LES ÉLECTIONS CANTONALES

Le gouvernement n'entend changer ni de politique ni de stratégie

M. Pierre Mauroy, qui s'est entretenu lundi soir des résultats des élections cantonales avec M. François Mitterrand, devait souligner mardi, à 17 heures, dans une déclaration solennelle faite à l'hôtel Matignon, que le gouvernement n'entend ni infléchir sa politique ni modifier sa stratégie. Le premier ministre doit également participer mercredi soir 17 mars, à 20 heures, au journal de TF 1.

M. Pierre Mauroy compare parfois sa fonction institutionnelle de chef de la majorité au rôle du capitaine dans une équipe de football : jouer tantôt au centre du terrain pour « *répartir le jeu* », tantôt au milieu de la ligne d'attaque pour « *essayer de marquer des buts* » ou carrément derrière la ligne de défense pour « *sauver les meubles* ».

Usant de ce genre de métaphore, le premier ministre affirmait, il y a quelque temps, que les mauvais résultats enregistrés par son parti aux quatre élections législatives partielles du 17 janvier n'avaient constitué qu'une « *contre-performance* ». Il assurait que les socialistes réaliseraient « *un bon match pour les cantonales* ».

ALAIN ROLLAT.

(*Lire la suite page 7.*)

POINT

L'avenir de l'éducation

En invitant les universitaires à participer à un débat sur la future loi d'orientation de l'enseignement supérieur, M. Savary leur demande d'abandonner résolument « l'attentisme inquiet ». Le ministre souhaite qu'enseignants et enseignés lui fassent part de leurs réflexions. Il sollicite leurs avis aussi bien sur les nouvelles missions que doit assurer l'enseignement supérieur que sur les structures qui devront être mises en place.

Loin des rumeurs alarmistes qui circulent depuis quelques semaines, le ministre propose une discussion assez large. Non pas tant pour savoir s'il est nécessaire par exemple de supprimer tel type de formation mais pour définir les objectifs de l'enseignement supérieur.

De ce débat, M. Savary doit s'inspirer pour modifier la loi de 1968, héritage de M. Edgar Faure. En exprimant cette volonté, le ministre de l'éducation nationale est sorti de son silence prudent. Après avoir, sur toutes les questions concernant l'ensemble du système éducatif, procédé à des consultations et pris le temps de réfléchir en confiant des missions à des groupes de travail, il amorce sa future politique.

L'année 1982 devrait en effet faire apparaître le résultat de cette lente maturation. Avant même que le Parlement ait à examiner le projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, le ministre devra se prononcer sur la formation des personnels qui enseignent de la maternelle à l'université. En même temps, il lui faudra prendre des décisions, qui seront effectives dès le budget de 1983, sur deux dossiers délicats : les collèges et l'enseignement privé.

La politique du ministre de l'éducation nationale, dont le flou jusqu'alors avait provoqué bien des impatiences, prend forme. Dans un domaine qui concerne directement l'ensemble du pays, et suscite tant de passions, il restera encore au ministre à prendre la peine d'expliquer et de convaincre.

(Lire page 12.)

AU JOUR LE JOUR

EXPERTISE

L'idée de confier à un collège d'experts le soin de réexaminer, hors de toute passion, les causes exactes de la mort violente de René Lucet est née des contradictions entre certains éléments de l'enquête.

Ce collège d'experts se réunira alors que d'autres experts, dès le premier instant, avaient conclu que — crime ou suicide — le coupable était démasqué : le gouvernement. Il est vrai qu'il s'agissait d'experts en politique.

BRUNO FRAPPAT.

L'ÉLYSÉE ET LA PROVINCE

Projets culturels pour six capitales régionales

(Lire page 45)

L'entreprise en péril ?

par PIERRE DROUIN

« *1963, 1975, 1981. Quel rapport voyez-vous entre ces trois dates ?* » Posée au grand oral de l'ENA par un examinateur vicieux, il y a fort à parier que cette question laisserait pantois plus d'un candidat. Sauf si, par chance, il avait fait un tour auparavant du côté du 33, avenue Pierre-Iᵉʳ-de-Serbie, siège du Conseil national du patronat français. Ces années ont sûrement laissé là des traces, parce que trois hommes ont lancé alors d'audacieuses propositions qui touchaient au cœur même du pouvoir dans l'industrie privée.

M. François Bloch-Lainé publiait en 1963 son livre *la Réforme de l'entreprise*, qui devint un best-seller et attira l'attention du général de Gaulle, au point qu'il écrivait à l'auteur : « *Nous aurons à en parler.* »

Douze plus tard, le vent du boulet passait un peu plus près du C.N.P.F. avec le rapport de M. Sudreau sur le même sujet. Cette fois, il était commandé par le président de la République lui-même, M. Giscard d'Estaing. Plus vive, cette deuxième alerte s'atténua au fil des mois, le document restant pour l'essentiel au fond d'un tiroir.

Avec le rapport que M. Auroux a remis en septembre 1981 à l'Elysée et à Matignon sur « *les droits des travailleurs* », le doute n'est plus permis sur la volonté du gouvernement d'aller de l'avant sur ce terrain brûlant : cinq projets de lois en sont extraits et vont être soumis à un prochain conseil des ministres.

A regarder les choses de près — ce que n'a pas dit le Conseil économique et social, sévère pour ces textes, — les projets socialistes, curieusement, vont moins loin dans la réforme de l'entreprise que ceux de leurs prédécesseurs.

M. Bloch-Lainé suggérait, par exemple, que *tous* les intérêts concernés puissent contrôler la cooptation des dirigeants et s'y opposer le cas échéant, dans des formes convenables. M. Sudreau proposait une représentation des salariés dans les conseils d'administration ou de surveillance pouvant porter sur un tiers des sièges.

(*Lire la suite page 44.*)

FILMS DE FEMMES A SCEAUX

Deux d'entre elles

Un jour, une manifestation comme le Festival international de films de femmes, dans sa quatrième édition cette année, trouve sa vitesse de croisière et effectue une percée. Le folklore n'a plus court, même si les femmes, 80 % du public, se sentent concernées en premier lieu, — elles viennent de toute la France. Elisabeth Trehard, qui anime une équipe mixte, parle de son travail, de l'avenir, avec le même enthousiasme que Jane Fonda de ses activités à Hollywood. Ici comme là, on veut donner le point de vue féminin, « *mettre la scène privée sur la scène publique*, explique Elisabeth Trehard, *oser parler des ménages, des enfants, de la vie affective. Les femmes y accordent plus d'importance, elles commencent à récupérer la scène privée* ».

Vingt films de quatorze pays sont projetés, souvent en présence de leurs réalisatrices. Pour la première fois, Agnès Varda a accepté de venir discuter avec le public de Sceaux, parallèlement à l'hommage qui lui est rendu. Le vendredi 19 mars, à 22 heures, des cinéastes, techniciennes et comédienne françaises, parleront ensemble de leur métier. Le grand moment devrait avoir lieu le lendemain, avec une « table ronde » sur les rapports du cinéma, de l'histoire et de la politique, à laquelle participeront Margarethe von Trotta et Agnieszka Holland, qui présentent en avant-première leurs derniers films, *les Années de plomb* et *Fièvre-Histoire d'une bombe*, centrés autour du terrorisme. Une société de distribution née de Sceaux est en cours de constitution, elle prendra le relais de la profession défaillante.

Mais le sérieux d'un festival on le perçoit d'abord, peut-être, à une certaine continuité dans les choix, à une volonté de replacer les problèmes sur la durée.

LOUIS MARCORELLES.

(*Lire la suite page 18.*)

Le Monde

idées

Guerre et paix

On parle, on parle,
et pendant ce temps
les armes continuent
de s'accumuler,
au rythme
de 6 millions de francs
par minute.
Vadim Zagladine
analyse
les six propositions
mises en avant
par l'U.R.S.S.
pour assurer la sécurité.
Jacques Madaule
lui répond
en ironisant
sur le discours
pacifiste
des Soviétiques
et de leurs amis,
tandis
que Jacques de Montalais
voit dans les faiblesses
du système soviétique
autant d'atouts
pour l'Occident.
Quant
à Jean-Marie Müller,
il pense que le pacifisme
sans un projet précis
ne peut mener à rien,
et il conclut
à la nécessité
d'une « stratégie
de l'action
non violente ».

VOUS AVEZ DIT « PACIFISME » ?

par J.-M. MULLER (*)

AINSI donc, le pacifisme menacerait l'Europe. Tous les esprits responsables s'en alarment. Ils nous assurent que, si l'on n'y prend garde, ce danger peut entraîner les conséquences les plus funestes pour l'avenir de la paix. Car ce pacifisme ne serait qu'un défaitisme prêt à tous les abandons et à toutes les redditions. Il était donc urgent de dénoncer l'hérésie d'un pareil mouvement qui mettait en cause l'orthodoxie militaire des États et portait atteinte au dogme sacro-saint de la paix nucléaire. L'un des plus sûrs moyens de discréditer ce mouvement était de le disqualifier en le nommant, d'où l'appellation de « pacifisme » qui lui fut consacrée. Ce mot, en effet, a dans notre langue et dans notre culture une connotation essentiellement péjorative. Pacifisme et pacifiste sont au nombre de ces mots en « isme » et en « iste » qui traduisent une malfaçon et une perversion. Le pacifisme est à la paix ce que l'intellectualisme est au raisonnement intellectuel, ce que le simplisme est à la simplicité, ce que le sentimentalisme est au sentiment, etc.

Les idéologies dominantes ont honoré la guerre en ne voulant voir en elle que l'héroïsme dont elle pouvait être l'occasion et en occultant tout ce qu'elle portait en elle de détestable. La guerre est devenue sacrée et le jugement que les hommes portent sur elle échappe le plus souvent à la critique de la raison. La guerre est toujours de religion. Toute contestation devient ici un blasphème et un sacrilège. Celui qui ose s'y livrer mérite l'anathème. Il s'exclut lui-même de la collectivité à laquelle il appartient et pour laquelle il devient traître et parjure. Les arguments qu'il invoque pour fonder sa critique ne seront pas discutés. La guerre est indiscutable puisqu'elle est sacrée.

Pourtant, la guerre moderne n'est plus un fait d'armes qui permettait aux hommes de rivaliser d'héroïsme, c'est-à-dire d'honneur et de vertu ; elle n'est plus que le fait des armes où seuls les matériels rivalisent entre eux. Mais la mystique militaire ignore ce changement essentiel qui s'est opéré dans la nature même de la guerre : elle honore encore les vertus guerrières alors que les seuls mérites appartiennent désormais aux armements.

La thèse pacifiste, cependant, n'en devient pas convaincante pour autant. Car il ne suffit pas de condamner la guerre en évoquant ses horreurs et ses cruautés pour la conjurer. Dans la mesure même où le pacifisme s'exprime à travers des exorcismes, il avoue son impuissance à changer l'histoire. En refusant absolument la guerre, sa logique le conduit à faire de la paix un absolu et même le premier des absolus. Le risque est alors grand de réduire la paix à l'absence de la guerre. C'est pourquoi le pacifiste est accusé de préférer n'importe quelle paix à n'importe quelle guerre et, donc, de se soumettre plutôt que de se battre. Or il est vrai que la paix peut être honteuse et que le refus de la guerre peut être lâche. Ce n'est pas la paix qui est le plus important mais la justice qui permet la liberté et la dignité. Si le choix n'était qu'entre la paix dans l'injustice et la guerre pour la justice, alors mieux vaudrait choisir la guerre. « *Je préférerais mille fois*, affirmait Gandhi, *prendre le risque de recourir à la violence plutôt que de voir émasculer toute une race.* »

L'alternative nécessaire

Le tort du pacifisme est de n'avoir pas compris que la guerre ne mérite pas seulement une condamnation, mais qu'elle exige une alternative. La guerre est une méthode d'action, et sa finalité est juste lorsqu'elle vise effectivement à rétablir le droit des opprimés. La méthode est sûrement détestable, mais l'action n'en demeure pas moins nécessaire. Si la condamnation de la méthode entraîne l'inaction, c'est que, quelque part, il y a un vice dans la démarche. Le pacifisme procède, en réalité, d'une vision idéaliste et moraliste de l'histoire. Le discours pacifiste est tenu en un lieu a-historique où sont absentes les contraintes de l'action. Le pacifisme fait appel à des vertus en un temps où seule la force conditionne les rapports entre les hommes. Sa démarche reste donc parfaitement inopérante. Ce qui caractérise le politique, c'est précisément qu'il est régi par la force et non point par le droit.

Alain expose l'erreur fondamentale du pacifisme juridique lorsqu'il écrit : « *Non pas la solution d'un problème de droit par des moyens de force, mais, tout au contraire, la solution d'un problème de droit par des moyens de droit.* » Ainsi existerait-il une force inhérente à l'idée même de droit qui aurait son efficacité propre pour vaincre les forces qui lui sont hostiles. Mais c'est précisément le propre de l'idéalisme de conférer à l'idée une force spécifique qui agirait dans l'histoire et qui serait le véritable fondement du progrès. Tout montre, au contraire, qu'une telle force n'existe pas. De même est-il vain, comme le font les spiritualités et les religions, de parler de la force de la justice, de la force de la raison, de la force de la vérité ou de la force de l'amour.

Au commencement est le conflit. Et la fonction du conflit doit être précisément de créer la justice. Le discours pacifiste, qu'il soit juridique ou spiritualiste, commet une erreur décisive lorsqu'il stigmatise le conflit sous prétexte de faire l'apologie du droit, de la confiance, de la fraternité, de la réconciliation et de l'amour. Là encore, on quitte l'histoire pour fuir dans l'utopie.

Seule, en réalité, la force organisée dans l'action appuyée sur le nombre peut être efficace pour combattre l'injustice et rétablir le droit. C'est donc se tromper du tout au tout que de vouloir discréditer la force au nom du droit puisque, dans les faits, le droit ne peut avoir d'autre fondement ni d'autre garantie que la force. Mais la force n'est pas la violence, et, précisément, il n'est possible de discréditer la violence que si l'on a d'abord réhabilité la force en lui donnant toute sa place et en lui reconnaissant toute sa légitimité. Il est aussi essentiel de récuser en même temps le prétendu réalisme qui justifie la violence comme étant le fondement même de l'action politique et le prétendu spiritualisme qui refuse de reconnaître la force comme étant inhérente à l'action politique. Et la force n'existant que par l'action, il n'est possible de dénoncer et de combattre la guerre qu'en proposant une méthode d'action qui ne doive rien à la violence meurtrière mais qui soit capable d'établir des rapports de forces qui garantissent le droit.

Notre propos ne peut pas être ici d'exposer quels pourraient être, en principe et en pratique, les éléments d'une stratégie de l'action non violente appliquée à la défense des peuples et des nations. Notons seulement que l'action non violente — dans la mesure même où elle est une action — permet une approche cohérente des problèmes politiques de la paix et de la guerre et qu'elle échappe aux insuffisances et aux contradictions du pacifisme.

La tâche la plus utile et la plus féconde qui s'offre aujourd'hui aux citoyens responsables n'est-elle pas de refuser de se rendre à la raison d'Etat au nom de laquelle on programme sciemment et scientifiquement la guerre nucléaire ? D'imaginer de nouvelles stratégies pour remédier tant aux maux de la paix qu'à ceux de la guerre ? Il faut nous défendre, affirme le chœur des hommes politiques, contre les menaces qui pèsent sur nos vies. Soit ! Mais les pires menaces ne proviennent-elles pas de ces armes nucléaires que nous accumulons au-dessus de nos têtes ? Cette question éclaire tout le sens du mouvement dit « pacifiste ». Elle est vitale puisqu'elle pose tout simplement le problème de notre survie. Il serait donc raisonnable de ne pas la traiter avec mépris.

(*) Animateur du Mouvement pour une alternative non violente (MAN, 20, rue du Dévidet, 45200 Montargis.)

Les forces de la paix

par JACQUES MADAULE

LES pacifistes d'autrefois faisaient des défilés pacifiques en agitant des branches d'olivier. Ceux d'aujourd'hui en font encore et même ils y joignent quelques lâchers de colombes. Mais leur message se fait de plus en plus menaçant. Jadis, la paix cherchait à s'imposer par la persuasion. Aujourd'hui, elle estime la terreur plus expéditive et plus efficace. Les fauteurs de guerre sont dûment avertis : qu'ils renoncent à leurs coupables projets ou ils seront rapidement anéantis par les forces de la paix. Autrefois, les pacifistes étaient désarmés. Ils ont compris aujourd'hui que c'était là un coupable idéalisme. *Ils* ne sont plus que l'avant-garde de la plus puissante armée du monde, les postes avancés du plus vaste empire militaire que l'histoire ait encore connu.

Car, après tout, pour faire la guerre, il faut être au moins deux. Mais, si l'un des deux partis en présence ne se défendait pas contre l'agression dont il est l'objet, il n'y aurait plus de guerre, et le combat finirait avant d'avoir commencé, faute de combattants. Nous approchons de cet état idéal, et c'est même là un des changements essentiels qui se sont produits dans le monde au cours de la dernière décennie. Changement peu ressenti par le commun des hommes, mais qui éclate aujourd'hui aux regards dans une foule de traits parmi lesquels on n'en peut choisir que quelques-uns.

D'abord l'affaire des euromissiles : les forces de la paix ont installé sur le territoire de l'Union soviétique un certain nombre d'armes stratégiques qui leur permettent d'atteindre tous les objectifs européens. Il est clair que, si la situation n'était pas modifiée, les fauteurs de guerre n'auraient aucune chance d'entraîner notre continent dans un conflit armé. Voilà pourquoi il est indispensable qu'aucune riposte adéquate ne soit installée sur le sol de l'Europe. Sinon notre continent risquerait d'être détruit. Cela donne à réfléchir.

Ensuite — et tandis que cette grave affaire était fort loin d'être réglée, — nous avons assisté à l'occupation de la Pologne par sa propre armée, partie intégrante et intégrée de la grande armée de l'Empire militaire. Nous avons reçu à ce sujet le même genre d'avertissement. On nous a charitablement prévenus que, si nous manifestions au peuple polonais attaqué une sympathie trop ardente, nous risquerions d'éveiller en lui des espérances qui pourraient le conduire à résister. Alors, ce serait un « bain de sang ». Pas moins !

Enfin, au début de cette année, il y a eu la réunion de la présidence du Conseil mondial de la paix, à Copenhague. Ce fut l'occasion pour l'envoyé du général Jaruzelski — un capitaine, comme il se doit, comme les speakers de la télévision polonaise depuis le 13 décembre — d'exposer à cet aréopage pacifiste les éminents services que ledit général avait rendus et qu'il rendait encore à la paix de son peuple, de l'Europe et du monde. Il avait de justesse étouffé dans l'œuf une tentative de guerre civile fomentée par les va-t-en-guerre de Washington. Ce que c'est, tout de même, qu'une guerre prise à temps ! Les forces de la paix en Afghanistan doivent envier les pacifiques lauriers que cueille leur heureux collègue de Varsovie. On a dû se tromper d'un jour à Kaboul.

Mais revenons à Copenhague. La présidence du Conseil mondial de la paix, sans doute pour encourager les soldats de la paix qui combattent en Afghanistan des guerriers coriaces, aurait décidé de se réunir la prochaine fois à Kaboul même, au cœur du combat. On ne dit pas si quelques exercices pratiques sont prévus au programme, par exemple la pacification par hélicoptères blindés d'une vallée livrée aux forces bellicistes. Ce serait en tout cas une très belle illustration de cette phrase, écrite il y a un an, par M. Ramesh Chandra, secrétaire général du Conseil mondial : « *La force armée est devenue, dans les mains du socialisme, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, un instrument de paix et de progrès social.* »

Nous nous en apercevons tous les jours. A moins que le terme de socialisme, dont on abuse vraiment un peu, ne demande à être plus strictement défini. Les socialistes français s'y emploient.

Six idées soviétiques pour la sécurité

par VADIM ZAGLADINE (*)

LES problèmes politiques ne manquent pas en Europe. De la situation en Pologne à Gibraltar, des sentences de mort en Turquie aux assassinats presque quotidiens en Ulster. Tous ces problèmes (malgré leur différence et, parfois, leur nature contraire), retiennent l'attention. Mais, on peut dire que en Europe, le problème le plus urgent est celui de la guerre ou de la paix ! C'est même une question de vie ou de mort, en cette ère atomique.

Aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest du continent, les forces politiques ont déjà exprimé leur opinion à ce sujet, chacune à sa façon, c'est évident. Mais, quelles que soient les nuances, elles aboutissent au même point : la guerre doit être conjurée.

Unanimité compréhensible, car, si la menace d'une guerre nucléaire met en danger l'avenir de toute l'humanité, elle revêt un caractère particulier pour notre continent, car l'Europe est considérée comme un théâtre potentiel d'hostilités. Cette circonstance se trouve à la base de la conception soviétique de la paix et de la sécurité en Europe.

Dans quel sens ? La guerre serait une guerre entre deux blocs, une guerre de l'Ouest contre l'Est et, plus précisément, de l'ouest de l'Europe contre l'est de l'Europe. Il en découle qu'en assurant la sécurité de l'une ou de l'autre partie de l'Europe, de l'Est ou de l'Ouest, on peut conjurer le déclenchement de cette guerre. Autrement dit, la sécurité de l'Europe occidentale signifie la sécurité de l'Europe de l'Est. Et vice-versa. Il est tout simplement impossible de détacher la sécurité de l'Union soviétique de celle de la Belgique ou du Portugal, ou bien la sécurité de la France de celle de la R.D.A. ou de la Bulgarie.

On entend parfois dire que bien que l'Europe puisse faire beaucoup, il existe des blocs, des alliances, des « *superpuissances* »... ce qui diminuerait dans une certaine mesure les possibilités d'une politique proprement européenne. Certes il existe des alliances et des grandes puissances comme, par exemple, l'U.R.S.S. et les États-Unis. Mais pourquoi cela doit-il restreindre le rôle et les possibilités d'une politique européenne ? En tout cas, l'Union soviétique est d'un autre avis.

Il est vrai que l'approche soviétique du problème de la sécurité européenne diffère de l'approche américaine. L'Union soviétique est une partie de l'Europe, mais les États-Unis ne sont pas un pays européen. Cette circonstance ne peut pas ne pas se répercuter sur l'approche américaine des problèmes européens.

Quelle est la différence dans la manière dont les États-Unis et l'U.R.S.S. abordent le problème de la sécurité européenne ?

Pour les États-Unis, assurer leur sécurité signifie, avant tout, détourner de leur territoire un éventuel coup nucléaire, c'est-à-dire déplacer autant que possible l'épicentre d'un conflit supposé au-delà des États-Unis. Dans presque tous les documents américains, il s'agit, sur ce plan, avant tout de l'Europe on y ajoute aussi parfois, il est vrai, des « *zones périphériques* ».

Pour l'Union soviétique, assurer sa sécurité signifie, avant tout, assurer la sécurité de toute l'Europe, c'est-à-dire éviter le conflit sur l'ensemble du sol européen. La différence est de taille. Que propose l'Union soviétique concrètement pour atteindre ce but ?

1) Faire de l'Europe un continent exempt de tous les types d'armes nucléaires. Consciente du fait qu'il n'est pas si facile d'arriver à ce but (principalement, parce que l'Occident n'y est pas prêt, alors que l'U.R.S.S. est prête à le faire très rapidement), l'Union soviétique propose diverses étapes pour avancer vers ce but final. Une de ces étapes pourrait être l'élimination d'un seul coup, du territoire de l'Europe, de tous les types d'armes nucléaires de portée moyenne. Si c'est difficile à faire pour l'Occident (ce que l'on peut comprendre en partie, en tenant compte, par exemple, de la position spécifique de la France), on pourrait emprunter une autre voie, celle d'une réduction considérable de l'arsenal existant d'engins nucléaires de portée moyenne. Toutes ces propositions ont été formulées par L. Brejnev, pendant sa visite à Bonn, en novembre 1981. Actuellement, elles sont étudiées à Genève.

2) L'Union soviétique considère nécessaire de réduire les armements classiques sur le continent européen. Des négociations ont lieu à ce sujet depuis des années à Vienne. Elles durent depuis plusieurs années parce que les partenaires occidentaux des pays socialistes mènent des discussions interminables pour établir le nombre de soldats d'un pays par rapport à celui d'un autre. La différence dont on parle est très insignifiante et, à condition de faire preuve de bonne volonté, on aurait pu, depuis longtemps, parvenir à un accord. En attendant, on n'y est pas parvenu. Compte tenu de cela, les pays socialistes proposent de définir le niveau souhaité des forces armées en Europe centrale et de procéder immédiatement à la réduction des troupes et des armements existants, afin de se rapprocher de ce niveau. C'est la seule approche raisonnable de ce problème.

3) L'Union soviétique est disposée à soutenir l'idée exprimée par les pays nord-européens de créer dans leur région une zone dénucléarisée. Nous sommes prêts non seulement à garantir cette zone, mais aussi à étudier attentivement toutes les questions ayant trait à ce problème, y compris les questions relatives au territoire soviétique attenant.

4) Nous appuyons le souhait de plusieurs Etats balkaniques de créer une zone dénucléarisée également dans cette partie du continent européen.

5) L'Union soviétique a fait des propositions détaillées concernant la possibilité de faire de la Méditerranée une mer de paix et de coopération pacifique.

6) Enfin l'Union soviétique est prête à garantir immédiatement à tout pays européen qui ne possède pas d'armes nucléaires, n'en produit pas et n'en a pas sur son territoire, qu'elle n'utilisera jamais contre lui, en aucune circonstance, les armes nucléaires appartenant à l'État soviétique. Nous invitons les autres pays nucléaires à accorder aux Etats indiqués les mêmes garanties.

Ces propositions soviétiques sur divers aspects de la sécurité européenne revêtent toutes une forme diplomatique officielle, ce qui veut dire qu'elles ont été faites pendant les pourparlers, ou bien ont été notifiées aux gouvernements concernés.

Bien entendu, nous sommes prêts à étudier toutes autres propositions ayant trait à la sécurité européenne sous tous ses aspects. Des idées intéressantes ont été émises par les dirigeants de la France, des dirigeants du parti social-démocrate d'Allemagne, du parti socialiste de Belgique, du parti du travail des Pays-Bas, du parti grec Pasok, etc. Bref, nous ne refusons pas d'examiner tous les projets existants. Il y a beaucoup de projets et d'idées. Les sujets de réflexion ne manquent pas. Maintenant, la tâche consiste à mettre ces idées en pratique en vue d'assurer solidement la sécurité pour tous les peuples européens et pour chacun d'entre eux. Sa solution facilitera considérablement l'examen de tous les autres problèmes qui préoccupent notre vieux continent.

(*) Premier adjoint au chef du département international du Comité central du parti communiste de l'U.R.S.S.

Les atouts de l'Occident

par JACQUES DE MONTALAIS (*)

TANDIS que s'esquisse, inquiétante ou non, la succession de M. Brejnev, on s'étonne d'avoir si peu entendu parler des incontestables points faibles de l'Union soviétique.

Mais si l'on n'évoque ni la situation délicate des Russes en maints domaines ni les atouts dont les Occidentaux disposent face à ces faiblesses-là, c'est précisément, semble-t-il, parce que, à l'Ouest, on craint de devoir tirer la conclusion logique qui en découle. A savoir que des sanctions seraient seules susceptibles de prouver que l'Occident a encore une épine dorsale et pas seulement des indignations nobles.

A quoi il fut répondu que le blocus serait la guerre. Et c'est manifestement ce que l'on pense dans la plupart des capitales de l'Europe de l'Ouest. Or cet argument fausse la question d'une manière qu'il est difficile de ne pas juger troublante.

Car enfin, cesser d'exporter cette technologie avancée dont les Russes ont tant besoin, leur refuser jusqu'à nouvel ordre les crédits si favorables qu'on leur accorde benoîtement depuis des années, ne plus leur faire faire parvenir, peut-être, les énormes quantités de céréales dont on les a comblés, s'agirait-il là d'un véritable blocus, ou d'un signal, d'un avertissement ?

Il paraît que ce serait *la* guerre. Pourquoi ? Parce que les Russes, *aujourd'hui*, sont les plus forts. C'est un langage *par* lequel on *insinue* que nous serions à leur merci et, à la limite, que l'Europe et les États-Unis seraient désarmés, ce qui est loin d'être le cas malgré leur infériorité présente. Or les Américains ont décidé de combler leur retard et la perspective ne fait aucun plaisir aux Russes qui, déjà très appauvris, auraient grand mal à suivre le train de ce nouveau surarmement.

Mais, dira-t-on, vous admettez vous-mêmes que les Soviétiques disposent de la supériorité militaire. Si on les contrarie sérieusement, ils pourraient profiter d'un état de choses qui leur est favorable aujourd'hui et qui ne le sera peut-être plus demain.

Ainsi donc les Russes, comme Hitler, envahiraient l'Europe. Ou même, comme on l'envisage aussi, la détruiraient en trois minutes. Croit-on vraiment que de grands joueurs d'échecs soient très enclins à se lancer dans une aventure au cours de laquelle leur empire risquerait de s'effondrer ?

Avant de mourir, le malheureux historien dissident Andrei Amalrik publia un livre intitulé *L'U.R.S.S. survivra-t-elle à 1985 ?* dans lequel il estimait que seule une guerre étrangère serait susceptible de renverser brusquement un totalitarisme bétonné par son armée, sa police, sa « Nomenklatura » et les innombrables bénéficiaires du régime.

Pouquoi ne rappelle-t-on pas les faiblesses du colosse dont il est permis de penser que, dans un Kremlin apparemment plein d'arrogance, on les connaît fort bien ?

La Chine était une amie. Elle ne l'est plus. La Chine est même devenue une puissance nucléaire, et c'est un pays d'un milliard d'hommes. Quel appel d'air face à une Sibérie quasiment vide et qui regorge de matières premières de toutes sortes !

Et s'il n'y avait que l'incertaine Chine... Mais l'occupation de l'Afghanistan n'est pas une petite affaire. La révolte polonaise est encore plus grave. La faillite de l'agriculture, c'est-à-dire du ravitaillement, ne l'est pas moins. La position adoptée par le parti communiste en Italie et en Espagne n'est certainement pas une bonne nouvelle. Et n'oublions pas la démographie des peuples musulmans de l'Union, certaines incertitudes en Ukraine, en Géorgie et même ailleurs, l'énorme endettement, certains échecs au Proche-Orient et en Afrique.

Dès lors, puisqu'ils jugent nécessaire de tenir l'Europe sous le feu de leurs SS 20 et de mater les ouvriers polonais par un général à leur dévotion, pourquoi les Occidentaux ne leur feraient-ils pas sentir que le temps de leur toute-puissance dans l'Est européen s'achève ?

Le moment n'est-il pas venu de les inciter à en tirer, dans leur propre intérêt, les conséquences ? Non pas en établissant un véritable et d'ailleurs bien hypothétique blocus, mais en leur proposant d'acceptables marchandages, sans doute gradués, mais qui, pour être mesurés, n'en seraient pas moins fermes ?

Si rien n'est entrepris, si la révolte polonaise est entérinée comme l'aura été l'invasion de l'Afghanistan, une idéologie simpliste mais aux terrifiantes répercussions continuera de faire tache d'huile impunément. Croit-on, par exemple, que la Chine ne commencera pas à se demander si elle ne jouait pas la mauvaise carte, celle de ceux qui sont toujours perdants ?

Bref, les Occidentaux sont-ils hypnotisés, terrorisés ou gavés au point de méconnaître leurs propres atouts et la manière de s'en servir ?

(*) Ancien rédacteur en chef de *la Nation*.

Le Monde

étranger

L'AGGRAVATION DES TENSIONS EN AMÉRIQUE CENTRALE

L'état d'urgence a été décidé pour une durée de trente jours sur l'ensemble du territoire du Nicaragua, en vue de prévenir les risques d'agression interne et externe, a annoncé, le lundi 15 mars, la junte de gouvernement de Managua. Cette décision est intervenue vingt-quatre heures après le dynamitage de deux ponts dans le nord du pays, près de la frontière du Honduras. Un communiqué du gouvernement sandiniste lie ces actes de sabotage à un « plan d'action de la C.I.A. » contre le Nicaragua, dont plusieurs journaux américains ont fait état ces derniers jours.

Au Salvador, de violents combats ont eu lieu, pour la première fois depuis plus d'un an, dans deux faubourgs de la capitale, le lundi 15 mars. Cette action manifeste un regain d'activité militaire des rebelles du Front Farabundo Marti de libération nationale, à moins de deux semaines de l'élection pour l'Assemblée constituante, le 28 mars. L'armée salvadorienne poursuit des opérations en province.

D'autre part, les ministres des affaires étrangères du Venezuela, de Colombie, du Mexique et du Canada, ont apporté, lundi, leur soutien au plan américain d'assistance aux pays du bassin des Caraïbes, à l'issue de la réunion des pays du « groupe de Nassau », qui s'est tenue à New-York. Enfin, s'ils sont près à discuter avec Moscou, les dirigeants des Etats-Unis ne veulent pas associer l'U.R.S.S. à une négociation collective sur l'Amérique centrale.

Les autorités de Managua proclament l'état d'urgence

Managua. — Le gouvernement de Managua a décrété la suspension des garanties constitutionnelles et proclamé l'état d'urgence le lundi 15 mars pour *« faire face à la menace d'agression étrangère »*. Cette décision spectaculaire intervient après une semaine de tension croissante au Nicaragua. Les dirigeants avaient multiplié les appels à la mobilisation populaire, se déclarant convaincus que le gouvernement américain avait déjà mis en route un plan d'intervention armée contre leur pays.

Le dynamitage de deux ponts sur le rio Coco et sur le rio Negro, dans la région frontalière avec le Honduras, où les incidents armés avec les commandos somozistes réfugiés dans les pays voisins sont fréquents, a semble-t-il incité les dirigeants sandinistes à prendre cette décision. Selon les dirigeants de Managua, ce sabotage n'a pu être réalisé qu'avec la participation d'experts « étrangers », spécialistes des opérations de « déstabilisation » organisées directement ou indirectement par les services secrets américains. L'annonce par la presse de Washington que l'administration Reagan avait déjà accordé des fonds aux organisations nicaraguayennes hostiles au gouvernement sandiniste a également contribué à faire monter la fièvre dans les milieux dirigeants de Managua.

Appels à la population

Depuis quelques jours, les journaux progouvernementaux de Managua, *Barricada* et *Nuevo Diario*, ont adopté un ton particulièrement virulent à l'égard des dirigeants américains. Ils dénoncent, dans le même temps, les

De notre envoyé spécial

Nicaraguayens de l'intérieur « complices », sinon même « agents » de la C.I.A. La polémique latente entre les organes proches du gouvernement sandiniste et le journal *La Prensa*, porte-parole non moins virulent de ce qu'on appelle, pour simplifier, à Managua, le « secteur privé » a atteint des niveaux inquiétants. Des hommes comme M. Robelo, président du patronat nicaraguayen et leader d'un rassemblement démocratique hostile au gouvernement sandiniste, redoutent de nouveau de possibles excès des militants sandinistes les plus bouillants.

Depuis la fin de la semaine dernière, les policiers, qui règlent le trafic dans les rues de la capitale, ont revêtu une tenue militaire de combat. Les organisations de masses sandinistes lancent des appels à la population pour qu'elle s'enrôle dans les milices. Dans les casernes et dans les bases militaires — nous avons pu le noter à la base aérienne de Managua, — les soldats, apparemment assez peu motivés, sont harangués et incités à tout faire pour défendre la nation assiégée. Un climat de méfiance s'est naturellement développé dans les milieux proches du gouvernement ; mais il n'affecte guère la tranquillité de la capitale. La population semble, pour le moment, d'abord préoccupée par l'aggravation de la situation économique et le début de certaines restrictions (les stations d'essence doivent maintenant être fermées au public le dimanche). Il est vrai, aussi, que les Nicaraguayens, dans leur majorité, semblent persuadés, ils le confient, qu'*« une nouvelle guerre est inévitable »*.

Les forces armées du Nicaragua paraissent encore modestes, ce petit pays sous-développé d'Amérique centrale ne dispose, en tout cas, ni de marine ni d'aviation (un certain nombre de pilotes s'entraîneraient actuellement en Bulgarie). Le matériel militaire français promis n'est pas encore arrivé.

La déclaration faite à Washington par l'ambassadeur du Nicaragua, selon lequel son *« pays serait obligé de faire venir des Mig si la rhétorique américaine actuelle se poursuivait »*, donne la mesure de l'inquiétude et de l'exaspération de dirigeants qui ne sont guère sensibles, pour le moment, aux conseils répétés de « modération » que leur prodiguent leurs amis mexicains, engagés dans une délicate opération diplomatique pour tenter de convaincre les Etats-Unis de choisir la voie de la négociation globale en Amérique centrale.

MARCEL NIEDERGANG.

● *Managua a fait un accueil triomphal au guérillero* nicaraguayen, Orlando José Tardencillas, le lundi 15 mars. Le jeune homme avait été capturé au Salvador, puis envoyé aux Etats-Unis, où le département d'Etat l'avait présenté à la presse américaine, à Washington, comme une preuve vivante de l'intervention des sandinistes au Salvador. Devant les journalistes, M. Tardencillas était revenu sur ses déclarations antérieures, niant finalement avoir été envoyé par ordre des autorités nicaraguayennes. — *(A.F.P., Reuter.)*

S'ILS SONT PRÊTS A DISCUTER AVEC MOSCOU

Les dirigeants américains n'entendent pas associer l'U.R.S.S. à une négociation collective

Washington. — Pendant des mois, l'administration Reagan s'est attiré l'opposition des milieux libéraux parce qu'elle mettait l'accent sur l'aide économique et militaire à la junte salvadorienne. Misant maintenant sur des négociations en Amérique centrale (*le Monde* du 15 mars), elle craint de heurter les conservateurs. D'où un jeu très subtil de déclarations imprécises et de demi-démentis qui n'aident pas à clarifier la situation.

Lundi 15 mars à New-York, le général Haig a voulu tempérer l'optimisme qui se dégageait la veille après sa deuxième rencontre avec le ministre mexicain des affaires étrangères, M. Castagneda. Mais par cette mise au point, le secrétaire d'Etat a confirmé l'essentiel, c'est-à-dire la volonté de Washington de négocier, d'une part avec l'Union soviétique, d'autre part avec le Nicaragua et Cuba. Un porte-parole de la Maison-Blanche affirmait le même jour que la rencontre Haig-Castagneda avait *« fourni le cadre pour de bonnes discussions »*.

Dans son souci de rassurer les conservateurs, le secrétaire d'Etat a réaffirmé qu'il n'était pas question d'associer Moscou à une négociation collective sur l'Amérique centrale. Si le Salvador est *« à la fois un problème global, régional et local »*, cela ne signifie pas que les Etats-Unis vont *« soudainement introduire l'Union soviétique »* dans un débat concernant l'hémisphère américain. Il s'agirait donc plutôt de conver-

De notre correspondant

sations bilatérales entre les Deux Grands, indépendamment des négociations qui pourraient avoir lieu avec les pays de la région.

L'électorat conservateur devait être rassuré lundi sur un autre point : il n'est pas question de laisser carte blanche à M. Lopez Portillo. Interrogé sur le plan de paix des Mexicains, le président Reagan déclarait : *« Nous sommes très heureux d'être aidés par eux. Ils ne sont pas en train de négocier pour nous. Ils espèrent ouvrir des portes. »*

Le général Haig a pourtant bel et bien soumis dimanche à M. Castagneda un projet d'accord entre les Etats-Unis et le Nicaragua. Projet qu'il a lui-même révélé à la presse le lendemain, quitte à contester sa nouveauté. A en croire le secrétaire d'Etat ces propositions avaient déjà été faites par Washington l'an dernier et le régime sandiniste s'y était opposé.

Le plan de M. Haig suppose que le Nicaragua cesse tout appui aux guérillas d'Amérique centrale. En échange il obtiendrait trois choses des Etats-Unis : un pacte de non agression, la fermeture des camps d'entraînement d'exilés somozistes et le rétablissement de l'aide économique. Washington s'engagerait en outre, dans le cadre d'un accord régional, à réduire son assistance militaire à des pays comme le Salvador. Avec ces ouvertures, l'administration Reagan donne l'impression de jouer simultanément sur tous les tableaux. « Problème local » : elle soutient la junte salvadorienne mais laisse entendre que le conflit pourrait être négocié avec la guérilla après les élections du 28 mars. « Problème régional » : elle dénonce le Nicaragua, menace même de « destabiliser » ce pays par des actions clandestines, mais lui propose un *modus vivendi*. « Problème global » : elle introduit les Soviétiques dans le débat mais veut les maintenir à l'écart des autres négociations.

ROBERT SOLÉ.

L'AMBASSADEUR DE FRANCE AU CHILI VA REGAGNER SON POSTE

Le porte-parole du Quai d'Orsay a annoncé, le lundi 15 mars, que M. Léon Bouvier, ambassadeur de France au Chili, compagnon de la libération, allait regagner incessamment son poste *« toutes explications fournies »*. M. Bouvier avait été appelé en consultation, il y a deux semaines, après la publication dans une revue chilienne d'une interview dans laquelle il se déclarait notamment *« convaincu que le pays le moins libre d'Amérique latine est Cuba »*.

M. Bouvier a été reçu par M. Cheysson au cours de son séjour à Paris. On précise au Quai d'Orsay que *« la pensée de l'ambassadeur a été considérablement déformée »* par la revue qui a publié ses propos.

Argentine

Les autorités militaires annoncent leur intention d'examiner avec les familles tous les cas de disparition

Buenos-Aires. — Le nouveau chef de l'Etat, le général Galtieri, semble décidé à s'occuper du problème posé par les séquelles de la lutte contre le terrorisme. Conscient que le mutisme dans lequel s'est enfermé, jusqu'à présent, le pouvoir n'a fait que compliquer davantage la situation, le gouvernement est en train d'esquisser une action dans plusieurs directions.

Les autorités sont disposées, en premier lieu, à faire un *« geste »* en direction des parents des disparus, dont la douleur affirment-elles, est *« respectable »*. Au cours d'un petit déjeuner offert à la

Correspondance

presse étrangère, le ministre de l'intérieur, le général Oscar Saint-Jean, a déclaré que le gouvernement était *« décidé à analyser cas par cas chaque disparition, mais exclusivement avec les parents des disparus »*. Le pouvoir militaire refuse donc de recevoir les organisations de défense des droits de l'homme comme telles ; il ne désespère pas, en s'adressant directement aux familles des victimes, d'affaiblir l'influence de ces mouvements.

Le sous-secrétaire d'Etat pour les affaires institutionnelles, le colonel Bernardo Menendez, nous a, de son côté, déclaré que le ministère de l'intérieur étudiait la constitution d'un organisme *ad hoc* chargé d'accueillir et d'informer les parents des disparus. Il a également reconnu l'existence de plus de six mille disparitions déclarées, tout en ajoutant qu'il s'agissait dans *« un certain nombre de cas »*, de terroristes ayant fui le pays et changé d'identité. Jusqu'où iront les autorités dans leurs explications ? Il est à peu près certain, d'une part, que toutes les disparitions ne seront pas élucidées. D'autre part, les forces armées n'ont aucune intention de *« rendre des comptes »*. On peut penser qu'elles se limiteront à informer les parents de la situation des disparus, en précisant le lieu où ils sont détenus, dans le cas où ils seraient toujours en vie, et les circonstances de leur mort, dans le cas où ils seraient décédés.

Vers la libération des détenus politiques

Le gouvernement cherche, d'autre part, à exploiter politiquement l'assassinat, il y a un mois, d'une militante du parti socialiste des travailleurs, Mme Ana Maria Martinez. Convaincu qu'il s'agit d'un acte *« visant à déstabiliser le gouvernement »*, le colonel Menendez nous a déclaré : *« Nous arrêterons les coupables, quels qu'ils soient, civils ou militaires, et nous les livrerons à la justice »*. Sans écarter totalement l'hypothèse d'un règlement de comptes entre organisations d'extrême gauche, l'officier pense qu'il s'agit plutôt d'une opération menée par un groupe auquel il attribue une *« orientation incertaine »*. *« Nous étudions toutes les possibilités*, a-t-il souligné, *y compris celle d'un crime commis par une organisation obéissant à certains secteurs des forces armées »*.

Troisième ligne d'action du gouvernement, enfin : accélérer la libération des détenus politiques, dont le chiffre s'élève officiellement à près de six cents — parmi lesquels trois cent soixante sont *« à la disposition du pouvoir exécutif »*, sans avoir fait l'objet d'aucune condamnation. La plupart pourraient recouvrer la liberté dans le courant de l'année. Interrogé sur le sort des détenus français, le colonel Menendez nous a déclaré : *« Le décret d'expulsion de M. Edmundo Ferreira Vrignaud vient d'être signé. »* Par ailleurs, M. Jules Plumato pourrait être, lui aussi, élargi à bref délai (1).

L'assemblée permanente pour les droits de l'homme (A.P.D.H.) est, pour l'instant, la seule organisation à avoir réagi publiquement aux déclarations du ministre de l'intérieur au sujet des disparus. Dans un communiqué diffusé le 11 mars, elle affirme que les propos du général Saint Jean *« marquent l'abandon, positif, du silence officiel sur le problème des disparus, grâce à l'action menée par les forces démocratiques de la société argentine, et en particulier par les organisations pour les droits de l'homme »*. L'A.P.D.H. précise toutefois que cette attitude ne permettra la réconciliation des Argentins *« qu'à condition d'ouvrir la voie à une solution fondée sur la vie, la vérité et la justice »*.

Les dirigeants politiques, de leur côté, ne peuvent qu'être satisfaits. On peut penser que ces premiers signes d'ouverture du pouvoir sur un thème aussi épineux faciliteront des négociations menées en vue de tourner définitivement la page des années noires du milieu de la dernière décennie — comme le souhaitent tant les forces armées que la grande majorité des partis politiques.

JACQUES DESPRÈS.

(1) M. Edmundo Ferreira Vrignaud, né à Asuncion (Paraguay) en 1951, se trouvait à la disposition du pouvoir exécutif depuis février 1975, sans qu'aucune charge ait été retenue contre lui. C'est seulement à partir d'août 1981 que M. Ferreira Vrignaud, ayant acquis la nationalité française par sa mère, a été inclus dans la liste des Français détenus en Argentine pour raisons politiques. Le nouvel ambassadeur de France en Argentine, M. Jean-Dominique Paolini, dès son arrivée, et avant même d'avoir présenté ses lettres de créance, était intervenu auprès des autorités argentines pour accélérer l'élargissement de M. Ferreira Vrignaud et celui de M. Plumato. Ce dernier a été condamné en janvier 1977 à sept ans de prison. En ce qui concerne MM. Lhande et Ortiz, militants d'extrême gauche condamnés tous deux par des tribunaux militaires à dix et quinze ans de prison respectivement, leur libération paraît, pour l'instant, exclue.

PROCHE-ORIENT

Liban

Deux attentats à Beyrouth-Ouest contre le centre culturel français et la représentation égyptienne

De notre correspondant

Beyrouth. — Un attentat, lundi après-midi 15 mars, contre le centre culturel français, situé à Beyrouth-Ouest, qui a fait treize blessés légers, deux professeurs et onze étudiants, et un autre, ce mardi matin, contre la section des intérêts égyptiens placée sous couvert de l'ambassade de France, qui aurait fait plusieurs victimes, sont venus alimenter les rumeurs circulant ici sur un « complot » visant à faire fuir les missions diplomatiques du Liban. Le chef du Front libanais, M. Chamoun, a nommément accusé la Syrie d'en être responsable.

Ces attentats pourraient également être liés à plusieurs affaires qui suscitent ici des passions, notamment la politique française au Proche-Orient et plus particulièrement la récente visite de M. Mitterrand en Israël ; le procès des Iraniens qui ont tenté d'assassiner M. Bakhtiar à Paris ; les procès d'Arméniens ayant mené des opérations contre des missions turques en France.

La disparition du deuxième secrétaire de l'ambassadeur de Grande-Bretagne, M. Mohamed Mokdad, ressortissant britannique d'origine libanaise, a fourni un argument de plus à la thèse du complot « antidiplomatique » dont l'objet serait de priver l'Etat libanais des missions arabes et étrangères dont la présence est utile pour préserver ce qui reste de l'autorité et de la souveraineté nationale.

Des diplomates ont souvent été victimes d'actes de violence à Beyrouth tout au long des sept années de guerre et de troubles que vit le Liban, le cas le plus grave ayant été jusqu'à l'année dernière l'assassinat de l'ambassadeur des Etats-nis en 1976. Durant les années qui ont suivi, les incidents ont été relativement mineurs, à l'exception des règlements de comptes dont étaient victimes des diplomates irakiens engagés, il est vrai, dans une lutte sans merci avec leurs ennemis syriens, iraniens et sud-libanais.

Mais, en 1981, la situation s'est brusquement aggravée avec l'enlèvement du chargé d'affaires jordanien, le 11 mars, qui devait être libéré à la suite de tractations avec Damas, l'assassinat de l'ambassadeur de France, M. Louis Delamare, le 4 septembre, et la destruction de l'ambassade d'Irak, le 15 décembre. Cette dernière a depuis transféré ses services à Beyrouth-Est, en secteur chrétien.

La semaine dernière, l'ambassadeur du Koweït, sa famille et tous les diplomates koweïtiens ont été précipitamment rapatriés, de même que le chargé d'affaires jordanien.

De nombreuses ambassades qui continuent de fonctionner à Beyrouth ont réduit le nombre de leur personnel, et les ambassadeurs eux-mêmes sont souvent absents, comme c'est le cas de l'ambassadeur d'Arabie Saoudite, M. 'Ali Chaer, absent depuis plusieurs mois et qui ne fait que de brefs passages à Beyrouth. L'ambassade de France, pour sa part, maintient des effectifs complets.

LUCIEN GEORGE.

A TRAVERS LE MONDE

Indonésie

● OUVERTURE DE LA CAMPAGNE ELECTORALE. — La campagne pour les élections législatives du 4 mai s'est ouverte lundi 15 mars. Quatre-vingt-deux millions d'électeurs choisiront trois cent soixante députés ; trois partis sont en lice : le Golkar, gouvernemental et pratiquement assuré de la victoire, le P.P.P. (musulman) et le P.D.I. (parti démocrate). D'autre part, un tribunal de Djarkata a condamné à mort, samedi, le chef de la secte extrémiste musulmane Jamaah, M. Imrane ben Mohamed Wein. — *(A.F.P.)*.

Laos

● LE PREMIER MINISTRE A MOSCOU. — M. Kaysone Phomvihane, secrétaire général du Parti populaire révolutionnaire (communiste) et chef du gouvernement, est arrivé lundi 15 mars à Moscou en *« visite d'amitié »* ; il est accompagné du secrétaire du comité central, M. Sisophon Lavansai. — *(A.F.P.)*.

Ouganda

● NOUVELLE VAGUE D'ARRESTATION. — L'armée et la police ont arrêté, lundi 15 mars, deux cent cinquante civils à Kampala, dont plusieurs députés de l'opposition, dans le cadre d'une offensive contre l'évasion fiscale. Des résidents de la capitale ougandaise ont raconté que les forces de sécurité avaient interpellé deux mille personnes, après avoir bouclé les quartiers résidentiels, après quoi certaines maisons laissées vacantes furent pillées. — *(Reuter)*.

République Sud-Africaine

● CINQ BLANCS IMPLIQUES DANS UN ATTENTAT. — L'attaque à la roquette menée contre un camp militaire près de Pretoria, en août dernier (*le Monde* du 14 août), l'une des opérations les plus audacieuses jamais montées en Afrique du Sud — a été organisée par cinq militants communistes blancs venus de Grande-Bretagne, a déclaré lundi 15 mars, le général Johann Coetzee, directeur de la police sud-africaine. Quatre roquettes de 122-M avaient été tirées le 12 août contre la base militaire de Voortrekkerhoogte, causant de légers dégâts et blessant une Noire. Les assaillants avaient réussi à prendre la fuite. — *(Reuter.)*

Zimbabwe

● DEUX ANCIENS MERCENAIRES RECONNUS COUPABLES DE MEURTRE. — Deux des quatre anciens mercenaires français accusés d'avoir tué un cafetier allemand au Zimbabwe, le 17 juillet dernier, ont été reconnus coupables de meurtre avec préméditation, lundi 15 mars à Salisbury. Les deux hommes, Gervais Boutanquoi, trente-trois ans et Marc Chemouil, vingt-huit ans, risquent, aux termes de la loi, la peine de mort par pendaison. Le verdict devrait bientôt être connu, a-t-on précisé de source judiciaire. Cependant, aucune exécution n'a eu lieu au Zimbabwe depuis l'indépendance. — *(A.F.P.)*

AFRIQUE

Centrafrique

LE RÉCIT DE LA TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT DU 3 MARS

Des comploteurs mis en déroute par talkie-walkie....

De notre envoyé spécial

Bangui. — Un jeu de talkie-walkie et quelques hommes décidés ont suffi à faire avorter, dans la nuit du 3 au 4 mars, le coup de force tenté par les amis de M. Patasse. *« En quelques minutes, nous avons retourné la situation »*, nous a expliqué par la suite l'un de ceux qui ont, cette nuit-là, réagi le plus vite.

Depuis le retour, samedi 27 février, de M. Ange Patasse à Bangui, le général Kolingba se doute de quelque chose. Le C.M.R.N. — Comité militaire de redressement national, au pouvoir — aurait pourtant fait savoir au chef du M.L.P.C. (Mouvement de libération du peuple centrafricain) qu'une trêve de trois semaines serait observée afin de lui permettre de se rendre, dans son nord natal, aux obsèques d'un de ses frères. Toutefois, on remarque que deux membres du C.M.R.N. venus accueillir M. Patasse à l'aéroport — les généraux Bozize et Mbaikoua — n'ont pas remis les pieds dans leurs bureaux respectifs et ne se sont pas fait excuser au conseil des ministres du mardi suivant.

Au camp de Roux, siège de l'état-major général et résidence du chef de l'Etat, on décide, par mesure de précaution, de consigner la garde présidentielle, mais seulement à compter de jeudi. Le mercredi 3 mars sera donc jour de quartier libre, sauf pour les soldats et officiers de permanence.

Vers midi, un tract accusant le colonel Diallo, commandant la gendarmerie et proche du général Kolingba, de préparer un coup d'Etat pour le soir même est tiré sur la ronéo de la concession de M. Patasse au kilomètre 10, non loin de l'aéroport. Il sera clandestinement diffusé dans les quartiers africains favorables à M. Patasse par les militants du M.L.P.C. en milieu d'après-midi. Après la tombée de la nuit dans les mêmes quartiers, on commence à abattre des arbres à coups de machette pour barrer les principales artères.

A 23 h 40, soit vingt minutes avant la fin des émissions, le général Bozize se rend à la radio, dans le centre de la ville où le calme le plus complet règne, pour y lire une proclamation de quinze minutes dénonçant le *« projet »* du colonel Diallo, la *« présence de mercenaires zaïrois »* et la *« trahison »* du général Kolingba. Mais le complot patassiste est alors découvert. Le président donne l'ordre par talkie-walkie à un officier de la garde présidentielle de rassembler une quinzaine d'hommes et de s'emparer de la radio. Le général Bozize — dont le talkie-walkie est branché sur la même fréquence — intercepte cette communication. Renonçant à son allocution, il improvise au micro un appel de quarante secondes et s'enfuit. Juste à temps, car trois minutes plus tard, l'immeuble de la radio est cerné.

Cinq gardes, dont on ignore encore l'allégeance sont de faction devant l'édifice, mitraillette au poing. Ce seront les cinq minutes les plus longues : à minuit, en effet, le dernier technicien demeuré dans les locaux de la radio doit introduire la fiche qui interrompt, comme chaque nuit, les émissions jusqu'au petit matin. Il faudra trois minutes pour convaincre les cinq gardes de baisser leurs armes et une autre pour escalader les étages. Les émissions se poursuivent.

Calmer les esprits

Mais personne ne sait alors exactement quel bouton manipuler pour rebrancher le micro du studio. Finalement les auditeurs entendront un *« merde »* sonore sur les ondes. Les fidèles du général Kolingba ont trouvé le bon bouton. Appelé à la rescousse — toujours sur son talkie-walkie branché sur la fréquence réservée aux membres du C.M.R.N. et des services de sécurité de la présidence — le colonel Diallo prend la parole pour démentir catégoriquement les propos du général Bozize qu'il accuse, à son tour, de trahison. Quelques minutes plus tard, la voix lointaine mais ferme du président Kolingba se fait entendre sur les ondes. En fait, il se trouve au camp de Roux et parle — là encore — sur son talkie-walkie. L'appareil du colonel Diallo, recevant cette communication, a tout simplement été placé dans le studio de la radio contre le micro. Le technicien demeuré sur place fera alors jouer l'hymne national avant d'introduire sa fiche pour couper les émissions. Il est minuit trente.

Reste à calmer les esprits dans les quartiers où les barricades ont été dressées, afin d'éviter que l'agitation ne se propage ailleurs. Des bandes de gamins, en effet, commencent à jeter des pierres sur les automobilistes et à piller les magasins les plus proches. Les responsables de la sécurité estiment qu'en fait ils ont affaire à environ quinze cents manifestants décidés.

Vers 2 h. 30 du matin, au camp de Roux, on est parvenu à rassembler soixante-dix gardes présidentiels. Certains d'entre eux cachant leurs uniformes dans des sacs, ont franchi les barricades pour répondre à l'appel du général Kolingba.

Cette petite troupe et ses officiers vont commencer à enlever les barricades, une par une, en utilisant des grenades lacrymogènes dont la réserve pour toute la République s'élève exactement à six cent soixante-dix unités. L'opération durera jusqu'à l'aube, heure de la reprise du travail. A ce moment, l'ordre est rétabli.

La suite est mieux connue. En fin de matinée l'assaut est donné à la résidence du général Mbaikoua. Cette fois des rafales de mitraillette crépitent. Il y aura des victimes. Mais le général Mbaikoua s'est déjà réfugié sur la concession de M. Patasse et le général Bozize, caché entre un plafond et le toit, ne sera pas retrouvé. Samedi, le surlendemain, une grosse opération est montée contre la concession du kilomètre 10 qui sera rasée. Mais M. Patasse et le général Mbaikoua, alertés par un tel déploiement de forces — *« Nous avons montré notre puissance pour décourager toute résistance »*, nous dit un officier — se sont enfuis. Le premier ira se réfugier à l'ambassade de France et le second dans la brousse. Le coup d'Etat a complètement échoué. On apprendra plus tard que l'homme-clé de cette tentative — un civil qui aurait été chargé de s'introduire à l'intérieur du camp de Roux, dont l'enceinte n'est même pas protégée par des barbelés, pour y assassiner le général Kolingba — s'est tout simplement *« dégonflé »*.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

● *Le président Mitterrand* a adressé au roi Hassan II un message dans lequel il affirme sa conviction que la coopération entre la France et le Maroc continuera à se renforcer.

Dans ce message, adressé au souverain marocain à l'occasion de la fête du Trône et publié samedi 13 mars par le palais royal, M. Mitterrand fait part de ses *« vœux sincères de bonheur et de prospérité »*, à l'intention du roi et du peuple marocain.

Tunisie

A LA VEILLE DE LA RÉUNION A PARIS DE LA GRANDE COMMISSION MIXTE

La presse regrette que la visite de M. Mauroy à Tunis n'ait pas tenu ses promesses

Tunis. — Les relations franco-tunisiennes traversent actuellement une phase de désenchantement qui tranche avec le caractère « exemplaire et privilégié » qu'on leur reconnait depuis des années. Au-delà des problèmes de coopération économique, sociale et culturelle et du traditionnel échange de vues politique, la grande commission mixte franco-tunisienne, qui se réunit mercredi 17 mars à Paris sous la présidence des ministres des affaires étrangères, devrait donc s'attacher, en premier lieu, à assainir un climat qui s'est paradoxalement quelque peu assombri depuis la visite que M. Pierre Mauroy a effectué le mois dernier à Tunis, même si les dirigeants tunisiens se sont abstenus de tout commentaire public.

De notre correspondant

Le ton de la presse ne trompe pas : *« Lorsqu'on se rappelle que le premier ministre français, à peine arrivé en visite officielle sur le sol tunisien, a reçu les opposants au régime en place et que l'on croit savoir que les préoccupations des interlocuteurs français, lors des réunions officielles, tournaient presque toutes autour des thèmes aussi importants que la deuxième chaîne* (1), *le « fondouk des Français »* (2) *et le lycée Carnot* (3), *on est en droit de se poser des questions !... »*, écrivait, vendredi dernier, le journal gouvernemental *la Presse*. L'article a été reproduit trois jours plus tard par l'hebdomadaire du parti socialiste destourien *Dialogue*.

Les Tunisiens avaient déjà été assez désagréablement surpris que M. Mauroy ne se fasse accompagner chez eux que par les ministres du temps libre et de la solidarité nationale — M. Alain Savary, qui faisait aussi partie du voyage, étant considéré d'abord comme un ami personnel du président Bourguiba — au moment où ils attendaient des discussions approfondies sur les perspectives d'une participation française à leur action de développement. Alors que, de part et d'autre, tous les dossiers étaient prêts depuis longtemps et n'attendaient plus que la décision politique pour entrer dans la voie de la concrétisation, les entretiens se sont essentiellement cantonnés à des déclarations d'intention.

L'amertume s'est encore accrue lorsque la délégation accompagnant le premier ministre tunisien, M. Mohamed Mzali, dans la tournée qu'il vient d'effectuer dans le Golfe apprenait à Doha que deux experts français du Trésor l'avaient précédée pour tenter de persuader Qatar de réduire le capital de la future banque d'investissements tuniso-franco-qatarie, à la création de laquelle M. Mauroy avait pourtant renouvelé son accord à Tunis. La presse tunisienne a largement rapporté le fait, jugé inélégant, et que Paris n'a pas démenti.

En tout cas, le 3 mars à Doha, Tunis et Qatar ont souscrit pour 700 millions de francs au capital de la banque ainsi créée, laissant la porte encore ouverte à la participation française qui était prévue pour 300 millions. « *Mais*, indique-t-on dans les milieux financiers de Tunis, *si ce n'est pas la France, nous trouverons facilement un troisième partenaire.* » Cette réflexion reflète la volonté de la Tunisie de se dégager sensiblement de partenaires économiques traditionnels qui ne répondent pas toujours à ses espérances — les importants accords que M. Mzali vient de signer dans les pays du Golfe en témoignent — ou tout au moins de les placer tous sur un pied d'égalité en jouant sur les avantages de la concurrence ainsi que pourraient rapidement le démontrer les résultats du récent voyage du ministre tunisien de l'économie en R.F.A.

Cette nouvelle stratégie est d'ailleurs encouragée par les organes d'information qu'ils appartiennent ou non à l'opposition. C'est ainsi que le journal *As Sabah* estimait récemment que le moment était venu « *du retrait de toute priorité aux relations avec l'Europe et plus particulièrement avec la France car les tentatives déployées durant deux décennies dans le but de promouvoir une coopération intensive avec ces pays ont fait apparaître l'étroitesse des horizons de cette coopération et la limite de celle-ci à l'intérêt individuel des Etats avancés et nantis* ».

Quelques jours plus tard, le même journal plaidait pour que la Tunisie « *passe du stade de la monopolisation imposée par la langue française... à celui de l'ouverture réelle sur les diverses cultures et, en premier lieu, sur la culture anglaise* ».

Ce n'est pas la visite que vient de faire M. Mitterrand en Israël qui pourrait endiguer ces manifestations d'humeur. Bien au contraire. Même s'ils adoptent des positions modérées, les Tunisiens, qui hébergent dans leur capitale le siège de la Ligue arabe, sont également très sensibles à tout ce qui touche au conflit du Proche-Orient. Le journal *la Presse* a néanmoins relevé que les médias tunisiens ont été moins virulents que ceux des autres Etats arabes et signalé que M. Mzali s'était même attaché pendant sa visite dans le Golfe à faire état *« des bonnes intentions affichées par M. Mitterrand à l'égard des Palestiniens »* lorsqu'il l'avait rencontré à Paris. Et de remarquer, non sans dépit, à propos de la stagnation de la coopération franco-tunisienne : *« Nos partenaires français n'ont pas renvoyé l'ascenseur. »*

MICHEL DEURÉ.

(1) La France devrait participer à la création d'une seconde chaîne à caractère essentiellement francophone de la télévision tunisienne.

(2) Un centre culturel français doit être créé dans un vieux palais de la médina appelé « fondouk des Français » car il fut le premier bâtiment public français en Tunisie dès le XVIIIe siècle.

(3) Le lycée Carnot de Tunis doit être transformé à la rentrée 1983 en un établissement tunisien bi-culturel.

La délégation sahraouie ayant été refoulée à Dakar

Dix États boycottent la conférence ministérielle de l'organisation panafricaine

Commencée lundi 15 mars à Dakar, la troisième conférence des ministres de l'information de l'Organisation de l'unité africaine est placée sous le signe de la confusion. En effet, les autorités sénégalaises ont refoulé les représentants de la République arabe sahraouie démocratique, et les délégations de dix d'Etats ont décidé de boycotter les assises pour la réunion desquelles le quorum n'était pas atteint.

De notre correspondant

Dakar. — « *En créant l'agence panafracaine d'information (PANA), nous entendons relever le défi des pays développés, dont les médias, même quand ils se targuent d'objectivité, nous imposent une façon de voir les choses qui n'est pas forcément la nôtre.* » Ouvrant, lundi matin 15 mars à Dakar, les travaux de la conférence des ministres de l'information de l'O.U.A., chargée notamment de donner le coup d'envoi à la PANA, M. Habib Thiam, premier ministre sénégalais, résumait ainsi l'objectif de l'Organisation de l'unité africaine en un domaine aussi capital : permettre à l'Afrique de participer pleinement au nouvel ordre mondial de l'information.

Au même moment, cependant, les délégations présentes dans la capitale sénégalaise donnaient involontairement raison à ceux qui doutent de la viabilité d'une agence de presse propriété commune de tous les Etats du continent, qui ne pourra qu'osciller, selon eux, entre le conformisme total, systématiquement louangeur de tous les pouvoirs en place, et le silence pesant sur tout ce qui pourra diviser ceux-ci.

Les autorités sénégalaises ayant refoulé dimanche soir, à son arrivée à l'aéroport de Yoff, la délégation de la République arabe sahraouie démocratique, conduite par M. Mohamed Salem Ould Saleck, « ministre » de l'information, pour ne pas avaliser la décision prise le 12 février dernier à Addis-Abeba par le secrétaire général de l'O.U.A. de permettre désormais au Polisario de participer aux travaux de l'organisation panafricaine, la délégation algérienne a fait savoir dès lundi matin qu'elle ne voulait pas cautionner, quant à elle, par sa présence, les travaux de Dakar après cette expulsion. Elle a été aussitôt suivie par le Mali, l'Angola et le Mozambique, puis, un peu plus tard, par le Bénin et le Zimbabwe et, enfin, aussitôt après la séance d'ouverture, par l'Ethiopie, qui présidait cependant celle-ci, le Cap-Vert, le Ghana et la Guinée-Bissau.

Cette défection de dix Etats sur vingt-sept présents et trente-trois annoncés, pour cinquante Etats membres de l'O.U.A. (plus la la R.A.S.D.) a conduit les protestataires à affirmer que la conférence était dès lors dans l'impossibilité de siéger valablement, le quorum des deux tiers des Etats membres, indispensable selon eux, n'étant plus atteint. Lundi soir, on assurait cependant, à Dakar, que les Etats restant avaient l'intention de passer outre à cette objection, d'élire dès mardi un nouveau bureau de la conférence (formalité rendue nécessaire par la défection de son président éthiopien) et de passer à l'ordre du jour.

En s'opposant catégoriquement en cette affaire à l'Algérie et à l'Angola, en même temps qu'à la totalité de ses voisins frontaliers, à l'exception de la Guinée, le Sénégal risque de marquer à présent le pas dans sa politique de rapprochement avec les pays africains progressistes.

PIERRE BIARNES.

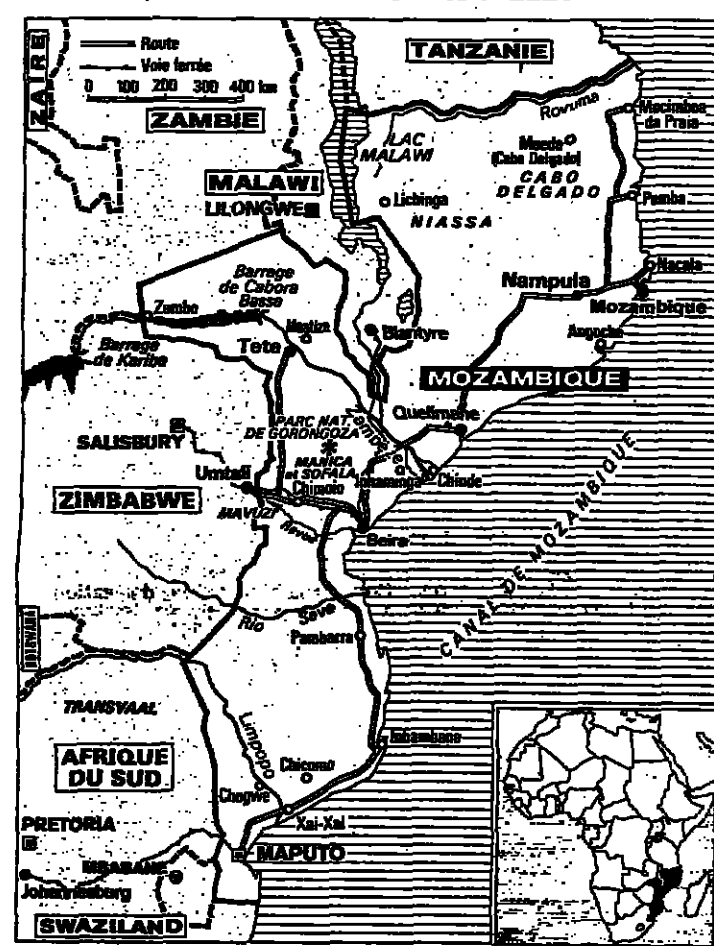
Mozambique

AUX PRISES AVEC UNE GUÉRILLA DANS LE CENTRE DU PAYS

Le régime est incapable de redresser l'économie

Maputo. — Inhaminga est une ville d'environ dix mille habitants, située à moins de 200 kilomètres de Beira, le deuxième port du pays. C'est aussi un précieux carrefour ferroviaire, possédant des ateliers de réparation sur la ligne qui mène aux mines de Moatize et se prolonge au Malawi. Un jour de janvier, plusieurs centaines de rebelles armés de la Résistance nationale du Mozambique (R.N.M.) prirent possession d'Inhaminga, de l'aube au milieu de l'après-midi. Ce fut une conquête sans péril, car les responsables locaux et les militaires de la garnison avaient déguerpi dès l'arrivée des assaillants. Ceux-ci distribuèrent des pagnes en criant des slogans railleurs contre le FRELIMO, parti unique mozambicain.

Ils pillèrent les boutiques, emportèrent la nourriture et vidèrent la caserne qui abritait armes et munitions. Ils kidnappèrent aussi un ressortissant français. Selon son témoignage, les rebelles semblaient ivres ou drogués. Tous portaient l'uniforme du combattant. Ils étaient bien équipés et disposaient d'un missile Sam 7. Sur le chemin du retour, un chasseur Mig de l'aviation mozambicaine piqua sur la colonne rebelle, sans toutefois l'attaquer. Cette menace venue du ciel suffit à semer la confusion dont profita le Français pour s'échapper.



Que la rébellion ait ainsi pu occuper, sans coup férir, pendant de longues heures, une ville d'importance respectable en dit long sur son audace nouvelle. On la crédite maintenant de cinq à dix mille hommes. Malgré ses démentis obstinés, la R.N.M. continue visiblement de recevoir un soutien logistique vital de Pretoria, en particulier des parachutages d'armes et de munitions. L'aviation sud-africaine survole sans vergogne le territoire de son voisin, tandis que la Voix de l'Afrique libre, radio de la R.N.M., émet apparemment à partir du Transvaal. La destruction en novembre des bouées du port de Beira, revendiquée par la rébellion, fut probablement l'œuvre d'un commando sud-africain.

Les documents détaillés saisis en décembre par l'armée après la prise du camp rebelle de Garanga (*le Monde* daté 13-14 décembre 1981) ne laissent planer aucun doute sur l'étroite collaboration qu'entretient la R.N.M. avec ses protecteurs de Pretoria. L'occasion est trop belle pour M. Botha de « déstabiliser » un régime fragile. En revanche, la R.N.M. ne semble plus trouver auprès du Malawi voisin la même complaisance que par le passé. Le président Banda fermait naguère souvent les yeux sur les allées et venues des rebelles dans le sud du pays. Cette connivence, qui irritait Maputo, aurait pris fin. Les deux gouvernements ont d'ailleurs noué, l'été dernier, des relations diplomatiques. Il n'est pas dans l'intérêt du Malawi, pays enclavé, de renforcer les rebelles qui sabotent les voies de communication reliant son territoire à l'océan.

Comme toute armée de guérilla, la R.N.M. tire le meilleur parti, surtout dans le centre du pays, d'un terrain propice aux embuscades et aux sabotages. Elle conserve, à un contre dix, l'initiative des accrochages. Les quelques succès gouvernementaux semblent laisser intacte sa combativité. La R.N.M. n'a pas les moyens, ni sans doute la volonté, de prendre pied durablement dans les villes, d'où elle serait à coup sûr délogée. Mais sa seule présence à proximité des axes routiers paralyse la vie économique des régions centrales ; entre Beira et Maputo, on ne circule qu'en convois militaires sur plus de 300 kilomètres. A moins d'un improbable « *lâchage* » de la R.N.M. par Pretoria, cette guerre larvée peut durer longtemps. Sans représenter un danger mortel pour le régime, elle alourdit le fardeau financier — la défense absorbe 30 % du budget — et entrave le développement. L'insécurité entretenue le long de la voie ferrée et de l'oléoduc Beira-Umtali porte préjudice au Zimbabwe en rendant aléatoire l'acheminement de ses produits pétroliers. L'oléoduc, même « enterré », reste vulnérable aux sabotages. La dépendance économique de Salisbury envers Pretoria s'en trouve prolongée.

L'inconsistance politique de la R.N.M. constitue son point faible. Un anticommunisme de principe et quelques mots d'ordre vengeurs lui tiennent lieu de programme. Face à une telle pauvreté idéologique, Maputo a beau jeu d'assimiler les dissidents à de simples « *fantoches du pouvoir raciste* ». Pourtant, la persistance de la rébellion inquiète d'autant plus le gouvernement que les cas de désertion se multiplient au sein du FRELIMO. Certains responsables ne font plus mystère, en privé, de ces défections à caractère « économique ».

Les déserteurs, fuyant une armée où l'on mange de moins en moins à sa faim, versent dans le brigandage et peuvent constituer une masse de manœuvre au service de la dissidence. Le gouvernement a manifesté, fin décembre, son désir de reprendre les choses en main en nommant au poste de « ministre résident » de la province centrale de Sofala un homme à poigne, le lieutenant-général Armando Guebuza. Commissaire politique des armées et ancien vice-ministre de la défense, il fait office de gouverneur militaire dans la région la plus affectée par la rébellion.

Cette tentative de redressement sur le terrain s'accompagne de diverses mesures d'assainissement visant à rehausser le moral de la population. L'« offensive politique et organisationnelle » lancée en mars 1980 devait donner le signal d'une « guerre totale contre l'ennemi intérieur ». Elle n'a guère produit les effets escomptés. Les adversaires de la révolution n'ont pas été terrassés. Leur malveillance tenace exige, au contraire, d'incessantes campagnes de vigilance. Certes, on a retiré les portraits des anciens « collaborateurs du colonialisme » des lieux de travail où ils avaient été exposés pendant trois ans, mais l'ennemi se cache sous d'autres visages.

Le président Machel déclencha en novembre une « offensive pour il-légalité », prenant comme cible l'incompétence, la corruption et les abus de pouvoir. La police et les services de renseignements furent mis sur la sellette. Le président fustigea les policiers coupables de sévices corporels, rappela la nécessité d'émettre un mandat d'arrêt avant toute arrestation et ordonna la libération de trois mille détenus qui croupissaient, depuis 1976, dans des camps de rééducation. Parmi eux figuraient nombre de militants du FRELIMO de la première heure. Certains avaient, pour seul crime, oublié de porter sur eux leur carte d'identité.

« *Au Mozambique, nous ne voulons pas de police secrète,* déclare

De notre envoyé spécial

M. Machel, *car nous n'en avons pas besoin.* » Bref, la vigilance révolutionnaire et son corollaire, la délation, devraient suffire à maintenir une discipline collective. A l'époque portugaise, la police politique cristallisait la haine. S'il ne faut pas prendre à la lettre la profession de foi de M. Machel, il est sûr que ce régime ne peut pas se permettre d'avoir à son tour une police impopulaire. Les agents de la sécurité seront désormais recrutés avec une plus grande rigueur.

La pénurie

Cette mobilisation politique peut paraître dérisoire au Mozambicain moyen, qui vit de plus en plus mal. Le gouvernement a récemment déclaré « *la guerre contre la faim* » dans sept des dix provinces. Le Mozambique importe, en quantité croissante, le blé d'Occident (Etats-Unis et France), le maïs d'Afrique du Sud (près de 200 000 tonnes en 1981), le riz et même le poisson (300 000 tonnes, qui coûtent à l'Etat 45 millions de francs en devises). Il est vrai que la flotte de pêche est affrétée pour l'essentiel par une société mixte soviéto-mozambicaine qui alimente l'Union soviétique en poisson local. A Beira, les restaurants, quand ils ne sont pas fermés, servent le plus souvent un plat unique accompagné de riz et de « caraparo », un poisson à la chair médiocre. Le « nouveau système d'approvisionnement » créé en mars 1981 n'avait fait qu'officialiser la pénurie. Chaque citoyen dispose d'une carte de rationnement lui donnant droit à un quota mensuel portant sur une dizaine de produits de base. En théorie, du moins, car les coopératives et les magasins agréés ne peuvent satisfaire entièrement la demande. Le carburant est également rationné. Les diplomates en poste à Maputo payent leur essence en devises. La lutte contre le marché parallèle, qui maintenait des circuits d'échange entre la capitale et les campagnes, a engendré un processus classique : disparition des étals clandestins sans amélioration de l'approvisionnement urbain.

Devant certains magasins, des queues ont tout bonnement disparu faute de produits. M. Machel accuse les intermédiaires ou les bureaucrates, fait arrêter quelques commerçants, promet des progrès, mais la pénurie demeure.

On vient d'accroître de 60 à 100 % les prix de la bière et des cigarettes, alors que les salaires sont « gelés » depuis un an et demi. La monnaie mozambicaine, le « metical », se négocie sur le marché parallèle à un taux six fois moindre que sa valeur fiduciaire.

Le Mozambique n'a jamais aussi peut produit depuis l'indépendance. Il importe en valeur trois fois plus qu'il n'exporte. Le « plan d'État central », publié en janvier sous le signe de la rigueur et de l'austérité, qui vise à corriger ce déséquilibre, ressemble surtout à un catalogue de bonnes intentions. La plupart des entreprises végètent. Telle usine, faute de pièces détachées, fabrique neuf fois moins de bicyclettes que ne le prévoit le plan ; telle sucrerie produit un dixième de son tonnage maximum. Dans tous les ports, le trafic est en régression. L'essor des échanges avec les voisins ne suffit pas à compenser la perte d'activité due au « désengagement » progressif de l'Afrique du Sud. Le port de Maputo « tourne » à 40 % de sa capacité.

Cette sous-utilisation de l'appareil productif n'empêche pas le gaspillage. A Chogwe, des experts bulgares supervisent un vaste projet de développement rural. Plusieurs dizaines de machines agricoles y rouillent par manque d'entretien.

La collectivisation de l'agriculture est la grande affaire du moment. L'objet du plan est péremptoire : *multiplier* par 70, avant 1990, la population paysanne regroupée dans les coopératives et les fermes d'Etat. La tâche est gigantesque, car, pour l'instant, la production est aux neuf dixièmes récoltée sur des lopins individuels. Pour conduire cette réforme ardue, il fallait un ministre de l'agriculture énergique. Lors du réaménagement de décembre, on a choisi M. Sergio Vieira, ancien gouverneur de la banque centrale.

Cette stratégie comporte au moins deux failles. D'une part, elle est imposée d'en haut contre la tradition et la volonté des producteurs. D'autre part, M. Vieira n'a aucune compétence particulière en ce domaine. Sa nomination est un geste politique. Est-ce la meilleure réponse à des problèmes techniques et humains ? Bref, l'équipe dirigeante, qui est intègre et s'affirme volontiers pragmatique, plaque, en l'espèce, sur la réalité mozambicaine des schémas dogmatiques. C'est peut-être sa plus grande faiblesse. Sept ans après l'indépendance, ce n'est plus, en tout cas, une erreur de jeunesse.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

ASIE

Corée du Nord

Tel père tel fils

De notre correspondant

Tokyo. — Lentement, mais sûrement, la nation la plus hermétique et la plus indéchiffrable de la planète, la Corée du Nord, s'achemine vers la première succession dynastique en régime de dictature communiste. M. Kim Jong-il, successeur désigné de son père, le « grand leader » Kim Il-sung (soixante-dix ans en avril), vient coup sur coup d'être élu (à 100 % des suffrages !) premier vice-président de la République démocratique et populaire et promu au titre de Héros de la République à l'occasion de ses quarante ans. Il était déjà membre du présidium du bureau politique et secrétaire du comité central du parti.

Parallèlement à ces gestes formels, les autorités de Pyongyang façonnent, pour les nécessités du culte de la personnalité en vigueur, une image véritablement « sainte » de la vie et des vertus du fils, calquée sur celle du père. Depuis le berceau, M. Kim Jong-il paraît prédestiné. Il est en tout cas habillé sur mesure pour assumer un rôle historique.

Dans la terminologie officielle, riche en métaphores adulatrices, et dans la genèse de la Corée moderne, Kim Il-sung est le « soleil » et le créateur du « *premier paradis socialiste sur la terre* ».

Son fils est désormais le « centre » de cette cosmogonie particulière. Il devient l' « étoile polaire » qui indique la voie vers laquelle progresse l'humanité. La presse locale lui reconnaît toutes, ou presque toutes, les qualités d'intelligence supérieure et d'infaillibilité qui étaient jusqu'ici l'apanage exclusif du père : « *Sous sa conduite éclairée des miracles ont été continuellement réalisés dans la construction du socialisme.* »

Kim Jong-il, nous apprend *The People's Korea*, est né dans un « camp secret » pendant la lutte anti-japonaise et a « *commencé très tôt ses activités révolutionnaires (...) réalisant d'impressionnants exploits* ». Il avait trois ans à la fin de la guerre japonaise et dix lors du conflit coréen. Les propos, dithyrambiques, restent vagues. Dans le même ordre d'idées, un spécialiste britannique de la Corée du Nord, M. Halliday, affirme que les documents officiels « *falsifient massivement l'histoire de Kim Il-sung qui, prétendent-ils, fonda le mouvement communiste coréen en 1926* (à l'âge de quatorze ans) *et le conduisit à la victoire* ». Selon M. Halliday, Kim Il-sung, chef de la guérilla opérant à partir de la Chine, se serait réfugié en Union soviétique vers la fin des années 30.

« *Il n'existe,* écrit-il, *aucune trace d'activité de Kim et de son groupe entre 1941 et 1945.* » Les Soviétiques ont libéré le nord de la Corée en août 1945 (1).

Enfant Kim Jong, il est déjà « *un prodige* » : au jardin d'enfant il prouve que 1 + 1 n'égale pas toujours deux. Etudiant, il obtient tous les premiers prix, fait réviser les livres d'histoire, dirige des opéras révolutionnaires, etc.

« Génie révolutionnaire »

Les exploits de M. Kim Jong. Ils portent surtout sur l'approfondissement des écrits idéologiques théoriques monumentaux et exclusifs de son père. Il est lui-même crédité « *d'œuvres maîtresses de qualité mondiale* » sur le kimilsungisme. Il a hérité du goût paternel pour l'esthétique architecturale. Il milite ardemment pour la réunification. Son nom soulève l'enthousiasme des masses. Son emprise politique est attestée par le fait qu'il a « *rigoureusement instauré le système de monolithisme idéologique au sein du parti* ».

M. Kim Jong-il est également revêtu du sceau de l'approbation internationale. Celle, discrète, pragmatique et antagoniste de Pékin et de Moscou. Celle, ensuite, des représentants étrangers des associations d'amitié qui s'accorderaient à voir en lui un nouveau « *génie révolutionnaire* ». Tout indique que ce culte quasi divin et la liturgie rendus sous l'étiquette marxiste à la personne du père s'étendent peu à peu.

Toute la famille du maréchal-guide bénéficie d'ailleurs de ce culte aux proportions inégalées. Un culte en vase clos que n'ont guère troublé ni la démaoïsation ni la destalinisation. Un culte de nature à creuser encore l'énorme fossé qui sépare l'image édifiante et paradisiaque que la Corée du Nord entend donner d'elle à l'étranger, et celle, totalitaire, déprimante ou dérisoire qui est effectivement reçue par le public.

R.-P. PARINGAUX.

(1) Jon Halliday. The North Corean Phenomenon. New left review. May-June 1981. London.

Chine

UN MOMENT ENVISAGÉE

La participation de sportives chinoises à une compétition à Taiwan est devenue improbable

De notre correspondant

Pékin. — Les chances de voir une équipe sportive de la République populaire se rendre à Taiwan, l'été prochain, pour la première fois depuis 1949, paraissent s'amenuiser.

Cette éventualité avait pris quelque consistance le mois dernier, lorsqu'un porte-parole de Pékin avait annoncé l'intention de la Chine populaire de participer aux cinquièmes championnats du monde féminin de softball (une variante du base-ball) prévus à Taipeh au mois de juillet. Déjà, certains voyaient poindre une « diplomatie du softball », qui aurait pris la suite de celle du ping-pong, pratiquée naguère entre Chinois et Américains. Encore fallait-il, pour qu'on en arrive là, qu'un certain nombre de conditions soient réunies.

La première était l'envoi par Taiwan d'une invitation en bonne et due forme. Celle-ci s'est fait quelque peu attendre, mais elle a finalement été envoyée, par télex, la semaine dernière. Entre-temps, toutefois, les choses s'étaient un peu compliquées. Une résolution adoptée en mai 1981 par la Fédération internationale de softball prévoit en effet que pendant les championnats du monde « *seuls l'emblème de la Fédération et le drapeau national du pays hôte seront hissés* » à l'exclusion de tout autre. A première vue, cette formulation paraît claire, et pourtant toute la dispute vient de là. Pour les dirigeants de la République de Chine (Taiwan), organisateurs de la compétition, il ne saurait être question de hisser un autre drapeau que le leur.

Ce point de vue est évidemment inacceptable pour la République populaire, puisqu'elle considère Taiwan comme l'une de ses provinces. Pour tenir compte des objections élevées par la R.P.C., lors de son intégration dans le mouvement, la fédération taiwanaise de softball avait d'ailleurs dû changer de nom : elle s'appelle, depuis novembre 1979 Association chinoise de softball de Taipeh. Pour Pékin, par conséquent, c'est le drapeau rouge frappé de cinq étoiles qui devrait flotter sur le stade de Taipeh. De quoi faire frémir d'horreur les successeurs de Tchiang-Kaï-Chek.

On en est là. Ces derniers jours, toutefois, Pékin a durci le ton. La presse dénonce maintenant le « *complot antichinois* » et le « *méchant piège politique* » de « *certains Américains* », au sein de la Fédération internationale de softball, accusés de soutenir la théorie des « deux Chines ». Un commentateur de l'agence Chine nouvelle a déjà établi un parallèle entre cette affaire et les ventes d'armes des Etats-Unis à Taiwan. A supposer que la question du drapeau trouve une solution, tant d'autres obstacles administratifs demeureraient entre Pékin et Taipeh — les citoyens de la République populaire devraient, par exemple, solliciter des visas d'entrée en la République de Chine (Taiwan) — que l'on doute aujourd'hui de plus en plus que se réalise cette rencontre politico-sportive entre les frères ennemis.

MANUEL LUCBERT.

[A Oklahoma City, siège de la Fédération internationale de softball, le secrétaire général de la Fédération, M. Don Porter, a déclaré à l'agence France-Presse que, lors de son congrès à Honolulu, au mois de mai 1981, où la Chine était représentée, la F.I.S. avait décidé d'autoriser Taiwan à hisser ses propres couleurs. La Fédération, a ajouté M. Porter, entend respecter cette décision, même si cela doit entraîner le forfait de la République populaire de Chine.]

Afghanistan

Le congrès du parti aurait été écourté en raison de désaccords entre tendances

Islamabad (*A.F.P., U.P.I.*). — Le congrès du Parti démocratique et populaire d'Afghanistan (P.C. au pouvoir), qui avait commencé ses travaux, dimanche 14 mars, s'est achevé, lundi, apparemment plus tôt qu'envisagé. L'ordre du jour a été épuisé en une trentaine d'heures par une assemblée de délégués n'atteignant pas la moitié de l'effectif prévu. Une des hypothèses pour expliquer la brièveté de la réunion serait, selon les observateurs dans la capitale pakistanaise, la persistance d'un profond désaccord entre la tendance prédominante au pouvoir, le Parcham (drapeau) et sa rivale, le Khalq (le peuple), qui était celle des anciens présidents Taraki et Amin. L'adoption d'une ligne commune aux deux tendances et un partage plus équilibré des responsabilités gouvernementales auraient pu constituer le but essentiel de ce congrès, le premier depuis l'intervention soviétique, en décembre 1979. Un nouveau praesidium du comité central, de cinquante et un membres, a cependant été nommé.

Le rapport du secrétaire général du P.D.P.A., le chef de l'Etat, M. Babrak Karmal, reconnaissait implicitement que le pays traversait d'une période difficile. Le congrès a lancé un appel en faveur d'une « *amitié permanente et éternelle* » avec l'Union soviétique.

Le communiqué diffusé par radio Kaboul déclare : « *L'amitié et la coopération avec l'U.R.S.S. constituent le fondement de la politique étrangère de l'Afghanistan nouveau et un facteur vital et important pour la défense de notre pays et les changements apportés par la révolution d'avril. La souveraineté et la liberté de l'Afghanistan, la prospérité et le bonheur du peuple ne peuvent être atteints que grâce à un renforcement et à un développement continu de l'amitié et de la coopération fructueuse avec l'Union soviétique.* » Le communiqué dénonce l'existence d'une « *résistance furieuse des impérialistes et des réactionnaires* ». Il reconnaît que des difficultés, imputées à « *l'ingérence étrangère* », ont entravé l'application du programme du parti, n'ont pas permis de « *mettre un terme à la domination politique, économique et sociale des seigneurs féodaux* », et également entravé les activités dans les secteurs industriels, agricole, des transports et de l'énergie. Le congrès a appelé les croyants à soutenir le régime et a assuré que les libertés religieuses seraient respectées.

D'autre part, les principales organisations fondamentalistes de résistance, dont les états-majors sont à Peshawar, au Pakistan, y ont formé, samedi 13 mars, un nouveau regroupement, l'Alliance islamique des combattants d'Afghanistan. Ces mouvements avaient été incapables, jusqu'alors, de surmonter leurs divergences. Et l'alliance qu'ils avaient constituée en 1980, sous la pression de la conférence islamique, avait éclaté. Un nouveau rassemblement s'était formé l'année dernière, mais le Hezbe Islami de M. Gulbudin Hekmatyar en était resté à l'écart.

Cette fois, et c'est le fait notable de la nouvelle initiative, ce mouvement intégriste a accepté de collaborer avec les autres groupes et d'assumer la vice-présidence, la présidence devant revenir à tour de rôle, chaque mois, à l'une des organisations membres.

Une douzaine de commissions ont été formées, qui ont été confiées à MM. Rabbani, Jamiat islami (défense), A.R. Sayaf, qui dirigeait la précédente alliance (affaires politiques), Maulawi Yunus Khales, chef d'une autre tendance du Hezbe-Islami (finances). Le Harakat e Islami et le Front de libération nationale font également partie du nouveau regroupement.

DIPLOMATIE

CORRESPONDANCE

Les eaux territoriales de la Grèce

Le bulletin de l'étranger du numéro daté 16 mars sur « Les polémiques gréco-turques » a suscité les réactions suivantes de la part de M. Phedon Metallinos, directeur du service de presse de l'ambassade de Grèce.

Qualifiant de « *procès d'intention* » la phrase : « *Ces revendications transformeraient la mer Egée en mer intérieure grecque* », M. Metallinos ajoute :

« *Je ne sache pas que la Grèce ait jamais fermé les couloirs empruntés par toutes les flottes internationales dans la mer Egée. La Grèce est une nation maritime, qui ne peut passer outre au droit de la mer et à la liberté de la navigation.* »

Le directeur du service de presse de l'ambassade de Grèce rectifie, d'autre part, « *deux graves inexactitudes* » :

« a) *La Grèce n'a pas porté de 6 à 12 milles la limite de ses eaux territoriales, quoiqu'elle en ait le droit selon les lois maritimes internationales ;*

» b) *La Grèce ne considère pas que la « zone de vol en information » relève de sa souveraineté nationale, mais de sa responsabilité en matière de circulation aérienne conforme à la réglementation de l'ICAO.* »

[En ce qui concerne la limite des eaux territoriales, il s'agissait d'une erreur qui a été corrigée dans nos dernières éditions. Mais M. Metallinos confirme bien que la Grèce se juge habilitée par « les lois internationales » à porter cette limite de six à douze milles. La Grèce, il est vrai, n'applique pas cette revendication de principe qui réduirait les eaux territoriales de la mer Egée dans de telles proportions que la circulation au débouché des Détroits, notamment pour les navires soviétiques, risquerait d'être soumise à l'autorisation d'Athènes.

Quant aux limites de la « zone de vol en information », les récents incidents provoqués par l'entrée d'avions militaires turcs dans l'espace aérien ainsi défini semblent montrer une détermination de la Grèce à faire coïncider la zone de contrôle de l'aviation civile qui s'étend sur l'ensemble de la mer Egée avec la zone de contrôle militaire sous souveraineté nationale, et tracée dans le cadre de l'OTAN. La formule de compromis sur ce point, proposée par le général Rogers, a été jugée inacceptable par M. Papandréou.]

M. CRAXI SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU P.S. ITALIEN A ÉTÉ REÇU A L'ÉLYSÉE

M. Bettino Craxi, secrétaire général du parti socialiste italien (P.S.I.), a été reçu, le 15 mars, à déjeuner par M. Mitterrand, en compagnie de MM. André Chandernagor, ministre chargé des affaires européennes, Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste, et Claude Estier, député socialiste de Paris.

En sortant de l'Elysée, M. Craxi a souligné « *la coïncidence de ses points de vue* » avec ceux du président de la République en ce qui concerne les problèmes de l'Europe. Il a jugé l'entretien « *utile et intéressant, dans la mesure où le président Mitterrand vient d'avoir d'importants entretiens internationaux* ». Le dirigeant socialiste italien a qualifié de « *point noir* » le contentieux vinicole franco-italien.

« *Nous avons aussi parlé de la situation politique en Italie,* a-t-il ajouté, *sous l'angle des relations de la majorité gouvernementale avec l'opposition communiste.* »

LA QUESTION DES CRÉDITS A L'U.R.S.S. FAIT L'OBJET D'ENTRETIENS FRANCO-AMÉRICAINS

Poursuivant sa tournée en Europe, la délégation américaine conduite par M. James Buckley, sous-secrétaire d'Etat pour l'aide à la sécurité, devait s'entretenir, ce mardi 16 mars, à Paris, de la politique économique occidentale à l'égard de l'U.R.S.S., notamment en matière de crédits. Faute d'avoir convaincu les Européens de renoncer au contrat de gaz avec Moscou, les Etats-Unis, soucieux néanmoins de renforcer les sanctions économiques contre l'U.R.S.S., souhaitent obtenir une réduction des crédits accordés à ce pays et un durcissement de leurs conditions d'octroi.

La délégation américaine s'est déjà entretenue de ces préoccupations avec les responsables d'Allemagne fédérale. Les entretiens, qui ont eu lieu le 15 mars, à Bonn, se sont déroulés « *dans une atmosphère amicale et constructive* », souligne un communiqué ouest-allemand. Les deux délégations « *sont convenues de rester en contact sur les questions posées, notamment à propos de la politique des crédits des pays occidentaux vis-à-vis des pays de l'Est* ».

Cependant, l'agence soviétique Novosti a, dans un commentaire diffusé lundi à Paris, averti les Etats-Unis et leurs partenaires occidentaux, qu'un éventuel embargo sur les ventes d'équipements à l'U.R.S.S. ou un refus de crédits « *ne saurait mettre Moscou à genoux* ». A propos du projet de gazoduc, l'Agence affirme que sa construction sera achevée « *à temps et peut-être avant terme, indépendamment de la participation ou non de firmes étrangères à sa réalisation* ».

EUROPE

Grande-Bretagne

Le rédacteur en chef du «Times» a donné sa démission

De notre correspondant

Londres. — Après avoir résisté plusieurs jours à la pression du propriétaire du *Times*, M. Murdoch, le rédacteur en chef, M. Harold Evans, a donné sa démission le lundi 15 mars. Après quinze ans passés à la tête du *Sunday Times*, le supplément dominical du groupe, M. Evans avait été appelé à diriger le quotidien lors de son rachat par M. Murdoch il y a un an.

Le propriétaire lui reproche un double échec. Economique d'abord : en un an, M. Evans n'a pas réussi à redresser la situation financière du journal même si le tirage a légèrement augmenté ; politique ensuite : le magnat australien de la presse souhaite un journal « musclé », défendant les thèses de la nouvelle droite soutenant fermement le gouvernement conservateur britannique alors que M. Evans a ouvert ses colonnes à des personnalités très diverses, comme le veut la tradition libérale du *Times*.

Pendant près d'une semaine, M. Evans a refusé de quitter son poste, attendant que les six personnalités extérieures chargées de veiller à l'indépendance du journal donnent leur avis. Mais celles-ci n'ont pas bronché, considérant que M. Evans n'est pas formellement licencié. Elles devaient se réunir mercredi 17 mars pour approuver la désignation du nouveau rédacteur en chef, M. Charles Douglas Home, neveu de l'ancien premier ministre britannique, qui était jusqu'alors rédacteur en chef adjoint.

M. Evans, qui part avec de substantielles indemnités, a été également lâché par la rédaction. Il avait introduit des changements qui avaient agacé la vieille garde et provoqué le départ de quelques plumes célèbres. Le bureau des journalistes du *Times*, sorte de société des rédacteurs, fondé par les journalistes les plus anciens lors des premières difficultés du journal, a déclaré : « *Notre plus grande inquiétude a été que l'érosion progressive du niveau rédactionnel à partir de l'intérieur puisse nous laisser avec un journal qui ne vaille pas la peine d'être sauvé.* » Et il a salué la nomination de M. Douglas Home.

DANIEL VERNET.

Irlande du Nord

Un enfant tué et quatorze personnes blessées au cours d'une série d'attentats

Belfast (*A.F.P.*). — Un enfant a été tué et quatorze personnes ont été blessées, le lundi 15 mars en Irlande du Nord, au cours d'une série d'attentats. Cinq bombes, placées pour la plupart dans des voitures piégées, ont explosé à Belfast, Armagh, Newry, Newtonstewart et Banbridge, provoquant d'importants dégâts matériels. Des avertissements avaient été communiqués par téléphone pour permettre l'évacuation de la population dans les zones visées. Mais, à Banbridge, près de Belfast où l'explosion a fait le plus de victimes, l'avertissement est arrivé sept minutes après l'explosion.

Depuis plusieurs mois, l'Irlande du Nord connaissait un calme relatif. La dernière action d'envergure du mouvement républicain remonte au 14 novembre, lorsque le député protestant, Robert Bradford, avait été assassiné. Cette série d'attentats, qui n'a pas été revendiquée, est interprétée à Belfast comme une riposte républicaine à la vague d'arrestations effectuées ces dernières semaines au sein de l'Armée de libération nationale irlandaise (INLA) et de l'Armée républicaine irlandaise (IRA). La technique des voitures piégées a été souvent utilisée par ces groupes.

D'autre part, le dirigeant du parti unioniste officiel (organisation protestante un peu plus modérée que celle du pasteur Paisley), M. James Molyneaux, a annoncé, lundi, qu'il ne participerait plus aux conversations entamées avec le secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord, M. James Prior. M. Prior est en train de consulter les principales organisations politiques de la province, à propos d'un plan visant à redonner des institutions autonomes à l'Ulster, administré directement par Londres depuis 1972. La décision du principal parti de la province, qui estime que ce plan fait la part trop belle aux catholiques, risque de le priver de toute chance d'aboutir.

Pologne

MANIFESTATION DE SOLIDARITÉ EN FRANCE

Une exposition se tiendra du 17 mars au 26 avril dans le grand foyer du Centre Georges-Pompidou (premier sous-sol) pour retracer l'histoire de Solidarnosc, ses origines immédiates (août 1980) et plus lointaines. Plus principalement l'exposition montrera les luttes du peuple polonais pour son droit à la liberté et à la reconnaissance de son identité nationale. Plusieurs débats auront lieu : le 26 mars, à 20 h 30, dans la petite salle, sur le syndicat libre polonais et les initiatives des syndicats français ; le 19 avril, toute la journée, dans la grande salle, sur le thème « Vivre libre à l'Est », et les 24 et 25 avril, toute la journée, dans la petite salle, sur la Pologne.

Un numéro spécial-catalogue sera publié à cette occasion par la revue *Alternative*, et les bénéfices de la vente iront au Comité de coordination du syndicat Solidarnosc en France, qui a pu préparer l'exposition grâce à l'aide des sections syndicales C.G.T. et C.F.D.T. du Centre Beaubourg et celle de la C.F.D.T. de la bibliothèque publique d'information.

Un nouveau convoi d'entraide internationale pour les aveugles et sourds de Wroclaw : cette association, qui achemine bénévolement dans tous les pays où le besoin s'en faire sentir vêtements, nourriture et autres produits de première nécessité, a pu, en février, aider efficacement trois établissements de Wroclaw accueillant six cents enfants. Les enfants sourds ont offert en remerciement des dessins qui seront exposés du 23 mars au 24 mai à la bibliothèque Beaugrenelle, 36, rue Emeriau, Paris-15e, sous le titre « Pourquoi pas ? ».

L'association prépare un nouveau convoi. Les dons sont reçus à la permanence du lundi au samedi (de 12 h à 18 h) à l'Institut national des jeunes aveugles, 56, boulevard des Invalides, 75007 Paris. Tél. 567-35-08. Les chèques, libellés à l'ordre de Entr'aide internationale, peuvent être adressés à l'Institut avec la mention « Pologne » sur l'enveloppe.

Yougoslavie

DEUX VOLUMES DE LA BIOGRAPHIE DE TITO PAR M. DÉDIJER NE SERONT PAS PUBLIÉS

(De notre correspondant.)

Belgrade. — Les troisième et quatrième tomes des *Nouveaux Compléments à la biographie de Josip Broz Tito*, du professeur Vladimir Dedijer, ne paraîtront pas (*le Monde* du 30 décembre 1981). Les maisons d'édition Liburnja de Rijeka et Mladost de Zagreb déclarent qu'elles ont pris cette décision parce que le contenu du deuxième tome publié fin 1981 « *n'avait pas répondu à leur attente ni à celle du public et de la critique spécialisée* ».

Après la violente campagne déclenchée par les organisations sociales contre le deuxième tome des *Compléments*, cette nouvelle ne surprend pas. Le quotidien *Borba* avait organisé une « table ronde » avec la participation d'une vingtaine d'historiens, quelques-uns connus pour leur conformisme, qui, à l'unisson, avaient à la télévision durement critiqué l'auteur, sans toutefois préciser quelles étaient, parmi ses allégations, celles qui étaient « *fausses* » ou « *hostiles* » et pourquoi.

Le livre a également été condamné par les anciens combattants, et la direction politique du secrétariat fédéral de la défense avait recommandé aux bibliothèques de l'armée de ne pas l'acheter. Malgré ces attaques, ou peut-être à cause d'elles, le deuxième tome des *Compléments* a connu un succès considérable. Le tirage de 70 000 exemplaires, exceptionnellement élevé, a été épuisé en un temps record.

Dans une « lettre ouverte », M. Dedijer affirme que ses éditeurs ainsi que des journalistes auxquels il avait accordé des interviews ont été l'objet de pressions de toutes sortes, comparables aux « *méthodes de l'Inquisition* ». Il a donné ordre à ses conseils de porter plainte devant les tribunaux contre certains dirigeants, dont M. Vladimir Bakaritch, le numéro un de Croatie, pour « *offenses et calomnies, et dissimulation* » de documentation historique.

D'autre part, au cours d'une conversation avec les représentants du quotidien *Politika*, M. Dedijer a rejeté les accusations selon lesquelles il aurait eu l'intention de porter atteinte au prestige et à la mémoire de Tito. « *Tito fut,* a-t-il dit, *un grand homme, mais, comme tout être humain, il avait des qualités et des faiblesses.* »

M. Dedijer a précisé que le troisième tome des *Compléments* était consacré à la lutte de Tito contre Staline et le quatrième à sa politique de non-alignement.

PAUL YANKOVITCH.

APRÈS LE PREMIER TOUR DES ÉLECTIONS CANTONALES

L'ÉVOLUTION DES VOIX DE 1976 A 1982 (MÉTROPOLE + OUTRE-MER) SELON LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Le ministère de l'intérieur a communiqué lundi 15 mars les résultats définitifs pour 2 015 cantons. N'ont pas été retenus les résultats de Saint-Pierre-et-Miquelon, où les quatorze sièges de conseillers généraux sont pourvus au scrutin de liste.

	1982	1979	1976
Inscrits	19 000 860	16 905 271	16 616 897
Votants	12 953 934 (68,17 %)	11 060 619 (65,42 %)	10 844 656 (65,26 %)
Abstentions	6 046 926 (31,82 %)	5 844 652 (34,57 %)	5 772 241 (34,73 %)
Suffr. expr.	12 575 535	10 712 811	10 552 868

	1982 Nomb. de cand.	1982 Voix	1982 %	1979 %	1976 %
Extr. g.	254	73 382	0,58	0,85	0,81
P.C.	1 977	2 000 345	15,90	22,46	22,82
P.S.	1 897	3 737 015	29,71	26,96	26,28
M.R.G.	249	217 143	1,72	1,89	2,39
Divers g.	301	214 328	1,70	3,16	4,03
U.D.F.	915	2 344 221	18,64	21,14	15,24 (1)
R.P.R.	885	2 262 245	17,98	12,34	10,79
Divers dr.	1 027	1 645 994	13,08	10,03	16,99 (2)
Extr. d.	65	25 273	0,20	0,68 (3)	0,68 (3)
Ecologistes	177	55 589	0,44	0,47	

(1) L'U.D.F. n'existant pas en 1976, figure le pourcentage total des candidats républicains indépendants, du Centre démocrate et du Centre démocratie et progrès.

(2) Figure le pourcentage total des candidats favorables à la majorité de 1976 qu'ils aient été classés « modérés », « centre gauche » ou « indépendants » par le ministère de l'intérieur.

(3) En 1979 et 1976, le ministère de l'intérieur classait « divers droite » les candidats d'extrême droite.

LA RÉPARTITION DES VOIX EN MÉTROPOLE SELON « LE MONDE »

« Le Monde » a tenté avec ses correspondants régionaux et départementaux d'attribuer à chaque candidat une étiquette politique. Nombre de candidats se présentent sans étiquette ; d'autres, sans appartenir à un parti, se classent dans les deux grandes tendances droite-gauche. Le cas de ces candidats a été étudié en les confrontant aux listes fournies par certains partis politiques, qui précisaient les candidats qu'ils soutenaient.

De cette classification, il apparaît effectivement que certains candidats ont été classés « divers gauche » alors qu'ils devraient figurer dans l'opposition. Ainsi, parmi beaucoup d'autres exemples, dans les Alpes-maritimes, deux conseillers généraux sortants figurent dans cette catégorie, au ministère de l'intérieur. « Le Monde » les a étiquetés différemment : il s'agit de M. Santucci, que nous avons classé comme « modéré », et de M. Merli, sénateur, qui est président d'honneur de la fédération départementale du parti radical, que nous avons classé parmi les U.D.F.-rad.

Il est, dans ces conditions, logique d'après notre répartition que le score des divers gauche soit moins élevé que selon le ministère de l'intérieur.

Inscrits	18 666 519
Votants	12 773 537 (68,43 %)
Abstentions	5 892 982 (31,57 %)
Suffrages exprimés	12 396 638

Familles	Tendances	Voix	%	Voix	%
Ext. g.	P.S.U.	28 014	0,22		
	Div. ext. g.	23 017	0,18	51 031	0,41
P. C.				1 979 617	15,96
P. S. et app.	P.S.	3 697 429	29,82		
	Sout. P.S.	15 735	0,12		
	P.S. diss.	30 993	0,25	3 744 157	30,20
M.R.G. et app.	M.R.G.	213 900	1,72		1,79
	Sout. M.R.G.	8 435	0,06	222 335	
Div. gauche	Div. g.	107 826	0,86		
	U.D.B.	15 476	0,12		
	M. D.	5 427	0,04	128 729	1,03
Tot. gauche				6 125 869	49,41
Divers mod.				1 391 382	11,22
U.D.F.	U.D.F.	1 036 750	8,36		
	C.D.S.	710 528	5,73		
	P.R.	396 851	3,20		
	Rad.	205 510	1,65	2 461 512	19,85
	M.D.S.	78 694	0,63		
	Sout. U.D.F.	33 179	0,26		
C.N.I.P.				81 591	0,65
R.P.R.	R.P.R.	2 226 441	17,96		
	Sout. R.P.R.	31 158	0,25	2 257 599	18,21
Ext. d.				22 830	0,18
Total dr.				6 214 834	50,13
Ecol. + div.				55 944	0,45

Le gouvernement n'entend changer ni de politique ni de stratégie

(Suite de la première page.)

Cette espérance ayant été déçue, dimanche, par l'échec de l'ensemble de la gauche au premier tour de scrutin, M. Mauroy a recouru à une autre image pour exprimer son sentiment, lundi matin, devant ses collaborateurs.

Il leur a dit en substance : notre entreprise rencontre une certaine incompréhension dans l'opinion publique parce que nous avons proposé aux électeurs les plans d'un projet de construction dont la réalisation demande certains délais. Nous avons réalisé le gros œuvre, les fondations de la maison, le *« socle du changement »*, mais nous sommes *« en plein chantier »*, nous avons *« les pieds dans la boue »*, des éclaboussures salissent nos *« escarpins »* et notre image en est un peu affectée. Maintenant, il faut faire comprendre aux Français que nous ne pouvons que continuer notre œuvre pour leur livrer le plus tôt possible cette maison *« clés en main »* qu'ils attendent avec impatience.

Dès lundi soir, alors que le chef du gouvernement s'entretenait des résultats du premier tour avec M. Gaston Defferre, avant de se rendre à l'Elysée, on soulignait, en effet, dans son entourage que M. Mauroy avait l'intention de réaffirmer, mardi 16 mars, à 17 heures, dans une déclaration solennelle, sa volonté de maintenir ses orientations politiques, économiques et sociales, sans modifier le rythme des réformes.

Toute pause, indique-t-on à l'hôtel Matignon, équivaudrait, en fait, à un changement de politique. Il n'en est pas question. La déclaration commune publiée, lundi soir, au terme de la rencontre entre le premier secrétaire du P.S. et le secrétaire général du P.C.F. confirme que la détermination du premier ministre rejoint complètement, sur ce point, celle des deux principaux partis de la majorité. Les électeurs sont invités par ceux-ci à voter au second tour pour le candidat de gauche le mieux placé à l'issue du premier, celui-ci devenant *« le candidat unique de la majorité »*, parce qu'il s'agit avant tout de *« poursuivre le changement »*.

On ajoute, à l'hôtel Matignon, qu'une relance du débat sur le rythme des réformes engagé l'hiver dernier par le ministre de l'économie et des finances, M. Jacques Delors, n'aurait, dans l'immédiat, aucun sens puisque le gouvernement ne saurait raisonnablement renoncer — sauf à jeter son programme aux orties — à des projets aussi attendus par la majorité que la nouvelle répartition des ressources financières respectives de l'Etat et des collectivités locales, les nouveaux droits des travailleurs ou les aménagements de la fiscalité.

Quant au débat secondaire sur l'opportunité de multiplier ou non les annonces d'autres réformes prévisibles, il est clos, estime-t-on au cabinet du premier ministre, depuis que M. Mauroy a rendu public, le 15 février, le calendrier du travail gouvernemental pour le reste de l'année.

Expliquer le changement

L'hôtel Matignon est beaucoup plus sensible aux questions que les résultats du scrutin posent sur la portée de l'efficacité de la double campagne d'explication de la politique gouvernementale et de mobilisation des partenaires sociaux conduite sans désemparer, depuis six mois, par M. Mauroy. Non que l'on y craigne de voir mettre en cause la compétence personnelle d'un premier ministre particulièrement actif en ce domaine, mais parce que le bilan électoral n'est guère proportionnel aux efforts accomplis sur le terrain.

« Ce qui est en cause, dans ce scrutin, déclarait M. Mauroy, le 10 mars à Grenoble, *c'est moins l'action du gouvernement que la capacité de la gauche à expliquer largement son projet de décentralisation, de régionalisation, de démocratie quotidienne. C'est notre capacité d'expliquer le changement au quotidien. »*

Le scrutin ayant autorisé quelques doutes sur ce point, M. Mauroy fait trois constatations : le débat sur la qualité du *« système d'information »* (les relations des socialistes avec les grands médias) n'est pas un débat vain, le parti ne parvient toujours pas à jouer le rôle de relais du gouvernement qu'on attend de lui et les syndicats ouvriers, dont l'appui est indispensable au nouveau pouvoir, continuent d'observer à son égard une attitude plus attentiste que participative. Le premier ministre a évoqué ces sujets, entre autres, au cours de l'entretien qu'il a eu lundi soir, à l'Elysée, pendant plus d'une heure, avec M. François Mitterrand.

C'est le comportement réservé de la C.G.T. qui préoccupe le plus à l'hôtel Matignon, où l'on redoute qu'à la « base » le mouvement ouvrier, peu enclin à la patience, dérive de plus en plus vers le corporatisme, opposant ainsi au *« convoi du changement »* une forte inertie, alors même que le gouvernement est en butte aux divers mécontentements catégoriels.

Après une nuit et une matinée de réflexion — jusqu'à sa conversation de lundi soir avec le président de la République — M. Mauroy a confirmé son intention de poursuivre, entre les deux tours, la campagne très active qu'il avait menée la semaine dernière. Mais il le fera, cette fois, plus en chef du gouvernement qu'en militant. Les candidats socialistes qu'il se proposait d'aller soutenir dans les Vosges et en Seine-Saint-Denis ne paraissant plus en mesure de l'emporter, il ne participera à aucun meeting, sauf si l'état-major du P.S. le lui demande. Il occupera surtout le terrain des médias, à trois reprises en trois jours : avec sa déclaration de mardi sur le perron de l'hôtel Matignon, mercredi soir au cours du journal télévisé de TF 1 et jeudi en fin de matinée à l'occasion d'un entretien avec la presse.

Son appel à la mobilisation, M. Mauroy l'adressera surtout aux citadins qui n'ont pas jugé utile de participer au premier tour du scrutin. Les analyses qui lui ont été fournies par le ministère de l'intérieur indiquent que le taux d'abstention a été plus élevé dans les zones urbaines — où le P.S. recueille en moyenne selon les chiffres de l'hôtel Matignon, 33 % des suffrages exprimés — que dans les cantons où, le P.S. recueille en moyenne, que 28 % des suffrages. Il incitera les abstentionnistes à devenir les *« acteurs du changement »*, en essayant de sensibiliser plus particulièrement l'électorat communiste où se situe, à ses yeux, le principal *« manque à gagner »*.

Dans l'entourage du premier ministre, on estime que le recul du P.C.F., préjudiciable à la gauche, s'explique en partie par l'émergence d'un *« courant protestataire »* qui opte délibérément pour l'abstention parce que la politique gouvernementale lui paraît trop molle.

En revanche, M. Mauroy ne retient aucune des hypothèses relatives à l'élargissement de la majorité actuelle suivant lesquelles un recul de son audience obligerait le P.S. à chercher de nouveaux appuis sur sa droite. Il l'a rappelé fermement lundi à ceux de ses collaborateurs qui évoquaient ces hypothèses : le gouvernement ne changera ni de politique ni de stratégie.

Il reste que de tous les socialistes et de tous les dirigeants politiques du pays, M. Mauroy est aujourd'hui le plus directement — et le plus personnellement — concerné par l'avertissement électoral donné au pouvoir. Quand une majorité sort affaiblie d'un scrutin, le chef du gouvernement court toujours le risque d'être le premier des accusés. M. Mauroy n'est pas menacé, mais il ne peut plus ignorer les critiques que suscitent les impressions de flottement, de discordance, voire d'incohérence que donne parfois l'équipe gouvernementale à une opinion publique peu informée du « style » propre aux socialistes français. Après avoir mieux organisé le fonctionnement interne du gouvernement, l'hôtel Matignon reprend à son compte, désormais, la nécessité de procéder prochainement à un remaniement ministériel.

M. François Mitterrand ayant fixé à un an la durée de l'apprentissage, les ajustements devraient, en principe, intervenir à l'occasion du premier anniversaire de son élection à la présidence. Mais afin de ne pas perturber le déroulement de la session parlementaire de printemps, qui commencera au début avril et se poursuivra en juillet, les ajustements nécessaires n'interviendront vraisemblablement que pendant l'été ou à l'automne. A moins que M. Mitterrand ne juge urgent de régler cette question après le deuxième tour de scrutin. M. Mauroy, de toute façon, restera à la tête du gouvernement pour préparer le « match-revanche », autrement dit les élections municipales.

ALAIN ROLLAT.

LE COMMUNIQUÉ COMMUN DU P.S. ET DU P.C.F.

Au terme de la rencontre qui a eu lieu lundi après-midi 15 mars, au siège du parti socialiste, entre M. Lionel Jospin et M. Georges Marchais, le communiqué suivant a été publié :

« Au nom du parti socialiste et du parti communiste français, Lionel Jospin et Georges Marchais se sont rencontrés le 15 mars au siège du parti socialiste, pour faire le point après le premier tour des élections cantonales.

» Alors que la droite semble bien avoir fait, dimanche dernier, le plein de ses voix, il est clair que la gauche n'a pas rassemblé toutes ses forces. C'est ce qu'elle doit réaliser partout dans les jours qui viennent en vue du deuxième tour qui sera décisif pour la mise en place des assemblées départementales.

» Les Françaises et les Français qui veulent voir réussir la politique de justice sociale, de relance économique, de lutte contre le chômage et de grandes réformes menée depuis le 10 mai doivent répondre dimanche à cet appel.

» Dans tous les cantons où la décision ne s'est pas faite au premier tour, il faut s'unir et se mobiliser pour assurer le succès du candidat de gauche arrivé en tête, devenu au second tour le candidat unique de la majorité. Le parti socialiste et le parti communiste français consacreront tous leurs efforts au succès dans chaque canton du candidat d'union pour la poursuite du changement. »

● *Le Club des droits socialistes de l'homme*, que dirige M. Pierre Bercis, a *« pris connaissance avec satisfaction des résultat définitif du premier tour des cantonales »*. Il note cependant : *« Ces résultats montrent également que la gauche n'a pas suffisamment expliqué le sens du changement et qu'il lui est plus nécessaire que jamais de définir son projet de société. »* Il appelle *« celles et ceux qui ont fait la victoire du 10 mai à se mobiliser au second tour »*.

M.R.G. : derrière le candidat de gauche le mieux placé.

Le secrétariat national du Mouvement des radicaux de gauche, réuni lundi 15 mars, a adopté la déclaration suivante : *« Contrairement aux premiers commentaires faits dimanche soir par la droite, la majorité et l'opposition font pratiquement jeu égal à ce premier tour des élections cantonales. Il serait donc très illégitime de présenter ce match nul comme une victoire de la droite. En toute hypothèse, ces élections locales ne remettent pas en cause les grandes options de politique nationale approuvées par le suffrage universel.*

» (...) Le M.R.G. appelle tous les électeurs de gauche à se mobiliser et à s'unir dans chaque canton derrière le candidat de gauche le mieux placé par le suffrage universel, conformément à la discipline républicaine. Tout doit être mis en œuvre pour que ce large rassemblement donne la victoire à la gauche dans le maximum de cantons et lui permette d'agir efficacement au sein des conseils généraux dotés de nouveaux et importants pouvoirs grâce à la loi de décentralisation. »

LE C.N.I.P. REVENDIQUE 90 SIÈGES

Le CNIP que préside M. Philippe Malaud, *« proteste vigoureusement contre la méthode employée par le ministre de l'intérieur, qui consiste à neutraliser les très bons résultats [du CNIP] en les intégrant purement et simplement aux deux cent trente-cinq élus « divers opposition du premier tour »*. Pour sa part, il revendique quatre-vingt-dix élus au premier tour sur deux cent quarante-six candidats. Parmi les personnalités élues ou réélues, le Centre national des indépendants et paysans cite MM. Léon Jozeau-Marigné, sénateur, président du conseil général de la Manche ; Paul Guillard, Henri Olivier, Jacques Genton, Jules Roujon, René Travert, sénateurs ; Maurice Sergheraert, député, et Raymond Hanin, président du conseil général de la Haute-Marne

POLITIQUE

APRÈS LE PREMIER TOUR DES ÉLECTIONS CANTONALES

Les 117 parlementaires élus ou réélus...

I. — DEPUTES

● R.P.R. (18).

MM. Ansquer (Vendée), Baumel (Hauts-de-Seine), Bergelin (Haute-Saône), Bizet (Manche), Chasseguet (Sarthe), Chirac (Corrèze), Debré (Indre-et-Loire), Fallala (Marne), Galley (Aube), Gissinger (Haut-Rhin), Gorse (Hauts-de-Seine), Hamelin (Ille-et-Vilaine), Masson (Moselle), Peyrefitte (Seine-et-Marne), Sauvaigo (Alpes-Maritimes), Sprauer (Bas-Rhin), Vivien (Val-de-Marne), Wagner (Yvelines).

● U.D.F. (20).

MM. Alphandéry (Maine-et-Loire), Barrot (Haute-Loire), Bayard (Loire), Birraux (Haute-Savoie), Blanc (Lozère), Bonnet (Morbihan), Brochard (Deux-Sèvres), Delfosse (Nord), Desanlis (Loir-et-Cher), Fuchs (Haut-Rhin), Gaudin (Bouches-du-Rhône), Koehl (Bas-Rhin), Méhaignerie (Ille-et-Vilaine), Micaux (Aube), d'Ornano (Calvados), Perrut (Rhône), Seitlinger (Moselle), Soisson (Yonne), Stirn (Calvados), Wolff (Puy-de-Dôme).

● P.S. (19).

MM. Beix (Charente-Maritime), Besson (Savoie), Bonnet (M.R.G., Dordogne), Bonrepaux (Ariège), Cambolive (Aude), Castor (app. P.S., Guyane), Faure (M.R.G., Lot), Huguet (Pas-de-Calais), Jalton (Guadeloupe), Kucheida (Pas-de-Calais), Labazee (Pyrénées-Atlantiques), Malvy (Lot), Mermaz (Isère), Henri Michel (Drôme), Nucci (Isère), Patriat (Côte-d'Or), Pourchon (Puy-de-Dôme), Vidal (Aude), Wacheux (Pas-de-Calais).

● P.C. (1).

M. Rimbault (Cher).

● NON-INSCRITS (2).

MM. Hunault (Loire-Atlantique), Sergheraert (Nord).

II. — SENATEURS

● R.P.R. (10).

MM. Becam (Finistère), Bourges (Ille-et-Vilaine), Collette (Pas-de-Calais), Gouteyron (Haute-Loire), Kauss (Bas-Rhin), Lombard (Côte-d'Or), Malassagne (Cantal), Poncelet (Vosges), Ugo (Ardèche), Valade (Gironde).

● U.D.F. (16).

MM. d'Aillières (Sarthe), de Bourgoing (Calvados), Boyer (Loiret), Castex (Gers), Crucis (Vendée), Guichard (Loire-Atlantique), Jozeau-Marigné (Manche), Lecanuet (Seine-Maritime), Lucotte (Saône-et-Loire), Miroudot (Haute-Saône), Olivier (Orne), Pellarin (Haute-Savoie), Puech (Aveyron), Roujon (Ariège), Torre (Ardèche), Travert (Manche).

● UNION CENTRISTE (17).

MM. Bohl (Moselle), Bouvier (Haute-Savoie), Caiveau (Vendée), Genton (Cher), Gerin (Rhône), Herment (Meuse), Goetshy (Haut-Rhin), Le Cozannet (Côtes-du-Nord), Le Jeune (Finistère), Lemarié (Côtes-du-Nord), Madelain (Ille-et-Vilaine), Malecot (Loiret), Mont (Loire), Rausch (Moselle), Rudloff (Bas-Rhin), Séramy (Seine-et-Marne), Treille (Deux-Sèvres).

● GAUCHE DEMOCRATIQUE (6).

MM. Collard (Eure), Didier (Hautes-Alpes), Girod (Aisne), Lejeune (Somme), Merli (Alpes-Maritimes), Soucaret (Lot-et-Garonne).

● P.S. (6).

MM. Authie (Ariège), Belin (Puy-de-Dôme), Chervy (Creuse), Eeckhoutte (Haute-Garonne), Meric (Haute-Garonne), Roujas (Haute-Garonne).

● NON-INSCRITS (2).

MM. Ornano (Corse-du-Sud), Perrin (Isère)

... et les 8 battus

I. — DEPUTES

● P.S. (4).

MM. Alaize (Ardèche), Bally (Isère), Becq (Somme), Garrouste (Lot-et-Garonne).

● P.C. (2).

MM. Frelaut (Hauts-de-Seine), Jans (Hauts-de-Seine).

II. — SENATEURS

● P.S. (1).

M. Tarcy (Guyane).

● P.C. (1).

M. Eberhard (Seine-Maritime) (*).

Les 11 députés qui n'ont pas réussi

● P.S. (10).

MM. Bellon (Alpes-de-Haute-Provence), Michel Bérégovoy (Seine-Maritime), Cartelet (Aube), de Caumont (Hautes-Alpes), Mme Chaigneau (M.R.G., Charente-Maritime) (*), MM. Defontaine (M.R.G., Pas-de-Calais) (*), Douyère (Sarthe), Malgras (Moselle), Jean-Pierre Michel (Haute-Saône) et Rousseau (Cher).

● P.C. (1).

M. Brunhes (Hauts-de-Seine).

* La situation de Mme Chaigneau, de MM. Defontaine et Eberhard est particulière, dans la mesure où ayant obtenu tous trois un pourcentage de voix supérieur à 10 % du nombre des inscrits, ils pourraient — théoriquement — se maintenir au second tour. Mais cette décision serait contraire aux accords de désistement intervenus entre les partis de gauche.

LES RÉSULTATS DES ANCIENS MINISTRES DE M. GISCARD D'ESTAING

M. Valéry Giscard d'Estaing a été élu avec près de 72 % des suffrages exprimés à Chamalières (Puy-de-Dôme). Nous indiquons ci-dessous la situation des personnalités qui avaient appartenu au gouvernement de M. Chirac et à ceux de M. Barre pendant le précédent septennat.

● 3 SONT ELUS : MM. Pierre-Bernard-Reymond, U.D.F. (Gap-Nord-Est, Hautes-Alpes) ; François Delmas, U.D.F (Montpellier-I, Hérault) ; Jean-Pierre Soisson, U.D.F. (Auxerre-Sud-Ouest, Yonne).

● 17 SONT REELUS : MM. Vincent Ansquer, R.P.R. (Montaigu, Vendée) ; Jacques Barrot, U.D.F. (Yssingeaux, Haute-Loire) ; Jacques Blanc, U.D.F. (La Canourgue, Lozère) ; Christian Bonnet, U.D.F. (Le Palais, Morbihan) ; Jacques Chirac, R.P.R. (Meymac, Corrèze) ; Paul Dijoud, U.D.F. (Embrun, Hautes-Alpes) ; Jean François-Poncet, U.D.F. (Laplume, Lot-et-Garonne) ; Robert Galley, R.P.R. (Les Riceys, Aube), Paul Granet, U.D.F. (Romilly-sur-Seine-, Aube) ; Jean Lecanuet, U.D.F. (Rouen-II, Seine-Maritime) ; Jean-Philippe Lecat, U.D.F (Nolay, Côte-d'Or) ; Pierre Méhaignerie, U.D.F. (Vitré-Est, Ille-et-Vilaine) ; Michel d'Ornano, U.D.F. (Trouville-sur-Mer, Calvados) ; Alain Peyrefitte, R.P.R. (Bruay-sur-Seine, Seine-et-Marne) ; Christian Poncelet, R.P.R. (Remiremont, Vosges) ; André Rossi, U.D.F. (Charly-sur-Marne, Aisne) ; Olivier Stirn, U.D.F (Vire, Calvados).

● 2 SONT EN BALLOTTAGE : MM. Fernad Icart, U.D.F (Nice-X, Alpes-Maritimes) et Lionel Stoléru, U.D.F (Provenchères-sur-Fave, Vosges).

OUTRE-MER : une avancée socialiste

Outre-mer, les résultats du premier tour de scrutin confirment que le P.S. bénéficie désormais du *réflexe légitimiste* de l'électorat, mais sa progression reste lente et irrégulière suivant les départements.

C'est à la Réunion, où la campagne électorale avait été singulièrement animée par la controverse sur les intentions décentralisatrices du gouvernement, que l'avancée socialiste est la plus nette. La fédération P.S. y enregistre un gain de 6,46 points par rapport aux cantonales de 1976. Ses candidats recueillent au total 19,20 % des suffrages exprimés contre 12,74 % il y a six ans. Si l'on ajoute à ce score les suffrages recueillis par les candidats du Rassemblement des socialistes démocrates (R.S.D., formation créée en décembre, à la suite d'une scission au sein de la fédération par les socialistes attachés au maintien d'un statut départemental rigoureusement identique à celui en vigueur en métropole), le courant socialiste totalise 22,09 % des suffrages exprimés. Il devient ainsi dans l'île une force politique capable, si elle retrouve son unité, de rivaliser, à gauche, avec le parti communiste réunionnais, qui recueille 23,45 % des suffrages.

Les candidats du P.S. sont en ballottage favorable dans plusieurs cantons, notamment à Petite-Ile et à Saint-Benoît, mais il n'est pas sûr du tout que les reports de voix se fassent sans difficulté, au sein de la gauche, compte tenu de certains contentieux nés au moment des élections législatives. Il est peu probable, notamment, que les communistes réunionnais soutiennent activement le député socialiste, M. Wilfrid Bertile, qui brigue le siège de Saint-Pierre-II détenu par le maire de la ville, M. Alfred Isautier (U.D.F.). Or, sans une mobilisation exceptionnelle des électeurs de gauche, M. Bertile ne l'emportera pas. De toute façon, l'opposition, qui reste majoritaire, conservera la présidence du conseil général.

En Guadeloupe, le P.S. progresse aussi, bien qu'il n'ait pas été représenté dans tous les cantons, puisque ses candidats recueillent au total 2,27 % de suffrages exprimés alors qu'au premier tour de l'élection présidentielle M. François Mitterrand n'en avait obtenu que 9,78 %. Ce résultat est meilleur que celui du parti communiste guadeloupéen, lequel n'était pas, lui non plus, représenté partout. Cette formation ne recueille globalement que 17,41 % des suffrages. Le député socialiste de l'île, M. Frédéric Jalton, est réélu très facilement dès le premier tour.

L'extrême gauche, plus présente aux Antilles qu'à La Réunion, remporte en Guadeloupe un beau succès avec la victoire, dans le canton de Saint-Louis-Marie-Galante, de M. François Paméole sur le conseiller giscardien sortant, M. Léopold Lubino (U.D.F.). Dans le deuxième canton des Abymes, le sortant, M. Ravel Lacoma (R.P.R.), est en difficulté face au candidat du P.S., M. René Nabajoth qui devrait donner le siège à la gauche. Face au président de l'assemblée sortante, M. Lucien Bernier (U.D.F.), le député du parti communiste guadeloupéen, M. Ernest Moutoussamy, réalise un bon résultat mais le leader du Mouvement départementaliste paraît disposer d'une étroite marge de sécurité.

Dans le canton de Grand-Bourg-Marie-Galante, M. Jean Girard (ext. g.) confirme sans contestation son succès sur le candidat sortant, M. Marcel Etzol (U.D.F.), auquel il avait déjà pris la mairie de Grand-Bourg lors d'une élection municipale partielle, en septembre dernier. Les dix ballottages devraient permettre à la majorité d'améliorer ses assises locales.

En Martinique, la poussée légitimiste permet au P.S. d'enlever dès le premier tour à l'opposition les deux sièges d'Anse-d'Arlets et du Marin. Le parti communiste martiniquais, en revanche, perd le siège de Morne-Rouge, au profit de la droite. Pour sa part, le président de l'assemblée sortante, M. Emile Maurice (R.P.R.) n'a eu aucun mal à conserver le sien. Il devrait également conserver la présidence du conseil général.

En Guyane, ce sont des difficultés purement locales — un conflit avec le personnel de sa commune de Saint-Laurent-du-Maroni — qui ont fait perdre son siège à M. Raymond Tarcy (app. P.S.), sénateur du département. C'est un ancien élève de celui-ci, M. Bertrand Léon (R.P.R.), un enseignant de trente ans, qui tire les marrons du feu. La gauche compense cette perte par le succès de M. Serge Adelson sur le conseiller sortant du canton de Macouria, M. Yves Robo (mod.), mais, si dans le canton de Remiré-Montjoly, le siège laissé vacant par le doyen du conseil général, M. Jacques Lony (app. P.S.), échoit à M. Joël Joly (mod.), auquel le ballottage est favorable devant le candidat du parti socialiste guyanais, l'opposition pourrait disposer d'une voix de majorité au sein de la nouvelle assemblée.

La statistique pour l'outre-mer, établie lundi soir par le ministère de l'intérieur, indique, pour les quatre départements, dix ballottages incertains et dix-sept ballottages favorables : sept sont favorables à la gauche (quatre à des candidats étiquetés « divers gauche », deux au P.S., un aux communistes) et dix sont favorables à l'opposition (cinq au R.P.R., trois à des modérés et deux à l'U.D.F.). — A. R.

Les résultats

GUADELOUPE (18)

ONT ETE REELUS : MM. Jalton, P.S. (Abymes-I) ; Cléry, P.C. (Basse-Terre-I) ; Pasbeau, P.S. (Capesterre-Marie-Galante) ; Vrécord, P.C. (Petit-Canal) ; l'Etang, U.D.F. (Les Saintes).

ABYMES-II

MM. Nabajoth, P.S., 1 839 ; Lacoma, c. s., R.P.R., 1 453 ; Louber, P.C., 220 ; Tomiche, ext. g., 112. *Ballottage.*

BASSE-TERRE-II

MM. Beaubrun, R.P.R., 677 ; Julan, P.C., 611 ; Nouvel, P.S., 145. *Ballottage.*

M. Pentier, c. s., U.D.F., ne se représentait pas.

BOUILLANTE

MM. Chaulet, R.P.R., 836 ; Canope, P.S., 449 ; Glandor, P.C., 263 ; Baltus, P.C., 132. *Ballottage.*

M. Gulliod, c.s., R.P.R., ne se représentait pas.

GOSIER

MM. Hélène, c.s., R.P.R., 1 523 ; Claude, P.S., 630 ; Custos, div. g., 258 ; Mme Bordelais Soulez, P.C., 188. *Ballottage.*

GRAND-BOURG-MARIE-GALANTE

M. Girard, ext. g., 1 730, *ELU.*

MM. Etzol, c.s., U.D.F., 1 094 ; Rousseau, mod., 11 ; Glorieux, mod., 2.

SAINT-CLAUDE-GOURBEYRE

Mme Michaux-Chevry c.s., div. g., 1 249 ; MM. Barlagne, U.D.F., 901 ; Gerville-Reache, R.P.R., 416 ; Preira, P.C., 168. *Ballottage.*

SAINT-FRANÇOIS

MM. Bernier, c.s., U.D.F., 1 143 ; Moutoussamy, dép., P.C., 992 ; Monduc, P.S., 143 ; Quilin, R.P.R., 79. *Ballottage.*

SAINT-LOUIS-MARIE-GALANTE

M. Pameole, ext. g., 847, *ELU.*

MM. Lubino, c.s., U.D.F., 687 ; Lencrerot, P.S., 18 ; Socent, mod., 4.

SAINTE-ANNE-I

MM. Lubeth, c.s., div. g., 1 498 ; Baptiste, R.P.R., 942 ; Bicep, P.S., 67. *Ballottage.*

SAINTE-ANNE-II

M. Songeons, P.C., 722 ; Mme Captant, c.s., mod., 599 ; Aldo, R.P.R., 300. *Ballottage.*

SAINTE-ROSE-I

MM. Gabriel, c.s., U.D.F., 1 036 ; Mouthou, ext. g., 508 ; Bajazet, U.D.F., 363. *Ballottage.*

SAINTE-ROSE-II-DESHAIES

M. Barre, U.D.F., 791, *ELU.*

MM. Flemin, c.s., P.C., 759 ; Niçoise, div. g., 25.

VIEUX-HABITANTS-BAILLIF

MM. Etna, c.s., U.D.F., 1 337 ; Gene, R.P.R., 642 ; Hatchi, P.S., 608, Jérémie, P.C., 170 ; Dublin-Ardeau, mod., 22. *Ballottage.*

MARTINIQUE (18)

ONT ETE REELUS : MM. Jean Elie, ext. g. (Ajoupa-Bouillon) ; Joachim, mod. (Basse-Pointe) ; Bally, U.D.F. (Carbet) ; Lise, U.D.F. (Case-Pilote) ; Edmond, R.P.R. (Fonds-Saint-Denis) ; Gratiant, P.C. (Lamentin) ; Félix Théodose, R.P.R. (Saint-Esprit) ; Maurice, R.P.R. (Saint-Joseph) ; Champvert, U.D.F. (Sainte-Anne) ; Maran, U.D.F. (Sainte-Luce) ; Ribier, mod. (Diamant).

ANSE-D'ARLETS

M. Delbois, P.S., 1 042, *ELU.*

M. Abram, c. s., mod., 554.

FORT-DE-FRANCE-III

MM. Fidat, c. s., div. g., 4 631 ; Pago, ext. g., 373 ; Constant, P.C., 343. *Ballottage.*

FORT-DE-FRANCE-IV

MM. Lise, div. g., 2 568 ; Mouriesse, R.P.R., 1 674 ; Etile, P.C., 139. *Ballottage.*

LE FRANÇOIS

MM. Wan Ajouhu, c. s., P.S., 1 718 ; Morency, mod., 1 197 ; Lusbec, mod., 1 188 ; Amar, P.C., 806. *Ballottage.*

GROS-MORNE

M. Turinay, mod., 2 572, *ELU.*

MM. Gervaise, P.S., 424 ; Seraline, div. g., 103 ; Bullot, P.C., 62.

M. Menil, c. s., mod., ne se représentait pas.

LE MARIN

M. Désiré, div. g., 1 430, *ELU.*

M. Charon, c. s., mod., 1 348.

LE MORNE-ROUGE

M. Petit, mod., 1 431, *ELU.*

M. Charles-Alfred, c. s., P.C., 723.

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MAYOTTE (8)

A ETE REELU : M. Giraud div. g. (Acoua).

BOUENI

M. Mohamed, mod., 581, *ELU.*

M. Saindou, c.s., div. g., ne se représentait pas.

DEMBENI

M. Avice, mod., 257, *ELU.*

Mme Zaïna Meresse, c. s., de Mamoudzou, div. g., 110.

M. Boinaheri, c.s., div. g., ne se représentait pas.

DZAOUDZI

M. Henry, div. g., 449, *ELU.*

MM. Novou, mod., 118 ; Bacar, mod., 76.

M. Djoumoi, c.s., div. g., ne se représentait pas.

M'TZAMBORO

M. Abdoul, mod., 564, *ELU.*

M. Ben-Ali, c.s., div. g., 511.

MAMOUDZOU

MM. Ali, div. g., 579 ; Djadi, mod., 255 ; Mme Faouzia, div. g., 205 ; MM. Rossolin, mod., 136 ; Alonzo, div. g., 83 ; Abdou, mod., 64 ; Barege, div. g., 43. *Ballottage.*

Mme Zaïna Meresse, c.s., div. g., se présentait à Dembeni.

SADA

M. Abdou Saïd, mod., 626, *ELU.*

M. Faradji, div. g., 566.

M. Abdallah, c.s., div. g., ne se représentait pas.

TSINGONI

M. Ahmed, div. g., 381, *ELU.*

M. Mohamed, mod., 191.

M. Adinani, c.s., div. g., ne se représentait pas.



Vingt ans après les accords d'Évian

II. - Une « Algérie algérienne » liée à la France

par LOUIS TERRENOIRE

Dans un premier article (« le Monde » du 16 mars), M. Louis Terrenoire, ancien ministre du général de Gaulle, a relaté le conseil des ministres, devenu « historique », du 19 mars 1962.

Quatre gros volumes *ont* été nécessaires à l'écrivain-reporter Yves Courrière pour couvrir le récit d'un conflit d'une durée totale de sept ans et quatre mois (1). C'est dire, en comparaison, quelle peut être la modestie de mon intention et l'étroite limite qu'elle doit respecter. Sur les quatre-vingt-huit mois de la guerre, de Gaulle en a eu en charge la moitié. Elle apparaît comme une contrepente avec des paliers, mais *très vite* un seuil décisif, avec l'annonce de l'autodétermination, le 16 septembre 1959. Elle constitue le temps fort de cet exercice de sémantique progressive, d'escalade du verbe, qui se poursuivra jusqu'aux premières négociations avec les chefs d'une rébellion que de Gaulle préfère désigner sous le nom d'insurrection.

A tout moment, les adversaires de la politique du chef de l'Etat apporteront la preuve *a contrario* qu'ils n'ont jamais été dupes, jusqu'à dresser des barricades, en janvier 1960, pour mieux l'administrer. « *Que vienne la paix des braves !* » ou l'« *Algérie de papa* », ces formules populaires, ne feront que les piquer au vif.

Si l'Algérie était si réellement française qu'on l'affirmait d'un certain côté, elle aurait dû se présenter comme le prolongement ou le reflet de la métropole. Il n'en était pourtant rien, en particulier dans le domaine de l'information, devenu mon apanage lors du remaniement ministériel qui suivit la semaine des barricades. Je fus mis immédiatement à l'épreuve, en vue d'obtenir des changements tels que le relais par la radio d'Alger de certaines émissions de Paris, sinon les nouvelles étaient reprises et traduites, de telle sorte qu'elles soient plus complaisantes à l'oreille des auditeurs « pieds-noirs ».

Les directives gouvernementales étaient systématiquement présentées de façon restrictive sous l'égide d'un colonel qui confondait la politique officielle avec la guerre psychologique. Nommé par moi à la direction de la Radiodiffusion, afin d'y redresser la situation, M. Jean Oudinot y gagnera, un jour, plusieurs balles de l'O.A.S., dont il réchappera par miracle.

Ayant été mêlé d'une certaine manière à l'épisode du septième voyage en Algérie du président de la République, j'entends ne pas le passer sous silence, car il servit d'argument aux tenants du double langage. Nous sommes encore *en* 1960 et, au début de mars, le général de Gaulle entreprend une « tournée des popotes », — cette appellation bon-enfant ayant d'autant plus le don de l'agacer que des soldats de tous grades tombaient non loin de ces « popotes » (2).

Pour le suivre et assurer la transmission de ses éventuelles déclarations, il ne retient qu'un seul journaliste, mais il est de grande race et, de surcroît, il n'appartient pas à un organe particulier, mais à l'officieuse Agence France Presse, M. Jean Mauriac. Sa plume n'a d'égale que sa conscience professionnelle. Aujourd'hui encore, il demeure un témoin privilégié de ces entretiens entre de Gaulle et ceux qui sont résolus, au prix de leurs succès et de leurs sacrifices, à éviter l'humiliation d'un Dien-Bien-Phu algérien. Dans l'attente d'une négociation dont les préliminaires n'apparaissent pas encore, comment de Gaulle pourrait-il donner à l'armée d'autres consignes que celles qui lui incombent, à savoir la maîtrise du terrain ?

Le conciliabule de Melun

S'agit-il d'un revirement, d'une nouvelle donne, d'une contradiction avec la politique d'autodétermination ? Les comptes rendus, transmis directement aux sténographes de l'Agence France Presse, sont tombés dans des salles de rédaction où le langage militaire paraît grevé de fausses notes. Il y est mal compris. D'aucuns l'interprètent, bien évidemment, selon leurs inclinations. Il en résulte un tapage de contresens, et jusqu'aux plus bienveillants de s'interroger, comme M. Guy Mollet (3). Le ministre de l'information lui-même est décontenancé.

Plus encore troublé que moi m'apparaît le général de Gaulle, quand je pénètre dans son bureau de l'Elysée, dès son retour, le 7 mars. Il ne cache pas sa stupéfaction de ce qu'il a lu dans la presse qu'on lui a mise de côté, et il m'a fait appeler, afin de me remettre une déclaration, entièrement rédigée de sa main, mais présentée comme un communiqué qui portera mon estampille. Après l'avoir lue, je lui proposai de changer les imparfaits en indicatifs présents, afin d'en rendre le texte plus percutant — ce qu'il accepta de bonne grâce. On y voit apparaître pour la première fois expressément la mention d'une « *Algérie algérienne liée à la France* », tandis que l'intégration y est présentée comme un retour « *à la domination directe pratiquée par la métropole depuis la conquête* ».

S'il s'agissait d'un brusque retour en arrière, la logique interdirait que, moins de quatre mois plus tard, le 25 juin 1960, les premiers pourparlers directs avec le F.L.N. voient arriver à la préfecture de Melun MM. Boumendjel et Benyahia. Dix jours plus tôt, le général de Gaulle s'était fait plus pressant qu'à aucun moment : « *Une fois de plus, je me tourne, au nom de la France, vers les dirigeants de l'insurrection. Je leur déclare que nous les attendons ici pour trouver avec eux une fin honorable aux combats...* »

De la rencontre de Melun, tout comme mes collègues, je ne perçus que les échos. Le soir du lundi 17 juin 1960, le premier ministre nous convoqua à l'hôtel Matignon, afin de nous livrer ses impressions, sans nous mettre vraiment au courant. Il était optimiste et parlait d'engrenage : mais nous craignions que, dans l'enceinte de la préfecture de Seine-et-Marne, les interlocuteurs français, M. Roger Moris, alors secrétaire aux affaires algériennes, et le général de Gastines n'aient traduit en termes de raideur des recommandations de simple fermeté. De leur côté, les émissaires algériens semblaient avoir du mal à recevoir des instructions précises des instances collégiales du G.P.R.A.

Péripétie plus qu'échec véritable, le conciliabule de Melun marque le second seuil important de la recherche de la paix. Comme de Gaulle se plaignait de la discrétion prudente des membres du gouvernement, auxquels il reprochait de ne pas prendre solidairement en charge devant le pays sa politique algérienne, et comme il usait devant eux, chaque semaine, d'un langage beaucoup plus significatif quant au fond de sa pensée, le ministre de l'information, plus qu'aucun autre, devait se le tenir pour dit. Profitant d'une réunion de militants, un dimanche à Alençon, je lâchai le mot encore jamais entendu en public : « *De Gaulle est décidé à aller en Algérie jusqu'au bout de la décolonisation.* »

« Une partie difficile... »

Me retrouvant, le surlendemain, dans le bureau élyséen pour un entretien prolongé sur les questions de l'information, le général me déclara, non sans élégance : « *Ce que vous avez dit dans l'Orne traduit tout à fait ma pensée.* »

La chance qui m'échut de l'accompagner en Algérie pour son huitième et dernier voyage, du 9 au 13 décembre 1960, allait me permettre d'assister à la plus convaincante leçon de cet apprentissage de la vérité que le président de la République avait estimé, en conscience, qu'elle lui était indispensable avant de consentir à un dénouement qui s'apparentait de plus en plus au *fatum* des Anciens. Fatal, pourquoi ? Parce que les activistes allaient gagner la partie contre la France. Traversant l'Algérie d'ouest en est, de Tlemcen à Bône, nous allons mesurer l'ampleur du fossé qui s'est approfondi, d'année en année, entre les deux communautés. Deux autres membres du gouvernement accompagnent le président de la République : M. Louis Joxe, nommé, le 22 novembre précédent, ministre d'Etat chargé des affaires algériennes, et M. Pierre Messmer, ministre des armées.

Dans la Caravelle qui emporte toute une cohorte jusqu'au terrain militaire de Zenata, dans l'ouest oranais, je retiens cette confidence du général : « *C'est une partie difficile que nous allons mener*, me dit-il, *et qui n'a pour moi rien de réjouissant.* »

A l'unisson des tourments qui enveloppent les populations de l'Algérie, les pires intempéries nous accueillent et ne nous lâcheront plus. Que la neige peut être lugubre sur cette terre d'ordinaire vouée au soleil !

Dans un ouvrage rédigé dans les deux années qui suivirent, j'ai fait le récit détaillé de ce voyage (4). Je n'y reviendrai pas, ce fut très triste. A Aïn-Témouchent, à Orléansville, à Bougie, entre autres, deux foules déchaînées dressées l'une contre l'autre, dont les huées ou les acclamations ne laissaient plus de place au doute. L'une scandait : « *Algérie française !* », l'autre répondait : « *Algérie algérienne !* ».

Lors de notre arrêt à la sous-préfecture de Bougie, de très mauvaises nouvelles nous parviennent d'Alger que notre cortège d'hélicoptères a évitée : les musulmans sont sortis de la Casbah pour manifester ; ils ont laissé cinquante morts sur le pavé. Le président de la République s'en montre très affecté, car c'est toute une partie de ses efforts qui se trouve gâchée, notamment pour la position internationale de la France.

Trois jours après notre retour, le premier ministre me reçoit à l'hôtel Matignon ; c'est en particulier pour me dire : « *Il faut que le général choisisse : il nous dit, au conseil des ministres, que nous allons vers un Etat algérien à dominante F.N.L. ; nous ne pouvons donc continuer à engloutir des milliards dans ce pays, pas moins de deux cents si on y réalise la réforme agraire.* »

Devant les membres du gouvernement, le chef de l'Etat prend de plus en plus l'habitude de livrer le fond de sa pensée, et parfois en des termes très libres. Mais il n'y a guère de différence dans l'appel qu'il adresse à la nation en vue du référendum prévu pour le 8 janvier 1961. Il le formule, pour l'essentiel, dans les termes suivants : « *Le peuple français est appelé à dire, par référendum, s'il approuve, comme je le lui demande, que les populations algériennes, lorsque la paix régnera, choisissent elles-mêmes leur destin. Cela signifie : ou bien rompre avec la République française, ou bien en faire partie, ou bien s'y associer. Il est d'avance entendu que, pour ce qui la concerne, la France entérinera le choix.* »

« Maintenant, cela devient sérieux »

A la fin du conseil des ministres, quelques jours avant le scrutin, le président de la République laisse entendre fort clairement que, si le total des suffrages négatifs et des abstentions est majoritaire, il saura en tirer la conclusion. Du coup, dans le brouhaha qui suit son départ, on évoque des chiffres. M. Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances, met une particulière insistance à calculer que 70 % de « oui » et 30 % d'abstentions, cela doit donner 49 % des inscrits.

Dans mon tête-à-tête avec le général, je le trouve curieusement pénétré de l'idée d'un échec, qui l'amènerait à se retirer aussitôt du pouvoir.

Il n'en sera pas question, puisque les résultats du référendum constituent, contrairement à son pessimisme, un réel succès pour de Gaulle.

« *C'est très honorable* », dis-je, en entrant dans le bureau élyséen vingt-quatre heures plus tard. C'est aussi le sentiment du général, qui me commente les chiffres en les comparant à ceux du référendum constitutionnel, le 28 septembre 1958.

Supputant les transferts de suffrages et s'efforçant de décrypter les bulletins nuls, qui approchent de six cent mille sur plus de vingt millions de votants, il me dit : « *Un million de voix communistes sont allées au « oui », l'extrême droite n'a pas détaché ce qu'elle pensait, soit quand même plus d'un million de voix, auxquelles se sont ajoutés les suffrages de cette masse flottante qui est toujours contre ce qui est pour autre chose* ». Sur les résultats en Algérie même : « *Il ne faut pas s'y tromper, les musulmans des grandes villes ont suivi les consignes du F.L.N.* »

Le général change soudain de contenance et m'interpelle : « *Monsieur le ministre de l'information, jusqu'à présent, j'ai fait de nombreux discours, il s'agissait de préparer progressivement l'opinion à ce qui doit arriver ; maintenant, cela devient sérieux, il faudra se taire, car on aura des contacts avec le F.L.N., on va les entreprendre. Oh ! il y a bien eu des personnages vibrionnants qui ont tenté, à diverses reprises, de jouer les intermédiaires, mais ils n'étaient pas mandatés pour cela. Désormais, ce sera autre chose.* »

Prochain article :

« IL FAUT EN FINIR »

(1) Fayard, éditeur.

(2) Notons comme un fait rarissime que, dans sa hâte à rédiger les *Mémoires d'espoir*, le général de Gaulle commet une erreur, quand il me compte parmi ceux qui l'ont accompagné dans ce voyage. En revanche, ce sera le cas pour le dernier, en décembre 1960.

(3) Ayant été écartés de la responsabilité des comptes rendus des propos tenus par le chef de l'Etat aux officiers [en dépit des prétentions du colonel de L...], les maîtres habituels de la désinformation s'arrangèrent pour transmettre habilement leur propre version au *Journal d'Alger*, organe tenu pour assez libéral. Dans son livre *De Gaulle parle*, André Passeron a reproduit ce texte (p. 178). Dès la première ligne, on s'aperçoit de la tricherie *ad usum Delphini*, bien propre à entretenir la confusion en métropole.

(4) *De Gaulle et l'Algérie* (Fayard).

● La Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie (FNACA) organise vendredi 19 mars une manifestation à Paris. Elle convie ses adhérents à remonter les Champs-Elysées entre 18 heures et 18 h 30, en direction de l'Arc de Triomphe. Le rendez-vous est fixé à 17 h 45 au coin de la rue Balzac.

Des manifestations semblables sont prévues dans de nombreuses villes ou bourgs de province.

A cette occasion, la FNACA compte amplifier sa campagne en vue d'accélérer les conditions d'attribution de la carte du combattant aux anciens d'Afrique du Nord et d'obtenir, pour les fonctionnaires, anciens mobilisés, le bénéfice de la campagne double comme pour les autres « générations du feu ».

Ces revendications, soutenues par M. Jean Laurain, sont actuellement étudiées par les services de M. Laurent Fabius, ministre du budget.

CORRESPONDANCE

La mosquée Émir-Abdelkader de Constantine

M. A. Ben Abderrahmane, secrétaire général du comité de la mosquée Emir-Abdelkader et de l'Institut des hautes études islamiques de Constantine, nous a adressé la lettre suivante :

Dans son édition du samedi 30 janvier 1982, votre journal a consacré un article à la future mosquée Emir-Abdelkader de Constantine et à son université islamique. Cette dernière recevra deux mille quatre cent quatre-vingt-seize étudiants et non six cent cinquante comme précédemment prévu. Elle ouvrira ses portes non pas en 1982 mais en 1983. Une cité est déjà prête pour recevoir deux mille internes. Par ailleurs, la construction de cent cinquante logements destinés aux professeurs et cadres de l'université débutera incessamment. Le rôle de ces professeurs sera de former des docteurs de la foi capables d'enseigner à la jeunesse comment l'islam est à même d'affronter et de maîtriser tous les défis du monde actuel et d'unifier les rangs de cette jeunesse pour ne pas la laisser retomber dans les divisions fratricides et artificielles du passé qui ont fait tant de mal.

[Les responsables du chantier et les représentants à Constantine du ministère algérien des affaires religieuses avaient eux-mêmes précisé à notre correspondant que la mosquée-université pourrait recevoir 650 étudiants et ouvrirait en 1982.]

M. F. Tissot nous écrit pour sa part :

Très intéressé par l'article sur Abdelkader (*le Monde* du 22 janvier), je pense que l'honneur national et la volonté d'établir des liens cordiaux avec l'Algérie justifieraient un geste symbolique : le retour en Algérie de la tente et des armes d'Abdelkader. En effet, cette prise de guerre du duc d'Aumale est toujours exposée au château de Chantilly à côté des collections léguées par le grand collectionneur à l'Institut de France. Son testament ne serait certainement pas violé par une telle mesure concernant un adversaire qu'il avait estimé. Personne ne devrait trouver d'objection, mais encore faudrait-il que l'initiative en soit prise.







Le Monde

société

JUSTICE

Des experts sont chargés de réexaminer les circonstances de la mort de René Lucet

Variations

(Suite de la première page.)

Troisième exemple. Le patron ne répugnait pas à adresser chaque mois au personnel de la Caisse une lettre ouverte au ton plutôt polémique et surprenant. On y reviendra. Mais comment ne pas, d'entrée, se remémorer cette phrase en lettres grasses ? Ce battant, qui affirmait comme un défi *« Je n'ai jamais perdu »* et rappelait, dans un jeu de mots un peu inquiétant que, sous la direction de René Lucet, *« quand les règles du jeu sont bien définies il est possible d'appliquer la devise* Sol lucet omnibus *(Le soleil brille pour tout le monde) »*, écrira en conclusion de sa lettre de février 1981 : *« Avis aux amateurs. Pour que je sois définitivement battu, il faudra que je sois mort. Comme dans la Rome antique (belle référence de démocratie pour les champions des libertés), il sera nécessaire de baisser les pouces pour que les lions n'aient plus faim. »*

La passion, la violence, l'intolérance ont trop jalonné cette affaire Lucet pour qu'on s'offre aujourd'hui encore le luxe de voir les lions de tous bords furieusement en appétit de scandale, d'accusations sans preuves, de comparaisons sans fondement, exploiter la mort d'un homme.

On dit mort, en effet, et non encore suicide. Non pas par goût d'une provocation qui ne ferait qu'ajouter au malheur et au drame mais simplement parce que les faits établis n'y autorisent pas.

Le 4 mars, la sûreté de Marseille ouvre une enquête, après la découverte du cadavre de M. René Lucet, sur les circonstances de ce qui est, au sens de l'article 74 du code de procédure pénale, *« une mort violente, mort suspecte »*. Le parquet ordonne une autopsie. Voilà où en était l'affaire le 4 mars. Et voilà où elle en est encore ce mardi 16 mars. Légalement la thèse du suicide n'a pas encore été entérinée par une déclaration officielle, d'ailleurs non obligatoire, du parquet de Marseille.

Les garanties de l'enquête

Cela signifie probablement que les enquêteurs, sous la responsabilité du commissaire Marza, ont voulu s'entourer de toutes les garanties dans une affaire délicate. Cela peut indiquer aussi que, sans que soit nécessairement remise en cause cette thèse du suicide, les enquêteurs se sont vu confronter à divers éléments matériels de nature à ralentir le dépôt de leurs conclusions. En toute hypothèse, ces retards, et le mutisme absolu observé tant au parquet qu'à « l'Evêché », l'hôtel de police de Marseille, ont créé une sorte de malaise et fait surgir quelques questions.

Ces questions, nous les avions posées le 11 mars au responsable de l'enquête, le commissaire Marza, de la sûreté. Ce jour-là, le policier affirmait qu'en fonction des éléments en sa possession l'affaire était *« sans problème »*, que *« tout était clair et que les questions évoquées étaient simplement le fait de rumeurs sans fondement »*. Mais ces questions, les policiers se les sont posés ainsi qu'en attestent les extraits du rapport adressé ces jours derniers par la sûreté à M. Albert Vilatte, procureur de la République. Et comment auraient-ils pu éviter de se les poser ?

Le récit aidera à le comprendre. Le 4 mars, vers 7 heures du matin, les sapeurs-pompiers de Marseille, alertés par Mme Lucet, arrivent dans une villa de Saint-Barnabé. Ils y précèdent de peu un inspecteur de la sûreté et les gardiens de la paix eux aussi alertés. Il semble, et peut-être cela explique-t-il le retard aujourd'hui, que le commissaire de permanence à la sûreté ne se soit pas déplacé. Les enquêteurs procèdent aux constatations et recueillent le témoignage de Mme Lucet. Celle-ci indique que son mari s'est donné la mort dans leur chambre commune, vers 6 h. 30. Sans que rien ne le laissât prévoir. Profitant de son absence — il l'avait envoyée chercher un verre d'eau — M. Lucet, après s'être placé un oreiller contre le visage aurait tiré à deux reprises à travers cet oreiller. Mme Lucet parlera d'un coup de feu au bruit assourdi, puis d'un autre beaucoup plus violent, espacés de quelques secondes.

Les policiers découvrent le cadavre de M. Lucet, la tête éclatée. Dans la maison, outre Mme Lucet et les enfants qui dormaient, les policiers se trouvent en présence de quatre hommes, les quatre secrétaires gardes du corps que M. Lucet avait embauchés à la Sécurité sociale.

De bonne source on apprendra deux choses : que les policiers ont dû insister pour se faire remettre l'arme du suicide, ramassée par l'un de ces quatre hommes. Il s'agirait d'un 38 spécial, de marque Taurus qui est une arme à barillet. Et, deuxième élément, il semblerait que l'on ait, avant d'alerter la police, pris le temps de *« faire le ménage »*.

Ces divers éléments, surtout les coups de feu, expliquent les vérifications minutieuses. Au point, semble-t-il, que l'on procédera non pas à une mais à deux autopsies successives pour déterminer la nature des blessures, mortelles ou non, occasionnées par chacun des deux projectiles. Ces projectiles auraient été retrouvés l'un dans le cerveau, l'autre dans l'oreille. On procédera également à une série d'expertises sur l'arme pour savoir s'il était possible à M. Lucet de faire feu à deux reprises. Soit, comme on l'a indiqué au départ, parce que, l'arme s'étant enrayée, la seconde balle tirée aurait poussé la première. Ce qui paraît tout de même assez hypothétique sans explosion de l'arme. Or l'arme n'est pas même détériorée. Soit que le malheureux ait gardé le doigt crispé sur la détente malgré le recul.

Ces interrogations et diverses autres, la position du corps, l'heure exacte du suicide, peuvent expliquer la minutie de l'enquête policière. Le souligner n'est pas conclure dans un sens ou dans l'autre, crime ou suicide. Bien plus, on apportera à l'appui de la seconde hypothèse un témoignage, celui d'un proche collaborateur de la victime. Selon lui, la crainte de voir le « patron » en arriver à un acte désespéré avait conduit ses fidèles à prendre des précautions dans les locaux de la Caisse. Par exemple, à ne pas le laisser seul, voire à placer dans les serrures des portes des attaches afin d'en empêcher la fermeture à clé. *« Le suicide ne m'étonne pas*, ajoute un témoin. *Mais ce qui m'étonne c'est le suicide sans une lettre, sans un mot. »* Sans une lettre, sans un mot, en effet. Alors pourquoi ? Comment ?

Tout suicide est, par nature, un point d'interrogation, un défi à la raison, celui-ci comme les autres. Comment un homme peut-il, le soir, dire *« Ah ! je vais moins fumer, cela me fera du bien »*, plaisanter avec ceux à qui il adresse sa dernière déclaration publique, citer MacArthur *« I'll come back »* (« Je reviendrai ») (*le Monde* du 5 mars) et, le lendemain matin, jeter l'éponge ? Comment un battant, citant l'écrivain : *« Il convient de suivre sa pente pourvu que ce soit en montant »* ; comment un croisé contre la C.G.T. et le parti communiste invoquant Mistral : *« Fais briller ta claire lumière, chasse l'ombre et les fléaux »*, peut-il brusquement, peut-être dans un dernier défi, un dernier mot, rompre ?

Un battant plus qu'une victime

Elle est là l'affaire Lucet, dans ce mystère de la rupture qui n'autorise guère les jugements définitifs, les rapprochements hasardeux et les anathèmes politiques. Car, s'il fallait faire un portrait de la victime, à partir des témoignages de ses amis comme de ceux de ses adversaires, ce n'est certes pas d'abord celui d'une victime qui en sortirait.

Un battant, disions-nous, et un militant, un patron baroudeur et un syndicaliste de choc. Cet homme, né en 1943 à Fontainebleau et sorti brillamment du Centre d'études de la Sécurité sociale, on ne peut douter qu'il avait le goût de la vie et l'appétit du pouvoir. Très jeune, tout jeune, il s'engage à fond. Que ce soit dans le mouvement gaulliste ou à Force ouvrière, il ne passe pas inaperçu. L'homme, au physique, est carré, grand, charmeur. Au moral, il se découvre « entier », sarcastique, toujours sur le qui-vive, déjà prêt à tailler des croupières à l'ennemi juré, le marxisme, la bureaucratie : *« J'ai horreur de la bureaucratie, de ses primes automatiques à l'ancienneté qui ont toujours produit une société sclérosée qui, en se raidissant sur elle-même pour la défense des privilèges d'une caste d'argent ou de parti, produit des dictatures »*, écrira-t-il à ses subordonnés de Marseille. *« Je sais que je suis devenu un clown triste, mais il est vrai que le cirque se meurt, sauf à Moscou... En attendant, je préfère la Provence même en travaillant à la Kolyma à ne rien faire. »* Quelques simples citations, mais les attaques sont permanentes contre *« nos révolutionnaires prosoviétiques »* pour montrer qu'à l'étudiant, au jeune militant, ont succédé un patron et un grand commis de l'Etat peu conventionnel. Très vite, avec des méthodes discutables mais efficaces, René Lucet va faire de son premier grand poste, la Caisse centrale de Seine-et-Marne, un modèle de gestion informatisée.

Il serait malhonnête d'ailleurs de ne retirer de sa fonction de patron que le caractère autoritaire de ses décisions ou que son souci permanent, obsessionnel, de réduire les forteresses syndicales autres que son propre syndicat F.O. Quand René Lucet écrit *« Rien ne m'est plus étranger philosophiquement et par tradition que le fascisme rouge et noir »*, cela est vrai dans son esprit. Aussi vrai que ses efforts réels pour aider à l'amélioration des conditions de travail, de vie, à la promotion de ses subordonnés. Du moins ceux qui sont du bon côté, le sien. Pour les autres, il a ce qu'il faut, le sarcasme, la mutation autoritaire, ou il l'inventera, comme cette fameuse « direction des relations humaines » qui, à la C.P.C.A.M. des Bouches-du-Rhône, ne sera ni plus ni moins « qu'un service d'ordre d'écoute et de délation internes », selon ses détracteurs.

Et pour tous il a le souci permanent de l'efficacité. Là encore il serait injuste de sous-évaluer la réussite de René Lucet. Tout Marseille et tous les assurés sociaux des Bouches-du-Rhône peuvent témoigner que, dès son arrivée, René Lucet réussit à remettre de l'ordre dans ce qu'il baptisa le « capharnaüm ».

La C.P.C.A.M. des Bouches-du-Rhône, 1 900 000 assurés sociaux, 3 500 salariés, 45 000 dossiers et 25 millions de francs de prestations sociales par jour est bien à l'époque une manière de monstre. En dix ans, elle a usé quatre directeurs. Le taux d'absentéisme du personnel y est de 30 % et les dossiers, souvent confiés en sous-traitance aux mutuelles de la région dont la très puissante Mutuelle des travailleurs, proche de la C.G.T. et du P.C., y restent en souffrance pendant des semaines.

Avec ses méthodes très personnelles, René Lucet va s'affronter au problème (*le Monde* du 13 mars et daté 14-15 mars). Et il va le faire non seulement de façon technique, administrative, mais aussi, surtout, politique. Quand il s'attaque à la Mutuelle des travailleurs, René Lucet n'est plus seulement le patron de la « Sécu » à Marseille, mais aussi le militant R.P.R. qui ne craint pas d'affirmer : *« J'ai frappé le P.C là où cela lui fait mal, à la caisse. »* Ce faisant, il entre dans une spirale et donne à toute cette affaire sa véritable dimension, celle d'un affrontement politique sans nuances.

PIERRE GEORGES.

UN RAPPORT DU PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE

Les observations des enquêteurs

Remis ces jours derniers au procureur de la République de Marseille, M. Albert Vilatte, le rapport des enquêteurs de la Sûreté expose un certain nombre de faits matériels qui expliquent leur difficulté à conclure. On peut, en effet, y lire notamment :

« Notre enquête s'est poursuivie dans le cadre de l'article 74 du code de procédure pénale, compte tenu des premières constatations et des déclarations de l'épouse de l'intéressé, non contredites par l'ensemble de nos investigations.

En l'absence de conclusions techniques et scientifiques des experts, nos investigations se sont poursuivies dans l'hypothèse d'un suicide de M. Lucet.

Or, dès réception du rapport d'autopsie, nous pouvons remarquer que :

1) *Les traces de sang constatées sur le plafond surplombant le lit, en forme de gouttes, ne peuvent provenir de la pénétration d'un projectile intracrânien. Leur présence ne peut s'expliquer que s'il y a eu hémorragie préalable à la pénétration d'un projectile, d'où la conclusion de deux blessures successives.*

2) *Que la position du corps est incompatible avec les trajectoires des deux projectiles.*

Une explication est donnée par une projection du corps lors d'un premier choc et d'une déviation de trajectoire par la masse osseuse des rochers.

3) *Que les lésions cérébrales produites par ces projectiles ont entraîné une mort immédiate.*

4) *Que l'importance des lésions permet de dire que la victime n'a pu tirer elle-même deux projectiles à trajectoire intracrânienne successive.*

5) *Les experts qui ont procédé à l'autopsie développent une hypothèse selon laquelle le premier projectile, ayant fait long feu, est resté dans le canon de l'arme mais des gaz brûlants ont provoqué une hémorragie et le choc a projeté le corps. Un deuxième projectile a pu être tiré, poussant le premier par compression de gaz sans se toucher et ils ont pénétré simultanément en faisant éclabousser le sang accumulé.*

6) *Cette hypothèse est démentie de façon catégorique par le rapport balistique qui déclare dans son cinquième paragraphe :* « Cependant, il est certain que la première balle a été expulsée normalement du canon et n'a pas été poussée par la seconde. »

UNE LETTRE OUVERTE DE Mme LUCET

(De notre correspondant.)

Marseille. — Mme Lucet avait remis, lundi, à la presse le texte d'une lettre ouverte, où elle déclarait :

« Mme Lucet et ses enfants remercient ceux qui, toutes rivalités et toutes passions éteintes, ont voulu par leur présence, leurs écrits, leurs paroles et leur pensée porter témoignage de sympathie et de compréhension. Je pensais vivre aux côtés d'un homme exceptionnel, je sais maintenant qu'il était un homme d'exception. Merci à tous.

» Quant à ceux qui voudraient me donner des leçons de pleurs, de cris et d'évanouissements, je leur rappelle simplement que j'ai maintenant à élever deux petits enfants, à soutenir des grands-parents effondrés, et que je pleurerai beaucoup plus tard, trop tard peut-être... J'ai maintenant la solitude de celui qui décide.

» Je plains ceux qui ont plus de douleur que moi au point d'en regretter ma réserve. Je plains ceux qui ont plus de haine que moi, car, si elle fait marcher les adultes, elle ne fera pas grandir leurs enfants. Je plains ceux qui, dans les couloirs, cherchent leur « boss » *car être errant* et sembler libre, c'est être perdu. *Je cherche pour mes enfants le droit de vivre en paix et pour moi le droit de faiblir quand il n'y a personne. Comme le disait La Bruyère :* « Regretter ce qu'on aime est un bien en comparaison de vivre avec ce que l'on hait. »

Les poursuites contre le père d'une victime de l'attentat de la rue Copernic

Outrage et nuances

Il faut être précis. Aussi M. Pierre Barbier, le président de la dix-septième chambre correctionnelle du tribunal de Nanterre, délibère-t-il depuis le 2 mars. Car dans cette affaire Bouissou, le père de Philippe, vingt-cinq ans, tué en octobre 1980 par l'explosion de la rue Copernic, un délai de réflexion s'imposait (*le Monde* du 4 mars).

Son avocat, Mᵉ Charles Libman, réclamait la relaxe à l'audience. C'était prêter peu de sérénité à la justice. Il y a plus de deux ans que la police patauge pour retrouver les assassins de Philippe, et il aurait voulu que le père soit innocenté *sur-le-champ*. Il n'est jamais facile de démontrer une culpabilité, moins encore de condamner. De Copernic, n'en parlons plus, mais déjà, avec le seul cas Bouissou père, on peut comprendre le travail ingrat du policier, les scrupules du magistrat.

Les faits sont établis. L'inculpé les reconnaît. C'est grave. Le 27 avril 1981, sept mois après Copernic, des inspecteurs de la 7ᵉ brigade territoriale enquêtent sur la banqueroute frauduleuse d'une entreprise de transport international. L'idée leur vient d'interroger M. Gilbert Bouissou, lui aussi transporteur, mais qui n'est pas concerné par cette affaire, pour lui demander des précisions sur les tarifs pratiqués.

Il répond d'abord courtoisement, mais les policiers le pressent de questions et il s'énerve — depuis la mort de son fils il contrôle mal ses réactions. On le menace : *« Le juge d'instruction saura bien vous faire parler. »* Il sort de ses gonds, sans raison apparente pour les jeunes policiers qui l'entendent, et répond imprudemment : *« Le juge, mon cul. »* Procès-verbal, réquisition du parquet, instruction : l'affaire est renvoyée en correctionnelle. Et M. Bouissou comparaîtra pour *« outrage à magistrat et à agent de la force publique »*.

Il s'agit alors, comme toujours, de bien juger, de bien préciser. Les faits sont parfois trompeurs. M. Bouissou ne peut être condamné pour son *« mon cul »* que si l'accusation apporte la preuve d'une intention d'outrage. Le président, M. Barbier, s'en était d'ailleurs préoccupé à l'audience, car il y a deux façons de prononcer la phrase délictueuse : ou M. Bouissou a dit *« mon cul »* comme il aurait dit *« mince »* ou il s'en est pris à la magistrature, directement et injustement dans son cas. Comment le tribunal, en bonne justice, aurait-il pu trancher sur l'heure ?

Le procureur de la République de Nanterre dans sa sagesse vient d'ailleurs de requérir un supplément d'information afin de déterminer dans quelles circonstances le père d'une des victimes de Copernic — comment l'oublier — *« a pu se voir reprocher ce délit dans des conditions qui permettent de s'interroger sur l'existence de l'élément intentionnel de l'infraction »*. C'est alors que le tribunal, mieux informé, pourra peut-être prononcer la relaxe. Après une deuxième audience il se rendra mieux compte si les larmes que ne peut s'empêcher de verser M. Bouissou à l'évocation de la mort de son fils sont des larmes sincères.

CHRISTIAN COLOMBANI.

FAITS ET JUGEMENTS

Mandat d'amener contre M. Jean-Laurent Andréani.

M. Jean-Laurent Andréani, directeur des jeux du Grand Cercle de la rue de Presbourg, fait depuis lundi 15 mars, l'objet d'un mandat d'amener délivré par M. François Petot, premier juge d'instruction au tribunal de Paris. Le 12 mars, son père, M. Jean-Baptiste Andréani, âgé de soixante-dix-sept ans, président de l'association titulaire de l'autorisation d'exploiter les jeux dans cet établissement, avait été écroué à la prison de Fresnes à la suite de son inculpation pour infraction à la réglementation sur les relations financières avec l'étranger (*le Monde* daté 14 et 15 mars).

Il est reproché au fils ce que l'on reproche déjà au père : d'avoir encaissé irrégulièrement des devises étrangères de la part de joueurs n'ayant pas la qualité de résidents français. Il semblerait que les responsables du Grand Cercle n'aient pas demandé une « sous-délégation » à leur banque, titre nécessaire à ces opérations de change. Les avocats de M. Andréani ont fait appel de la décision d'incarcération et demandent la mise en liberté de leur client.

● *M. Defferre a fait appel.* — Au nom de M. Gaston Defferre, Mᵉ Yves Attal, collaborateur de Mᵉ Georges Kiejman, a fait appel, lundi 15 mars, du jugement de la 17ᵉ chambre correctionnelle de Paris, qui a condamné la veille, le ministre de l'intérieur à 1 500 francs d'amende et à un franc de dommages-intérêts pour diffamation envers M. Jacques Chirac.

D'autre part, une erreur a malencontreusement modifié l'orthographe du nom de l'un des deux assesseurs de M. Emile Cablé dans nos éditions du 16 mars. Il s'agit de M. Georges Boyer-Chammard.

● *Deux hommes connus pour leurs sympathies d'extrême droite*, MM. Thierry Milanini, trente et un ans, étudiant, et Pierre Velutini, vingt-quatre ans, demeurant tous deux à Marseille, ont été inculpés et écroués jeudi 11 mars, a-t-on appris mardi, pour infraction à la législation sur les armes.

Paribas : un ancien ambassadeur inculpé.

Trois clients du service « gestion privée » de la banque de Paris et des Pays-Bas ont été inculpés de fraude, lundi 15 mars, par M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction à Paris, pour avoir constitué irrégulièrement des avoirs en Suisse. Il s'agit de M. Didier Hendricks, cinquante-neuf ans, industriel, d'un autre industriel à la retraite, âgé de quatre-vingt-trois ans, dont l'identité n'a pas été révélée, et de M. Maurice Delauney, soixante-deux ans ancien ambassadeur de France.

M. Delauney a notamment été ambassadeur au Gabon, de 1965 à 1972, à Madagascar, de 1972 à 1974, et à nouveau au Gabon, de 1975 à 1979, avant de quitter la carrière diplomatique pour la présidence de la Compagnie des mines d'uranium de Franceville (COMUF). Le nom de M. Delauney avait été avancé à plusieurs reprises, en 1978, dans le cadre de l'enquête menée par le ministère des affaires étrangères sur les procurations en blanc des Français de l'étranger. Des manœuvres et des irrégularités avaient en effet été relevées, lors du vote pour les élections législatives de 1978, au Gabon. M. Delauney avait été rappelé à Paris pour consultation durant quelques jours.

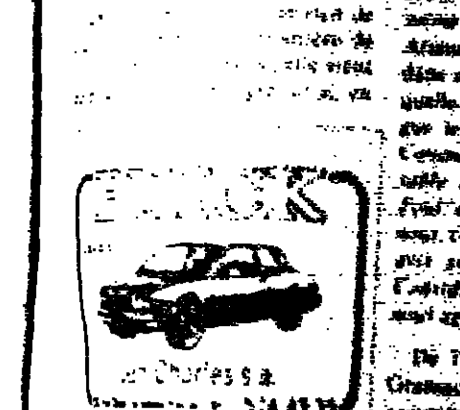
D'autre part, le magistrat instructeur a lancé des mandats d'arrêt contre deux autres clients du service « gestion privée » de Paribas, les frères Jean et Pierre Mathys, âgés de cinquante et un ans et de quarante-cinq ans, dirigeants d'une société de régénération d'huiles sur le port du Havre, qui ont disparu de leur domicile.

● *Attentat contre la trésorerie de Caen.* — Un incendie criminel a endommagé, le lundi 15 mars à 4 h 30, le rez-de-chaussée de la trésorerie du Calvados, à Caen. L'attentat a été revendiqué par un « groupe antichômage Robespierre », inconnu jusqu'ici de la police. Dans un tract, les auteurs de l'incendie indiquent s'être trompés d'établissement, avouant qu'ils visaient les locaux de l'URSSAF. — *(Corresp.)*

● *Un proviseur victime d'une agression.* — M. Fortin, proviseur du lycée d'enseignements professionnel (LEP) Reine-Mathilde de Grand-Couronne (Seine-Maritime), a été blessé, jeudi 4 mars, au visage, par deux jeunes gens étrangers à l'établissement. Les agresseurs lui reprochaient son attitude jugée trop sévère envers une élève du lycée. Les enseignants du LEP se déclarent indignés par ces agissements ; le proviseur a décidé de porter plainte.

● *Sur le thème « La prison dans la ville »*, une exposition est organisée jusqu'au 21 mars, au Centre œcuménique des Sept-Mares à Elancourt (Yvelines). Cette exposition est ouverte tous les jours de 11 heures à 21 heures (le dimanche jusqu'à 20 heures). Des débats et projections sont prévus certains soirs. Renseignements auprès du service d'information de la Maison pour tous de Saint-Quentin-en-Yvelines : (1) 062-82-81.

● *Le dernier bilan des avalanches : seize morts.* — Les avalanches qui se sont produites les dimanche 14 et lundi 15 mars dans les Alpes du Nord (*le Monde* du 16 mars), ont causé la mort de seize personnes au total. Deux personnes ont été, en outre, grièvement blessées et une troisième portée disparue. Selon les responsables de la météorologie nationale, de nouvelles chutes de neige étaient prévues, et la situation ne devrait pas s'améliorer dans l'immédiat, la couche de neige fraîche, qui atteint jusqu'à 80 centimètres par endroits, restant pulvérulente et instable.







DEUX LIVRES SUR LA DÉTENTION

«Prisons de femmes» de Natacha Duché et Arianne Gransac

Aller en prison chaque semaine. Depuis huit années, Natacha Duché le fait, comme quelque mille cinq cents autres visiteurs de prison. Pour quelle raison ? A quelle nécessité répond cette confrontation avec un lieu que chacun veut oublier – la prison, – avec une réalité que chacun refuse de regarder – l'enfermement ?

Natacha Duché sait bien qu'on n'est pas visiteuse de prison par philanthropie. Elle n'a rien d'une dame patronnesse et regrette, dans un livre qui vient de paraître, l'image *« caricaturale et désuète »* qu'on donne trop souvent encore de la visiteuse. *« Depuis quelque temps,* ajoute-t-elle, *grâce aux insinuations d'un journal de chantage bien connu, elle prend un allure de complice. Dans les deux cas, cette image est fausse, car, en fait, une visiteuse est plutôt l'amie, la sœur, la mère, la psychologue, l'avocate. En effet, elle doit avoir l'esprit large, être compréhensive et n'être jamais choquée. Mais elle ne doit pas moraliser, n'être ni sceptique ni naïve, être chaleureuse et solide, et si possible très objective. Mais tout cela ne s'apprend que « sur le tas ».*

La visiteuse est tout cela, *« l'amie, la sœur »*, etc ; et rien de tout cela. Elle est à la frontière de tout. Totalement bénévole, elle vient en prison de son plein gré, et si, en théorie, sa fonction est reconnue par l'administration pénitentiaire, elle ne se sent bien souvent que tolérée. Ses démarches, pour une permission de sortir, pour tenter de hâter une libération conditionnelle, en font une gêneuse. Qu'elle donne son adresse personnelle, qu'elle accueille des détenues pour quelques jours à leur sortie, est *« mal vu »* par l'administration, dit Natacha Duché.



Pendant les six ans où elle était visiteuse dans les prisons de femmes, notamment à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis (elle est aujourd'hui à Fresnes), c'est l'infantilisation des femmes détenues qui a le plus choqué Natacha Duché. Si l'on n'est pas habillée à l'heure, on est privée de petit déjeuner. Pour une faute bénigne on peut être privée de dessert. Si au parloir on demande un chewing-gum à sa visiteuse, il faut le cracher avant de retourner en cellule.

« Si on est sage, on peut aller jouer avec les autres aux « récréations », on peut même avoir des récompenses, des petits avantages, être « bien vue » ; et si on n'est pas sage on peut nous enfermer toute seule dans un cagibi (mitard) et même nous priver de dessert, écrit Arianne Gransac, qui a été détenue dans une affaire politique, pour laquelle elle a été acquittée, et qui signe le livre avec Natacha Duché. *Comme les enfants, on n'est responsable de rien, on n'assume rien. Tout est prévu et organisé pour nous. On ne nous demande pas notre avis sur les choses essentielles. Considérées comme des enfants, nous agissons comme eux. »*

De l'intérieur comme Arianne Gransac et les détenues qui se sont racontées à Natacha Duché (leurs témoignages occupent les soixante dernières pages du livre), de l'extérieur comme les visiteuses, on voit de la prison les mêmes brimades, les mêmes absurdités, une vie qui prépare à être incapable de revivre « dehors », un « temps immobile », comme dit Arianne Gransac. Et lorsque la visiteuse tente d'apporter un peu d'humanité dans ce monde sans chaleur, curieusement, elle dérange.

JOSYANE SAVIGNEAU.

★ Natacha Duché, Arianne Gransac, *Prisons de femmes*, préface de Claude Mauriac. Denoël, 236 p., 64 F.

« Prisons » de Christian Kempf et Bernard Rodenstein

Les prisons ont donné lieu à une littérature dont il n'est pas excessif de dire qu'elle est du genre fluvial. Romans, souvenirs, essais, études, l'inspiration due à la réalité carcérale ne paraît jamais devoir cesser. Son succès non plus d'ailleurs, aussi paradoxal que cela paraisse dans un pays qui, contrairement à quelques autres, ne brille dans ce domaine ni par sa générosité ni par son souci de comprendre.

En revanche, pour d'assez évidentes raisons, il n'existe pas, semble-t-il, sur ce sujet de recueil photographique sur la vie carcérale aujourd'hui. Cette lacune, qu'il n'est pas besoin de démontrer, vient d'être comblée par la publication de *Prisons*, qui contient une centaine de clichés dus au jeune photographe alsacien Christian Kempf. Ces clichés sont accompagnés d'un texte du pasteur Bernard Rodenstein.

Réalisé à l'initiative de l'aumônerie protestante, le recueil est la première publication d'une toute jeune maison nommée Edition Archipel, dont les animateurs, Pascale Devaux et Michel Pagani, entendent qu'elle se spécialise dans les premières œuvres des jeunes photographes.

Cette « première »-ci est particulièrement satisfaisante. Ni larmoyant ni complaisant, mais d'une rare précision, le livre permet de découvrir une large partie de la réalité pénitentiaire.

S'il est banal de dire que des photos sont « parlantes », il convient pourtant d'employer le qualificatif à propos de *Prisons*. On remarquera tout spécialement les photos prises au centre pénitentiaire d'Ecrouves (Meurthe-et-Moselle). Notamment une double page montrant l'intérieur d'une cellule et qui, des photos de nus apposées sur les murs à la cuvette sanitaire, enseigne d'un coup d'œil la vie carcérale et ses phantasmes ordinaires.

Ou encore cette cellule de Saverne, qui tient de la chambrée avec la corde à linge au travers de la pièce et le balai appuyé sur la tuyauterie qui occupe l'une des parois.

Parmi les rares (et heureusement, en un sens) photographies en couleurs, l'une d'elles montre une cellule individuelle à Ensisheim transformée en atelier de peinture, jonchée de toiles dans la manière surréaliste et qui ne sont pas déplaisantes (autant qu'on peut en juger).

Il serait peut-être malvenu, compte tenu de son sujet, de dire que ce livre est un beau livre, mais c'est assurément un beau et digne récit.

PHILIPPE BOUCHER.

★ *Prisons*, photographies de Christian Kempf, texte de Bernard Rodenstein, Editions Archipel, est actuellement diffusé à Montpellier, Colmar, Strasbourg, Mulhouse, Nîmes, Avignon, Rouen et au B.H.V. de Paris, magasin qui figure parmi les premiers souscripteurs.

Il peut aussi être obtenu à Edition Archipel, 30290 Laudun ; au prix de 80 francs, frais d'envoi compris.

● *Les prisons de l'insécurité*, tel est le titre d'un livre que vient de publier Mme Catherine Pauchet aux Editions ouvrières (202 pages, 56 francs). L'auteur, docteur en anthropologie sociale et culturelle, est sociologue vacataire de recherches à l'administration pénitentiaire.



ÉDUCATION

LA PREPARATION DE LA NOUVELLE LOI D'ORIENTATION

M. Savary invite tous les universitaires à participer à la réflexion sur l'avenir de l'enseignement supérieur

Le ministre de l'éducation nationale, M. Alain Savary, a adressé, vendredi 12 mars, aux présidents d'université et aux directeurs des grandes écoles, un ensemble de textes afin de favoriser, dans ces établissements, la réflexion préparatoire à une nouvelle loi d'orientation de l'enseignement supérieur. M. Savary s'était engagé devant le Parlement, lors du débat budgétaire, à présenter à la session d'automne 1982 un projet de loi qui se substituerait au texte élaboré en 1968 par M. Edgar Faure.

Jusqu'à ces dernières semaines, l'essentiel du travail d'analyse de la loi de 1968 et de rechercche de propositions nouvelles avait été le fait d'une commission animée par M. Claude Jeantet. Après une phase de concertation avec les responsables politiques, syndicaux et associatifs, cette commission propose des thèmes de réflexion aux personnels et aux usagers des établissements. A eux donc d'exprimer leurs points de vue, « de formuler leurs suggestions », comme le leur demande M. Savary. Le projet de loi doit être préparé avant le mois de juin. Dans ces conditions, le ministre souhaite que les résultats de ces réunions, confrontations et discusisons diverses qui auront lieu dans les établissements, lui parviennent pour les premiers jours de mai.

Le document présentant « *les débats essentiels pour l'avenir des formations supérieures* » précise que la volonté du ministère de l'éducation nationale est de réconcilier les universités et les écoles avec la région et la nation. Les grandes interrogations des établissements étant restées trop longtemps sans réponse, il est important, selon les propos de M. Jeantet, de préciser les objectifs des formations supérieures. Elles doivent, selon lui, améliorer « *sans cesse* » la qualité des formations initiales et continues et de la recherche scientifique, mais elles ont aussi pour finalité de contribuer à la lutte contre les inégalités sociales par la démocratisation des études et de participer à la lutte contre le chômage. Enfin, elles doivent continuer à « *faire de la France un lieu de dialogue privilégié, de culture de tous les peuples* » en même temps qu'elles assurent auprès de l'ensemble de la population « *un rôle permanent d'animation et de diffusion du savoir* ».

Ces grands principes définissent les obligations que M. Savary assigne au service public d'éducation supérieure. Cette définition est, pour lui, primordiale. Elle précède toutes les propositions relatives à la structure, au mode de fonctionnement, au financement, à l'insertion des établissements dans la région. M. Savary, qui souhaite « *une réflexion de qualité et une rigueur d'analyse* » de la part de tous les intervenants dans le débat, leur demande d'avoir toujours présentes à l'esprit les grandes fonctions que doit remplir l'enseignement supérieur. Le ministre espère que les intérêts catégoriels, voire corporatistes, les réflexes de défense ou de promotion de tel ou tel type de formation n'empêcheront pas une réflexion commune.

Plutôt que de présenter un projet déjà tout établi précisant dans tous les détails les filières et les structures, la commission Jeantet lance plusieurs axes de recherche. Lorsque le document préparatoire aborde la notion de démocratisation de l'enseignement supérieur, il ne limite pas ce problème à la simple question de la sélection. Au lieu d'opposer mécaniquement deux systèmes, celui des grandes écoles et celui des universités, le texte souligne la nécessité d'augmenter les formations de qualité qui offrent un choix plus étendu aux jeunes. Il insiste sur l'importance de doter les enseignés « *d'une plus grande responsabilité dans leur orientation et dans le choix de leur formation.* »

Il évoque la mise en place « *d'un dispositif souple assurant de nombreuses passerelles permettant de reprendre à un niveau convenable un itinéraire de formation différent de celui que l'on a abandonné* ». Le document invite les universitaires à s'interroger sur le contenu des premières années post-baccalauréat, qu'elles s'effectuent dans une classe préparatoire, dans un institut universitaire de technologie ou dans une université. La notion de « *mise en situation* » des intéressés est évoquée afin de leur permettre de mieux connaître les fonctions auxquelles ils aspirent.

Autonomie, démocratie et transparence

Autre sujet de discussion, et souvent d'opposition depuis quelques années dans l'enseignement supérieur, la prétendue séparation entre formation culturelle et formation professionnelle. Le document ministériel préconise une réconciliation entre ces deux notions que certains ont parfois tendance à trop schématiser. M. Jeantet pense que l'on peut accorder aux étudiants la possibilité d'accéder « *à des formations courtes à finalité professionnelle qui ne négligent pas la dimension culturelle* ». Il regrette les formations trop cloisonnées qui ne mènent qu'à des emplois de spécialistes. Selon lui, les étudiants peuvent acquérir des formations professionnelles sans pour autant renoncer à tout autre type d'enseignement qui, d'ailleurs, pourrait être dispensé dans un établissement voisin du leur. C'est cette ouverture qui peut permettre à un diplômé de continuer, immédiatement ou après plusieurs années, une formation.

Pour ce qui concerne la structure des établissements, le document préparatoire définit quelques grands principes. Il prône la réconciliation, dans l'enseignement supérieur, des universités et des établissements à finalité professionnelle. Il suggère que, contrairement à la loi d'orientation de 1968 qui régit actuellement les établissements, l'université ne soit plus un modèle auquel on échappe en créant, comme ce fut le cas avec les ministères précédents, des établissements à statut dérogatoire. Le document évoque « *une pluralité de statuts correspondant à la multiplicité des fonctions ainsi qu'à la spécificité et à l'autonomie de chaque établissement* ». Aucun type de formation ne doit être privilégié, précise le texte, chaque établissement devant être capable d'assumer ses fonctions d'enseignement et de recherche « *de façon totale* ». Car l'autonomie des établissements, l'un des trois principes de la loi de M. Edgar Faure, n'est pas remise en cause.

Le document préparatoire au débat insiste même sur son importance. « *La règle devra être l'autonomie des établissements, la démocratie et la transparence dans leur fonctionnement et la contractualisation de leurs engagements envers l'Etat et les régions, engagements parfois multiples d'établissements distincts constituant un réseau régional ou pluri-régional.* » Une proposition audacieuse qui responsabiliserait beaucoup plus certaines universités.

SERGE BOLLOCH.

Un débat enfin public

Adopté par le Parlement à l'automne dernier, la proposition de M. Savary de modifier l'orientation de 1968 n'avait pas convaincu grand monde. La détermination du ministre ne semblait pas évidente. Bien sûr, une date avait été avancée : la session parlementaire d'automne 1982. Mais les choses semblaient rester en l'état. Et la création de la commission Jeantet, une de plus en fin d'année 1981, où des missions du même genre naissaient presque toutes les semaines, n'avait guère modifié la situation. Discrètement, trop discrètement, la commission avait commencé ses consultations. Mais le nombre d'organisations diverses et variées qu'elle rencontrait laissait présager un lent assoupissement des travaux. C'était ne pas compter sur la volonté de son animateur.

Universitaire, ancien responsable du centre expérimental de Marseille-Luminy, M. Claude Jeantet, longtemps spécialiste au parti socialiste des problèmes de l'enseignement supérieur, veut modifier le système hérité de 1968. Depuis sa nomination en décembre, son travail, son obstination face aux intérêts catégoriels, son influence auprès de M. Savary, ont eu raison des silences ministériels. Le débat sur l'enseignement supérieur est maintenant public. Les enseignants, les personnels administratifs, les usagers des différents établissements dispensant des formations après le baccalauréat, sont invités à y participer. A eux d'organiser, comme cela s'est déjà fait à l'université de Rennes-II ou à celle de Rouen, des commissions, de prévoir des réunions.

Comme lors du débat qui a eu lieu à l'université de Lyon-II du 3 au 5 mars (*le Monde* du 9 mars), les universitaires vont donc réfléchir aux missions de l'enseignement supérieur. Il est souhaitable qu'ils associent à leurs travaux l'ensemble « *des forces sociales, économiques, culturelles et politiques* », comme le leur recommande M. Savary. Ce débat public évitera peut-être que des groupes de pression, nombreux dans le milieu universitaire, ne viennent court-circuiter le projet de réforme.

Car, au-delà du prestige de telle grande école ou de la recherche dans telle université, c'est la formation — ou le rejet — de milliers de jeunes qui est en question. — S. B.

DÉFENSE

CONTRAIREMENT A UNE PRATIQUE ANCIENNE

M. Hernu veut publier le décret qui fixera la nouvelle mission des services secrets

Le ministre de la défense, M. Charles Hernu, a informé le président de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, M. Louis Darinot, député socialiste de la Manche, de l'intention du gouvernement de débaptiser les services de renseignements français, le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE) étant appelé à devenir la Direction générale de la sécurité extérieure (D.G.S.E.). Un décret définissant les nouvelles attributions de la D.G.S.E. est en préparation.

C'est parmi une demi-douzaine d'appellations différentes que l'expression Direction générale de la sécurité extérieure a été choisie en fin de compte par l'administration de tutelle des services secrets en France, le ministère de la défense.

Un premier décret avait été préparé par les services du ministère de la défense pour préciser les missions de la D.G.S.E. Ce court texte, soumis à l'approbation du président de la République, a dû être remanié, le chef de l'Etat souhaitant que soit encore mieux marqué le rôle de la D.G.S.E. pour tout ce qui concerne la mission extérieure (information et action) de ce service.

On assure aujourd'hui, dans les milieux compétents, que la nouvelle version du décret est à la signature de l'Elysée et que l'intention du gouvernement est de faire paraître ce texte au *Journal officiel* de la République française.

En effet, le précédent décret, en date de janvier 1946, qui avait institué le S.D.E.C.E. n'a jamais été publié au *Journal officiel*. Seuls ont paru, en 1954 et en 1960, les règlements d'administration publique, qui fixent le statut des fonctionnaires du service, et le décret du 22 janvier 1966 qui a rattaché le S.D.E.C.E. au ministère de la défense à la suite de la disparition, à Paris, du leader marocain Mehdi Ben Barka dans laquelle le service a été impliqué.

Au président de la commission de la défense du Palais-Bourbon, M. Hernu a précisé, à propos de la création de la D.G.S.E., qu'une organisation et des structures nouvelles du service seront mises en place. Le ministre de la défense n'en a cependant pas indiqué le sens (*le Monde* des 18 novembre 1981 et 27 janvier 1982), la réorganisation en cours visant — en supprimant un certain nombre d'échelons intermédiaires — à placer la direction générale de la D.G.S.E. en prise directe sur les subordonnés.

Le ministre de la défense s'est contenté de relever que, lors de cette réforme de la D.G.S.E. animée par M. Pierre Marion, les officiers qui y travailleront devront pouvoir bénéficier d'avancements normaux durant leur carrière dans le service.

Formant plus de la moitié des effectifs, les militaires du S.D.E.C.E. se plaignent fréquemment de la tendance de la hiérarchie des armées et des états-majors à les oublier, lorsqu'il s'agit de leur attribuer promotions ou nominations nouvelles.

LE P.C.F. DÉNONCE « LA PROVOCATION » DE CERTAINS SYNDICATS CONTRE L'ARMÉE

Le P.C.F. s'en prend avec vigueur aux « *syndicats institutionnalisés* » — il s'agit vraisemblablement de la C.F.D.T., qui n'est cependant pas citée nommément — pour le soutien qu'ils sont accusés d'apporter à l'entreprise de « *provocation* » et à la « *machinerie antimilitariste* », censées être animées par les comités de soldats.

Dans son bulletin *Correspondance Armée-Nation* de mars et avril 1982, le P.C.F. écrit sous le titre « Provocation » : « *Comment déstabiliser le gouvernement d'union de la gauche ? Comment casser la conscription, l'armée nationale ? Ce sont de grands objectifs de milieux placés diversement sur l'échiquier politique. Dans ce sens, tout peut servir. Ainsi, voilà qu'après une pause est repartie une machinerie antimilitariste. Les réclamations les plus démagogiques refleurissent comme appât. Elles sont accompagnées de violations délibérées des règlements, d'injures à la hiérarchie militaire, etc. Des provocations sont montées à nouveau (avec, encore, un soutien de certains « syndicats institutionalisés »). Elles sont à mettre en échec, car elles s'opposent autant au progrès qu'à la défense* ».

Par ce texte, le P.C.F. condamne le soutien matériel apporté, à Colmar, à la Valbonne ou à Monthléry, par des unions locales C.F.D.T. à la rédaction de tracts de comités de soldats qui, outre le service militaire de six mois, ont réclamé récemment le droit de grève et le droit d'organisation démocratique dans les armées.

A la suite de ces initiatives locales, l'union régionale parisienne C.F.D.T. a pris ses distances pour « *eviter tout engagement dans des opérations dont les objectifs seraient plus d'entamer, par organisations d'extrême gauche interposées, une bagarre politique avec le gouvernement que d'engager un réel débat et aboutir à des solutions positives pour l'amélioration des conditions de vie dans les casernes* ». La C.F.D.T., au plan national, a, de son côté, regretté que le gouvernement n'engage pas un débat sur la durée du service national et souhaité que soit instauré « *un droit réel d'intervention des appelés sur leurs conditions d'hygiène et de sécurité et, plus largement, sur leurs conditions de vie dans l'institution militaire* ».

SPORTS

PATINAGE ARTISTIQUE

La « Fassi illimited » en difficulté

L'école américaine a dominé les championnats du monde de patinage artistique. Dans les quatre disciplines — couples, hommes, danse, dames, — les trois engagés par les Etats-Unis se sont classés dans les dix premiers et ont obtenu deux médailles d'or avec Scott Hamilton et Elaine Zayak, et une médaille de bronze avec le frère et la sœur Carruthers.

Les Allemands de l'Est, qui n'avaient pas de représentants chez les hommes et en danse, sont néanmoins montés deux fois sur le podium pour l'or avec le couple Baess-Thierback et pour l'argent avec Katarina Witt. Les Soviétiques ont accusé un certain retrait en ne gagnant aucun titre, ce qui ne leur était pas arrivé depuis 1965. Le couple Pestova-Leonovitch et les danseurs Bestemianova-Bakin et Moisseva-Minenkov leur ont valu deux médailles d'argent et une de bronze. Toutefois, la septième place de leur meilleur patineur, Igor Bobrin, leur permettra d'engager seulement deux hommes aux prochains championnats du monde à Dortmund, en 1983.

Les Britanniques avec Jean Torvill, vainqueur en danse ; les Allemands de l'Ouest avec Schramm, deuxième des hommes ; les Canadiens avec Pockar, troisième des hommes, et les Autrichiens avec Claudia Kristofics-Binder, troisième en danse, se sont partagé les miettes du festin.

De notre envoyé spécial

Copenhague. — Au bord de la patinoire, ils donnent un dernier conseil, un dernier encouragement avant l'épreuve. Après les exercices imposés ou libres, ils attendent les notes des juges aux côtés de leurs protégés dont ils partagent la joie ou la déception. Ce sont les professeurs, professeurs et non entraîneurs, car ils veulent être un peu plus que de simples conseillers, de véritables Pygmalion qui, d'un athlète de la glace, font un artiste.

A les voir rôder ainsi, on les pressent montreurs de marionnettes, tireurs de ficelles. Etrange confrérie du « rocker », du double salkow et du triple axel en vérité. Quand ils changents comme ici un « bobby » et une dactylo de Nottingham en couple royal de la glace, comme la bonne fée transformait la citrouille en carrosse pour Cendrillon, on les soupçonne de quelque sorcellerie. Leurs sabbats ne sont-ils pas ces championnats du monde annuels, où ils peuvent comparer la force de leurs sortilèges ?

Féroce mais sans surprise. Il est quasi certain que l'Anglaise Betty Gallaway, l'Allemande de l'Est Jutta Muller, l'Américain Don Laws, le Soviétique Stanislas Zhuck, placeront un de leurs protégés sur le podium. Ce fut bien le cas dans la capitale danoise. En fait de surprise, il y en eut une tout de même à Copenhague, et de taille : Carlo Fassi n'a gagné aucune médaille. Fassi, c'est le sorcier des sorciers, un sacré bonhomme qui dirige avec son épouse Christa la plus grosse multinationale du patinage.

Dans ses ateliers-patinoires du Colorado, l'Italien Carlo, champion d'Europe en 1953 et 1954, a produit notamment quatre champions olympiques — Peggy Flemming, Dorothy Hamill, John Curry et Robin Cousins — estampillés « Fassi illimited ». Dans son centre d'entraînement fondé il y a vingt et un ans, il semblait en effet avoir trouvé la recette magique : faire payer cher pour s'entraîner dur une vingtaine de surdoués conquérants. C'est ainsi que le marchand d'étoiles a pu offrir aux grandes revues sur glace toute une galaxie de champions. Mais, aujourd'hui, il n'a plus grand-chose en catalogue.

Les quatre garçons — Del Maestro (23e), Cerne (15e), Santee (8e) et Simond (5e) — et les deux filles — De Vries (24e) et Dubravicic (17e) — qu'il présentait officiellement ne lui ont apporté que des déceptions. Il n'a même pas fait une de ces grosses colères de matamore dont il avait le secret quand il s'estimait naguère trahi par un de ses protégés. Comme s'il était résigné.

Carlo Fassi avait une réputation. Dans ses mains un projet de champion ou une esquisse de championne devenaient fatalement les meilleurs. Aurait-il perdu cet œil de maquignon qui lui permettait de détecter le vice caché dans la matière brute qu'on lui proposait ?

L'Italo-américain est parti trop vite de Copenhague pour fournir les réponses. Mais d'autres ne se sont pas privés de le faire à sa place. Le champion du monde Scott Hamilton est resté trois ans chez lui avant de rejoindre Don Laws : « *Je n'ai rien appris à Denver.* » chez Fassi. » La championne d'Europe Claudia Kristofics-Binder est revenue chez Evelyn Schneider : « *Je n'ai rien appris à Denver.* » Quand le succès a fui, combien de réputations ont volé en éclats pour moins que cela ?

Malgré tout, la Fédération française des sports de glace croit encore au pouvoir de Carlo Fassi. Jean-Christophe Simond continuera à faire le pèlerinage du Colorado. Le « sorcier » ne se montre pas trop gourmand (50 000 francs par an sans les frais de déplacement) mais on lui a demandé d'être plus ferme dans la préparation psychologique de cette mauvaise graine de champions.

André Calame, qui fut le premier professeur de Simond, clamait néanmoins à qui voulait l'entendre qu'il était prêt à reprendre en main le vice-champion d'Europe. Si la « Fassi illimited » n'est pas encore en faillite, elle n'en connaît pas moins des difficultés sérieuses. Et les doutes, les interrogations excitent déjà les convoitises.

ALAIN GIRAUDO.

LES RÉSULTATS

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Vingt-quatrième journée)

Match	Score
*Limoges b. Stade français	120-96
*Monaco b. Antibes	92-77
*Orthez b. Tours	93-81
*Challans b. Mulhouse	103-97
*Villeurbanne b. Roanne	90-83
*Vichy b. Avignon	71-57
Le Mans b. *Caen	71-65

Classement. — 1. Le Mans, 64 points ; 2. Limoges, 61 ; 3. Orthez, 58 ; 4. Monaco, 55 ; 5. Villeurbanne, Antibes et Tours, 51 ; 8. Caen, 44 ; 9. Stade français, 43 ; 10. Avignon 42 ; 11. Vichy, 39 ; 12. Challans et Mulhouse, 38 ; 14. Roanne, 36.

Football

Deuxième division
(Vingt-septième journée)

GROUPE A

Match	Score
Blois b. *Béziers	1-0
*Cuiseaux b. Cannes	3-1
*Libourne et Marseille	1-1
*Orléans b. Nîmes	1-0
*Toulouse b. Thonon	2-1
*Saint-Dié b. Gueugnon	2-1
*Fontainebleau et Grenoble	0-0
*Toulon et Martigues	2-2
*Paris-F.C. et Ajaccio	2-2

Classement. — 1. Toulouse et Thonon, 37 points ; 3. Marseille, 33 ; 4. Orléans, 30 ; 5. Cuiseaux-Louhans, 28, etc.

GROUPE B

Match	Score
Guingamp b. *Dunkerque	1-0
*Mulhouse b. Calais	4-0
*Rouen b. Quimper	2-1
Angers b. Châteauroux	3-1
Nœux-lès-Mines b. *Reims	1-0
*Besançon b. Limoges	2-0
*Montluçon b. Abbeville	2-0
Le Havre b. *Rennes	1-0
Angoulême b. Stade français	5-0

Classement. — 1. Rouen, 41 points ; 2. Mulhouse et Nœux-lès-Mines, 37 ; 4. Rennes, 35 ; 5. Le Havre, 33.

CYCLISME. — *Le Néerlandais Adri Van Der Poel a gagné au sprint la quatrième étape de Paris-Nice, disputée le 15 mars entre Montélimar et Miramas. L'Irlandais Sean Kelly conserve la première place du classement général, avec une seconde d'avance sur le Français Gilbert Duclos-Lassalle, et neuf escondes sur le Néerlandais Bert Oosterbosch.*

FOOTBALL. — *Le Français Michel Vautrot a été retenu le 15 mars par la Fédération internationale de football parmi les quarante arbitres de la prochaine coupe du monde.*

COMMÉMORATION

Il y a quarante ans, à Compiègne et à Bobigny

LES PREMIÈRES DÉPORTATIONS DE JUIFS

Pour commémorer le souvenir des premières déportations juives qui commencèrent il y a 40 ans, deux cérémonies auront lieu dimanche 28 mars, l'une au camp de Royallieu à Compiègne, de 10 h 30 à 12 h 50, en présence du grand rabbin de France et d'un représentant du gouvernement, l'autre, à Drancy à 11 heures.

M. Alain de Rothschild, président du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France), et M. Maurice Nilès, député et maire (P.C.) de Drancy, prononceront une allocution.

Le 27 mars 1942, un premier convoi de 1 112 personnes partit de Compiègne pour Auschwitz-Birkenau. La moitié était constituée de notables juifs habitant Paris et recensés l'année précédente. Un autre convoi partit de la gare marchande de Bobigny, emmenant les juifs étrangers qui avaient été parqués dans le camp de Drancy.

Soixante-sept convois quittèrent ensuite la France pour Auschwitz, on y comptait, notamment, 6 200 enfants de moins de douze ans. Environ 42 000 déportés de France ont été immédiatement gazés. En 1945, 2 446 survivants (dont 853 femmes) furent recensés, soit environ 3 % des déportés. Moins d'un millier survivent actuellement.

C'est le 20 janvier 1942, à la conférence de Wannsee, que fut mise au point la « solution finale » de la question juive. Le 5 mars de la même année, l'Obersturmbannführer S.S. Adolph Eichmann convoquait à Dusseldorf les principaux responsables des chemins de fer du « Grand Reich », pour organiser de manière efficace ces « convois de la mort ».

● *Le comité directeur du Fonds social juif unifié (F.S.J.U.)* a réélu comme président M. Guy de Rothschild. Ont été réélus vice-présidents : MM. Jacques Attali, Armand Lévy, Albert Najman ; trésorier, M. David de Rotchschild. Mme Nicole Goldmann, secrétaire générale du F.S.J.U., a été élue à la vice-présidence. Le bureau exécutif a la composition suivante : Mmes Anne-Marie Boubli, Nicole Goldmann, MM. Claude Chouraqui, Jean Nakache, David de Rothschild, Isaac Warszawski.



Point de vue

La Bible et le pacifisme

Par le pasteur
MICHEL VIOT (*)

DEPUIS un certain temps déjà, le nom de l'Église évangélique luthérienne est associée aux mouvements pacifistes, en Allemagne en particulier. Ainsi peut-on être tenté de croire qu'il s'agit là d'une prise de position quasi officielle engageant les luthériens dans l'activisme pacifiste allant jusqu'à soutenir la thèse du désarmement unilatéral à titre d'exemple, et ce comme témoignege chrétien d'amour et signe de confiance vis-à-vis des pays de l'Est. Et si d'aventure cette confiance était trahie ? Eh bien, tant pis, *« plutôt rouge que mort »* et vive la paix à tout prix !

Que des chrétiens nourrissent de telles pensées, cela les regarde, mais qu'ils les manifestent comme seules compatibles avec l'Evangile, laissant entendre qu'on ne saurait être un fidèle disciple du Christ sans être partisan du désarmement unilatéral, présentant du même coup cette attitude comme quasiment officielle dans leur Église, voilà ce que je ne puis admettre. Le Christ n'a pas à figurer sous les banderoles et dans les défilés des manifestations pacifistes. Il est à la droite du Père d'où Il ne reviendra que pour juger les vivants et les morts. Pour cette même raison, Il ne signera pas non plus cet article, dont j'assume seul la responsabilité.

Car, bien que je sois pasteur, passionné d'exégèse biblique, je n'ai pas encore trouvé dans l'Écriture sainte la moindre révélation concernant la paix internationale et le désarmement. Je me garderai donc bien de parler de ces choses au nom du Christ. Je n'y lis pas non plus qu'il soit toujours condamnable de tirer l'épée, qu'un peuple ne puisse pas se défendre contre un autre peuple, une idéologie contre une autre idéologie. J'y vois, par contre, qu'il existe des guerres justes et des guerres injustes, des maux et des perversions que l'on ne peut réprimer que par la force, car la Bible n'est pas non violente, d'une manière absolue, même si elle incite les individus à plus de miséricorde et d'amour dans leur attitude personnelle.

Aux soldats qui vinrent à son baptême de repentance, Jean-Baptiste ne demanda pas de renoncer à leur activité. Il leur dit simplement : *« Ne commettez ni extorsion ni fraude envers personne et contentez-vous de votre solde »* (Luc III, verset 14). L'Écriture ne comporte donc aucune recette politique ou tactique pour maintenir la paix et, le port des armes étant légitime, un chrétien ne saurait donc écarter d'emblée la solution militaire pour le maintien de cette même paix. S'il veut cependant le faire au nom d'options philosophiques personnelles ou de sa sensibilité, c'est son droit, mais qu'il n'accapare pas alors l'Évangile.

On m'objectera bien sûr l'ordre évangélique de tendre l'autre joue (Matthieu V, verset 39), comme plusieurs autres paroles du Christ commandant de ne pas résister au mal. Faudra-t-il donc toujours en revenir aux rudiments du catéchisme et rappeler que le Christ n'est pas venu annoncer l'avènement d'une société parfaite en ce monde en édictant des lois destinées à l'édifier et à la faire vivre, mais qu'il a été le prophète du royaume de Dieu à venir pour la fin des temps, d'où tout mal serait banni, et en vue duquel chacun de ses disciples devait s'efforcer à titre individuel d'être un signe vivant !

Les pots de viande

C'est toujours l'être humain dans ses rapports avec Dieu et avec les autres que le Christ veut changer et non pas les structures de la société. Comprendre le Sermon sur la montagne comme une série de lois édictées pour gouverner un pays relève du contresens le plus grossier vis-à-vis de l'Evangile. Que croyez-vous qu'il adviendrait d'un pays où ceux qui sont chargés du maintien de l'ordre appliqueraient à la lettre le principe de la non-résistance au mal ? Je doute fort que l'idéal d'amour fraternel n'y fasse de grands progrès !

Quant à moi, ne croyant pas à la bonté naturelle des humains, et réfléchissant sur les leçons de l'histoire, je me garderai bien de condamner la solution militaire, c'est-à-dire le maintien et le développement de l'armement, le plus moderne et le plus efficace ; quitte à porter des armes, autant en avoir de bonnes ! Mais encore faut-il pour cela être « motivé » et savoir contre quoi on se défend. Et là est tout le problème !

En effet, une habile propagande d'intoxication psychologique a réussi à persuader depuis longtemps de nombreux Occidentaux que le communisme soviétique n'était plus agressif et avait renoncé à toute visión impérialiste, alors qu'il est demeuré aussi totalitaire et expansionniste qu'à ses origines. Il suffit de voir à qui ont profité la détente et la coexistence pacifique depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

Pour masquer ses faillites et les lézardes de son système, le communisme a besoin maintenant des richesses de l'Europe libre. Il peut les obtenir sans trop de risques, soit par un habile chantage, soit par une guerre conventionnelle, pourvu que l'Europe soit faible, démoralisée, mal armée, et surtout démobilisée. On comprend alors son intérêt pour le pacifisme bêlant de certains Occidentaux. On devrait alors aussi comprendre ceux qui ne croient pas à la bonne foi de M. Brejnev et de ses disciples. Je sais que l'équilibre de la terreur comporte des riques. Je ne les crois pas plus grands, bien au contraire, que ceux qu'engendreraient les déséquilibres qui proviendraient de désarmements unilatéraux en Occident. La « finlandisation » de l'Europe ne serait pas loin, en attendant mieux...

Quittant le domaine de l'analyse rationnelle, je voudrais revenir au problème du témoignage chrétien dans cette situation. Quand j'entends, en effet, des chrétiens proclamer : *« Plutôt rouge que mort »*, je me demande où ils ont lu dans l'Écriture que la vie en ce monde avait tellement de prix qu'il fallait tout lui sacrifier, honneur, foi et liberté, pour la conserver. Car enfin, *« plutôt rouge que mort »*, qu'est-ce que cela veut dire, sinon prendre son parti du triomphe de l'oppression, donc manquer de courage pour défendre la liberté ?

Quand le peuple juif sortit d'Egypte sous la conduite de Moïse, abandonnant l'esclavage pour aller vers la liberté, il murmura souvent, nous dit la Bible, contre Moïse et contre Dieu, quand les épreuves de la marche au désert se faisaient trop dures. Il en vint même à regretter les pots de viande de la terre d'Egypte, et à préférer la nourriture de l'esclavage au risque de la liberté (Exode XVI, verset 3).

A défaut de pots de viande, il y a certainement de la soupe dans les goulags, comme il y en avait dans les camps de concentration. Sommes-nous tombés si bas que cela suffise pour nous laisser une certaine espérance ?

(*) De l'Eglise évangélique luthérienne de France.

Publicité

Swissair apprécie que désormais l'on n'ait plus besoin de choisir entre deux aéroports à Paris, mais que l'on puisse se décider pour une parmi plusieurs compagnies aériennes.

Dès le 28 mars, lorsque vous vous rendrez avec Swissair en Suisse ou vers l'une de nos quelque 90 destinations de par le monde, vous n'aurez plus à choisir entre l'aéroport Orly-Ouest et l'aéroport Charles-de-Gaulle : dès cette date, Swissair sera au nombre des compagnies qui ne desservent que l'aéroport Charles-de-Gaulle.

Excellente occasion, pour le passager, de comparer objectivement les prestations des différentes compagnies aériennes. Ce qui, aujourd'hui, n'est guère facile avec toutes ces classes aux noms fantaisistes inventés par de nombreuses compagnies.

Swissair s'en voudrait d'embrouiller encore ce méli-mélo de classes et, pour sa part, en restera tout simplement à son système éprouvé comptant une première classe et une classe économique. Et pour que nos passagers le sachent, voilà ce à quoi ils ont droit :

Nous sommes la compagnie aérienne qui a, non seulement sur ses long-courriers mais aussi sur ses plus courtes liaisons européennes, une première classe qui se nomme ainsi parce qu'elle le mérite. Pensez seulement aux sièges en cuir de nos DC-9-81, ou aux tout nouveaux sièges si confortables à bord de nos DC-10-30. A la cuisine moderne Swissair sur nos long-courriers. Ou encore aux casques Hi-Fi Sennheiser au lieu des écouteurs habituels.

Nous sommes la compagnie aérienne qui, depuis toujours, a équipé ses Boeing 747 de 9 sièges par rangée au lieu de 10, ses DC-10-30 de 8 sièges par rangée au lieu de 9 et ses DC-9 de 5 sièges par rangée au lieu de 6. Parce que nous préférons offrir à nos passagers moins de places, mais davantage d'espace.

Nous sommes aussi la compagnie qui offre à ses passagers de première classe ou de classe économique voyageant au tarif normal, la possibilité de choisir leur place lors de la réservation. Et cela, sur la plupart de nos vols long-courriers et moyen-courriers, et dès le 28 mars 1982, sur les courtes liaisons européennes également.

Nous sommes encore la première compagnie au monde qui a mis en service le nouveau, le silencieux, le confortable DC-9-81, le premier court et moyen-courrier respectant les normes anti-bruit les plus récentes et les plus rigoureuses édictées par l'administration de l'aviation civile américaine.

Nous sommes aussi la compagnie aérienne qui, grâce à son réseau mondial d'ordinateurs les plus sophistiqués, est en mesure de fournir à tout moment les informations nécessaires aux réservations et aux confirmations de vols, hôtels et voitures de location.

Nous sommes depuis toujours la compagnie qui surveille scrupuleusement la propreté de ses avions, ainsi que la ponctualité de ses correspondances. Qui met à disposition des passagers un vaste choix de journaux et magazines. Qui sert les repas (ou menus spéciaux commandés à la réservation) dans de la porcelaine, avec de vrais couverts, pendant les vols d'au moins une heure. Et qui ne peut se résoudre à servir le vin dans autre chose que des verres à vin.

Nous sommes ainsi la compagnie qui continue à opter pour moins de classes, mais de la classe. Ce qui devrait parfaitement convenir à tous ceux qui attachent plus d'importance aux qualités d'une compagnie aérienne qu'à l'emplacement d'un aéroport.

swissair

GGK

Le Monde

SCIENCES ET TECHNIQUES

La première grande enquête épidémiologique sur les bovins

La vache et l'ordinateur

Plagiant Simone Signoret, on peut dire que « les maladies ne sont plus ce qu'elles étaient ». Les grandes épidémies ou maladies contagieuses à évolution chronique, maintenant bien contrôlées, cèdent la place aux maladies de la civilisation. Les épidémiologistes, qu'ils s'intéressent à l'homme ou à l'animal, portent de plus en plus leur attention sur les facteurs de l'environnement pouvant favoriser l'apparition des maladies et en moduler l'expression et l'évolution.

Cette stratégie épidémiologique nécessite la mise en place de réseaux stables d'observation, capables d'enregistrer, en continu, la pathologie et le plus grand nombre possible de variables caractérisant le milieu. La masse importante d'informations recueillies doit être vérifiée, codée, informatisée, stockée et analysée par des méthodes élaborées ; il va de soi que la mise en évidence d'une relation statistique entre une maladie et un facteur du milieu n'exprime pas nécessairement une relation de causalité, mais elle peut être un point de départ pour une approche expérimentale, ou, si celle-ci est impossible, pour la répétition de l'observation. Si la relation entre le cancer des bronches et le tabac n'est pas démontrée expérimentalement, la vraisemblance de cette relation statistique n'est plus mise en doute par personne.

Des enquêtes épidémiologiques prenant en compte l'environnement sont jugées indispensables en médecine humaine (« le Monde » du 18 mai 1981) mais semblent rencontrer des difficultés de mise en place. Chez les bovins, une « Enquête éco-pathologique continue en élevages-observatoires » a été développée depuis 1978 : l'exploitation de la banque de données ainsi constituée permet d'inventorier les maladies, dans l'espace et dans le temps, de rechercher les associations pathologiques, de mettre en évidence des relations éventuelles entre milieu et pathologie, enfin, de tenter des projections sur l'avenir, l'objectif majeur étant de parvenir à un contrôle des maladies en agissant sur les facteurs maîtrisables de l'environnement. Cette enquête est la première de ce type, en France, et dans le monde.

par MICHEL BROCHART (*)

LE réseau d'observation constitué pour l'enquête est le produit de la collaboration des groupements de défense sanitaires du bétail et de onze laboratoires de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) et des services et écoles nationales vétérinaires. Il comporte cent dix élevages répartis dans sept départements, et représentatifs de situations géoclimatiques et zootechniques très variées (Ardèche, Finistère, Haute-Marne, Haute-Vienne, Loir-et-Cher, Lot, Mayenne). Ce réseau assure, avec la collaboration des vétérinaires praticiens, la collecte des observations.

L'inventaire des maladies ne doit pas être limité aux seuls troubles pathologiques faisant l'objet d'une consultation ou décelés lors de dépistages périodiques. Nombre de maladies ne sont pas soignées ou le sont en dehors de la sphère vétérinaire, et peuvent cependant avoir des conséquences sanitaires et économiques importantes. C'est pourquoi il est demandé à l'éleveur de noter au jour le jour, dans son propre langage, les symptômes qu'il observe sur ses animaux ; cette contrainte est lourde, mais progressivement acceptée et jugée par lui enrichissante, car elle affine son comportement vis-à-vis de la pathologie et l'incite à privilégier la prévention plutôt que la thérapeutique. Si le vétérinaire intervient, c'est naturellement son diagnostic qui est pris en compte.

Le technicien responsable au niveau départemental est le garant de l'homogénéité des informations. Il passe dans les élevages six fois par an pour recueillir, en plus des informations pathologiques, tout ce qui concerne l'alimentation, l'épandage d'engrais, l'emploi de pesticides sur les cultures, etc. Des prélèvements et analyses de sol sont effectués tous les trois à quatre ans.

Cinq infections et trois parasitoses

Un questionnaire annuel de quatre-vingts questions permet de suivre l'évolution technico-économique et sociologique de l'exploitation. Enfin sont rassemblées des informations collectées par divers organismes professionnels qui encadrent techniquement l'éleveur, et qui concernent la production de lait, la reproduction, la gestion économique. Prises isolément, ces informations ne sont pas toujours valorisées au mieux, alors que, confrontées avec la pathologie, elles peuvent permettre des mises en correspondance intéressantes. Les variables météorologiques, enregistrées sur une base décadaire, sont évidemment prises en compte. En moyenne, par élevage, quatre mille informations individuelles ou collectives entrent actuellement chaque année dans la banque de données.

Deux fois par an, des prélèvements de sang sont faits sur un quart des animaux, soit mille cent vaches environ. Ils permettent d'évaluer l'état nutritionnel et métabolique des animaux ; seize constituants sanguins sont mesurés. Cinq infections « stratégiques » (1) et trois parasitoses majeures (2) sont suivies en permanence. Ces sondages permettent d'instituer soit des corrections alimentaires, soit des mesures préventives anti-infectieuses ou anti-parasitaires, ce qui constitue déjà un retour appréciable pour l'éleveur participant à l'enquête, et entretient sa motivation.

Les enquêtes dans les élevages-observatoires font ressortir que cinq maladies (3) dominent très largement la pathologie des vaches laitières. Ces maladies sont à l'origine de pertes de lait, de diminution de la fertilité, ou, dans le cas des maladies podales, de sous-alimentation, l'animal ne pouvant pâturer normalement du fait de la douleur. Une association pathologique est observée entre rétention des enveloppes fœtales, hypocalcémie après accouchement et métrite (infection de l'utérus) ; la maîtrise de la première de ces trois maladies, qui précède chronologiquement les deux autres, pourrait déboucher sur une prévention plus globale.

La pathologie mise en évidence par les examens sanguins est différente de celle observée sur le terrain, ce qui est compréhensible puisqu'on ne mesure pas les mêmes choses. Les deux approches sont complémentaires, et des mises en correspondance sont parfois possibles : par exemple, un « profil » sanguin nutritionnel particulier est associé à la rétention des enveloppes fœtales et une fréquence élevée de métrites est constatée lors d'une double réaction positive à la fièvre Q et à la rhino-trachéite infectieuse. Le parasitisme présente de très grandes variations selon les différents biotopes des divers départements, et selon les années, c'est-à-dire les conditions météorologiques. Son importance était très sous-estimée par les éleveurs au départ de l'enquête.

(*) Directeur du laboratoire d'éco-pathologie de Theix (INRA), M. Brochart s'exprime ici au nom du collectif de travail de l'enquête éco-pathologique continue.

A l'opposé, le risque des maladies infectieuses était surévalué. Par exemple, la rhino-trachéite infectieuse (l'I.R.B. des anglo-saxons) était une hantise ; or, on ne constate que 8 % d'animaux à sérologie positive, et cela sans les manifestations de la maladie ; encore faut-il inclure dans ce chiffre une part mal connue de réactions consécutives à des vaccinations avec virus vivants atténués. La tuberculose, la brucellose, qui est responsable d'avortements chez les bovins, et contagieuse à l'homme, ne seront bientôt plus que des souvenirs, grâce à l'éradication poursuivie par les services vétérinaires avec le concours des groupements de défense sanitaire, dans le cadre de prophylaxies réglementaires subventionnées.

Il reste que les sondages sanguins ne sont pas l'outil universel et infaillible de dépistage de toutes les maladies parasitaires et infectieuses. Echappe, par exemple, à ce sondage la salmonellose, maladie abortive des bovins, contagieuse à l'homme chez qui elle induit de graves toxi-infections, et dont le dépistage relève de copro-cultures systématiques, lourdes et coûteuses à mettre en œuvre.

Le médicament miracle ?

Les résultats obtenus après une brève période expérimentale de quatre ans paraissent riches d'enseignements et de possibilités. Encore faudra-t-il, pour qu'ils soient valorisés, que le transfert technologique de masse soit mieux assuré, grâce au développement de l'interface recherche-développement et au décloisonnement des structures et des comportements, problèmes sur lesquels les assises nationales de la recherche et de la technologie se sont penchées avec l'insistance que l'on sait.

En termes économiques, le pari de la poursuite et de l'extension de l'enquête est le suivant : elle a coûté jusqu'à présent, en supplément par rapport à l'activité de base hors enquête des participants, environ 1 million de francs par an. Ce chiffre devrait être doublé, car il est souhaitable de donner au réseau d'observation une dimension nationale et de rentabiliser le potentiel de travail mis en place. Ces deux millions représentent environ 0,03 pour mille de la valeur 1980 des productions bovines, et 0,25 pour mille des pertes dues aux maladies.

L'obstacle principal à la poursuite et à l'extension de l'enquête n'est toutefois pas son coût. Il est au niveau des mentalités : les éleveurs et leurs conseillers sont encore, en majorité, dans l'attente du médicament préventif ou curatif miracle. Sur le plan scientifique, nombreux sont ceux qui ne croient toujours qu'à la seule vertu de l'expérience mono-factorielle rigoureusement contrôlée, et ont un mépris souverain pour les observations de terrain, qu'ils considèrent comme intrinsèquement impures ; or la démarche efficace est la recherche d'une synthèse permanente entre l'observation et l'expérimentation.

(1) Rhino-trachéite infectieuse, fièvre Q, leucose, paratuberculose, brucellose.

(2) Distomatose hépatique, hypodermose, strongylose gastrique.

(3) Mammites cliniques, infections génitales, cycles ovariens anormaux, rétention des enveloppes fœtales, boiteries podales.

Mammites et globules blancs

SI les maladies d'aujourd'hui ne sont plus ce qu'elles étaient hier, elles le seront encore moins demain, à cause de l'intensification des productions, processus irréversible rendu possible par les progrès de l'alimentation et de la sélection, mais qui n'a pas tenu compte, toutefois, des critères de rusticité et de résistance aux infections.

La fréquence des cinq pathologies majeures observées sur le terrain est à un maximum lorsque la production laitière de l'exploitation atteint une moyenne de 5 500 kilos par vache et par an ; au-delà, elle décroît tout en se maintenant à un niveau élevé. Ce seuil de 5 500 kilos de lait peut correspondre à un niveau critique de maîtrise technique des éleveurs au cours du processus d'intensification, dont le franchissement permettrait de réduire les conséquences de l'antagonisme apparent entre santé et production.

Cet antagonisme pourrait avoir une base physiologique : alors que la fréquence des mammites cliniques augmente avec le niveau de production, la concentration en globules blancs (leucocytes) du lait, témoins de la défense locale contre l'infection mammaire, diminue. Ce résultat est paradoxal, sauf si l'on suppose que le lait, dans lequel il y a toujours physiologiquement des globules blancs, constitue, pour les fortes productions, un drainage leucocytaire important. Cela permettrait peut-être d'expliquer la montée parallèle des mammites et d'autres infections locales. Les mammites paraissent facilitées par l'abaissement de la température extérieure, toutes choses égales par ailleurs ; or les étables modernes, sans litière de paille, exposent la mamelle au froid ; ce risque semble donc facilement évitable.

L'existence d'un « profil » nutritionnel sanguin associé à la rétention des enveloppes fœtales peut déboucher sur une prévention alimentaire. La baisse de fécondité des vaches est liée, pour une part importante, à la conduite de la reproduction par l'éleveur ; le facteur humain est donc important et améliorable. Les boiteries podales sont plus fréquentes sur sols bétonnés et dans certaines races ; ces deux facteurs sont maîtrisables.

ÉVOLUTION DE LA PATHOLOGIE EN FONCTION DE LA PRODUCTION DE LAIT

Fréquence des mammites (%)
% — 10 — 20 — 30
Leucocytes dans le lait (millions/litres)
300 — 400 — 500
moins de 4 500 — 4 500-5 000 — 5 000-5 500 — 5 500-6 000 — plus de 6 000
Production de lait (kg)

Lanceurs, laboratoires et satellites

L'Europe spatiale définit ses programmes pour les prochaines années

Après des négociations et discussions interminables, l'Agence spatiale européenne (ESA) est en passe de remettre sur pied un ensemble cohérent de programmes. Diverses décisions intervenues ces derniers mois ou derniers jours — ou encore attendues — ont permis l'adoption de programmes nouveaux qui feront l'essentiel de l'activité de l'ESA dans les prochaines années.

Il était temps. L'ESA a été fondée en avril 1975 pour prolonger l'activité scientifique lancée par l'ESRO (Organisation européenne de recherches spatiales) et pour mener à bien plusieurs programmes d'application, dont trois majeurs : le lanceur Ariane, le laboratoire spatial Spacelab, les satellites de télécommunications Marecs. Ariane a subi ses quatre tirs de qualification et entre en phase opérationnelle. Le Spacelab est livré à la NASA, et, s'il doit attendre jusqu'en septembre 1983 pour faire sa première mission dans la soute de la navette spatiale américaine, c'est en raison des retards accumulés par celle-ci. Un premier Marecs a été mis en orbite lors du dernier tir de qualification d'Ariane, en décembre 1981 ; un second le sera lors du premier tir opérationnel, prévu à la fin d'avril, mais qui sera probablement retardé.

DANS les mois qui ont suivi sa nomination (en mai 1980), l'actuel directeur de l'ESA, M. Eric Quitsgaard, a fait élaborer un plan décennal. L'ambition était peut-être excessive, et les décisions ont été prises peu à peu, sans références directes les unes aux autres. Elles couvrent plutôt le prochain lustre que la prochaine décennie, et de manière concomitante le conseil de l'ESA — constitué de délégués gouvernementaux des onze états membres — a fixé en février le niveau des ressources dont disposera l'Agence au cours des cinq prochaines années. Mais les grandes lignes du plan décennal (*le Monde* du 20 mai 1981) se retrouvent dans les décisions prises, et l'ESA a maintenant une charge de travail raisonnable, couvrant les principaux développements envisageables des activités spatiales.

Comme tout commence au sol, il paraît justifié de mettre en tête des nouveaux programmes le second ensemble de lancement d'Ariane (ELA-2), décidé à la mi-1981, et en cours de construction à Kourou (Guyane). Ce programme d'environ 100 MUC (1) doit doter à la mi-1984 la base guyanaise d'un second pas de tir, qui permettra de porter à huit ou dix la cadence annuelle des lancements. Le second pas de tir est aussi indispensable pour les lanceurs Ariane-4, trop hauts pour être abrités par la tour qui équipe le pas de tir actuellement utilisé.

Le développement d'Ariane — plus précisément d'Ariane-1 — s'est terminé avec le quatrième tir, en décembre 1981. Il a trois prolongements : d'abord, la conduite par l'ESA d'une série de tirs opérationnels ; cette activité prendra fin avec l'année 1982, et le transfert à la société Arianespace de la responsabilité des lancements. Ensuite, la réalisation des versions améliorées Ariane-2 et Ariane-3, qui est en cours. Enfin, le programme Ariane-4.

Avant le réveil américain

Il s'agit presque ici du développement d'un nouveau lanceur, puisque la capacité de transport d'Ariane-4 sera plus du double de celle d'Ariane-1. Pour 207 MUC (prix 1980), l'Europe devrait posséder, à la fin de 1985, un lanceur qui pourrait presque diviser par deux le coût actuel du kilogramme en orbite. Ce ne sera pas trop pour soutenir la concurrence américaine, un peu freinée actuellement par les difficultés de la navette, mais qui devrait se réveiller vite. La décision de principe a été prise à la fin d'octobre 1981, et si le financement n'est pas encore entièrement trouvé, c'est en fait parce qu'il faut adapter la répartition des contributions des Etats membres à celle des contrats industriels, donc fixer précisément qui fait quoi.

La participation financière de la France, tout en restant majoritaire, devrait être inférieure à 60 %, chiffre qui était supérieur pour le développement d'Ariane-1. Cela montre l'intérêt des autres Etats pour ce programme, particulièrement de la Grande-Bretagne, qui prendra en charge environ 3,5 % des dépenses, alors qu'elle n'était pas officiellement partie prenante dans le développement d'Ariane-1. Cet engagement britannique est ressenti comme un important atout politique pour l'avenir.

Eureca

Le Spacelab devrait aussi avoir une postérité multiple : tout d'abord, un développement du laboratoire visant à dépasser certaines limitations (énergie disponible, durée du vol, souplesse des calculateurs). Ce projet est malheureusement dépendant de décisions analogues de la NASA sur la navette spatiale, qui ont peu de chances d'être rapidement financées. Ensuite, un projet qui pourrait prendre le nom d'Eureca (European retrievable carrier : plate-forme européenne récupérable). Il s'agirait d'un petit satellite autonome, que la navette spatiale larguerait dans l'espace en 1986, et reprendrait quelques mois plus tard.

Enfin, on prévoit dans la postérité du Spacelab des études sur une grande station spatiale, qui permettraient en 1985 à l'Europe, soit de s'associer à un projet américain de grande envergure, soit de s'orienter vers un développement autonome des stations. Ces études pourraient alors rejoindre celles menées en France au Centre national d'études spatiales (Projet Solaris de station automatique).

Ce programme de « développement ultérieur du Spacelab », évalué à 156 MUC — dont 118 MUC pour Eureca, — aurait dû être décidé avant le 15 mars, mais plusieurs délégués viennent de demander le renvoi de la décision au 15 avril, leurs gouvernements n'étant pas encore prêts à fixer le montant de leur participation. Seule l'Allemagne fédérale, la France et la Suisse ont actuellement donné un accord formel, mais d'autres Etats sont prêts à s'engager.

MAURICE ARVONNY.

(Lire la suite page 16.)

(1) 1 MUC (million d'unités de compte) équivaut en gros à 6 millions de francs.

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

Les Alpes sous surveillance

DEPUIS le 1er mars et jusqu'au 30 avril prochain, l'ensemble des régions alpines et de leurs approches sont sous surveillance météorologique étroite. Ces deux mois sont, en effet, la « période spéciale d'observation » du programme international Alpex (Alpine Experiment), organisé conjointement par l'Organisation météorologique mondiale, le Conseil international des unions scientifiques et la Commission océanographique intergouvernementale (de l'UNESCO), avec la participation de nombreux pays (1).

Les grands systèmes montagneux ont une influence certaine sur la circulation atmosphérique générale et régionale et, donc, sur les conditions météorologiques régionales et locales, mais les mécanismes de ces influences sont encore mal connus. Il s'agit donc de rassembler de très nombreuses données (pression, vitesse du vent, température, hygrométrie, etc.), mesurées au sol et en altitude, de manière à mieux comprendre les effets atmosphériques et météorologiques des grands systèmes montagneux et à pouvoir introduire les systèmes montagneux dans les modèles de circulation atmosphérique et de prévisions météorologiques.

Alpex, en fait, a commencé le 1er septembre 1981 et s'achèvera le 30 septembre 1982. La région étudiée, qui déborde très largement le système alpin, comprend une « zone expérimentale interne », délimitée par les parallèles 38° et 50° nord, les méridiens 5° ouest et 30° est, et prolongée sur trois côtés par une zone expérimentale externe allant jusqu'aux parallèles 35° nord et 55° nord et jusqu'au méridien 10° ouest. Outre la « période spéciale d'observation » a lieu aussi actuellement l'opération Med-Alpex (Alpex méditerranéenne), plus spécialement consacrée à la surveillance de la Méditerranée occidentale et de l'Adriatique. Les effets de la pression et des vents sont importants pour les courants marins, les tourbillons, les ondes de tempête et autres facteurs dynamiques commandant la distribution du plancton, premier maillon de l'activité biologique marine.

Les mesures sont collectées à partir de multiples supports : stations au sol, avions, bateaux, bouées, radio-sondages, sondes parachutées, ballons, satellites.

Alpex est la dernière des grandes expériences du GARP (Global Atmospheric Research Programme) (*le Monde* du 29 novembre 1978) : GATE (expérience GARP de l'Atlantique tropical) en 1974, première expérience mondiale du GARP (P.E.M.G.) en 1978-1979, Monex (Monsoon Experiment), consacrée d'abord à la mousson d'hiver, puis à la mousson d'été de l'océan Indien et de l'Asie du Sud-Est en 1978-1979, WAMEX (West Africa Monsoon Experiment) pour la mousson du golfe de Guinée et d'Afrique occidentale en 1979, Polex (Polar Experiments) pour l'Arctique et l'Antarctique (été et hiver) en 1978-1979.

YVONNE REBEYROL.

(1) Allemagne fédérale, Autriche, Canada, Belgique, Espagne, Etats-Unis, France, Grèce, Hongrie, Israël, Italie, Monaco, Pologne, Portugal, Roumanie, Suisse, Tchécoslovaquie, Turquie, U.R.S.S. et Yougoslavie, ainsi que l'Agence spatiale européenne et le Centre européen de prévisions météorologiques à moyen terme.

En toute logique

Purs et pires

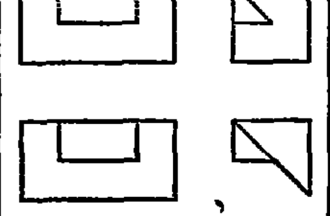
PROBLEME N° 218

Les amateurs de belle logique ne se priveront pas de la lecture d'un livre délicieux : *Quel est le titre de ce livre ?* de Raymond Smullyan (éditions Dunod). Ils y rencontreront une incroyable variété de jeux, problèmes, évoluant dans des univers où le bizarre et la logique font de curieuses synthèses.

Voici, par exemple, ce qui peut survenir dans un pays où ne cohabitent que des Purs (contraints à ne dire que la vérité) et des Pires (contraints à mentir systématiquement). L'être que vous désirez séduire n'aime que les Purs et riches et ne vous accorde qu'une phrase pour prouver que vous lui convenez. Quelle phrase prononocerez-vous ?

(Solution dans le prochain « Monde des sciences et des techniques ».)

SOLUTION DU PROBLEME N° 217



Voici, à gauche de la figure, la vue de dessus et la vue de face d'un solide. La figure en traits pleins donne une vue de côté correspondante possible. Celle qui est au-dessous est également correcte. Mais rien n'oblige les deux obliques de ces figures à être des droites. Elles peuvent être remplacées par des courbes décroissantes, si celles-ci passent par les sommets et le centre du carré section, ce qui donne une infinité de solutions.

En outre, Gilbert Fournier, de Saint-Julien-les-Villes (Aube) et Wolfgang Deppert, de Kiel, imaginent une autre solution, plus folle mais également satisfaisante : une portion de cylindre peut être évidée dans le parallélépipède. Ici encore, il y a une infinité de solutions : la section du cylindre peut ne pas être circulaire.

PIERRE BERLOQUIN.

Le programme de l'Europe spatiale

(Suite de la page 15.)

Une décision italienne pourrait suffire pour que soit atteinte la « barre de financement » des 80 % l'ESA considère en général qu'un programme est formellement décidé quand 80 % du financement sont assurés).

On peut rattacher au développement ultérieur du Spacelab le programme de microgravité. C'est un petit programme d'expériences scientifiques dans deux domaines : la biologie et la physique des matériaux. Il vise à préparer ce que sera la troisième grande utilisation de l'espace — après les télécommunications et l'observation de la Terre, la mise à profit de l'apesanteur pour la fabrication de matériaux ou de médicaments. L'exécutif de l'ESA demandait 37 MUC pour ce programme, mais n'en a obtenu qu'une trentaine, et les projets ont dû être réduits en conséquence. Il a d'ailleurs fallu de fortes pressions allemandes pour qu'une décision soit prise — dans un domaine où des firmes privées américaines paraissent prêtes à beaucoup investir. Lors du prochain vol de la navette, une expérience sera consacrée à la fabrication en apesanteur d'un agent thérapeutique, l'urokinase.

Pour l'observation de la Terre, un programme est en cours de décision : ERS-1. C'est un projet prévoyant le lancement d'un satellite d'observation de la mer et des glaciers — donc complémentaire du projet français SPOT axé sur les ressources terrestres. Le corps du satellite sera d'ailleurs identique à celui de SPOT, mais les appareils seront différents. Le programme a des difficultés à naître, et la décision, attendue en février, a dû être renvoyée au 15 avril. La maîtrise d'œuvre sera allemande, mais, pour des raisons de politique industrielle, le choix sera orienté vers Dornier, alors que la proposition faite par M.B.B. paraissait meilleure à certains.

L'ensemble du programme est évalué à 360 MUC (prix 1980).

Dernier programme et douloureuse épine : le satellite de télévision L-Sat. Il a été décidé fin décembre 1981, malgré l'opposition résolue de l'Allemagne et de la France — qui construisent en commun leurs propres satellites. Du coup, la note — 257 MUC pour le satellite, 388 MUC pour l'ensemble du programme — est bien lourde pour les autres pays, et cela retentit sur le financement des autres programmes. (*Le Monde* du 31 décembre 1981.)

L-Sat et le projet franco-allemand (TDF-1/TV-Sat) ne sont pas en concurrence complète : on estime à l'ESA que le projet européen vise plus à préparer l'avenir, les grands satellites de télécommunications des années 90. Mais il n'empêche que, vers 1987, les industriels européens, faute d'une entente entre leurs gouvernements, seront en ordre dispersé, avec deux satellites analogues, pour lutter contre la concurrence américaine sur le marché de la télévision directe. Le temps des regrets amers pourrait alors venir.

A cet ensemble de programmes adoptés ou presque adoptés devraient s'adjoindre quelques projets à plus long terme : un petit programme de télécommunications maritimes, Prosat, visant à préparer la succession des satellites Marecs. Un programme de satellites météorologiques opérationnels, entièrement financés par les organismes de météorologie — qui n'en ont pas les moyens. Un petit programme (A.S.T.P.) de recherche technologique, qui paraît surtout destiné à satisfaire les demandes de certains petits pays. Et, bien entendu, le programme scientifique — financé par des contributions obligatoires, au prorata du P.N.B. Après les décisions intervenues en 1981 (sonde Giotto vers la comète de Halley et satellite Hipparcos d'astrométrie), c'est vers la fin 1982 que pourrait être fait le choix d'un nouveau projet.

MAURICE ARVONNY.

MM. ALAIN CONNES ET ANDRÉ WEIL ÉLUS A L'ACADÉMIE DES SCIENCES

Deux nouveaux membres de l'Académie des sciences ont été élus, lundi 15 mars. Ce sont deux mathématiciens, MM. Alain Connes et André Weil. Le premier est âgé de trente-quatre ans, ce qui en fait le plus jeune élu depuis le siècle dernier (Emile Picard fut élu à trente-trois ans en 1889).

[Né le 1er avril à Draguignan (Var), M. Connes est ancien élève de l'Ecole normale supérieure (1966) et docteur ès sciences (1973). Spécialiste de la théorie des algèbres de von Neumann — objets mathématiques qui ont été principalement développés pour donner une formulation précise des théories quantiques — M. Connes est professeur à l'université de Paris-VI et directeur de recherches au C.N.R.S. Depuis 1980, il était correspondant de l'Académie des sciences.]

[Né le 6 mai 1906, à Paris, M. Weil est un ancien élève de l'Ecole normale supérieure (1922) et docteur ès sciences (1928). Il a été professeur à l'université de Strasbourg de 1933 à 1940, mais pour l'essentiel sa carrière s'est effectuée à l'étranger, dans les universités d'Aligarh (Inde), de Sao-Paulo (Brésil), puis de Chicago, ainsi qu'à l'Institute for Advanced Studies de Princeton (Etats-Unis). L'un des membres fondateurs du groupe Bourbaki, M. André Weil a fourni des contributions importantes à de très nombreuses branches des mathématiques : géométrie algébrique, théorie des nombres, topologie et géométrie différentielle, théorie des groupes. Il est membre de la Royal Society de Londres, et de la National Academy of Sciences de Washington.]

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	273 F	442 F	611 F	780 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	483 F	862 F	1 241 F	1 620 F
ETRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	313 F	522 F	731 F	940 F
II. — SUISSE, TUNISIE	386 F	667 F	948 F	1 230 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

L'ACTUALITÉ MÉDICALE

UNE SEMAINE D'ACTION DE LA LIGUE NATIONALE

Un cancer sur trois peut guérir

Sur cent quatre vingt mille nouveaux cas de cancers qui se déclarent chaque année, un sur trois guérira. C'est sur cette statistique que souhaite insister la Ligue nationale française contre le cancer (1), en organisant une semaine d'action (du 15 au 21 mars), puis une journée de quête sur la voie publique, le dimanche 21 mars.

Si l'on guérit, aujourd'hui, un tiers des cancers, en effet, c'est que, de plus en plus, prévention et dépistage précoce progressent, de même que la connaissance des agents cancérogènes. Ainsi, a souligné, lors de la présentation à la presse de la campagne de la Ligue, Mme Nubia Munoz (Centre international de recherche sur le cancer de Lyon), le tabac et la nourriture — dont l'alcool — sont considérés comme responsables, à eux seuls, d'un tiers des décès par cancer aux Etats-Unis.

Les progrès de l'épidémiologie dans ce domaine permettent, en outre, de découvrir que certaines insuffisances nutritionnelles jouent aussi un rôle cancérogène. Ainsi, des enquêtes menées en Iran et en Chine autorisent-elles, par exemple, à émettre l'hypothèse selon laquelle des carences en vitamine A et en riboflavine pourraient favoriser les cancers de l'œsophage. Des études plus approfondies seront entreprises sur ce thème en Chine.

Les cancers professionnels, eux aussi, sont aujourd'hui mieux connus. Jusqu'à présent, cinq cent quatre-vingts composés ou procédés industriels ont été jugés carcinogènes. Le Centre international de Lyon vient d'ajouter à cette liste, celle de vingt-sept produits chimiques et de sept procédés industriels cancérogènes pour l'homme, et de la communiquer aux autorités sanitaires mondiales.

Une meilleure connaissance de l'étiologie des cancers du col de l'utérus et du sein permet aussi une prévention plus efficace et des détections plus précoces. La morbidité et la mortalité dues à ce type de cancers a, d'ores et déjà, décru dans certains pays, tels que l'Islande, les pays scandinaves, les Etats-Unis et le Canada.

En Grande-Bretagne, une vaste étude, portant sur deux cent cinquante mille femmes et sur sept ans, vient d'être engagée pour évaluer les effets de la prévention du cancer du sein, l'une des premières causes de mortalité féminine par cancer dans les pays développés. En France, une étude doit prochainement être entreprise sur ce thème à l'hôpital Saint-Louis.

Mais, tout autant qu'une démarche médicale, la prévention du cancer exige une attitude préventive individuelle. D'où la nécessité absolue des campagnes d'information telles que celles qu'a réalisées la Ligue, notamment sur les tumeurs du col utérin (février 1980) et les cancers colo-rectaux (*le Monde* du 11 février 1982).

La Ligue, grâce au travail de ses quatre-vingt mille bénévoles, a pu distribuer en 1980, 30,9 millions de francs : 18,4 millions (soit 60 % de son budget) ont été affectés à la recherche et à l'équipement médical ; 6,8 millions (22 %) à l'aide aux malades et à leurs familles ; 5,7 millions (18 %) au dépistage et à la prévention.

(1) 1, avenue Stephen-Pichon, 75013 Paris. Tél. : 584-14-30.

POLÉMIQUE AUX ÉTATS-UNIS

Peut-il être dangereux d'administrer de l'aspirine aux jeunes enfants ?

New-York. — *Le Centre d'études épidémiologiques d'Atlanta (Center for Disease Control) vient de publier un nouveau rapport qui paraît confirmer les risques que l'aspirine peut faire courir aux enfants atteints d'affections virales.*

De notre correspondante

Selon les conclusions d'une étude contenue dans son rapport de février, sur les facteurs de mortalité et de morbidité, le centre souligne que l'administration d'aspirine à des enfants atteints de la grippe ou de la varicelle accroît notablement les risques d'apparition du syndrome de Reye, une affection qui aboutit, dans 20 à 30 % des cas, au coma et à la mort (1).

L'étude du centre d'Atlanta porte sur deux cent vingt et un cas répertoriés entre décembre 1980 et novembre 1981 à travers quarante Etats (mais le nombre total des cas serait, chaque année, aux Etats-Unis, de six cents à mille deux cents). Plus de la moitié des malades avaient entre cinq et quatorze ans. La majorité d'entre eux (60 %) souffraient initialement de troubles respiratoires, 30 % étaient atteints de la varicelle et 20 % avaient la diarrhée.

77 % des malades atteints du syndrome de Reye ont été hospitalisés entre le 5 décembre et le 27 mars, période coïncidant avec les épidémies de grippe. La période de pointe de la maladie a eu lieu environ une semaine après le moment le plus aigu de l'épidémie de grippe. Ce qui laisse penser, indique le rapport, qu'il s'écoule une période de cinq à sept jours entre l'apparition de la maladie initiale et celle du syndrome de Reye. Cinquante-huit des deux cent huit malades atteints du syndrome de Reye en 1981 sont morts.

Quatre études entreprises dans les Etats d'Arizona, du Michigan et de l'Ohio ont établi une relation entre l'absorption de salicylates et le syndrome de Reye. Pour compléter ses conclusions, le centre d'Atlanta a fait faire une nouvelle enquête par huit médecins appartenant à divers hôpitaux du pays.

Dans le rapport qu'ils ont rendu à Atlanta, à l'automne dernier, mais qui n'a pas été publié, les huit médecins indiquaient que tout médicament destiné à faire tomber la fièvre devrait être administré avec prudence, sauf si l'abaissement de la température du malade est un impératif.

A la suite de la publication du rapport d'Atlanta, le ministère américain de la santé a publié un communiqué mettant en garde les médecins et les parents contre l'administration d'aspirine aux enfants atteints de varicelle ou de symptômes grippaux.

Une polémique s'est alors développée entre les pouvoirs publics et le défenseur des consommateurs, M. Ralph Nader. M. Nader a fondé un groupe d'étude de la santé dont le directeur, le docteur Sidney Wolfe, accuse les autorités fédérales d'avoir retardé de deux mois la publication du rapport du centre d'Atlanta après avoir *« cédé aux pressions de l'industrie pharmaceutique »*.

Il y a deux ans, le centre d'Atlanta, qui dépend des pouvoirs publics, avait publié une étude qui indiquait déjà que l'aspirine pouvait accroître le risque de développement du syndrome de Reye chez les enfants atteints de maladies virales.

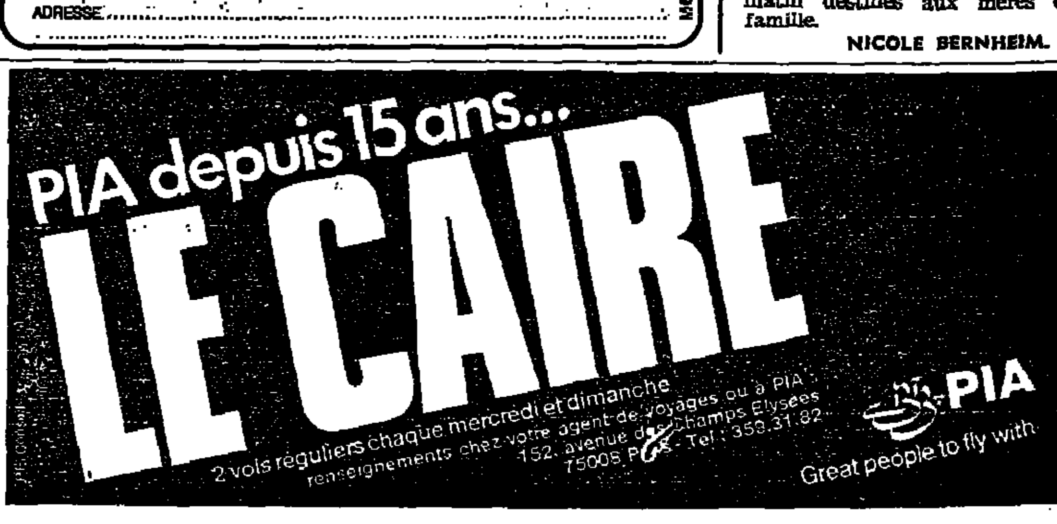
Interrogé, à l'époque, l'un des spécialistes du syndrome de Reye, le docteur Darryl Devivo, directeur du service de neurologie pédiatrique au Centre médical presbytérien de New-York, était resté prudent, soulignant qu'il importait de ne pas alarmer inutilement les parents et assurant que l'aspirine restait un *« médicament merveilleux »*. Il avait toutefois conseillé de ne pas donner d'aspirine plus d'une journée à un enfant atteint d'une maladie virale, sans consulter un médecin, et d'appeler immédiatement ce médecin si l'enfant se mettait à vomir ou sombrait dans la léthargie.

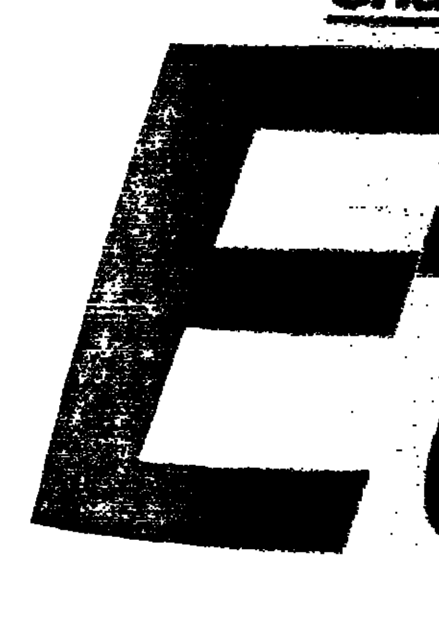
En 1976, la Food and Drug Administration, qui contrôle la validité de tous les médicaments, avait, pour la première fois, évoqué ce risque, mais s'était contentée de suggérer de limiter l'administration d'aspirine à des enfants atteints de vomissements. Le porte-parole de la Food and Drug Administration a déclaré que l'étude de 1981 n'apportait rien de nouveau. Celui du fabricant de l'aspirine Bayer aux Etats-Unis, M. Terry Kelley, a estimé que la seule conclusion sérieuse à tirer de ces informations est que *« tous les médicaments doivent être administrés avec précaution aux enfants »*.

Cette affaire a cependant causé une émotion certaine aux Etats-Unis, les principales chaînes de télévision ayant consacré plusieurs minutes au rapport du centre d'Atlanta à l'heure de plus grande écoute et pendant les programmes du matin destinés aux mères de famille.

NICOLE BERNHEIM.

(1) Ce syndrome a été décrit en 1963. Il s'agit d'une forme d'encéphalopathie grave associée à une dégénérescence hépatique et rénale. Son étiologie demeure inconnue. Sa fréquence d'apparition semble répondre à des variations saisonnières. Ce syndrome semble, d'autre part, plus fréquent dans les pays anglo-saxons.













CARNET

Naissances

— Marie-Francine et Jean-François BELLONE laissent à Yaël la joie d'annoncer la naissance de

Pierre-Yves,

le 9 mars 1982, à Marseille.

— M. Denis BRESSON et Mme, née Françoise Auba, partagent avec Lucas la joie d'annoncer la naissance de

Violaine,

le 14 mars 1982.
8, rue B.-de-Clairvaux,
75003 Paris.

— Mathieu ANTONI,
Pierre CARLOTTI et Michèle, née Antoni, sont heureux de faire part de la naissance de leur petite-fille et fille,

Chloé-Caroline.

Paris, le 3 mars 1982.

— Jean-Claude et Laurence CHALUMEAU-CHADENET et Damien sont heureux de faire part de la naissance de

Clément,

le 22 février 1982.
14, avenue Pierre-Iᵉʳ-de-Serbie,
75116 Paris.

— M. Jacques CRESTINU et Mme, née Dominique Altmann, laissent à Jamin la joie d'annoncer la naissance de

Anne et Quentin.

Paris, le 6 janvier 1982.

— Mme Roland DECRAENE est heureuse de faire part de la naissance de son douzième petit-enfant,

David DECRAENE,

le 5 mars 1982.
Tananarive
(République malgache).

Mariages

— **Anne-Isabelle WINAVER**
et
Christophe RICHET
sont très heureux de faire part de leur mariage, qui sera fêté le 19 mars, dans l'intimité.

Décès

— Mme Audouy,
Ses enfants, ses petits-enfants,
Et toute sa famille,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Joël AUDOUY,
conservateur en chef honoraire
des archives de la Marine,

rappelé à Dieu le vendredi 12 mars.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 18 mars, à 8 h. 30, en l'église Saint-Paul, 99, rue Saint-Antoine, Paris 75004.

L'inhumation aura lieu à 17 heures, au cimetière de Redon, dans l'intimité.

46, quai des Célestins,
75004 Paris.

— M. Léon Bursztejn,
M. et Mme Gérard Bursztejn et leur fille,
M. Sylvain Bursztejn,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Régine BURSZTEJN,
née Feldman,

leur épouse, mère et grand-mère, survenu le 14 mars 1982.

Les obsèques auront lieu le mercredi 17 mars, au cimetière de Bagneux-Parisien, à 14 h. 15.

— Nous apprenons le décès de

M. Charles CHAGNAUD,
commandeur
de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,

survenu à Paris, le 16 mars, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

[Né en 1895 à Argenteuil, Charles Chagnaud fut P.-D. G. des Entreprises Léon Chagnaud & Fils, de 1930 à 1969. Il avait été président (1969-1972) de la Caisse générale de l'industrie du bâtiment.]

— M. et Mme Jacques David,
Leurs enfants et petits-enfants,
ont le très grand chagrin de faire part de la mort de

Nicole DAVID,

survenue le 8 mars 1982, à l'âge de trente-neuf ans.

2, square Jasmin, Parly-II,
78 Le Chesnay.
6, rue Le Dantec,
75013 Paris.

— Mme René Drouillat,
son épouse,
Pascal et Catherine, Isabelle,
ses enfants,
Benoît, son petit-fils,
Le docteur et Mme Dumoulin, leurs enfants et petits-enfants,
M. E. Bourette, son oncle,
ont la douleur de faire part du décès subit de

René DROUILLAT,
président de chambre honoraire
à la Cour de cassation,
commandeur
de la Légion d'honneur,
grand-croix de l'ordre national
du Mérite,

survenu le 9 mars 1982.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation, a été célébrée dans l'intimité, le 11 mars, en l'église Saint-Cornely de Carnac (Morbihan).

Une messe sera concélébrée à son intention le lundi 22 mars, à 18 h. 30, par les R.P. Verooustre et Palfrène (o.p.), en la chapelle des Dominicains (222, Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8ᵉ).

« Dans notre vie comme dans notre mort, nous appartenons au Seigneur. »

(R.M., 14, 8.)

Cet avis tient lieu de faire-part.
45, rue Wauthier,
78100 Saint-Germain-en-Laye.

[Né le 14 février 1905, à Chabris (Indre), René Drouillat fut chargé de cours à la faculté de droit d'Alger, en 1934, avant de devenir procureur de la République à Remiremont (Vosges) en 1937. Conseiller à la cour d'appel de Douai en 1943, Robert Drouillat sera ensuite successivement juge au tribunal de la Seine, à Paris, en 1948, puis vice-président du tribunal civil de la Seine en 1951, et président, en 1958, du tribunal de grande instance de la Seine. En 1964, il devient président de la deuxième chambre civile de la Cour de cassation.]

— Nous apprenons la mort de notre confrère

Dominique DUVAUCHELLE,
journaliste à Antenne 2,

décédé accidentellement le 15 mars 1982, près de Paris.

Il était âgé de vingt-neuf ans.

[Dominique Duvauchelle avait d'abord animé des émissions à l'intention de la jeunesse avant d'entrer au service des sports d'Antenne 2, il y a quatre ans. Robert Chapatte, chef du service des sports, venait de lui confier la responsabilité d'un nouveau magazine « A nous le stade », destiné aux jeunes, qui devait être diffusé chaque mercredi (de 13 h. 30 à 13 h. 50), et dont il avait lui-même annoncé le lancement le dimanche 14 mars au cours de « Stade 2 ».]

— M. Louis Fauconnier, son père,
M. et Mme Georges Duplé, M. et Mme Michel Fauconnier, ses sœur, frère, belle-sœur et beau-frère, Florence, Annick, Silvère et Juliette, ses nièces et neveu,
Les familles Béquignon, Lagarde, Livinec, Touzé, Fauconnier, Monod, ont la douleur de faire part du décès de

Mlle Maïna FAUCONNIER,
professeur agrégé
de l'université au lycée Faidherbe
à Lille,

survenu le 12 mars 1982.

La cérémonie religieuse sera célébrée au temple de Lille (59), 15, rue Jeanne-d'Arc, le vendredi 19 mars, à 11 heures.

L'inhumation aura lieu le samedi 20 mars, à 11 heures, au cimetière de Neufchâteau (88).

1 ter, rue Mornay,
75004 Paris.
« Bellevue », 38120 Proveyzieux,
7, avenue Saint-Nicolas,
06400 Cannes.

— Londres.
Le Séjour, 33190 La Réole.
On nous prie d'annoncer le décès de

Pierre FOLTZ,

survenu le 6 mars, à Londres, à l'âge de cinquante-deux ans, après une longue maladie.

De la part de sa femme, de ses parents et de toute sa famille.

— Le docteur Florence Glaser-Magnan,
M. Emmanuel Glaser,
Le docteur et Mme Jean-Pierre Bataini et leurs enfants,
M. et Mme Antoine Glaser et leur fils,
M. et Mme Henri Glaser et leurs enfants,
M. et Mme Jean Guibert, leurs enfants et petits-enfants,
Les familles Glaser, Messedié, Freige, François-Martin et Cabantous, ont la douleur de faire part du décès du

docteur Paul GLASER,
professeur à la faculté de médecine
de Paris-VI
(C.H.U. de la Pitié-Salpêtrière),

leur époux, père, frère, beau-frère, oncle et cousin,
survenu le 13 mars 1982, à l'âge de quarante-six ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 17 mars 1982, à 10 h. 30, en l'église Saint-Séverin (Paris-5ᵉ).

L'inhumation aura lieu à Roquefort-les-Corbières (Aude), le jeudi 18 mars 1982, à 11 heures.

39-41, rue de la Glacière,
75013 Paris.

— Mme Françoise et M. Vladimir Kovalenko,
M. Jean Paul Grangeon,
Mme veuve Léon Dormois,
Mme veuve Henri Volfin,
Les familles Dormois, Grangeon,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Marguerite GRANGEON,
née Dormois,

survenu le 13 mars 1982, à Saint-Tropez.

Les obsèques ont eu lieu le 15 mars, à Saint-Tropez.

« L'Escapade »,
Le Pierredon,
83990 Saint-Tropez.
3, rue Louis-Rolland,
92120 Montrouge.

— La revue des « Etudes arméniennes » apprend avec douleur, le 13 mars 1982, le décès du

professeur
Léon KHATCHIKIAN,
académicien
de la R.S.S. d'Arménie,
directeur de la bibliothèque
des anciens manuscrits à Erévan
(Maténadaran).

Sincères condoléances à l'épouse, aux enfants et aux collaborateurs du défunt.

[Né le 1ᵉʳ mai 1918 à Erévan, le professeur Léon Khatchikian dirigeait, depuis 1954, le Maténadaran, bibliothèque où sont rassemblés plus de douze mille des vingt-cinq mille manuscrits arméniens actuellement connus. Il avait su presque doubler la collection, former des collaborateurs, achever le catalogue des manuscrits, diriger l'édition intégrale des colophons, véritables archives de sa nation, et faire du « Bulletin du Maténadaran » l'un des plus brillants organes de recherche et d'histoire des textes anciens.

Académicien depuis 1971, il s'intéressait particulièrement à l'histoire de la société et de l'éducation dans l'Arménie médiévale. La revue « Annales » publia en 1967 son édition du « Registre d'un marchand arménien en Perse, en Inde, et au Tibet, de 1682 à 1698 ».]

— Christine Laloue-Amstutz et son fils Hugues,
M. et Mme Henry Laloue,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. René LALOUE,
docteur en médecine,
maître-assistant
à l'université de Bordeaux-II,

survenu le 11 mars 1982, dans sa quarante-quatrième année.

L'inhumation a eu lieu le 15 mars, dans l'intimité, au cimetière de Lormont (33).

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Gérard LE BIGOT,
fonctionnaire international
à l'UNESCO,

survenu à Paris, le 15 mars 1982.

De la part :
Des familles Le Bigot, Bullier, Motet, Fontana, Dartiguenave.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 18 mars 1982, à 16 heures, en l'église Saint-Philippe du Roule.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les familles Audouard, Cheymol, Lepesant,
font part du décès de

Mme Madeleine LEPESANT,
née Fresneau,

survenu le 5 mars 1982, à quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu le 8 mars, au cimetière de Bricqueville-sur-Mer (Manche).

« L'Eternité lui a donné le baiser de la mort et, comme une marée montante, nous a inondés de tristesse. »

— Mme Prince-Fillion,
Mme de Roquefeuil,
Olivier-Arnaud et Vincent,
ses enfants,
M. Pierre Lesne,
son frère,
Patricia, Marie-France et Eric Lesne, ses neveux,
Emmanuel Delahaye, son beau-fils,
Le cabinet Lesné-Bernadac,
ont la douleur de faire part de la mort accidentelle de

M. Olivier Pierre LESNE,
architecte D.P.L.G.,
licencié ès lettres,
expert près la cour d'appel
de Paris,

survenue le 13 mars 1982.

La messe d'inhumation aura lieu à Sainte-Clotilde, le jeudi 18 mars 1982, à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.
13, boulevard des Invalides,
75007 Paris.
1, boulevard Henri-IV,
75004 Paris.
53, rue Sainte-Anne,
75002 Paris.

— Renée et Judith Louzoun,
Gabriel Louzoun et son fils Michaël,
Les familles Louzoun, Assuied, Zaffarano, Smadja,
M. et Mme Bié,
M. et Mme Jacques Scherer,
ont la tristesse de faire part du décès de

Myriam LOUZOUN,
maître-assistante
en linguistique générale
à l'Institut de phonétique
(université Paris-III),

survenu le 14 mars 1982, à Paris.

La levée du corps aura lieu le mercredi 17 mars 1982, à 8 heures, à l'Institut Curie (26, rue d'Ulm, 75005 Paris).

Ni fleurs ni couronnes.

64, rue Claude-Bernard,
75005 Paris.
Ministère du développement rural,
B.P. 4005, Dakar (Sénégal).

— M. Adolf Marcus,
M. et Mme Steve Marcus et David,
M. et Mme André Marcus,
ont le profond chagrin de faire part du décès de

Mme Fani MARCUS,
née Fani Mandel,

leur très chère épouse, mère, belle-mère, grand-mère,
enlevée à leur tendre affection le 15 mars 1982.

L'inhumation aura lieu au cimetière israélite de Veyrier (Genève), le 17 mars 1982, à 11 h. 30.

Prière de ne pas envoyer de fleurs.

Cet avis tient lieu de faire-part.
8, quai Gustave-Ador,
1207 Genève.

— La direction générale,
Les collaborateurs et le personnel de la société Usinor,
ont le grand regret de faire part du décès, survenu le 13 mars 1982, de

M. Maurice PENETRAT,
chef du département métallurgique
de la division produits longs.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église d'Haillecourt, le mardi 16 mars, à 10 heures

Ni fleurs ni couronnes, à la demande de la famille

19, rue du Maréchal-Ney,
54190 Haillecourt.

— La compagnie nationale Les juristes conseillers de sociétés,
La commission régionale des conseils juridiques auprès la cour d'appel de Paris,
ont la grande tristesse de faire part du décès subit de leur vice-président,

Mᵉ Arnold POLLICAND.

Les obsèques auront lieu le mercredi 17 mars 1982, à 9 h. 30, au cimetière parisien de Thiais (porte principale).

251, route de Fontainebleau.

Obsèques

— Les obsèques de notre confrère

Paul MAUGAIN

auront lieu le mercredi 17 mars, à 14 heures, en l'église Saint-Honoré d'Eylau.

L'inhumation se fera au cimetière du Père-Lachaise.

Anniversaires

— Le souvenir de

Léon CELLIER,

disparu le jeudi 18 mars 1976, est rappelé à ses amis fidèles.

Communications diverses

— Samedi 20 mars à 20 heures aura lieu Salle Gaveau un « Gala de l'Espoir » au profit de l'enfance malheureuse du Tiers Monde, organisé par Entraide tiers-monde, avec l'Académie internationale de guitare de Paris (Bach, Vivaldi, Rameau, et flamenco).

— L'Association protestante de liaison universitaire (33, place Maubert, 75005 Paris) organise le 18 mars à 20 h. 30, une « table ronde », sur les nationalisations.

culture

MUSIQUE

« DON GIOVANNI » A ANGERS

Qualité Mozart

Angers a une vieille tradition musicale et aussi une tradition lyrique, plus récente, de haute qualité, marquée par les personnalités de Pierre Barrat et de Jean-Albert Carlier, à qui l'on doit quelques-uns des spectacles les plus originaux des quinze dernières années. Quelle distance cependant entre les salles vides où Barrat créait l'étincelant On veut la lumière ? Allons-y !, *de Claude Prey, et ces foules jeunes, passionnées, qui emplissaient le théâtre d'Angers l'an passé pour* Antigone, *d'Honegger, dernièrement pour* Wozzeck *et le 14 mars pour* Don Giovanni. *Moins novateur que ses devanciers, Yvan Rialland a su cependant fortifier et faire fructifier leur héritage.*

Il a mis en scène lui-même ce Don Giovanni *un peu schématique, mais nullement indigne du génie de Mozart. Les lumières violentes fouaillent les ténèbres, insistent sur la nervosité et l'exaspération de l'action, cette course à l'abîme d'un libertin que la chaîne peu à peu abandonne. Si les éléments de décors de Diego Etcheverry — stèles, statues, tombeau du commandeur transformé en table du festin — sont médiocrement suggestifs et parfois d'un goût douteux, il en est un cependant qui est fort : l'immense miroir brisé suspendu au-dessus du drame qui s'abattra à la fin sur Don Giovanni au moment où il se trouve face à face avec la mort (incarnée par la belle jeune femme silencieuse que l'on a vue plusieurs fois rôder autour du* dramma giocoso).

Le temps n'a sans doute pas permis un travail scénique très approfondi, mais les rapports entre les personnages sont toujours vrais, les gestes sobres, les rythmes justes, et tout est soumis à la primauté de la musique, qui est l'âme de la représentation. Dès l'ouverture, on sent passer le courant mozartien, cet air vif, cette électricité dans l'air : Jésus Etcheverry, chef sûr et modeste, qui a fait une carrière exemplaire dans nos théâtres lyriques de province et a décidé d'abandonner sa baguette après ces Don Giovanni, *donne une dernière leçon à ses jeunes confrères avec ce Mozart pétillant et impérieux, tendu et charmant, exact et nuancé, où rien de ce que recèle la musique n'est laissé de côté. Même si l'Orchestre des Pays de la Loire aurait eu besoin, lui aussi, de répétitions supplémentaires pour raffiner ses sonorités, il n'est pas loin de l'état de grâce.*

Une telle direction permet aux chanteurs de briller en toute sécurité et ceux d'Angers forment une distribution de qualité. Un jeune Don Giovanni (René Massis) fait de bons débuts ; violent, charmant, impudent, il n'a peut-être pas l'aura du séducteur que donne une voix plus ample et enjôleuse ; le timbre encore assez monocorde souffre du voisinage avec la voix débordante de saveur, la richesse expressive du Leporello de Jean-Philippe Lafont, plus rigoureux que d'habitude, mais dont la moindre mimique fait éclater la personnalité d'acteur. Gérard Garino nous offre la surprise d'un Ottavio à la voix ferme et de belle couleur, tandis que Mario Hacquard est un Masetto naïf et frais, et Richard Angas un commandeur tonnant à la voix un peu confuse.

Même impression du côté des femmes, avec surtout l'Elvire d'Yvonne Kenny, grand personnage, voix altière d'un profond lyrisme, et la Donna Anna d'Evelyn Brunner, plus à l'ouvrage dans ce rôle terrible, qui met cependant en valeur l'émotion de son beau timbre, tandis que Miral Jaclin dessine une gentille Zerline à la voix un peu mate. Rien n'est plus difficile à réaliser qu'un Don Giovanni *homogène et musical comme celui-là.*

JACQUES LONCHAMPT.

« Drôles de machines » au Centre Pompidou »

« Ces musiciens et leurs drôles de machines » était le titre d'une passionnante exposition d'instruments organisée en 1980 par le Sigma de Bordeaux aux Entrepôts Lainé, sur toutes les étapes de la lutherie moderne, piano mécanique, bruiteurs futuristes italiens et l'immense gamme des instruments électriques et électroniques de plus en plus sophistiqués jusqu'à l'ordinateur.

Cette exposition a été judicieusement invitée par le Centre Pompidou, mais les « drôles de machines » ne sont plus que des panneaux blancs sur lesquels le visiteur est invité à lire des descriptions assez arides rarement illustrées de photos. On ne voit de machines en action que sur quelques écrans vidéo, dont le niveau sonore fort bas empêche de percevoir les explications et ne laisse subsister que les sons les plus forts et les plus aigus, quand encore tout n'est pas couvert (dix minutes chaque heure) par l'artillerie lourde de « L'espace musical » de Takis à proximité.

Un bien pâle reflet du travail remarquable d'information réalisé par Sigma.

J. L.

★ Jusqu'au 22 mars. Des animations sont faites avec des groupes de musiciens et de chercheurs, mais dans un autre local (renseignements : 277-12-33, poste 4619). Les textes des panneaux figurent dans l'excellent catalogue qu'on peut se procurer au Centre Sigma (Entrepôts Lainé, 3, *rue* Ferrère, 33000 Bordeaux).

L'ENSEMBLE 2e2m A L'IRCAM

Accueil réservé

Est-ce le titre de la série — Forum de création — qui a fait reculer le public ? Est-ce le nombre trop modeste de premières auditions qui a tenu éloignés les amateurs plus spécialisés ? Toujours est-il que la petite salle de l'IRCAM n'était pleine qu'à demi pour le concert présenté par l'ensemble 2e2m.

Deux créations seulement donc, dont l'une, Ebb and Flow, *du compositeur américain Robert Carl (vingt-sept ans), vaut davantage par la générosité de l'inspiration et une certaine qualité de l'écriture instrumentale que par une originalité dont elle ne semble pas se préoccuper. Le titre suggère le va-et-vient des marées, et l'on pense à quelque symphonie de chambre posthume, écrite au début du siècle par un musicien d'avant-garde.*

La deuxième création, Delta, *pour douze instruments, de Yoshihisa Taïra (né en 1938), vient s'ajouter à une production dont on doit souligner la régularité et la belle tenue ; c'est une musique réellement entendue avant d'être couchée sur le papier, qui sonne on ne peut mieux et dont on suit le déroulement avec plaisir. Parfaitement conforme à ce qu'on attendait, cette nouvelle œuvre confirme ce qu'on savait sans rien remettre en question ; de là l'embarras du commentateur, mais qu'importe, c'est le luxe des auteurs confirmés.*

Pascal Dusapin (vingt-six ans) a encore l'âge des œuvres de jeunesse, et cependant ces dernières font déjà l'objet d'analyses et de commentaires magistraux, et l'une d'elles, Musique captive *pour neufs instruments à vent, créée l'an dernier au Festival de La Rochelle par l'ensemble 2e2m, a été reprise sous forme de « double » — variée et augmentée en quelque sorte — par Gérard Geay (1947)* « en témoignage de haute estime pour le magnifique tempérament de l'auteur ». *Tous ces titres de gloire sont bien lourds à porter même si la musique, à la fois abrupte et raffinée, véhémente dans sa concision, se dresse comme un roc austère et inébranlable. Cependant, on a l'impression déjà d'un certain maniérisme ; de là, peut-être, l'accueil assez réservé du public resté un peu sur sa faim. La* Musique pour douze *de Gérard Geay n'a pas non plus produit une impression bien décisive, mais l'exécution, assez uniforme dans sa violence même et d'une précision approximative, laissait sans doute à désirer.*

Cette dernière remarque vaut également pour l'interprétation de l'œuvre pour violoncelle et ensemble de Franco Donatoni : le Ruisseau sur l'escalier, *qui, malgré la présence d'Alain Meunier en soliste, n'a pas retrouvé, sous la direction de Fernand Quattrocchi, cette vigueur concentrée que Paul Méfano avait su lui communiquer lors de sa création, en mai dernier. Quant à la petite cantate de Klaus Huber (né en 1924),* Senfkorn, *d'une écriture raréfiée et d'une douceur pacifique proche de la provocation, elle aurait nécessité un autre cadre et de meilleures conditions d'écoute : même dans l'Espace de projection de l'IRCAM il y a toujours quelque chose qui grésille pendant les silences... C'est une pièce très fragile, qui doit pouvoir produire un excellent effet si on la traite avec le soin qu'elle exige ; comme ce n'était pas le cas, le résultat était assez litigieux.*

GÉRARD CONDÉ.

■ **La première représentation de *Samson et Dalila* au Théâtre du Capitole, à Toulouse, n'a pu avoir lieu le 10 mars, en raison d'une grève de solidarité d'une partie de l'orchestre. Douze musiciens avaient, en effet, été traduit devant une commission de discipline pour avoir abondonné leur pupitre au cours de la répétition générale des *Contes d'Hoffmann*, le 25 février.**

■ **M. Claude Mollard, conseiller référendaire à la Cour de comptes, chargé de mission auprès de M. Jack Lang, est nommé chef de service au ministère de la culture. M. Claude Mollard est actuellement délégué à la création, aux métiers artistiques et aux manufactures.**

DANSE

A LYON

« Lysistrata » en bande dessinée

Le Ballet de Lyon vient de créer Lysistrata, *du chorégraphe anglais Grey Veredon. La première était d'autant plus attendue que Veredon doit prendre la direction de la troupe saison prochaine, en remplacement de François Adret.*

La comédie d'Aristophane dont d'inspire directement le ballet relate dans un style bouffon et réaliste le combat des femmes pour la paix qui prend la forme d'une grève du sexe. Il n'est pas sûr que le sujet convienne à la danse. Grey Veredon a opté pour une charge qui n'a rien à voir avec l'humour britannique. Il est vrai que le climat est conditionné par la musique originale de Silvio Foretic, oscillant entre la partition pour péplum et les ambiances de night-club. L'action est traitée sous forme de bande dessinée haute en couleur, avec des gags appuyés, dont une danse des vieillards totalement burlesque que l'on croirait sortie d'un show de Benny Hill.

La patte du chorégraphe se retrouve dans des solos requérant souplesse et force athlétique ; le décor en amphithéâtre de Martin Kamer va de soi et, si cette œuvre ne doit pas faire date dans les créations lyonnaises, du moins met-elle en valeur l'homogénéité et la verve du corps de ballet, Muriel Boulay et Georges Canata en tête, qui jouent le jeu avec conviction.

MARCELLE MICHEL.

★ **Auditorium Maurice-Ravel, Lyon, jusqu'au 17 mars.**

Trois jeunes chorégraphes

La semaine consacrée par la Maison de la danse de Lyon à trois jeunes chorégraphes français a été largement suivie. Jean Pomares, Régine Chopinot, Karine Saporta, sont passés à un moment ou à un autre au concours de Bagnolet. Aujourd'hui, ils apportent la preuve qu'un long mûrissement est nécessaire à la création et qu'un Prix de Bagnolet n'est jamais qu'un départ pour une aventure problématique. Jean Pomares, c'est le travail, la réflexion solitaire d'un savant Cosinus perdu dans ses équations.

Son ballet Chronique, *qu'il interprète avec quatre filles, est une danse d'arpenteur qui sollicite les jambes et refuse les effusions du buste et des bras. Cela serait un peu sec sans la musique moirée de Lydia Domancich (piano) et Philippe Dalle (batterie), qui offre à la fois un rythme implacable et un climat rapsodique très excitant. Costumes chatoyants, lumière sensible de Manuel Bernard. Rien n'est laissé au hasard.*

Impossible de parler maintenant de Régine Chopinot sans se référer à Karole Armitage, même si cela doit l'agacer. Son déguisement punk, sa manière agressive et cool à la fois de dire zut à la France profonde sur fond de rock, ne s'appuient cependant pas sur une chorégraphie déterminée. On ne sait trop si elle sacrifie à une mode ou si elle tente d'exprimer son angoisse. De toute manière elle se laisse absorber par une musique anthropophage.

Karine Saporta, elle, doit pour le moins posséder un diplôme de psychanalyse. Son ballet Eclat d'infantes *suggère des visages antérieurs féminins à travers des débris de miroirs manipulés par quatre danseuses aux cheveux épars, aux gestes nonchalants jusqu'à la mollesse. La réalité se brouille, le temps se décompose. C'est certainement trop long, mais assez bien conçu pour hypnotiser le public.*

M. M.

THÉATRE

« L'ÉCHANGE » A NICE

Le rythme de Claudel

Les grands espaces encore sauvages guettés par la civilisation des villes, cette nature brute où s'échangent les âmes, Paul Claudel l'a située en Amérique. Au Nouveau Théâtre de Nice, Jean-Louis Thamin met en scène *l'Échange* dans les couleurs sèches d'une région méditerranéenne. Le superbe décor de Jean Haas est un horizon désert, un paysage plat, l'arrière d'une maison de bûches décolorées à laquelle fait face un pan de mur du même ocre rouge que le sable poudreux. Entre les deux, un plan d'eau et une colonne massive, vestige cassé d'un temps perdu.

Cela pourrait être une terre intérieure de la Sicile d'où l'on ne voit pas la mer, inaccessible et pourtant présente comme un recours, une assurance d'évasion. Le lieu de l'échange n'est pas un pays neuf. L'ordonnance harmonieuse des ruines raconte la longue histoire de l'homme. Les désirs s'y croisent en un duel qui reproduit le rite très ancien, éternellement renouvelé, des jeux de la domination.

Les quatre combattants, Marthe l'amoureuse (Monique Brun), Louis Laine le sauvage (Abdel Khechich), Pollock le banquier (Francis Arnaud), Letchy la diva (Dolorès Gonzalès), s'affrontent pour se dévorer. Ils sont, hors morale, des forces charnelles goulues à l'intérieur des vêtements de la civilisation, ils ont quelque chose d'enfantin. Dolorès Gonzalès, très belle, corsetée dans des attitudes d'artifice, des gestes emphatiques et élégants, semble une pasionaria frappée d'un mauvais sort qui la transforme en automate précieux — on aimerait la sentir parfois sur le point de craquer. Francis Arnaud joue le prosaïsme de l'homme d'argent plutôt que le financier, flambeur séduisant de haute volée. Mais Monique Brun inquiète et fascine par la douceur vertigineuse de ses certitudes — elle pourrait être une de ces calmes fanatisées des sectes Moon ou autres. Et non seulement Abdel Khechich est vraiment beau, mais il respire au rythme de Claudel, dont le phrasé, les mots lui sont naturels.

La mise en scène préserve avec bonheur ce rythme, ce phrasé, l'amplitude des mouvements de passion qui portent les comédiens et donnent des moments d'intense émotion.

COLETTE GODARD.

★ Présentée d'abord à Nice, la pièce sera reprise du 17 au 21 *mars* à Strasbourg.

■ **Antoine Vitez, directeur du Théâtre national de *Chaillot*, organise ce mardi 16 mars, à 20 h 30, un débat public sur le *thème* : « Le temps est-il revenu d'un théâtre des idées ? » *Ce débat* est une conclusion à la première série de représentations dans la grande salle, qui doit maintenant accueillir des spectacles invités : « *Penthésilée* », d'après Kleist, par André Engel, avec le T.N.S., ensuite « les Géants de la montagne », de Pirandello, par Georges Lavandant, avec le C.N.D.A. (Centre national dramatique des Alpes).**

■ **La direction du TEP, qui doit être reconstruit, a reçu une lettre de M. Jack Lang, ministre de la culture, souhaitant *« qu'on ne s'en tienne pas au projet élaboré et que de nouvelles études soient menées pour aboutir à une construction sensiblement moins onéreuse »*. Le conseil du public du TEP estime que *« les économies souhaitées ne doivent pas remettre en cause, de manière fondamentale, l'esprit du projet initial »*. Il demande aux deux députés (P.S.) du vingtième arrondissement d'être associés aux études futures, et d'inscrire le projet au budget 1983.**

■ **« *Les Aventuriers de l'arche perdue* », *de Steven Spielberg, a été désigné meilleur film de l'année à Hollywood, lors de la remise des* American Movie Awards (décernés par le public).**

CINÉMA

Films de femmes à Sceaux

(Suite de la première page.)

Nous pensons, plus qu'à Agnès Varda, aujourd'hui reconnue, à deux cinéastes étrangères qui représentent beaucoup dans leur pays, mais dont la réputation chez nous n'a guère dépassé les cercles de spécialistes : Larissa Chepitko, U.R.S.S., tuée accidentellement fin 1980, et Dorothy Arzner, États-Unis, dont la carrière couvre vingt années, de 1922 à 1943 (elle réalisa vingt films et fut, dans les années 30, la seule femme cinéaste reconnue à Hollywood).

Un court métrage de vingt-cinq minutes, *Larissa*, réalisé l'an passé par Elem Klimov, mari de Larissa Chepitko, fait revivre la figure de cette jeune femme très belle, très exigeante, qui, en quinze ans de carrière, ne tourna que quatre films — elle s'attelait à son cinquième, *Matiora*, d'après le roman d'un jeune écrivain soviétique, V. Raspoutine. Tourné en équipe, *Larissa* évite l'hagiographie, mais parle en termes presque religieux d'âme, de refus du compromis, de mondes à conquérir, et retrouve des accents à la Tarkovski ou à la Paradajanov pour chanter la qualité unique de l'individu, et d'abord de la femme. Même si son dernier travail, *l'Ascension* (1977), avec son mélange de virilité guerrière et de mysticisme russe, surprend un peu...

De Dorothy Arzner nous allons voir *Christopher Strong (la Phalène d'argent*, 1933, avec la toute jeune Katharine Hepburn) et *Dance, Girl, Dance* (1942, avec Maureen O'Hara et Lucille Ball), deux productions R.K.O. Ses héroïnes, à travers des histoires très bourgeoises, sinon simplement hollywoodiennes, affirment une indépendance sans partage, elles veulent être maîtresses de leur destin. Le féminisme rejoint ici ses origines anglo-saxonnes. Dorothy Arzner, outre qu'elle se classa parmi les dix meilleurs cinéastes de son époque au box office américain, poussa le scandale, si on en croit ses amies, jusqu'à oser afficher sans rougir à Hollywood ses choix d'homosexuelle.

LOUIS MARCORELLES.

★ Centre culturel de Sceaux (jusqu'au 21 mars). Tél. : 660-05-64.

MUSÉES

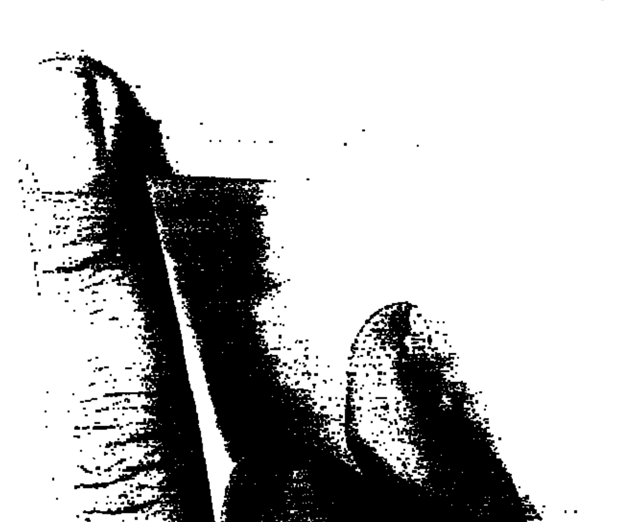
Fermeture de salles au Louvre

En raison des travaux effectués au palais du Louvre pour la rénovation du musée, plusieurs salles sont ou seront prochainement inaccessibles au public. Les salles romanes et gothiques sont fermées jusqu'au 1er juillet 1982 ; les salles Renaissance et les salles basses du 1er mai au 15 août, les salles du XVIIe siècle du 1er juillet au 15 octobre. Le département des antiquités grecques et romaines, les salles romaines du rez-de-chaussée (appartement des reines, salle d'Auguste, salle d'Afrique, cour du Sphinx), déjà fermées, ne rouvriront pas avant le 31 mai 1983. Enfin, les salles grecques ont *été fermées le 24 février* pour une durée approximative de deux ans, à l'exception de la salle des cariatides, où la Vénus de Milo sera provisoirement installée, et de la partie ouest du corridor de Pan, où sera exposée la frise des Panathénées.

[Contrairement à ce que nous avons annoncé à la suite d'un communiqué de la direction des musées de France (le *Monde* du 30 janvier), la gratuité d'accès aux musées nationaux n'a jamais été accordée aux personnes âgées de plus de soixante-cinq ans. Celles-ci ne peuvent bénéficier que d'un demi-tarif. Rappelons aussi que les trente-trois musées nationaux sont, depuis le 1er janvier 1982, ouvert gratuitement le mercredi.]







SPECTACLES

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées)
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 16 mars

théâtres

LES SPECTACLES NOUVEAUX

EVERYMAN, Cathédrale américaine (828-45-23), 20 h 30.
LE BAS DE HURLEVEAU, Petit Casino (278-36-50), 20 h 30.
ARIANE ET BARBE BLEUE, Studio d'Ivry (672-37-43), 20 h 30.
L'APPRENTI FOU, Tintamarre (887-33-82), 20 h 30.
LA DOROTEA, Salle Valhubert (584-30-60), 20 h 30.
TAMBOURS DANS LA NUIT, Fondation de l'Allemagne (589-53-93), 20 h 30.
DELL'INFERNO, Saint-Denis, Théâtre G.-Philipe (243-00-59), 20 h 40, gare du Nord, voie 13.
HINKEMAN, Conservatoire (246-12-91), 20 h 30.
IL FAUT QUE CLÉO PARTE, Espace Gaîté (327-95-94), 22 h.
LA VIE DE GALILÉE, Nanterre, Théâtre des Amandiers (721-22-25), 20 h.

Les salles subventionnées et municipales

Salle Favart (296-12-20), 20 h 30 : Bubbling brown sugar (Harlem années 30).
Comédie-Française (296-10-20), 20 h 30 : la Dame de chez Maxim.
Chaillot (727-81-15). – Foyer, 18 h 15 : musique arabe traditionnelle. – Salle Gémier, 20 h 30 : l'Orféo.
Petit-Odéon (325-70-32), 18 h 15 : Vous avez dit oui ou vous avez dit non ?
TEP (797-96-06), 20 h 30 : Gevrey-Chambertin.
Petit TEP (797-96-06), 20 h 30 : Bruce Schwartz.
Centre Pompidou (277-12-33), 20 h 30 : ensemble de l'Itinéraire, dir. P. Eötvos.
Carré Silvia-Monfort (531-28-34), 20 h 30 : Zarathoustra.
Théâtre de la Ville (274-22-77), 18 h 30 : Dimitris Sgouros; 20 h 30 : Momix Dance Theatre (au Théâtre de Paris).
Théâtre Musical de Paris (261-19-83), 20 h 30 : Attila.

Les autres salles

American Church (372-92-42) 20 h 30 : A Midsummer Night's Dream
Antoine (208-77-71), 20 h 30 : Potiche.
Arts-Hébertot (387-23-23), 21 h : L'étrangleur s'excite.
Atelier (606-49-24), 21 h : le Nombril.
Bouffes-du-Nord (239-34-50), 20 h 30 : la Tragédie de Carmen.
Bouffes-Parisiens (296-97-03), 21 heures : Diable d'homme.
Cartoucherie, Épée de Bois (808-39-74), 20 h 30 : Écrits contre la Commune ; Théâtre de la Tempête (328-36-36), 20 h 30 : Ella ; Théâtre de l'Aquarium (374-99-61), 20 h 30 : De mémoire d'oiseau.
Centre d'Art Celtique (258-97-62), 20 h 45 : Perles à rebours.
Château de Vincennes (365-70-13), 21 h : Gerbe de blé.
Cité internationale (589-38-69), Galerie, 20 h 30 : la Religieuse ; Resserre : 20 h 30 : Pierre Abélard 1079-1142.
Comédie Caumartin (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Élysée.
Comédie des Champs-Élysées (720-08-24), 20 h 45 : l'Escalier.
Comédie Italienne (321-22-22), 20 h 30 : la Servante amoureuse.
Comédie de Paris (281-00-11), 20 h 30 : Joël.
Daunou (261-69-14), 21 h : La vie est trop courte.
Édouard VII (742-57-49), 20 h 30 : la Danse du diable.
Espace Cardin (266-17-30), 20 h 30 : Oratorio pour une vie.
Essaïon (278-46-42), I, 20 h 30 : le Marteau des maléfices. 22 h 15 : l'Alpage – II. 20 h 15 : La planète Shakespeare, le Conte d'hiver. 21 h : Protée.
Fontaine (874-74-40), 20 h 30 : Koude chapo.
Gaîté Montparnasse (322-16-18), 22 h : l'Os de cœur.
Galerie 55 (326-63-51), 20 h 30 : The Dumb Waiter.
Grand Hall Montorgueil (233-80-78), 20 h 30 : Avez-vous des nouvelles du docteur ?
Huchette (326-38-99), 20 h 30 : la Cantatrice chauve ; 21 h 15 : la Leçon ; 22 h 30 : l'Augmentation.
Jardin d'Hiver (255-74-40), 21 h : Leçons de bonheur.
La Bruyère (874-76-99), 21 h : le Divan.
Lierre Théâtre (586-55-83), 20 h 30 : la Grande Peur dans la montagne.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre Noir ; 18 h 30 : Une saison en enfer ; 20 h 30 : Un amour de théâtre ; 22 h 15 : Sylvie Joly ; Théâtre Rouge ; 18 h 30 : Sans soleil, on vieillit plus vite ; 20 h 30 : Douce ; 22 h 15 : Pour une infinie tendresse ; Petite salle, 18 h 30 : Parlons français.
Madeleine (265-07-09), 20 h 45 : Du vent dans les branches de sassafras.
Marie-Stuart (508-17-80), 20 h 30 : la Confession d'Igor...
Marigny, (256-04-41), 20 h 30 : Amadeus ; salle Gabriel (225-20-74), 21 h : le Garçon d'appartement.
Mathurins (265-90-00), 21 h : Jacques et son maître.
Michel (265-35-02), 21 h 15 : On dînera au lit.
Michodière (742-95-22), 20 h 30 : la Pattemouille.
Moderne (874-99-28), 20 h 30 : Trio.
Montparnasse (320-89-90), 21 heures : Trahisons ; Petite salle, 21 h : Un cri.
Nouveautés (770-52-76), 20 h 30 : Folle Amanda.
Palais des Glaces (607-49-93), 22 h 15 : Gros calin.
Palais-Royal (297-59-81), 20 h 45 : Pauvre France.
Poche (548-92-97), 21 h : Baron-baronne.
Saint-Georges (878-63-47), 20 h 45 : le Charimari.
Scala (261-64-00), 20 h 30 : les Caprices de Marianne.
Studio Bertrand (784-64-66), 18 h 30 : A la rencontre de M. Proust ; 20 h 30 : les Campaniaques.
Studio des Champs-Élysées (723-35-10), 20 h 45 : le Cœur sur la main.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h 30 : Vampire au pensionnat ; 22 heures : Nous on fait où on nous dit de faire.
Théâtre de l'Épicerie (258-70-12), 20 h 30 : l'Amant.
Théâtre en Rond (387-88-14), 20 h 30 : Roméo et Juliette.
Théâtre du Marais (278-03-53), 20 h 30 : Henri IV.
Théâtre de la Mer (520-74-15), 20 h 30 : Voulez-vous jouer avec moi ?
Théâtre Noir (797-85-14), 20 h 30 : le Boxeur.
Théâtre Présent (203-02-55), 20 h 30 : Pantagleize.
Théâtre des Quatre-Cents Coups (633-01-21), 20 h 30 : la Folie ; 22 h 30 : le Journal de Nijinski.
Théâtre du Rond-Point (256-70-80), 20 h 30 : Antigone toujours. – Petite salle, 20 h 30 : Une femme, Camille Claudel.
Théâtre 18 (226-47-47), 22 h : Lettre au père.
Tristan Bernard (522-08-40), 21 h : la Famille Leibovitch.
Variétés (233-09-92), 20 h 30 : Chéri.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35), 19 h : Théâtre chez Léautaud ; 20 h 15 : Tohu-Bahut ; 21 h 30 : le Président ; 22 h 45 : Patrick et Philomimne.
Blancs-Manteaux (887-15-84), I., 20 h 15 : Areuh = Mc2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : Des bulles dans l'encrier ; II. 20 h 15 : Embrasse-moi, idiot ; 21 h 30 : Qui a tué Betty Grandt ? ; 22 h 30 : Popote.
Café d'Edgar (322-11-02), I., 20 h 30 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 45 : Mangeuses d'hommes ; 23 h 15 : J'aurais pu être votre fils. – II., 20 h 30 : le Vengeur de son père ; 21 h 45 : C'était ça ou le chômage.
Café de la Gare (278-52-51), 20 h 15 : Qu'est-ce qu'il y a dedans ? 22 h 15 : le Chasseur d'ombre.
Connétable (277-41-40), 20 h 30 : Un jeté et deux boucles ; 22 h : Djalma ; 23 h : Middle-Tune.
Coupe Chou (272-01-73), 20 h 30 : le Petit Prince.
Fanal (233-91-17), 20 h : Innocenteries ; 21 h 15 : F. Blanche.
La Gageure (367-62-45), 22 h : la Petite Cuiller.
Le Petit Casino (278-36-50), 21 h : Douby... be good.
Point Virgule (278-67-03), 20 h 15 : Ça alors ; 21 h 30 : Du ronron sur les blinis ; 22 h 30 : les Chocottes.
La Soupap (278-27-54), 21 h 30 : Pourquoi c'est comme ça ?
Splendid Saint-Martin (208-21-93), 20 h 30 et 22 h : Papy fait de la résistance.
Le Tintamarre (887-33-82), 20 h 30 : Phèdre.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h 15 : Connaissez-vous cet escabeau ? ; 21 h 30 : Il en est... de la police ; 22 h 30 : Teleny.
Vieille Grille (707-60-93), 20 h 30 : la Mémoire et la mort ; 22 h 30 : Vincent.

Le music-hall

Casino de Paris (874-26-22), 20 h 30 : Annie Girardot.
Centre Mandapa (589-01-60), 20 h 45 : K. Ergumer.
L'Écume (542-71-16), 20 h 30 : J. Dorian.
Espace Gaîté (327-95-94), 20 h 15 : J. Bertin.
Espace Marais (271-10-19), 22 h 30 : Faustino.
Gaîté-Montparnasse (322-16-18), 20 h 15 : P. Julien.
Gymnase (246-79-79), 21 h : le Grand Orchestre du Splendid.
Huchette (326-38-99), 18 h 30 : Nicole Vassel.
Lucernaire (544-57-34), 22 h 30 : Jean-Luc Salmon.
Olympia (742-25-49), 21 h : Yves Duteil.
Palais des Glaces (607-49-93), 20 h 30 : Ben Zimet.
Palais des Sports (828-40-90), 21 h : Holiday on ice.
Potinière (261-42-53), 20 h 45 : Alex Métayer.
Trottoirs de Buenos-Aires (260-44-41), 21 h et 23 h 30 : Duo H. Salgan, U. de Lio.

La danse

Espace Marais (271-10-13), 18 h 30 : Bharata Natyam.
La Forge (371-71-89), 20 h : Tendre est la nuit.
Palais des Congrès (758-27-78), 20 h 30 : la Belle au bois dormant.
Théâtre 18 (226-47-47), 20 h : Tout en huit – aller-retour – conflit.
Théâtre de Paris (280-09-30), 20 h 30 : Momix dance theatre.

Les concerts

Lucernaire, 19 h 45 : E. Sonbeit (Bach, Chopin, Schubert) ; 21 h : M.-Cl. Chevalier-Dumay, B. Bahurel (Mozart, Saint-Saëns, Brahms, Fauré).
Salle Gaveau, 20 h 30 : Solistes de l'Ensemble orchestral de Paris (Stravinski).
Radio-France, Auditorium 106, 18 h 30 : Ensemble 2E2M (Carl, Mefano, Lenfant, Aperghis) ; Auditorium 105, 19 h : Quatuor Enesco, J. Gottlieb, D. Dorow, J.-M. Gouelou (Schoenberg, Beethoven, Brahms).
Théâtre des Champs-Élysée, 20 h 30 : P. Zukerman, M. Neikrug (Brahms).
Église Saint-Jean de Montmartre, 20 h 30 : D. Roth (Franck).
Institut national des jeunes aveugles, 20 h 45 : Quatuor Bernède, B. D'Ascoli (Ravel, Webern, Schumann).
Salle Cortot, 21 h : R. Oleg, D. Abramovitz (Mozart, Webern, Schubert).
CISP, 20 h 45 : J.-L. Feldmann, J.-L. Portelli, duo de guitares.
Salle Rossini, 20 h 45 : L. Delfanti, A. Schaefer, Ensemble masculin des chœurs Monteverdi (Brahms, Schubert).
Église Saint-Merri, 20 h 30 : M. Berikosicy, S. Cristo Fari, D. de Willieucourt.
Église Saint-Médard, 20 h 30 : W. Christie (Fischer, Haendel, Bach).

Jazz, pop, rock, folk

Bains Douches (887-34-40), 21 h : M. Nyman.
Caveau de la Huchette (326-65-05), 21 h 30 : Maxim Saury.
Cloître des Lombards (233-54-09), 22 h 30 : M. Zwerin.
Club Saint-Germain (222-51-09), 22 h 30 : Rhoda Scott.
Dreher (233-48-44), 22 h 30 : C. Vander.
Dunois (584-72-00), 20 h 30 : G. Marais.
Hot-Club de France, 21 h : Royal Tenco-Pators.
New Morning (523-51-41), 21 h : Stan Getz.
Palace (246-10-87), 22 h : Nuit américaine.
Palais des Glaces (607-49-93), A. Zsimondi.
Petit Forum (297-53-47), 21 h 30 : Zaka Percussion.
Petit Journal (326-28-59), 21 h 30 : J. Hammond.
Petit Opportun (236-01-36), 23 h : P. Adams, E. Lelonn, G. Arvanitas...
Porte Saint-Martin (607-37-53), 20 h 45 : Carole Laure, Lewis Furey.
Radio-France, Grand Auditorium, 20 h 30 : Caila Bley Band.
Rex (236-83-98), 23 h : Nuit latine.
Slow Club (233-84-30), 21 h 30 : R. Franc.

En région parisienne

Antony, Th. F.-Gémier (666-02-74), 21 h : Tout ça c'est une destinée normale.
Aubervilliers, Théâtre de la Commune (883-16-16), 19 h 30 : Mariana Pineda.
Boulogne, T.B.B. (603-60-44), 20 h 30 : Sherlock Holmes.
Chelles, Théâtre (421-20-36), 20 h 30 : Fin de siècle.
Clichy, Théâtre Rutebeuf (731-11-53), 21 h : Diane Dufresne.
Gennevilliers, Théâtre (793-26-30), 20 h 45 : Perspectives ultérieures.
Meudon, C.C.M. (626-41-20), 20 h 30 : Buzy Taxi Girl.

SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans
(**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

15 h, l'Esclave, d'Y. Ciampi ; 19 h : Jacques Prévert et le cinéma : Le soleil a toujours raison, de P. Billon, adaptation et dialogue de J. Prévert et P. Billon ; 21 h, Stars et réalisatrices, sept films rares : la Dernière Etape, de W. Jakubowska.

BEAUBOURG (278-35-57)

Relâche.

Les exclusivités

ABSENCE OF MALICE (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).

ALLEMAGNE MERE BLAFARDE (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).

LES ANGES DE FER (All., v.o.) : Racine, 6e (633-43-71) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81).

ARTHUR (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : 3 Haussmann, 9e (770-47-55) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LE BATEAU (All., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Ermitage, 8e (359-15-71). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e, (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Parasmount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

BLOW OUT (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18). – V.f. : Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

LE BOURGEOIS GENTILHOMME (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Quartier latin, 5e (326-84-65) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Broadway, 16e (527-41-16).

CARMEN JONES (A., v.o.) : Epée de Bois, 2e (337-57-47).

LA CHÈVRE (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50)

CONTE DE LA FOLIE ORDINAIRE (Fr.-It., v.o.) (*), Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; George-V, 8e (562-41-46).

COUP DE TORCHON (Fr.) : Marivaux, 2e (296-80-40) ; Elysées Point Show, 8e (225-67-29) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

CUTTER'S WAY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

DERNIER CAPRICE (Jap., v.o.), Studio Gît-le-Cœur, 5e (326-80-25).

LE DERNIER VOL DE L'ARCHE DE NOÉ (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Napoléon, 17e (380-41-46).

DIVA (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) : Panthéon, 5e (354-15-04) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42).

LE DROIT DE TUER (A., v.o.) (**) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

ESPION LÈVE-TOI (Fr.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Helder, 9e (770-11-24) ; Miramar, 14e (320-89-52).

EXCALIBUR (A., v.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

LE FAUSSAIRE (All., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

LA FIÈVRE AU CORPS (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

LA FOLLE HISTOIRE DU MONDE (A., v.o.) ; Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Capri, 2e (508-11-69) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96) ; Fauvette, 13e (331-56-86)

FONTAMARA (It., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).

FRANCESCA (Port., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).

GARDE A VUE (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

GEORGIA (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 11e (575-79-79). – V.f. : Caméo, 9e (246-66-44) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02)

LE GRAND PARDON (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-20-46) : Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

LA GUERRE DU FEU (Fr.-Can.) : Impérial, 2e (742-73-52) ; U.G.C Danton, 6e (329-42-62) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23) : Kinopanorama, 15e (306-50-50)

L'HIVER LE PLUS FROID A PÉKIN (Chine, v.o.) : Ciné Seine, 5e (325-95-99).

IL ETAIT UNE FOIS DES GENS HEUREUX : LES PLOUFFE (Can.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Ambassade, 6e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

INCUBUS (Ang., v.o.) (**) : U.G.C. Marbeuf, 6e (225-18-45). – V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Mistral, 14e (359-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37)

LE JARDINIER (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

LE JOURNAL D'UNE FILLE PERDUE (All.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

LE LARRON (It., v.o.) : Gaumont les Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Marivaux, 2e (296-80-40) ; Maxéville, 9e (770-72-86).

LITAN (Fr.) (*) : Quintette, 5e (633-79-38) : Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

MA FEMME S'APPELLE REVIENS (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Colisée, 8e (359-29-46).

LA MÉMOIRE COURTE (Fr.) : Olympic Balzac, 8e (561-10-60) : Action République, 11e (805-51-33) : Olympic, 14e (542-67-42).

MÉPHISTO (Hong., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

MILLE MILLIARDS DE DOLLARS (Fr.) : U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) : Clichy Pathé, 18e (522-46-01)

MUR MURS ET DOCUMENTEUR (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

NAPOLEON LE PETIT RENARD BLEU (Sov., v.f.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

NOCES DE SANG (Esp., v.o.) : Studio de la Harpe-Huchette, 5e (633-08-40).

PABLO PICASSO (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

LE PETIT LORD FAUNTLEROY (A., v.f.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).

POPEYE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

LE PRINCE DE NEW-YORK (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

LE PROFESSIONNEL (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

PRUNE DES BOIS (Belg.) : Rivoli, 4e (272-63-32) ; Banque de l'Image, 5e (329-41-19).

QUI CHANTE LA-BAS ? (Youg., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18)

RAGTIME (A., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

REMBRANDT FECIT (Holl., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99).

RICHES ET CELEBRES (A., v.o.) : Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount City, 8e (562-45-76). – V. f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).

ROX ET ROUKY (A., v.f.) : La Royale, 8e (265-82-66) : Napoléon, 17e (380-41-46).

SAYAT NOVA (Sov., v.o.), Cosmos, 6e (544-28-80).

LA SOUPE AUX CHOUX (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70).

STRESS ES TRES TRES (Esp., v.o.) : Studio Logos, 5e (354-26-42).

TETE A CLAQUES (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 2e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

TOUT FEU TOUT FLAMME (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

WOLFEN (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Ermitage, 8e (359-15-71). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Gobelins, 12e (326-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75).

LES FILMS NOUVEAUX

BANDITS... BANDITS ! Film britannique de Terry Gilliam, v.o. : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75), v.f. : Rex 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 14e (336-23-44) ; Magic Convention, 15e (828-20-64).

GALLIPOLI, film australien de Peter Weir, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet Baugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-14-27).

JOSEPHA, film français de Christopher Frank : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Montparnasse 83 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Wepler, 18e (522-46-01).

MANIAC (**), film américain de William Lustig, v.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Marignan, 8e (359-92-83) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-30) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

LES SOUS-DOUÉS EN VACANCES, film français de Claude Zidi ; Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 6e (723-69-23) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

TE MARRE PAS, C'EST POUR RIRE, film français de Jacques Besnard ; Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

UNE FEMME D'AFFAIRES (ROLLOVER), film américain d'Alan J. Pakula, v.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; v.f. : Paramount Opéra, 8e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).

UN JUSTICIER DANS LA VILLE N° 2 (**), film américain de Michaël Winner, v.o. : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (359-15-71) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Max Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount Opéra, 2e (742-56-31) : Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) : Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) : Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Allô ? M. Kreisky ?

On a pris le petit déjeuner avec le chancelier Kreisky lundi sur FR 3. On a débarqué chez lui à Vienne, au 19 Armbrustergasse, sur les talons d'Anne Sabouret. Il nous a reçus familièrement en survêtement blanc – cet homme de soixante-douze ans ferait-il encore du jogging ? – attablé devant un solide *Frühstück*, un superbe dogue à ses pieds. Le téléphone n'arrête pas de sonner. Il décrochait lui-même et répondait la bouche pleine aux appels de ses concitoyens. Le chancelier est dans l'annuaire en effet – les Autrichiens n'en sont pas peu fiers – à la lettre K, et vous le trouverez toujours au bout du fil entre 7 heures et 9 heures du matin. Il aime prendre ainsi le pouls de l'opinion publique. Quand le parti socialiste est au creux de la vague, quand, au contraire, sa popularité remonte, pas besoin de sondages. Il le sent, il le sait. Et ça lui permet de régler parfois directement certains problèmes, d'aider, de dépanner personnellement les gens.

C'est un des rôles de la haute autorité du *Kuratorium* qui préside aux destinées de la télé autrichienne que de recevoir ainsi – je le dis en passant – les plaintes des usagers. Si les membres du gouvernement passent plus souvent qu'à leur tour à l'écran au gré de l'opposition ; si telle institution religieuse pour handicapés, accusée de malversation, s'estime diffamée ; si l'état-major s'offusque d'un reportage sur l'armée où l'on ne voit que des soldats en colère, elle décide du bien-fondé de la protestation, sans autre pouvoir que celui de recommander, le cas échéant, au directeur de la chaîne de rétablir le tir à la première occasion. A signaler que les socialistes sont restés quatre ans au pouvoir avant de réformer en 1974 les statuts de l'audiovisuel et se sont bien gardés de toucher en attendant à un cheveu des responsables nommés sous le règne précédent.

Pour en revenir à Bruno Kreisky, n'oublions pas qu'il est surnommé le « chancelier des journalistes » à cause de la simplicité bonhomme avec laquelle il leur rend compte lui-même chaque semaine de ce qui s'est passé au conseil des ministres. On est toujours frappé en le voyant par le contraste entre la force massive, compacte, de cette silhouette, de ce visage totalement fermé au moindre sourire, abritant derrière d'épaisses lunettes le regard madré d'un politicien de longue main, et la courbe sinueuse, sensuelle, des lèvres qui trahit, imagination et pondération mêlées, les paradoxes de ce fils d'Europe centrale, étonnant personnage qualifié par notre collaborateur Manuel Lucbert de baroque (1).

En accueillant Kadhafi au cours du dernier week-end, ce juif antisioniste – il accuse Israël, où l'on pratiquerait d'après lui l'apartheid *(sic)* de racisme – clamait haut et fort son adhésion à la cause palestinienne.

En disséquant à notre intention le mécanisme de la *Social Partnerschaft*, cette concertation entre partenaires sociaux réduisant la lutte des classe à une négociation autour d'un tapis vert, en insistant sur la nécessité d'opposer les banques nationalisées à la rude concurrence du privé, ce grand bourgeois social-démocrate, cet anticommuniste partisan de la détente, affirmait l'originalité profonde d'un système souvent qualifié, sans doute un peu vite en France depuis le 10 mai, de modèle, le modèle autrichien.

CLAUDE SARRAUTE.

(1) *Bruno Kreisky, l'Autriche entre l'Est et l'Ouest*. Éditions Stock.

FRANÇOISE GIROUD et « LES VACHES SACRÉES »

« Un peu plus d'amitié »

Au rythme d'un écrivain par mois, Françoise Giroud va présenter au grand public du petit écran « Les vaches sacrées de la littérature ».

Les livres, elle les connaît. Pas plus d'inquiétude côté télévision . L'instrument la fascine – elle exige le direct – et elle garde le souvenir d'interventions plutôt heureuses. *« J'ai même connu certaines fois un réel plaisir à m'exprimer à l'écran,* dit-elle naturellement, *et les gens me reçoivent plutôt aimablement. Mais comment prévoir et expliquer leurs réactions. Qui saura ce que perçoivent les téléspectateurs ? l'instrument reste mystérieux, presque diabolique. »*

Ce ne sont donc ni les livres ni les caméras qui angoissent Françoise Giroud, mais bien l'objet même de son projet. *« Peut-on vraiment parler de littérature à la télévision ?* demande-t-elle. *Je n'en suis pas encore sûre, même si je crois nécessaire de le tenter. J'ignore aussi qui écoutera, et ce qu'on retiendra. Mais si après l'émission certains ont envie de lire un des ouvrages de l'auteur, alors mon pari sera gagné. »*

Depuis le début de l'année, elle prépare les premières émissions, la première surtout, celle sur Victor Hugo. *« Je voulais faire le contraire de l'élitisme. Il fallait donc commencer par un écrivain familier, très connu. Victor Hugo était le personnage idéal, d'autant que l'homme a occulté l'œuvre... » « C'était en tout cas,* ajoute-t-elle, *un travail gigantesque, dont je n'avais pas mesuré l'ampleur lorsque j'en ai eu le projet. » « Les vaches sacrées ? Tous les très grands écrivains* précise-t-elle, *morts avant l'ère de la télévision et consacrés par la postérité ; des sortes de monuments nobles, plantés dans le champ de littérature, dont chacun connaît l'existence, que l'on respecte mais que l'on visite peu, croyant s'y ennuyer. Je voudrais qu'on les regarde avec un peu moins de ce respect glacial, et un peu plus d'amitié. Il est curieux de constater combien la gloire fige des personnages hors de l'humanité. Or il n'y a rien de plus banalement humain qu'un écrivain. Ils ont des problèmes de cœur, d'argent, d'ambitions. Ils sont vaniteux... et la plus part de ces « très grands » seraient aujourd'hui pendus au téléphone pour passer chez Pivot ! »*

D'où les deux buts de l'émission : resituer les auteurs dans leurs siècle, *« essayer de donner aux téléspectateurs une vue d'ensemble sur l'œuvre, la vie, la personnalité d'un écrivain. L'histoire littéraire est aussi passionnante que l'histoire tout court, et elle en est d'ailleurs inséparable »* ; et puis aussi : *« chercher les correspondances avec notre époque. Les vérités sont éternelles ; quand Proust ou Stendhal parlent d'amour, ils touchent à l'universel. Qui seraient-ils aujourd'hui ? Un tel ferait peut-être de la télé, un autre militerait à Amnesty International ».*

Il importe pour Françoise Giroud que le journalisme soit présent. *« Je ne suis pas tournée par nature vers le passé, Ce qui me séduit dans cette opération, c'est faire passer l'information, et rejoindre ainsi mon vrai métier. Je ne veux surtout pas faire un cours de littérature, mais expliquer, vulgariser, et partir du principe que je m'adresse à un public non averti. Il y a quelques années, j'ai fait mettre une affiche dans nos bureaux : «* Même les lecteurs de » l'*Express* ne savent rien ». *Il ne faudrait jamais oublier cette idée.*

Françoise Giroud aime Pivot et *Télé-Foot*, trouve absurde et mortelle la querelle entre culture et divertissement ; elle relit Proust et Diderot (thèmes probables des prochaines émissions) et rêve de soumettre l'économie au même traitement.

Propos recueillis par

ANNICK COJEAN.

★ *Les Vaches sacrées*, mercredi 17 mars, TF 1, 21 h 30.

● *Dans son numéro du 12 mars, l'hebdomadaire socialiste* L'Unité publie sous le titre *« Pasteur roule-t-il encore pour Giscard ? »* un article sur l'incident qui a causé sur Antenne 2 la déprogrammation de la série d'épisodes consacrés à la Corse par l'émission de Philippe Alfonsi « Les gens d'ici ». L'auteur de l'article, Jean-Paul Liégeois, y met en cause l'attitude de Joseph Pasteur, à l'origine de la déprogramation, qui avait estimé que les émissions donnaient trop souvent la parole aux indépendantistes de l'île. *« Ce qui est suspect, écrit-il, ce sont les motivations réelles de Joseph Pasteur, qui fut sous Giscard le représentant de l'Élysée en Corse, et qui intervient dans le contenu d'une émission sur la Corse, exactement comme il l'aurait fait avant le 10 mai 1981 (...) Pierre Desgraupes, qui se dit si « soucieux » de l'indépendance des journalistes sur sa chaîne, peut-il accepter que l'indépendance d'Alfonsi soit bafouée par un ancien d'ex-État giscardien ? »*



RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 16 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Variétés : Formule 1 + 1.
De M. et G. Carpentier.
Autour d'Annie Girardot : A. Dussolier, J. Villeret, J. Maillan.

21 h 40 Série : L'adieu aux as.
Réal. : J.-P. Decourt. Avec J. Leroux, Rivière, J. Leuvrais...
L'aventure des premiers chevaliers du ciel.

22 h 35 L'aventure des plantes.
L'architecture et la fleur.
De belles images microscopiques de la nature naissante.

23 h 5 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Série documentaire : Les contes modernes.
Emission de M. Teulade et P. Breugnot
Quatre courtes histoires sur le travail : un autobus pris dans un embouteillage, un homme de quarante ans à la recherche d'un emploi, les confidences coloniales d'un veilleur de nuit et une discussion entre un partisan du travail et un marginal : peu convaincant.

21 h 55 Cinéma-cinémas.

22 h 55 Histoires courtes : « A 20 minutes par le R.E.R. ».
Réalisation R. Malbequi.
Un homme de quarante ans tire sur les enfants pour échapper à son univers concentrationnaire.

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 30 La dernière séance
Actualités des années 50 ; Dessin animé (et à 22 h 30).

20 h 40 Cinéma : « Le Prisonnier de Zenda ».
Film américain de R. Thorpe (1952). Avec S. Granger, D. Kerr, R. Douglas, J. Mason, L. Calhern, J. Greer (rediffusion).
En 1897, un touriste anglais, qui ressemble à s'y méprendre au roi de Ruritanie, prend la place de celui-ci, victime d'une machination, afin de lui conserver son trône. Nouvelle version en couleurs – après celle de 1937, réalisée par John Cromwell – du roman d'aventures d'Anthony Hope. Fidélité à un style hollywoodien, dans l'intrigue romantique, l'action mouvementée, les fastes spectaculaires.

22 h 50 Journal.

23 h 05 Cinéma : Le chien des Baskerville.
Film anglais de T. Fisher (1959). Avec P. Cushing, A. Morell, C. Lee, M. Landi, D. Oxley, M. Maleson (rediffusion).
Le détective Sherlock Holmes et son fidèle Watson enquêtent sur la malédiction dont semblent être marqués les membres de la famille Baskerville, auxquels s'attaque un chien gigantesque et insaisissable. Un des produits célèbres de la firme anglaise Hammer Films, qui, à la fin des années 50, inventa le fantastique en couleurs, pour rénover des mythes anciens. « Le Chien des Baskerville » s'est trouvé en bonne place auprès de Frankenstein et Dracula, grâce à Terence Fisher, spécialiste du genre.

FRANCE-CULTURE

20 h, **Dialogues** : Qu'est-ce que la violence ? avec J.-C. Chesnais et E. Todd.
21 h 15 **Musique de notre temps** : Voyage en musique à partir de Lyon.
22 h 30, **Nuits magnétiques** : Les mineurs de fond.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, **Concert** (donné à Lausanne, le 25 juin 1981) : « Escales », de Ibert ; « Havanaise pour violon et orchestre » : « Introduction et rondo capriccioso », de Saint-Saëns ; « Nocturnes pour orchestre », de Debussy ; « Daphnis et Chloé », de Ravel, par l'Orchestre national de France. Dir : L. Maazel.
22 h 15, **Cycle acousmatique** : Œuvres de Bœuf, Bayle.
22 h 30, **La nuit sur France-Musique** : Musique de nuit, œuvres de Brahms ; 23 h 30, jazz-club.

Mercredi 17 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 5 Réponse à tout.
12 h 30 Les visiteurs du jour.
13 h Journal.
13 h 35 Un métier pour demain.
13 h 55 Mercredis-moi tout.
Pourquoi - comment ? ; 14 h 40 : Télégramme ; 15 h : Dis qu'as-tu vu ? ; 15 h 5 : Variétés.
15 h 5 La belle santé : Changement de quart.
15 h 55 Les pieds au mur.
Coulisses sports d'hiver ; 16 h 25 : Dessins animés ; 16 h 55 : Portraits d'une journée de l'histoire ; 17 h 55 : De la friture dans les lunettes.
18 h C'est à vous.
18 h 25 Un, rue Sésame.
18 h 45 Quotidiennement vôtre.
L'enfant photographe.
18 h 50 Les paris de TF 1.
19 h 5 A la une.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
19 h 53 Tirage de la Loterie nationale.
20 h Journal.
20 h 35 Tirage du Loto.
20 h 45 Les mercredis de l'information.
Emission de J.-M. Cavada et M. Thoulouze.
L'or des profondeurs, réal. J. Gau.
La découverte par Keith Jessop, un plongeur britannique, de 5 tonnes d'or à l'intérieur d'une épave du croiseur anglais « Edinburgh » coulé par les Allemands en 1942.
21 h 40 Les vaches sacrées : Victor Hugo.
Émission de F. Giroud.
Une nouvelle émission littéraire qui propose des dossiers sur un grand écrivain.
22 h 40 Glenn Gould joue Bach.
Un art de la fugue, réalisation B. Monsaingeon.
23 h 40 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Jeu : J'ai la mémoire qui flanche.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Stade 2 midi.
13 h 45 Série : La vie des autres.
14 h Terre des bêtes.
Les bébés phoques.
14 h 50 Récré A 2.
Dessins animés ; Discorébus ; Casper ; Lippy le lion ; Variétés...
17 h 25 Les carnets de l'aventure.
Réalisation P.-P. Degeorge : Les parois du désert.
Une expédition dans les cascades du Hoggar.
18 h Platine 45.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 10 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les gens d'ici.
20 h Journal.
20 h 35 L'histoire en question : Budapest 1956.
Émission d'A. Decaux.
L'insurrection hongroise de 1956 contre l'U.R.S.S. Les étudiants demandent le retour au pouvoir d'Imre Nagy.
21 h 55 Les jours de notre vie.
De P. Desgraupes.
Le manque de souffle : l'asthme.
Deux mille personnes par an meurent de l'asthme. Une enquête au service de pneumologie et réanimation de l'hôpital Laennec.
22 h 40 Concert actualité.
Portrait du chanteur L. Pavarotti ; « Parsifal », de R. Liebermann, à Genève : H. Schaer et G. Malher, une voix et des superbes mélodies ; Insolites et toujours étrangement méconnues : les ondes Martenot.
23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Courts métrages.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé : Ulysse 31.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma 16 : Esquisse d'une jeune femme sans dessus dessous.
De C. Watton et A. Boudet. Avec N. Baye, R. Coupez, etc. (rediff.).
Les difficultés affectives d'une enseignante.
22 h Journal.

FRANCE-CULTURE

14 h, **Sons** : Quotidiennetés.
14 h 5, **Un livre, des voix** : « Chemins cherchés, chemins perdus, transgressions », d'H. Michaux.
14 h 47, **L'école des parents et des éducateurs** : Jouer ensemble à tout âge en ludothèque.
15 h 2, **Le monde au singulier.** L'actualité selon J. Saab, réalisatrice à la télévision libanaise.
15 h 45, **Archimedia** : la thermodynamique ; visite du C.N.A.M.
16 h 45, **Contact.**
17 h, **Rose libre** : Les quatre enchantements d'Anaïs Nin.
18 h 30, **Feuilleton** : La Cloche d'Islande, d'après H. K. Laxness.
19 h 25, **Jazz à l'ancienne.**
19 h 30, **La science en marche.** Au début était l'action.
20 h, **La musique et les hommes** : Questions à Joseph Haydn.
22 h 30, **Nuits magnétiques** : Risques de turbulences ; les mineurs de fond.

FRANCE-MUSIQUE

14 h 4, **Microcosmos** : 14 h 10, Kaléidoscope ; 14 h 15, Le billet du jour ; 14 50, Les éphémérides de la musique ; 15 h 25, le jeu et la bricole ; 16 h, L'école américaine de piano ; 16 h 10, pêle-mêle infos ; 16 h30, le jeu et la bricole (deuxième partie). En filigrane.
17 h 2, **Le jeu des miroirs** : œuvres de Schumann, Schoenberg, Schubert.
18 h 30, **Studio-concert** (en direct du studio 106) : œuvres de Schumann, Schoenberg, Schubert. Avec I. Cooper, piano.
19 h 38, **Jazz** : Où jouent-ils ?
20 h, **Concert** (en direct du théâtre des Champs-Élysées, à Paris : « Idoménée », opéra en trois actes de Mozart, par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France ; solistes : J.Protschka, A. Murray, C. Vanesse, W. Raffeiner, X. Tamalet ; chef des chœurs : J. Lasserre ; chef de chant : M. Paubon, dir : F. Layer.
23 h 30, **La nuit sur France-Musique** : Fidélité de nuit ; Œuvres de Saint-Saëns, Debussy ; 0 h 5, La musique turque du Xe siècle jusqu'à nos jours (troisième partie).

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 16 MARS

– *MM. Louis Mermaz*, président de l'Assemblée nationale, et *Olivier Guichard*, ancien ministre, participent à un « Duel » sur France-Inter, à 19 h 15.

– *M. Jean Lecanuet*, président de l'U.D.F., est l'invité du journal de 20 heures, sur TF 1.

MERCREDI 17 MARS

– *Hassan II*, roi du Maroc, est l'invité de l'émission « Face au public » sur France-Inter, à 19 h 15.

– *M. Pierre Mauroy*, premier ministre, participe au journal de 20 heures, sur TF 1.

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

Pour le Tout-Moscou

Les jupes seront amples à Moscou cette année, mais les pantalons bouffants leur feront concurrence. Comme à Paris les femmes s'envelopperont dans des châles noirs ou rouilles, teintes dominantes des étoffes pour les robes aussi bien que pour les vestes.

Dehors on portera de gros imperméables matelassés de couleurs vives ou de longs manteaux flottants. Pour l'été le style colonial, jupe et blazer de coton blanc,côtoiera le style safari et ses combinaisons de toile beige. Les jeunes filles seront vêtues de robes à volants ou d'ensembles en tissu Vichy rouge et bleu. Les moins sages se reconnaîtront à leurs pantalons serrés brochés d'or et à leur blouse en crêpe de Chine largement décolltée. Les plus candides s'habilleront d'une robe blanche ornée de broderies sous une veste de soie écrue à parement dorés.

Tels sont quelques-uns des clous de la dernière collection présentée mercredi 10 mars à la Maison de la mode par de ravissants mannequins soviétiques aux accents d'une musique disco, suivie d'un inévitable air de Joë Dassin. Faut-il préciser que ces modèles coûteux sont réservés à une petite élite ?

Les autorités soviétiques se préoccupent de cette question. Une nouvelle Maison de la mode est en effet en construction à Moscou. Elle sera confiée à Viaceslav Zaitsev, l'enfant chéri du Tout-Moscou, l'homme qui habille les femmes les plus élégantes de la Nomenclature. Il dessine aussi des costumes de théâtre et de ballets, et il croit que la mode soviétique, renouant avec la tradition du début du siècle, pourra bientôt rivaliser à nouveau avec celle de l'Occident, et que ses compatriotes ont le droit eux aussi à l'attention des meilleurs stylistes.

S'il reconnaît que, pour le moment, seule une minorité goûte à ces plaisirs raffinés, il ne désespère pas d'élargir sa clientèle et de répandre dans le public comme dans la confection en esprit nouveau. On convient aisément que Viacesiav Zaitsev est le mieux placé pour tenter ce pari, mais on se dit aussi, quand on connaît les difficultés d'approvisionnement de la population en tissus et les lourdeurs de la bureaucratie, que la haute couture a quelque chance de rester encore assez longtemps l'apanage de quelques privilégiés.

THOMAS FERENCZI.

AUTOMOBILE

Breaks et familial 505 Peugeot : volume et confort de bon aloi

Les nouveaux breaks et breaks « familial » Peugeot directement inspirés des berlines 505 sont désormais commercialisés. Présentés officiellement lors du Salon de Genève qui a fermé ses portes le 14 mars, ils complètent une gamme déjà étendue et dérivée des 305 et 504.

Les breaks 505 GL, GR et SR (moteurs à essence 1 971 centimètres cubes, 82 ch. DIN, 11 CV pour le premier, 96 ch DIN, 11 CV ou 10 CV respectivement pour GR et SR) et GLD, GRD et SRD (moteurs diesel 2 304 centimètres cubes, 70 ch DIN, 9 CV pour le premier ; 2 498 centimètres cubes, 76 ch DIN, 10 CV pour GRD et SRD) ont une longueur hors tout de 4,90 mètres. Le volume utilisable est de 2,24 mètres cubes sur un plateau largement dégagé.

Les deux versions « familial », dont l'aménagement intérieur est différent par rapport au break (banquette supplémentaire, soit huit personnes transportables), sont dotées, pour le modèle essence, d'un moteur 1 971 centimètres cubes, 96 ch DIN, 11 CV et, pour le moteur diesel, d'un moteur 2 498 centimètres cubes, 76 ch DIN, 10 CV.

Les boîtes sont selon les modèles et les options à quatre ou cinq vitesses. Il n'y a pas de boîte automatique disponible pour l'instant.

Ces nouveaux véhicules qui roulent selon les versions soit au super, soit au gazole (sans apport d'un turbo) ont une motorisation suffisante en quelque circonstance que ce soit.

On regrettera l'absence d'une assistance systématique à la direction qui réclame du muscle, sans cet apport, en charge et en manœuvre de parking. Dans la version diesel une insonorisation insuffisante restreint un confort de bon aloi.

Pour tous ces modèles, la tenue de route n'est guère critiquable, sauf à vide, où l'on note alors une tendance au dérobage. Il est vrai que le pont arrière est rigide, contrairement à la suspension à roues indépendantes de la berline 505. Cette tendance s'estompe dès chargement du véhicule.

La ligne moderne de ces nouveaux modèles, la large surface vitrée, notamment vers l'arrière, un confort poussé , font de ces dérivés longs des véhicules certes utilitaires mais finalement proches des berlines classiques. – C. L.

PRIX BREAK :

GL , 1 971 cm3, 82 ch DIN, 11 CV, boîte de vit. 4 : 59 700 F
GLD, 2 304 cm3, 70 ch DIN, 9 CV, boîte de vit. 4 : 67 500 F
GR*, 1 971 cm3, 96 ch DIN, 11 CV, boîte de vit. 4 : 65 700 F
GRD, 2 498 cm3, 76 ch DIN, 10 CV, boîte de vit. 5 : 74 700 F
SR , 1 971 cm3, 96 ch DIN, 10 CV, boîte de vit. 5 : 74 500 F
SRD, 2 498 cm3, 76 ch DIN, 10 CV, Boîte de vit. 5 : 82 300 F

FAMILIAL :

Essence*, 1 971 cm3, 96 ch DIN, 11 CV, Boîte de vitesse 4 : 71 000 F
Diesel, 2 498 cm3, 76 ch DIN, 10 CV, Boîte de vitesse 5 : 80 000 F

OPTIONS :

Boîte de vit. 5 : 1 300 F, en option sur break GR
Boîte de vit. 5 : 1 300 F et direction assistée 2 200 F, en option groupée sur « familial » essence.

(*) Avec option Boîte de vitesse 5. changement de catégorie administrative : 10 CV.

Une même boîte de vitesses pour les modèles Peugeot, Talbot et Citroën

Le groupe P.S.A. a annoncé le 11 mars le lancement en série de la fabrication d'une nouvelle boîte à cinq vitesses destinée à équiper divers modèles des trois marques du groupe Peugeot, Talbot et Citroën.

Cette boîte de vitesses est fabriquée dans l'usine de la Société mécanique automobile du Nord (S.M.A.N.), à Valenciennes, qui sera inaugurée prochainement.

« *C'est une étape importante dans la mise en œuvre de la politique de rationalisation engagée par le groupe depuis plusieurs années* », déclare un communiqué de P.S.A. « *La fabrication d'organes communs destinés aux trois marques du groupe permet d'avoir des séries plus grandes, et donc de réaliser des économies d'échelle* ».

Le premier modèle équipé de cette nouvelle boîte cinq vitesses est la Talbot Horizon EX5, qui sera commercialisée le 15 mars prochain.

Selon P.S.A., cette nouvelle boîte apporte à l'Horizon EX5 (moteur de 1 442 centimètres cubes) une plus grande souplesse, une économie de consommation de 8 %, un silence de fonctionnement amélioré et une réduction de la puissance administrative de 7 à 6 CV, par rapport à la boîte quatre vitesses.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3147

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II						■			
III									
IV						■			■
V			■		■				
VI						■		■	
VII			■						
VIII					■				
IX						■			■
X		■					■		
XI	■			■					

HORIZONTALEMENT

I. Qualifie le côté le plus gaulois de notre histoire. – II. « Jupon » de qualité inférieure. Fille dont la beauté fut sans rivale. – III. On s'y dirige lentement pour y descendre à tombeau ouvert. – IV. Siège d'une célèbre Chartreuse. Duplicateur. – V. Préposition. Se livre à un travail écrasant.– VI. Légume ayant mauvaise presse dans la rubrique des spectacles. – VII. Sœurs jumelles de Suzanne. L'un s'est illustré dans l'histoire à Aix-en-Provence, l'autre par ses histoires à Marseille. – VIII. Leurre et malheur pour un meunier. Beauté à ravir, dans tous les sens du terme. – IX. Qui a changé de couleur après une bonne trempe. Négation. – X. On y travaille rarement sans filet. Personnel. – XI. Sa barre n'est pas toujours fixe. Dispenser la graine en prévision du futur grain.

VERTICALEMENT

1. Pour avancer, beaucoup lui préfère le piston. – 2. Une apparition fort attendue. – 3. Domine chaîne et chênes. Passé tout près. – 4. Peut faire perdre la tête à cause d'un casse-pieds. – 5. Patrie maritime de l'auteur du « Cimetière marin ». Possessif. Eminence n'ayant rien d'honorifique. – 6. Participe. Article. – 7. Remède contre l'épuisement. – 8. Pour lui, le jour du poisson n'est pas toujours un vendredi. Révolution de palais. – 9. Général ségrégationniste. Double courbe située en haut du quartier. Haut lieu de la civilisation sumérienne.

Solution du problème n° 3146

Horizontalement

I. Panetiers (cf « couronne »). – II. Image. Io. – III. Léporidés (cf « panneau »). – IV. Eue. R.N. Ni. – V. Obésité. – VI. Ulster. M.S.. – VII. Fe. Aride. – VIII. Amer. Gare. – IX. Censeur. – X. E.N.E. Sente. – XI. Tek (cf « fesse »). Sein.

Verticalement

1. Pile ou face. – 2. Ameublement. – 3. Napées. Enée. – 4. Ego. Stars. – 5. Terrier. Es. – 6. Intrigues (cf « cuisine »). – 7. Darne. – 8. Rien. Mer. Ti. – 9. Sosies. Eden.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des 15 et 16 mars 1982 :

UN DÉCRET

● Relatif à la taxe parafiscale instituée au profit de l'association Les centres techniques des matériaux et composants pour la construction.

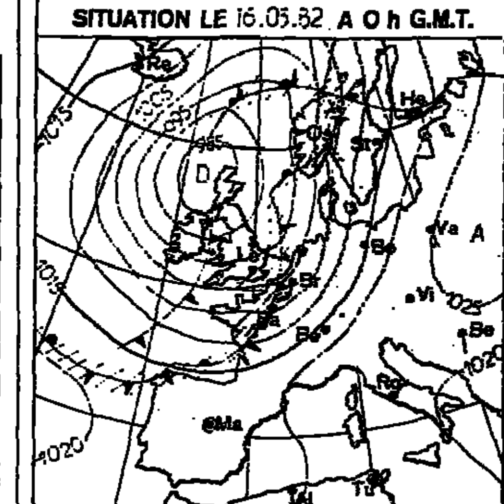
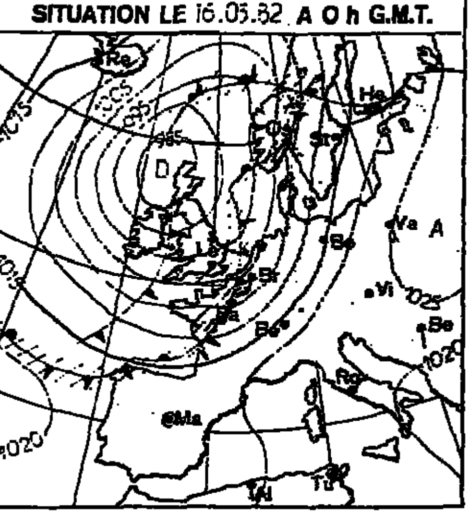
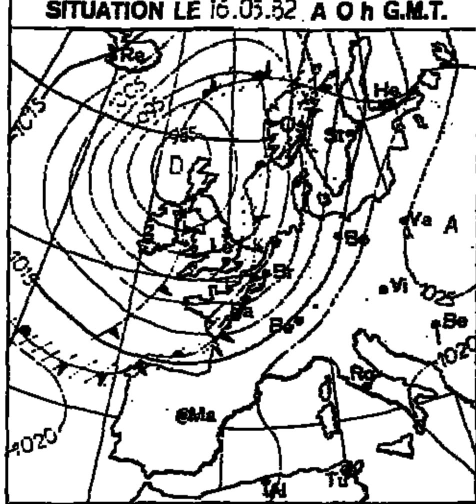
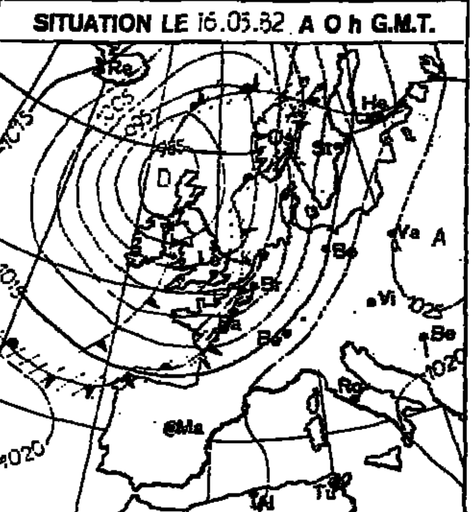
DES ARRÊTÉS

● Modifiant les statuts de la société d'Etat, dite Bureau pour le développement des migrations intéressant les départements d'outre-mer.

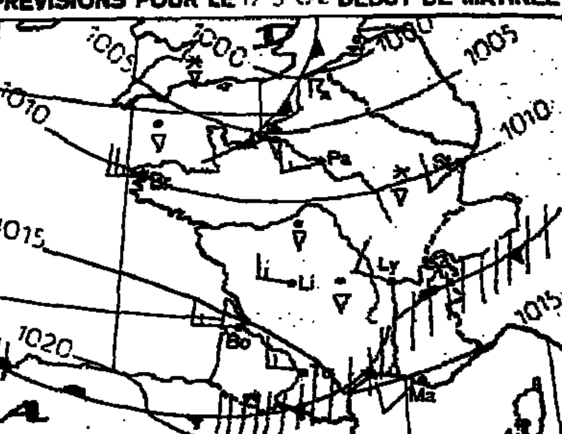
● Relatif aux prix de vente en France continentale de certaines catégories de tabacs fabriqués.

MÉTÉOROLOGIE

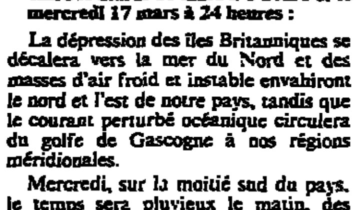
SITUATION LE 16.03.82 A 0 h G.M.T.

PRÉVISIONS POUR LE 17-3-82 DÉBUT DE MATINÉE



Brouillard ~ Verglas dans la région



Evolution probable du temps en France entre le mardi 16 mars à 0 heure et le mercredi 17 mars à 24 heures :

La dépression des îles Britanniques se décalera vers la mer du Nord et des masses d'air froid et instable envahiront le nord et l'est de notre pays, tandis que le courant perturbé océanique circulera du golfe de Gascogne à nos régions méridionales.

Mercredi, sur la moitié sud du pays, le temps sera pluvieux le matin, des chutes de neige se produiront au-dessus de 1 500 mètres. En cours de journée, les pluies se localiseront à la Corse, où elles prendront un caractère orageux, tandis que le temps deviendra plus variable sur le Massif Central et les Alpes. Vents assez forts de sud-ouest tournant à nord-ouest. Températures maximales en baisse de 2 à 3 degrés.

Sur nos régions du Nord, de l'Ouest et de l'Est : temps instable avec alternance de giboulées et de brèves éclaircies ; vents de nord-ouest forts avec rafales.

Eclaircies plus marquées l'après-midi mais aggravation pluvieuse, le soir, près de l'Atlantique.

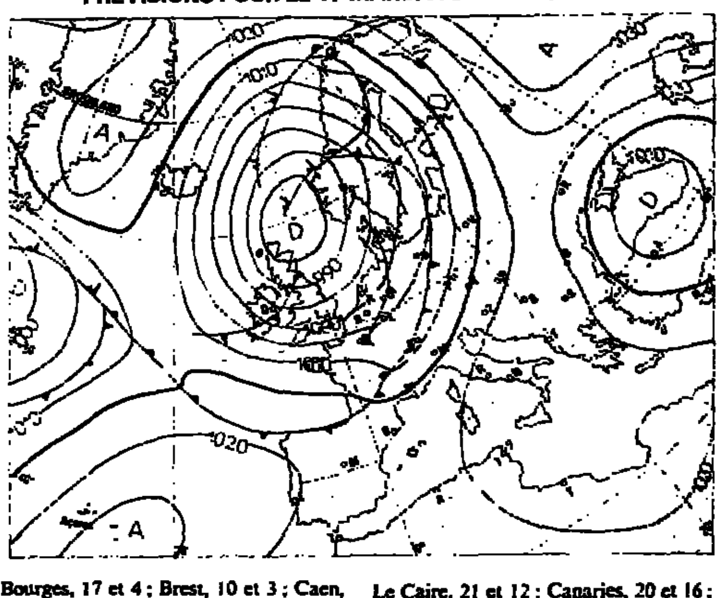
Températures minimales en baisse.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 16 mars 1982 à 7 heures, de 1 007,4 millibars, soit 755,6 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 15 mars ; le second, le minimum de la nuit du 15 mars au 16 mars) : Ajaccio, 14 et 1 degrés ; Biarritz, 18 et 7 ; Bordeaux, 18 et 7 ; Bourges, 17 et 4 ; Brest, 10 et 3 ; Caen, 12 et 3 ; Cherbourg, 10 et 3 ; Clermont-Ferrand, 16 et 7 ; Dijon, 14 et 7 ; Grenoble, 17 et 8 ; Lille, 13 et 3 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 14 et 6 ; Nancy, 13 et 5 ; Nantes, 14 et 3 ; Nice, 14 et 5 ; Paris-Le Bourget, 15 et 4 ; Pau, 20 et 5 ; Perpignan, 17 et 5 ; Rennes, 12 et 3 ; Strasbourg, 13 et 4 ; Tours, 15 et 4 ; Toulouse, 16 et 4 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 23 et 11 degrés ; Amsterdam, 11 et 4 ; Athènes, 13 et 7 ; Berlin, 12 et 3 ; Bonn, 14 et 6 ; Bruxelles, 12 et 4 ; Le Caire, 21 et 12 ; Canaries, 20 et 16 ; Copenhague, 7 et 3 ; Dakar, 24 et 19 ; Genève, 13 et 5 ; Jérusalem, 18 et 9 ; Lisbonne, 19 et 7 ; Londres, 9 et 1 ; Luxembourg, 10 et 2 ; Madrid, 17 et 4 ; Moscou, 3 et – 3 ; Nairobi, 26 et 14 ; New-York, 9 et 3 ; Palma-de-Majorque, 17 et 2 ; Rome, 14 et 0 ; Stockholm, 5 et 2 ; Tunis, 15 et 2.

PRÉVISIONS POUR LE 17 MARS, A 0 HEURE (G.M.T.)



(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

JEUDI 18 MARS

« Hôtel de Saint-Aignan », 15 heures, 75, rue du Temple, Mme Chapuis.

« Vues de Paris au musée Carnavalet », 15 heures, 23, rue Sévigné, Mme Vermeersch.

« Le siècle de Louis XIV », 20 h 30, 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, Mme Thibaut (Caisse nationale des monuments historiques).

« Portraits de Manet à Matisse », 15 heures, Palais de Tokyo (Approche de l'art).

« Atelier de Ph. Martial », 15 heures, 8, rue du Général-Guilhem (L'Art pour tous).

« Vieilles rues de Paris, Saint-Martin-des-Champs », 14 h 30, métro Etienne-Marcel (A travers Paris).

« De Ribera à Goya », 11 heures et 15 heures, musée du Louvre, Pavillon de Flore, Mme Caneri.

« Cristallerie de Baccarat », 15 heures, 30 bis, rue de Paradis, Mme Moutard (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Hôtel de Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou, Mme Ferrand.

« L'hôtel du Grand-Veneur, Saint-Denys-du-Saint-Sacrement », 15 heures, 60, rue de Turenne (Histoire et Archéologie).

« Hôtels et jardins du faubourg Saint-Germain », 15 heures, métro Solferino, M. Jaslet.

« Eglise Saint-Julien-le-Pauvre », 14 h 45, façade, M. de La Roche.

« Peinture française du XVIIe siècle dans les collections américaines », 18 heures, Grand Palais M. Leblanc.

« De l'hôpital Saint-Louis au canal Saint-Martin », 14 h 30, entrée principale de l'hôpital (Paris pittoresque et insolite).

« Peinture française du XVIIe siècle dans les collections américaines », 15 h 30, Grand Palais (Visages de Paris).

CONFÉRENCES

14 h 30, 62, rue Madame, « La religion égyptienne : culte et fêtes ». (Arcus).

15 heures, 46, rue Barrault, A. Dumondor : « La maladie : une prise de conscience » (Université populaire de Paris).

18 heures, 33, faubourg Saint-Honoré, M. Gallet : « Les Gabriel et l'architecture française du XVIIIe siècle » (Cercle de l'Union interalliée).

18 h 30, Centre Georges-Pompidou, « Les problèmes de la Méditerranée aujourd'hui ».

19 heures, 8, rue Jean-Goujon, P. Berès : « La collection d'autographes et la graphologie » (Société française de graphologie).

19 heures, Hôtel Hilton, 18, avenue de Suffren, M. Rivière, M. Dupont : « Fiscalité et comptabilité : présentation du service de la législation fiscale et du Conseil national de la comptabilité » (Association des élèves et diplômés de l'Institut de droit des affaires).

20 h 15, 11, avenue Vavin, salle Asca, « La Grèce classique : Delphes, nombril du monde grec » (Nouvelle Acropole).

20 h 30, 26, rue Bergère, E. et R. Flak : « Les plantes médicinales » (L'Homme et la Connaissance).

ASSOCIATIONS

« *Le Monde Dimanche* », supplément de fin de semaine du « *Monde* », publiera prochainement une rubrique hebdomadaire sur la vie des associations. Elle sera consacrée notamment aux initiatives et publications des associations. Celles-ci sont invitées à adresser les informations pouvant figurer dans cette rubrique à notre collaborateur Yves Agnès.

OFFICIERS MINISTÉRIELS et ventes par adjudication

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE AU PALAIS DE JUSTICE d'EVRY, à Evry (91) rue des Mazières, le mardi 23 mars 1982, à 14 heures

MAISON D'HABITATION
22, rue de l'Avenir à
ST-GERMAIN-LES-ARPAJON (91)

CADASTRÉ pour 9 ares 63 centiares
MISE A PRIX : 50.000 FRANCS
Consignation indispensable pour enchérir. Pour tout renseignement s'adresser à Mes TRUXILLO et AKOUN, avocats associés à Evry (Essonne), 4, boulevard de l'Europe, tél. 079-39-45.

Vente s/saisie Pal. Just. Pontoise le 18 mars, à 14 heures **PAV. à GARGES LES-GONESSE** (95), 1, rue Claude-Debussy, 4 P. princ. et garage Lot n° 7
MISE A PRIX : 70.000 FRANCS
Consign. 25.000 F, chèque cert. banque
Rens. Me BUISSON, avoc., 032-31-62
29, rue P.-Butin à Pontoise (95).

Vente s/sais. imm. Pal. Justice Bobigny, mardi 23 mars 1982, à 13 h 30

UN APPARTEMENT
Comp. 2 P. princ. et dép., 2e ét., CAVE
à NOISY-LE-SEC (93)
119, rue de Paris
1 et 3, route de Stains
Mise à prix : 20.000 F. S'adr. Mes R. Bethout et B. Léopold-Couturier, avoc. ass., 14, r. d'Anjou, Paris-8e, 265-92-75 ; Me Pinot, huiss., Paris, 12, r. Bayen ; tous avoc. près T.G.I. Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil ; sur lieux pour vis.

Vente s/sais. immob. au Palais Justice à Créteil, jeudi 25 mars 1982, à 9 h 30

UN PAVILLON à VALENTON (94)
15, rue Romain-Rolland
Superficie 1 are 51 centiares
MISE A PRIX : 80.000 FRANCS
S'adr. à Me FITREMANN, avocat à PARIS (8e), 11 bis, rue Portalis ; tous avocats près T.G.I. de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil : s/lieux pour vis.

VENTE PAR ADJUD. en l'Etude de Mes HUBERT, not. assoc., 17, rue Hoche à 78 VERSAILLES, MARDI 30 MARS 1982, à 14 h 30, EN UN SEUL LOT

DE 746 ACTIONS DE 10 F chacune de la S.A. Immobilière de Construction « LE CHESNAY TRIANON » donnant droit à jouissance et attribution en pleine propriété D'UN
APPARTEMENT A PARLY 2 – LE CHESNAY
(YVELINES), Résidence Dauphine, 2, square Bugeaud, dans bât. G, au 1er ét. gche : entrée, W.C., cuis., séjour avec balcon, dégagement, placards, 4 chambres, 2 salles de bains (dont une avec W.C.), CAVE, BOX pour voiture en ss-sol.
MISE A PRIX : 200.000 F Consignation pour enchérir : 30.000 F (par chèque certifié).
Pour tous rens. s'adr. à Mes HUBERT,notaires (tél. 950-10-97), dépositaire du cahier des charges ; et à Me BOISSEL, avoc., 14, r. Sainte-Anne, 75001 PARIS (tél. 261-01-09). Pour la visite des lieux, s'adr. à Me BOISSEL, avoc. à Paris.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à Evry, rue des Mazières, le mardi 30 mars 1982, à 14 heures

MAISON A CHALOU-MOULINEUX (91) 19, rue des Vignes
de construction récente, comprenant 7 pièces principales, garage et dépendances avec grand terrain, le tout d'une superficie de 5.109 m²
MISE A PRIX : 150.000 FRANCS
Consignation préalable pour enchérir
S'adresser S.C.P. Mes ANDRÉ avocats, 19, rue Feray, Corbeil-Essonnes (91). téléphone : 496-01-12.

Vente au Palais de Justice à Evry (91), le mardi 30 mars 1982, à 14 heures

MAISON A ITTEVILLE (91) - MISE A PRIX : 300.000 FRANCS
5, CHEMIN POTIER
S'adresser S.C.P. d'Avocats ELLUL, GRIMAL, NOUVELLON, ROUZIES, tél. 077-96-10, 3, rue Village à Evry (91). Me TRUXILLO, avocat, tél. 079-39-45

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)



Groupe composants & semiconducteurs

recherche pour son Siège Européen à FRIBOURG en BRISGAU (RFA)

ANALYSTE FINANCIER

Témoignant d'une première expérience de 4 à 5 années en comptabilité américaine, ou d'audit financier ou encore de cabinet d'expertises comptables.

Dépendant du COMPTROLLER, il collectera, analysera pour proposer des actions correctives et consolidera les états financiers des filiales européennes du Groupe. Pour cela, il maitrisera la langue anglaise et si possible l'allemand.

Nous pensons confier ce poste à un candidat âgé de 30 ans environ, de formation supérieure (ESSEC, SUP de CO ou équivalent) éventuellement complétée par un DECS ou une licence en économie.

La rémunération sera attractive et la taille du Groupe permettra au candidat une évolution de carrière à la hauteur de ses ambitions.

Les candidatures (C.V. détaillé, photo, lettre manuscrite avec prétentions) sont à adresser sous no 28314 à CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra en toute confidentialité.

MSL international

Directrice technico-commerciale

Beauty products — *South Africa*

LANCOME - A major cosmetic house in South Africa have an opportunity for a well trained and attractive lady with at least 2 years experience in the cosmetic/perfumery business at a senior management level.

Duties and responsibilities will involve the control, direction and training of departmental store staff and travelling beauty advisors on a national level, and participate in sales and marketing activities. This will require a person with extensive knowledge of the skin care, make-up and fragrance industry, as well as the latest techniques in sales training.

Candidates must be fluent in English and the knowledge of another European language would be an advantage. There will be initial induction training in Paris and further annual visits to Paris and other centres would be likely.

This is a senior appointment for which an above average remuneration package is negotiable with company car and personal allowances.

South Africa is a sophisticated country with a high standard of living and wonderful climate. It has a well developped cosmetic industry. The cost of living is much lower with the local currency - the Rand - being almost the equivalent in buying power to the pound sterling in the U.K.

Please telephone (19441 629 1844 at any time) or write-in confidence-in the first instance for an application form to M. Hordern, ref. CM 1054, MSL, 17 Stratton Street, London WIX 6DB.

Interviews will be held in Paris.

LE GROUPE TEXUNION

recherche pour une SOCIÉTÉ en AFRIQUE CENTRALE dont il assure la GESTION (CA: 140 MF; effectif 600 personnes) un

directeur des services comptables et administratifs

Dépendant du Directeur de la Société, il sera chargé de la comptabilité générale et analytique et du suivi des problèmes financiers et administratifs. Il coordonnera le travail d'une dizaine de personnes.

Ce poste conviendrait à un candidat possédant le niveau du DECS, âgé de 35 ans minimum et possédant une expérience de Chef comptable de 5 ans au moins.

Expérience africaine souhaitée mais non indispensable.

Salaire attractif. Avantages sociaux complets. Statut Expatrié. Villa et voiture de service.

Les dossiers de candidature — sous réf. 2370 M à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

SOCIETE SERVICE PETROLIER
recherche un

INGENIEUR

Il sera destiné, après une période de formation à prendre la responsabilité d'une base à l'étranger.

Formation Mines - Géologie - Arts et Métiers.

Débutant sortant de l'Ecole Nationale Supérieure du Pétrole et des Moteurs.

Sens des responsabilités. Aptitude aux relations humaines avec personnel chantier.

Déplacements ponctuels de 1 à 3 par mois puis résidence à l'étranger pour période de longue durée.

Anglais indispensable.

Adresser CV et prétent. à No 27392 CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transm.

Afrique francophone — 250 000

Direction du développement et du contrôle d'une société nationale d'hôtellerie

Pour faire face à l'accroissement du nombre de nos établissements hôteliers, nous recherchons le responsable du développement et du contrôle. Il rendra compte directement au P.D.G.

Ses missions :

- Conduire les études de projets et contribuer à rechercher les partenaires techniques et financiers,
- Maîtriser la réalisation des projets, les budgets et les délais,
- Gérer les budgets d'entretien, de renouvellement, d'extension des établissements en activité,
- Contrôler l'exploitation des établissements sous contrat de management.

Son profil :

- Formation d'ingénieur complétée par un diplôme ou une expérience de gestion d'entreprise,
- 5 ans minimum d'expérience dans l'ingéniérie, l'aménagement ou le bâtiment,
- Esprit d'équipe et aptitudes pédagogiques.

Résidence : capitale agréable dans un pays d'Afrique Noire francophone.
Logement et voiture assurés. Avantages d'expatriation.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à

CEGOS COOPERATION

TOUR CHENONCEAUX - 204 Rond Point du Pont de Sèvres - 92516 BOULOGNE CEDEX

Publival

GROUPE SG2

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE SERVICE ET DE GESTION

Organisation Bancaire au Mexique

Le Groupe SG 2 recrute, pour sa filiale mexicaine qui développe rapidement ses interventions auprès de grands organismes bancaires, un

Ingénieur Organisation
(niveau Ingénieur en Chef)

Âgé de plus de 35 ans, cet ingénieur diplômé a acquis 10 ans environ d'expérience en organisation (notamment administrative) et connaît bien le domaine de la banque. La connaissance de l'anglais et/ou de l'espagnol est nécessaire.

Candidature et CV sont à adresser, sous la réf. AZ 04/82, à SG 2, 12/14, avenue Vion-Whitcomb, 75016 PARIS.

HAVAS CONTACT

Un grand mécanicien pour une R & D française aux USA

Vous êtes un ingénieur mécanicien hors du commun, âgé d'environ 35 ans, pour lequel inventer et matérialiser soi-même ses idées reste la motivation essentielle d'un ingénieur.
Vous n'avez pas brûlé vos livres de cours ; vous êtes toujours capable d'établir et de calculer le modèle mathématique d'un système physique.
Vous avez vous-même travaillé en atelier ou sur banc d'essai (et pas seulement dirigé vos adjoints).
Vous êtes capable de défendre -en anglais- vos idées et vos résultats devant un auditoire d'ingénieurs spécialisés et compétents.

Nous vous proposons de vous intégrer dans notre équipe mondialement connue dans sa spécialité. Nos machines brevetées sont fabriquées par de grands groupes industriels sur plusieurs continents.
Nous établissons un laboratoire aux Etats-Unis (Connecticut) où nous vous proposons de travailler plusieurs années, voire de façon permanente, et où vos initiatives jouiront d'une grande autonomie.

Ecrivez-nous avec C.V., photo et lettre manuscrite pour préparer notre rencontre à
OMPHALE s.a.
33 Rue Godefroy 92800 PUTEAUX

Ingénieur assurance qualité
Centre Spatial Guyanais

De formation ingénieur Grande Ecole, vous avez une **expérience de cinq ans au moins** de l'assurance qualité dans l'industrie aéronautique, nucléaire...

Le Centre National d'Etudes Spatiales vous propose de rejoindre sa base de lancement de Kourou.

Rattaché directement au chef du département qualité-fiabilité, vous serez principalement chargé :

- d'**élaborer les textes du manuel qualité** de l'établissement et d'assurer leur mise à jour.
- de créer et maintenir à jour les **spécifications qualité particulières**.

Pour réussir dans ce poste une bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable. Il nécessite également un excellent contact humain et une importante force de travail.

Vous êtes attiré par cette expérience unique, envoyez lettre manuscrite, C.V. et prétentions au Centre National d'Etudes Spatiales - Service du Personnel - 129, Rue de l'Université - 75007 PARIS.

Partir à Kourou avec le CNES...

C'est aussi :

- *Les contreparties financières de l'éloignement.*
- *Chaque année, 2 mois de congés avec Aller-Retour gratuit pour la métropole (pour vous et votre famille).*
- *La certitude d'être accueilli et intégré dans la vie guyanaise.*
- *L'assurance d'une carrière dans un des centres métropolitains du CNES, à l'issue du séjour à Kourou.*

cnes
centre national d'études spatiales

MEDIA B4

Pour gestion petite affaire
DROGUERIE/QUINCAILLERIE
ÉLECTRO-MÉNAGER
AFRIQUE NOIRE :
BANGUI (R.C.A.)
Garçon dynamique, min. 26 ans, ayant déjà expérience et qualités d'organisation. Si sérieux et références valables possibilité ADJT DIRECTION DU GROUPE
Env. C.V. détaillé avec photo à GIROD, 14, rue Portefoin, 75003 PARIS.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

ENGINEERING OFFICE
SEARCHS FOR MIDDLE EAST
supervisors, coordinators
et inspector

SENOR ENGINEER
— air conditionning and plumbing

SENOR ENGINEER
— IN BULDING ELECTRICITY
SPEAKING IN ENGLISH
advise and sent C.V.
THEREINAFFER S/Réf. 00728
TO I.C.M., 83, r. de-Rennes-6e.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Bio Industrie
Ingénieur Chef de Groupe Technique

Premier producteur européen d'acides aminés, nous faisons partie d'un Groupe français privé de notoriété mondiale (22.000 personnes, environ 10 milliards C.A.).
Nous recherchons une personne ayant les aptitudes et les compétences nécessaires pour conduire un groupe technique comprenant :
- dans un premier temps le contrôle procédé (matériel informatique Foxboro), les travaux neufs, les améliorations technologiques et les économies d'énergie,
- puis dans un second temps les services entretien.

Ingénieur diplômé (ECP, AM, ESE ou équivalent), âgé de 35 à 40 ans, vous avez acquis votre expérience dans l'industrie chimique, pharmaceutique ou autres, en participant à l'implantation ou au développement des systèmes de contrôle régulation. Sans être un spécialiste de l'informatique, vous avez de solides connaissances en contrôle procédé, vous êtes novateur et imaginatif. Vous avez eu également l'occasion de traiter des problèmes d'ingénierie et/ou de travaux neufs de maintenance, les économies d'énergie vous intéressent.
Nous vous proposons d'utiliser plus largement vos compétences techniques et de management, d'encadrer une cinquantaine puis une centaine de personnes et d'apporter votre concours au développement d'une unité située en province - 100 km Nord de Paris - de 500 personnes, dont 40 ingénieurs et cadres.
Votre envergure personnelle pourra vous permettre une évolution de carrière intéressante.
Merci de faire parvenir votre candidature sous référence 82711 M ou de téléphoner à notre Conseil, Michel BARBEY, qui pourra vous donner d'autres informations dans le cadre confidentiel que vous attendez.

EMPLOI centor
13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS
Tél . 285.15.53

INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE

Entreprise française intervenant en France et à l'étranger dans un secteur technologique avancé, nous recrutons, pour participer à l'expansion de notre service Informatique Scientifique, un

JEUNE INGÉNIEUR

connaissant bien **FORTRAN** et **l'Assembleur.**

Plus particulièrement chargé du développement des moyens informatiques, ses activités s'étendront au conseil et à l'assistance interne, ainsi qu'à la formation des utilisateurs. Elles impliquent donc une grande capacité de contact et d'écoute.

Ce poste, basé à LYON, est appelé à évoluer, au sein d'une entreprise en rapide croissance.

Un dossier de candidature est à adresser sous référence 73709 LM à notre conseil.

MILO M.R.H Place de l'Eglise 06810 Auribeau-sur-Siagne

HAVAS CONTACT

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE

Région SUD-OUEST
Reseau E.S.C.A.E.

recrute

- **un Professeur permanent de marketing**
  Excellente maitrise de l'anglais.
- **un Professeur permanent d'informatique appliquée à la gestion.**
- **un Professeur permanent de statistiques et mathématiques de la décision.**

Profil exigé pour ces 3 postes :
- Niveau doctorat 3e cycle ou diplôme équivalent
- Competence pedagogique confirmee
- Experience en entreprise appreciee.

Prise de fonction : 1er Septembre 1982

Adresser lettre manuscrite avec C V., photo recente sous reference 30180 M a
BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel - 94300 VINCENNES

SOCIETE MULTINATIONALE
recherche

ADJOINT CHEF DE SERVICE ADMINISTRATION DES VENTES

Formation universitaire.
Age min. 28 ans. Expérience 3 ans administration des ventes, Région, Province.
Rémunération selon expérience.
Env. C.V. s/réf. 3056 à SWEERTS, B.P. 269, 75424 Paris Cedex 09, qui transmettra.

CABINET DENTAIRE
LYON
Grosse activité
recherche

CHIRURGIEN-DENTISTE
EXPERIMENTE

Envoyer curriculum vitae sous n° T 032.221 M, à
REGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, Paris 2e.

MSL international

3, place de Valois 75001 PARIS - Tel. (1) 261.81.61.
94, rue Servient Le Mercure 69003 LYON - Tel. (7) 862.08.33.
50, boulevard de Paris 59100 ROUBAIX - Tel. (20) 73.71.70.

Directeur des ventes
Haut-Rhin

Une société française importe, fabrique partiellement et distribue en France les produits du groupe allemand dont elle est filiale (pompes à vide et compresseurs spéciaux et de haute qualité). Elle recherche un directeur des ventes qui concevra, proposera et appliquera, après accord du gérant, la politique de vente. A la fois par son action personnelle et l'animation des agents technico-commerciaux, il assurera l'accroissement du chiffre d'affaires. Le candidat retenu, 33 à 35 ans minimum, ingénieur (AM, ICAM,...) aura une formation complémentaire dans le domaine commercial. Praticien de la mécanique, il aura acquis dans la conception (ou la fabrication), la vente de machines ou d'appareillages industriels, une expérience à la fois technique et commerciale. Il est très souhaitable qu'il parle allemand, ou tout au moins anglais. A la rémunération s'ajoutera, à terme, un intéressement aux résultats. Ecrire à Antoinette Leclercq à Paris - Réf. M 8154.

Discrétion totale assurée.



emplois internationaux emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

CORRECTEURS DE LANGUE FRANÇAISE NATIONS UNIES

Un concours pour le recrutement de correcteurs d'épreuves de langue française aura lieu le 3 juin 1982 en vue de pourvoir des postes qui deviendront vacants dans la section des impressions, division des publications, département des services de conférence au siège de l'Organisation des Nations Unies à New-York et dans d'autres lieux d'affectation. L'engagement initial pouvant mener à une nomination à titre permanent, l'Organisation tient à recruter des candidats qui entendent rester à son service de façon durable.

Les candidats doivent :

1) Avoir le français comme langue principale ;
2) Posséder une bonne connaissance de l'anglais ou de l'espagnol. La connaissance d'une autre langue officielle de l'Organisation des Nations Unies (arabe, chinois ou russe) ;
3) Etre titulaires d'un diplôme (ou son équivalent) délivré par une université de régime linguistique français ou par un établissement de régime linguistique français spécialisé dans l'édition ou l'imprimerie ;
4) Posséder au moins trois années d'expérience dans l'imprimerie ;
5) Connaître les méthodes de traitement des mots ou des textes.

Le traitement brut de début est de 24.233 dollars par an, plus une indemnité de poste d'un montant minimum net de 6.521 dollars par an avec indemnités pour charges de famille.
Pour obtenir les formulaires de demande d'admission à l'examen ainsi que des exemplaires d'épreuves ayant figuré dans des examens antérieurs, prière d'écrire en joignant une enveloppe format minimum 32 cm X 23 cm avec vos nom et adresse à :

Section de Recrutement du Secrétariat
(correcteurs d'épreuves de langue française)
Bureau 247.

Office des Nations Unies
1211 Genève 10, Suisse.

Les formulaires dûment remplis devront parvenir au service susmentionné le 22 avril 1982 au plus tard.

INTERNATIONAL GROUP is seeking for its affiliated company working in NIGERIA
within the fields of international transport/shipping/clearing and forwarding/marine services.

TWO STEVEDORING SUPERVISORS

To organise, follow up and control vessels operations.

TWO TRANSPORT COORDINATORS

To organise, coordinate and control the oncarriage of goods/equipments of various kinds from the ports to the final destinations/sites up-country.

ONE WORKSHOP ENGINEER

Capable to manage and administrate a fleet of 150 units including heavy trucks, low-loaders, forklifts, hydraulic cranes as well as diversified spareparts unit.

TWO CLEARING/FORWARDING EXECUTIVES

To quote, coordinate, execute and administrate the C/F and transport aspects of projects in Nigeria.

Applicants must have sound all-round knowledge of shipping/handling/clearing/forwarding with a minimum of 10 years experience in these fields. Track record is more important than age.

These various posts are demanding ones, calling for considerable degree of initiative and self confidence, together with personal and professional qualifications which will ensure ready acceptability at all levels towards staff, customers, or local authorities.

Salaries depending upon qualifications and experience.
Fringe benefits attached to the expatriation.

Applications for suitable qualified candidates should include a photography and a detailed curriculum vitae specifying salary progression to date which will be handled in confidence when received under ref. 8591 by **PIERRE LICHAU S.A.**
B.P. 220 — 75063 PARIS Cédex 02

Adjoint(e) au directeur
Relations extérieures
Cognac

Notre président comme notre Directeur des Relations Extérieures, dont vous serez le principal collaborateur, ont la volonté d'optimiser l'image de marque de la Société : **l'un des très grands du COGNAC (filiale d'un Groupe mondialement connu).**
Pour mener à bien cette politique, nous créons ce poste destiné à un (e) **jeune diplômé (e) de l'enseignement supérieur**, désireux d'exprimer sa culture et ses qualités de relations dans une fonction qui n'est pas à notre sens mineure ou secondaire.
Notamment représenter la Société à l'étranger dans le cadre d'opérations planifiées ou ponctuelles (50% du temps) exige une pratique courante de l'Anglais (Espagnol souhaité) ainsi qu'adaptation et aisance. Il en va de même pour accueillir à notre siège nos clients distributeurs et les personnalités. Notre service en a les moyens, mais sur vous reposera en partie la responsabilité de la préparation et de l'organisation parfaites de leurs séjours. Sans oublier la supervision de l'accueil des touristes et les visites effectuées par l'hôtesse et son équipe.
Bien sûr une première expérience ventes export, marketing ou relations publiques nous paraît souhaitable. Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions, sous réf. 2457/LM à **OCS** notre Conseil qui vous garantit la plus grande discrétion.

MEDIA PA



Conseil en Recrutement
37, Quai Richelieu
33024 BORDEAUX cedex

Notre Groupe détient une place prépondérante sur le MARCHE DU PAPIER tant en France qu'à l'étranger
(CA 4,5 milliards, 11.000 personnes).
La principale Société du Groupe recherche pour Bordeaux

1 ingénieur commercial

ayant 2 ans d'expérience (commercialisation de produits industriels).
Ce jeune diplômé type HEC, ESSEC, ESC aura une parfaite maîtrise de l'anglais et sera chargé de la préparation des marchés, des contrats et des études de prix.
30% de son temps sera consacré à l'export où il devra entretenir des relations à haut niveau en Allemagne, Italie et Bénélux.

Envoyer CV + prétentions sous référence 9616 à :



VALENS CONSEIL
BP 359 - 75064 PARIS CEDEX 02

NOUS SOMMES UN LEADER DANS NOTRE BRANCHE EN R.F.A.
RÉGION DE FRANCFORT

et recherchons une

ASSISTANTE EXPORT

en même temps **BRAS DROIT** de notre président-directeur général.

Si vos connaissances en allemand, anglais et français, parlés et écrits, sont parfaites.

Si vous êtes une habituée des problèmes posés par l'export et les douanes.

Si l'écriture à la machine et au télex ne vous pose aucun problème.

Si vous êtes très indépendante et flexible pour de nombreux déplacements à l'étranger.

Envoyez-nous votre curriculum vitae accompagné d'une lettre de présentation.

Il va sans dire que le salaire et les prestations sociales offerts sont en relation avec le travail demandé.

Appartement disponible. Entrée à partir du 1-05-82 ou du 1-06-82.

Nous ne sommes intéressés que par une collaboration de plusieurs années.

Ecrire sous le n° 20390, à **SOPIC**, B.P. 31, 67001 Strasbourg Cedex.

Société française d'ingénierie
recherche

INGÉNIEURS MÉCANICIENS DIPLOMÉS.

Ayant expérience de gestion d'un parc matériel T.P., pour postes d'assistance technique 2/3 ans Outre-Mer.
Anglais courant si possible.

CONDUCTEURS DE TRAVAUX ROUTIERS EXPÉRIMENTÉS

CHEFS D'ATELIER MÉCANICIENS
Engins T.P.
Expérience Outre-mer et expérience de formateur appréciées pour séjour longue durée.

Ecrire en indiquant sur l'enveloppe la réf. / 1743 / 1807 à MEDIA P.A., 9, boulevard des Italiens, 75002 PARIS, qui transmettra.

Bureau Veritas

recherche pour contrôle important chantier Genie Civil et équipements au **Moyen-Orient**

le responsable génie civil et son adjoint

Ingénieurs confirmés en béton armé et précontraint
- connaissance des coffrages grimpants souhaitée
- bonne connaissance anglais parlé et écrit
- séjour en célibataire prévu pour 2 ans environ
- conditions personnel expatrié.

Adr. CV, photo, prét. sous réf. n° 19 à
BUREAU VERITAS Service du Contrôle des Constructions et de la Sécurité
35, rue Paul-Vaillant-Couturier
92300 LEVALLOIS-PERRET

Emplois et Entreprises

Lycée Français de Los Angeles, recherche professeurs : un en Français, un en Philo, un en Maths, un en Histoire-géographie, un en Sciences Naturelles, un en Physique-Chimie, une institutrice.
Envoyer C.V. et photo, 3261 Overland avenue, Los Angeles, California 90034.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

INSTITUT SUPÉRIEUR DE FORMATION
recherche

1 RESPONSABLE DE FORMATION
en informatique appliquée à la gestion.

Profil :
- Formation supérieure.
- + 2 à 5 ans d'expérience en entreprise.

Fonction :
- Prospection, conception et animation des stages de formation, dans le domaine de l'informatique appliquée à la gestion.

Adressez lettre de motivation et prétentions à :

M. le Directeur de l'I.S.F.,
Normandie-Maine-Damigny, 61250 ALENÇON.







emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

DIRECTEUR TECHNIQUE REGION OUEST

Notre Société (150 p. CA 55 MF) partage son activité entre l'imprimerie de presse et de labeur. Notre croissance constante soutenue par des investissements commerciaux et d'outils de production nécessite également la prise en compte et l'anticipation de notre développement technologique ; nous voulons confier cette mission à un Directeur Technique.

Membre du Comité de Direction, ce collaborateur se voit donc chargé : - du développement technologique, - de la gestion de production avec l'assistance d'un Chef de Fabrication rodé, - des achats et approvisionnements.

Le poste situé à LAVAL ne s'adresse pas spécifiquement à un professionnel de l'impression mais à un ingénieur diplômé de formation ou d'expérience électromécanique et convaincu des apports du micro-processing.

La rémunération sera négociée autour de 170.000 F.

Adressez lettre manuscrite + CV en précisant coordonnées téléphoniques sous réf. IMM au

CONSEIL EN RECRUTEMENT

CNPG 105 avenue Victor Hugo 75116 Paris

CSNCR — Dessein

Responsable logistique dans le Sud-Ouest

Importante société française, nous fabriquons et commercialisons dans le monde entier des articles de haute qualité liés à la mode féminine et masculine. Avec une dizaine de personnes à animer et à encadrer, le collaborateur que nous recherchons aura la responsabilité de l'organisation générale du magasin, de la gestion du stock (informatisée) et de l'expédition des produits pour la France et l'Étranger. Attentif aux plannings et aux contraintes de la fabrication, il sera néanmoins particulièrement sensible et ouvert aux impératifs commerciaux.

Un cadre confirmé par la pratique d'une fonction similaire devrait s'intégrer aisément dans notre équipe.

Notre unité est en net développement, les structures sont souples et des possibilités d'évolution intéressantes pourront être envisagées.

Elisabeth GREFF qui nous assiste dans cette recherche vous en parlera plus longuement. Merci de lui adresser vos candidatures sous référence M 641 à Key Men
23, rue d'Anjou 75008 Paris.

KEY MEN — média-system

Responsable du Service Contentieux
HF



LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL de la Haute-Vienne (52% du marché bancaire de la région)

recherche pour son Siège à LIMOGES, un Cadre pour lui confier, au sein de sa future structure des Affaires Juridiques et Fiscales, la responsabilité de son Service du Contentieux.

Le candidat devra :
- être titulaire d'une maîtrise en Droit privé ou Droit des affaires
- pouvoir justifier d'une première expérience de préférence acquise, soit au sein d'un Service de Contentieux bancaire ou d'entreprise, soit dans un Cabinet d'Avocat ou dans une autre profession judiciaire.

Ce poste implique :
- un souci de dynamisme et d'efficacité
- le sens des responsabilités et la capacité à négocier nécessaires pour assurer les relations avec la clientèle et le milieu judiciaire.
- l'aptitude à l'encadrement d'un Service de 6 collaborateurs dont 2 cadres
- d'excellentes qualités rédactionnelles.

Merci d'adresser votre C.V. + photo + rémunération actuelle sous référence 877 à

HORACE conseil
97 rue de Richelieu 75002 PARIS
CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT



P.M.E. Installation électrique industrielle rech. pour service technique Toulouse :

1 Conducteur de travaux

30 ans environ ayant pour mission :
- Etude ;
- Approvisionnement ;
- Suivi de chantier ;
- Relation commerciale.

Grande expérience souhaitée. Etre disponible très rapidement. Téléphoner pour R.-V. au (61) 62-24-23 ou 62-35-84.

Association loi 1901 Secteur économie sociale familiale recrute pour sa direction générale de Grenoble

Directeur (trice) générale (e)

ayant pour mission l'administration de 150 personnes, développer les relations extérieures, promouvoir l'E.S.F. et la formation professionnelle, formation supérieure, solide expérience professionnelle dans poste similaire (10 ans minim.). Qualités exigées : autorité, dynamisme, imagination, esprit d'équipe, sens du contact, capacité d'analyse et de synthèse.

Ecrire CREEFI, B.P. 177, 38019 GRENOBLE CEDEX.

UNION MUTUALISTE de L. A. dans le cadre d'un plan de RENOUVELLEMENT DE SON ÉQUIPE DIRECTION, recherche plusieurs collaborateurs.

PROFIL :
- Militant de l'Action sanitaire et sociale.
- Expérience de gestion confirmée.
- Formation supérieure souhaitée.

Adresser C.V. détaillé à U.M.L.A., service du personnel, 4, rue Désiré-Colombe, 44098 NANTES CEDEX.

Ville de MARTIGUES (Bouches-du-Rhône), 40 000 habitants, recrute un (e) documentaliste, par voie de concours sur titres. Connaissances administration communale et informatique souhaitées.

Adresser candidatures, C.V. et copies des titres et diplômes à M. le maire, B.P. 101, 13694 MARTIGUES Cédex.

VILLE DE QUIMPER recrute

1 PROFESSEUR DE CULTURE GÉNÉRALE.

(Histoire de l'art et informat. sur l'art contemporain). pour son école municipale des Beaux Arts.

Dossiers complets de candidature à adresser au : Sénateur Maire de la ville de Quimper. Service du Personnel, B.P. 531, 29107 QUIMPER.

Pour le vendredi 9 avril 1982. 17 heures dernier délai.

GROUPE D'ÉLECTRONIQUE INTERNATIONALE recherche pour faire face à son développement pour « L'EXPORT »

8 INGÉNIEURS

de « Gros Calibres », niveau 3 A, 3 B ayant une grande expérience en Logiciel, systèmes Temps-Réels appliquée à la TÉLÉPHONIE TEMPORELLE

Il est prévu de fréquents déplacements en Amérique du Sud, Moyen-Orient, Afrique du Nord, Pays de l'Est etc.

LES SALAIRES SERONT TRÈS ÉLEVÉS 250.000 F + POUR LES ÉLÉMENTS COMPÉTENTS.

15 INGÉNIEURS

3 ans expérience en Logiciel Temps-Réel. Formation téléphonie assurée.

Lieu de travail : NANTES.

Écr. nº 1.942 Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

---

240 000 +

Directeur industriel

— Produits en matériaux composites —
Responsable de la production et des projets d'automatisation

Notre Société - filiale d'un groupe européen performant - est spécialisée dans la fabrication de produits de haute technicité en fibres de verre, carbone...

Nous avons une bonne image de marque sur nos marchés.

Rattaché au Directeur Général, le Directeur Industriel est membre du Comité de Direction ; il dirige une unité de production de 350 personnes —située à proximité d'une grande ville du Nord— avec l'assistance directe de deux ingénieurs très qualifiés : fabrication, service technique/développement.

Responsable de ses objectifs de production, il prend toute initiative en vue d'améliorer notre productivité et assurer le développement/industrialisation des produits nouveaux.

Cette fonction s'adresse à un **Ingénieur Grande Ecole :** Centrale, E.P.C.I., A.M..., ayant au moins 35 ans, possédant une expérience de la fabrication de nos produits - ou de produits similaires - ayant eu la responsabilité d'une gestion de production informatisée, sachant mettre en place un planning de charges. Une bonne maîtrise de l'anglais est très appréciée.

La rigueur et le réalisme sont indispensables pour ce poste.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo sous la référence 71614/M à Rose VERDET.

sélé CEGOS

TOUR CHENONCEAUX 204 Rond Point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE CEDEX

Membre de SYNTEC

Entreprise région lyonnaise, leader européen dans sa branche, recherche pour sa principale division

Chef des études et recherches

Le poste : Il aura notamment en charge les problèmes de marketing produits, prix de revient et coûts, étude des projets et industrialisation.

L'homme : Ingénieur diplômé AM ou INSA.

- Solide expérience similaire en fabrication de biens d'équipements (matériels TP et agricoles).
- Connaissances approfondies en mécanique, électricité, électronique, mécano-soudure, plastiques.
- Sérieuse pratique des applications d'hydraulique et d'automatisme ainsi que de la circulation des fluides.
- Expérience informatique et CAO souhaitée.
- Anglais lu et écrit nécessaire.

Adresser lettre man. et C.V. avec indication de la rémunération actuelle sous la réf. 82200/M à Jean GUYOT, Sélé-CEGOS Rhône-Alpes. (Réponse et confidentialité assurées.)

sélé CEGOS

76 BOULEVARD DU 11 NOVEMBRE - 69100 VILLEURBANNE

Membre de SYNTEC

Chef du service des méthodes industrielles

P.M.I, 630 personnes, 180 Millions de C.A., nous concevons et fabriquons des meubles associant le métal et le bois à d'autres matériaux et sommes leader de notre spécialité.

Nous cherchons notre futur chef du Service des Méthodes Industrielles dont la mission essentielle sera de coordonner les actions d'industrialisation de nos produits, d'établissement des standards et gammes, d'amélioration de la productivité, de suivi de la qualité. L'effectif à diriger est de 15 personnes.

Le poste, basé dans une ville agréable d'Auvergne, peut convenir à un Ingénieur des **Arts et Métiers**, ou équivalent, possédant une expérience de 6 ans minimum acquise en fabrication et dans un service Méthodes. Des connaissances en M.T.M. sont indispensables.

Adresser lettre man., C.V. détaillé et prétentions ss réf. 3015/M à Claudine FERRY-CLEMENT.

sélé CEGOS

TOUR CHENONCEAUX-204 Rond-Point du Pont-de-Sèvres-92516 BOULOGNE CEDEX

Membre de SYNTEC

---

acb
ateliers et chantiers de bretagne - acb

groupe **ALSTHOM-ATLANTIQUE**

pour assurer le développement de ses activités D'INGENIERIE MECANIQUE (Nucléaire - Robotique, Marine militaire, Off-shore, Agro-Alimentaire...) recherche

INGENIEURS

Formation "Grandes Ecoles" (X - ECP - MINES, etc...) spécialisés en MECANIQUE - AUTOMATISMES - HYDRAULIQUE, de 30 - 35 ans pour prendre en charge plusieurs POSTES DE RESPONSABILITE
- ETUDES de haut niveau
- DIRECTION de projets
- GESTION de Grands Contrats

tant en FRANCE qu'à l'EXPORT.

RESIDENCE NANTES ou dans certains cas possibilité d'installation à l'étranger dans le cadre de FILIALES existantes ou à CREER.

Ecrire avec C.V. très détaillé au Département "Relations Sociales" ACB 44040 NANTES CEDEX. Les candidatures traitées confidentiellement recevront réponse dans les 15 jours suivant leur réception.

LA VILLE DE RENNES

recrute

UN ATTACHÉ OU INGÉNIEUR

pour suivi social d'opérations d'urbanisme

UN INGÉNIEUR ARCHITECTE URBANISTE

Candidatures reçues jusqu'au 9/4/82.

Envoyer curriculum vitae détaillé + photo à :

Ville de Rennes, Direction du Personnel-Recrutement, 35031, Rennes Cedex. Tél. : (99) 36-48-48 poste 790.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE D'IMPLANTATION NATIONALE

RECRUTE

EXPERTS-COMPTABLES DIPLOMÉS ET FINALISTES

Fonctions proposées :
- Chef de bureau.
- Chef de groupe.
- Inspecteur interne.

Postes à pourvoir :

PARIS-LYON-ROANNE-ARLES-MARSEILLE-MANOSQUE.

Adresser C.V., photo, prétentions et délais de disponibilité sous référence T 032.195 M, à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

ENTREPRISE DE CONTROLES, SERVICES ET MATERIELS INDUSTRIELS

recrute

Jeunes ingénieurs

type arts et métiers, un ou deux ans d'expérience si possible pour prendre responsabilité de démarrage d'agences ou de bases d'activités :

Régions Bordeaux, Cherbourg, Dunkerque, Basse Seine.

Envoyer C.V., photos, prétentions sous réf. DG/PLSà



Pipeline Service
Direction emploi et formation,
5, rue Chante-Coq
92808 PUTEAUX Cedex

MEDIA PA

EN BRETAGNE
IMPORTANT ORGANISME FINANCIER
recherche

CHARGE D'ETUDES MARKETING

Diplômé enseignement supérieur, ESC option marketing par exemple ou similaire.

Première expérience, dans ce type de fonction, acquise en Entreprise industrielle ou bancaire souhaitée.

Il lui sera confié des études prospectives impliquant de nombreux contacts avec les Instances Administratives Locales et Régionales, ainsi que l'élaboration et le suivi du plan marketing de l'Entreprise.

Adressez lettre manuscrite et C.V. sous réf. JO/EM à Jean OLLIVIER - B.P. 28 -35740 PACE qui assurera les premiers entretiens dans l'Entreprise.

DRESSER (FRANCE) S.A. — DRESSER

FILIALE D'UN GROUPE MULTINATIONAL
LEADER DANS LES EQUIPEMENTS POUR L'ENERGIE
Division Matériel de Forage
recherche pour son Usine du HAVRE

INGENIEUR DE CONTRAT

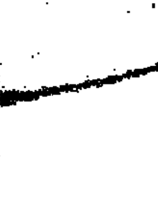
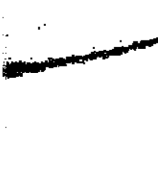
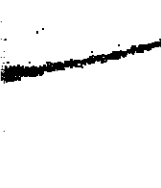
LA FONCTION :
- Analyses techniques et commerciales des contrats obtenus
- Mise en œuvre des services de la société pour la réalisation
- Surveiller les coûts et délais
- Proposer des solutions correctives
- Assurer le contact avec le client.

L'HOMME :
- De 25 à 35 ans
- Ingénieur école (I.D.N./AM/Centrale Lyon) Mécanicien/électromécanicien
- Expérience de quelques années dans industrie de biens d'équipement
- Il a de bonnes bases en anglais.

NOUS SOUHAITONS :
- Esprit de dialogue, facilité de contact
- Savoir imposer ses idées.

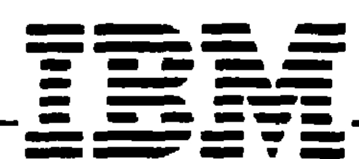
Nous offrons de jouer un rôle important dans le développement d'une de nos divisions déjà en plein essor.

Envoyer lettre manuscrite, CV à DRESSER, Monsieur SAMSON 5, rue d'Antony Silic 192 - 94563 RUNGIS CEDEX



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



RECHERCHE POUR SON CENTRE D'ETUDES DE LA GAUDE

PRES DE NICE

JEUNES INGENIEURS ELECTRONICIENS/INFORMATICIENS

grandes écoles

HOMMES OU FEMMES

Débutants ou ayant 3/4 ans d'expérience professionnelle pour activités de DEVELOPPEMENT et EVALUATION de PRODUITS dans le domaine des TELECOMMUNICATIONS (systèmes de commutation, modems, contrôleurs de communication, etc...).

Outre d'excellentes conditions de travail, la Compagnie offre de larges possibilités de perfectionnement et d'évolution. Ces postes à pourvoir peuvent impliquer des stages ou missions de longue durée en France et à l'Etranger, notamment aux Etats-Unis. Ils permettent à des personnalités de valeur, ayant une bonne pratique de la langue anglaise, d'accéder à des responsabilités techniques et humaines de niveau élevé.

Envoyer candidature détaillée à Ph. ROUGIER - Service du Personnel — IBM — 06610 LA GAUDE



FLONIC SCHLUMBERGER est l'une des principales entreprises de conception et fabrication d'équipements de haute technicité pour la mesure et la régulation de l'énergie.

Afin de maintenir son potentiel en études et en production, elle recrute des Ingénieurs pour plusieurs de ses établissements industriels.

INGÉNIEURS

A & M, Mines, Centrale Lyon, INSA...

ADJOINT AU RESPONSABLE DE PRODUCTION

- Fonderie - **- Châteauroux -**

Cet ingénieur secondera le responsable de production de notre établissement de Châteauroux, spécialisé dans le moulage aluminium, et assurera diverses missions spécifiques (promotion de techniques particulières, organisation, amélioration de la fiabilité des processus de fabrication...).
Une expérience industrielle de 1 à 2 ans est souhaitée, ainsi qu'une bonne pratique de l'anglais.
Ce poste permettra à un candidat de valeur d'évoluer vers de larges responsabilités techniques.

Réf. 73738/A

RESPONSABLE QUALITÉ

- Compteurs d'eau -

- Bas-Rhin -

Cet ingénieur basé à Hagueneau aura pour mission d'assurer le niveau de qualité de l'ensemble des produits.
Des connaissances en électronique, en hydraulique et en thermodynamique seraient un atout, acquises par exemple lors d'une première expérience professionnelle.
L'anglais est indispensable, l'allemand souhaité.

Réf. 73738/B

INGÉNIEUR MÉTHODES

- Thermoplastique -

- Haut-Rhin -

Cet ingénieur prendra en charge l'élaboration des techniques et méthodes de production pour la Branche Thermoplastique basée à Orbey. Il sera, dans ce cadre, responsable de la gestion d'un atelier et de la liaison avec les clients (déplacements de courte durée en France).
Ce poste, qui s'adresse à un ingénieur disposant de connaissances en thermoplastique, pourra évoluer vers des responsabilités de Chef des Services Techniques.
L'anglais est souhaité.

Réf. 73738/C

INGÉNIEUR D'ÉTUDES

- Chaffauge - Robinetterie -

- Mâcon -

Cet ingénieur doit avoir des connaissances en électromécanique et électronique, pour prendre en charge des études de régulation chauffage (robinets thermostatiques). Débutant, ou ayant acquis une expérience en Bureau d'Études, il est attiré par l'étude de produits nouveaux dans des domaines techniques très diversifiés.
L'anglais lu et parlé est indispensable.

Réf. 73738/D

INGÉNIEUR MÉTHODES

- Manomètre -

- Besançon -

Cet ingénieur aura pour mission d'améliorer la productivité de la branche.
Ses fonctions diversifiées nécessitent une expérience industrielle de 3 à 5 ans (études de postes, établissement de gammes...), des qualités d'autonomie et de contact, et la connaissance de l'anglais.

Réf/73738/E

Les dimensions de FLONIC SCHLUMBERGER, et son ouverture à de nouveaux domaines d'activité (notamment en électronique de pointe), permettront à des candidats de valeur de diversifier leurs compétences et d'évoluer au sein d'un Groupe dynamique.

Merci d'adresser un dossier de candidature, précisant la référence du poste choisi, et à adresser à FLONIC SCHLUMBERGER - Direction du Personnel - 12, place des États-Unis 92541 Montrouge Cedex.

FLONIC
Schlumberger

HAVAS CONTACT

à 150 kilomètres au Nord-Est de Paris ...

ARTS et METIERS (ou équivalent)

Nous appartenons à un Groupe de premier plan, réputé mondialement pour la qualité et la diversité de ses produits de haute technologie.
Notre Etablissement (600 personnes) -unité pilote du Groupe dans son domaine de production- se particularise par deux types de fabrication bien distinctes, l'une en amont, l'autre en aval, que nous nous efforçons de maintenir au plus haut niveau de la technique.
Nous recherchons deux jeunes ingénieurs ayant acquis une première expérience en usine (2 à 5 ans) à qui nous confierons les postes suivants :

ADJOINT DU CHEF DE FABRICATION (aval)

Cette unité (180 personnes) est spécialisée dans le revêtement par émaillage (enduction cuite). Le candidat retenu sera plus particulièrement responsable de la mise en oeuvre et de l'adaptation de techniques nouvelles -à la recherche desquelles il participera- ainsi que du lancement d'une centrale de données permettant de suivre l'évolution de la fabrication.

FUTUR ADJOINT DU CHEF DE FABRICATION (amont)

Dans un premier temps, le candidat retenu sera ingénieur de production dans l'un des trois services de cette unité de 250 personnes, spécialisée dans le travail et le traitement de métaux non ferreux.
S'il réussit dans cette fonction, il se verra confier à terme les responsabilités d'Adjoint du Chef de Fabrication.

De réelles qualités de dynamisme, le sens des responsabilités, l'esprit d'équipe, d'initiative et de décision sont indispensables pour réussir pleinement dans ces deux postes. De bonnes connaissances en anglais, et si possible dans une autre langue, constituent un atout supplémentaire.

- intéressantes perspectives de carrière et rémunération élevée
- des déplacements en France et à l'étranger assureront l'acquisition permanente des techniques nouvelles appliquées dans des industries similaires.

Veuillez adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions et n° de téléphone), sous référence 203165 pour le premier poste et 203166 pour le second, à ORION 35 rue du Rocher 75008 Paris qui étudiera votre candidature. Réponse et discrétion assurées.



LEVI-TOURNAY PUB.

IMMUNOTECH

IMMUNOTECH S.A. est un laboratoire constitué à l'initiative de l'INSERM pour la valorisation de la recherche en IMMUNOLOGIE.

IMMUNOTECH effectue des recherches de très haut niveau pour les applications des ANTICORPS MONOCLONAUX au diagnostic, à la purification et au médicament.

IMMUNOTECH recherche

4 CHERCHEURS SENIORS, CHEFS DE PROJETS

spécialistes de :

— biochimie, enzymologie, purification des protéines;
— chimie organique et chimie des substances naturelles;
— génie chimique et biochimique, chromatographie d'affinité;
— culture de cellule animale en fermenteur.

Lieu de travail : MARSEILLE-LUMINY.

Adresser curriculum vitae et prétentions à :
IMMUNOTECH
Luminy - Case 915 - 13288 MARSEILLE CEDEX 9.

CONTESSE

MANCHE

CHEF DU PERSONNEL

Cette Société (8500 personnes) est un des leaders mondiaux de son secteur d'activité.
Son expansion se poursuivra à un rythme croissant dans les années à venir.
Pour l'un de ses établissements (1500 personnes, plus de 2000 à terme) nous proposons le poste de Chef du Personnel. Sous l'autorité du Chef des services d'établissements, sa mission couvre tous les aspects de la fonction personnel.
Il propose et met en œuvre les plans de gestion prévisionnelle, de recrutement (qui seront importants dans les années à venir) et de formation. Il assiste et conseille la direction de l'usine dans le domaine des relations sociales. Il prend en charge l'information et la communication dans l'établissement et il anime personnellement les actions relatives à l'amélioration du climat social.
Nous souhaitons rencontrer un professionnel de la fonction personnel, ayant une expérience de cinq années environ. De formation supérieure, il exerce des responsabilités similaires au sein d'un grand groupe industriel. Le poste est basé dans la Manche.
Les conditions offertes et les perspectives de carrière très concrètes, sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.
Nous remercions les candidats d'adresser lettre manuscrite de motivation, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 14416 E à

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Berri 75008 Paris.

egor
PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

media system

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

livrant des usines et installations dans le monde entier et appartenant à l'un des plus grands groupes industriels français recherche pour son Établissement de ST-CHAMOND (Loire)

INGÉNIEUR CONTRÔLE FABRICATIONS

DIPLÔMÉ GRANDE ÉCOLE

Sous l'autorité du Responsable du Département CONTRÔLE-QUALITÉ, le candidat assurera :
— le contrôle auprès des sous-traitants, des matériels en cours de fabrication;
— la supervision d'une équipe d'inspecteurs;
— la mise en vigueur de méthodes de travail indispensables au fonctionnement de son service.

Ce poste nouvellement créé conviendra à un homme qui a les capacités et la volonté de développer un nouveau service et dont l'expérience s'appuie sur plusieurs années d'usine dans un service fabrications.

Anglais parlé indispensable.

Adresser C.V., photo et prétentions sous n°28207 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

ELECTRONIQUE INDUSTRIELLE ENTREPRISE DE RENOMMEE INTERNATIONALE

Ville Universitaire du Sud-Est

Nous augmentons constamment notre potentiel en **INGÉNIEURS DE HAUT NIVEAU** pour nos Laboratoires de Recherches et nos secteurs "Développement".

Si les **ELECTRONICIENS** et les **PHYSICIENS** constituent une part importante de nos équipes, nous apprécions également des formations de

GENERALISTES.

Si vous êtes diplômés ENST, ECP, ESE, ESPCI, ENSAM, INPG... ou si vous possédez une formation universitaire française ou étrangère du niveau **Doctorat d'Etat, PH.D.**

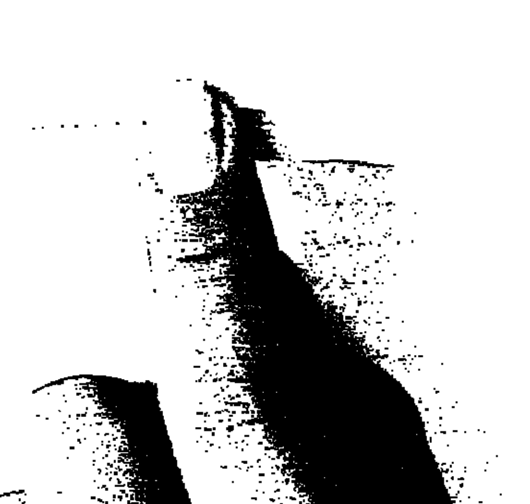
Si vous êtes passionnés par la conception de l'Electronique de demain,
Si vos capacités sont à la hauteur de vos ambitions,
Si enfin, vous attachez une certaine importance à la qualité de la vie, nous vous proposons de discuter ensemble les conditions de notre future collaboration.

Pour cela, envoyez un dossier détaillé sous référence 27715 à : ***Havas Contact 49, rue Herriot 69002 LYON*** (qui transmettra).

Bien sûr, si vous avez découvert qui nous sommes, vous pouvez nous écrire directement.

Dans tous les cas, nous nous engageons à la plus totale confidentialité.

HAVAS CONTACT





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Filiale d'un des plus importants groupes industriels français recherche pour l'une de ses usines (400 personnes) à SAUMUR

CHEF SERVICE METHODES

composé de 16 personnes, réparties en 2 sections chargées :

1) de la conception des modes opératoires, des gammes de production, des outillages.
2) de la préparation des outillages et matières premières nécessaires à la fabrication.

Le poste comporte d'excellentes possibilités d'évolution vers les services de production des usines pour un élément consentant à une certaine mobilité géographique.

Les candidats seront diplômés d'une école d'ingénieurs, type A&M, débutants ou ayant, si possible, quelques années d'expérience méthodes ou fabrication de *produits de grande série*.

Adr. CV et prétentions sous *réf. 1703* à

BAILLY CONSEIL
40, avenue Hoche
75008 PARIS

Emrics et Entreprises

ANALYSTE FINANCIER

LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA HAUTE-NORMANDIE



recherche pour son Service "FINANCEMENT DES ENTREPRISES", un Analyste Financier.

FONCTIONS :
– Sous la responsabilité du Chef de service et en liaison avec les agences, étude du Financement des Entreprises, notamment P.M.E. - P.M.I. : contact, négociation, suivi et surveillance des risques.
– Assistance, conseil, appui technique et formation aux agences.

PROFIL :
– Diplôme d'enseignement supérieur (maîtrise sciences éco. IAE, école de commerce...)
– Expérience du Financement d'entreprises et du marché bancaire des P.M.E. (2 à 3 ans indispensables).

QUALITES :
– Initiative et sens des responsabilités
– Bon contact avec la clientèle et sens commercial.

Les candidatures avec curriculum-vitae et prétentions sont à adresser à : Monsieur LEMERCIER Service "Relations Sociales et Humaines" 3.027 76041 ROUEN CEDEX.

CONTESSE

LA DIVISION CONDITIONNEMENTS D'UN TRES IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS recherche

UN RESPONSABLE MARKETING

Sous l'autorité du directeur de la division, il aura pour missions essentielles :
– le développement de produits nouveaux,
– la maîtrise de l'évolution des gammes existantes.

L'homme que nous recherchons pour créer ce poste, devra être âgé de 30 ans au moins, posséder la formation d'une grande école de commerce et une excellente connaissance de la méthodologie marketing.

Il justifiera en outre, d'une expérience réussie de la conception et du lancement de produits, de préférence dans le conditionnement.

Poste à pourvoir en Normandie.

Adresser lettre candidature avec prétentions sous référence 4497 à :

PIERRE LICHAU S.A.
B.P. 220 – 75063 PARIS Cédex 02
qui transmettra.



THOMSON-CSF

CHOLET - 49
dans le cadre du développement d'une unité de production de matériel électronique professionnel (actuellement 200 pers., objectif 350 en 1983/84),
LE CHEF DU DEPARTEMENT recherche

SON CHEF DE FABRICATION

Celui-ci prendra la responsabilité des coûts, délais et qualité des fabrications mécanique et montage cablage.

Le candidat retenu diplômé d'une école d'ingénieurs, motivé par les problèmes techniques et humains, disposera d'une première expérience en production.

Adresser C.V., photo et prétentions à M. Antoine - THOMSON CSF 110, avenue Leclerc - B.P. 89 49309 CHOLET Cedex.

INGENIEUR ELECTRONICIEN

MAINTENANCE MATERIEL RADIOLOGIE
BORDEAUX

Notre succursale de Bordeaux se renforce. Vous êtes Ingénieur Electronicien débutant ou possédant une première expérience.
Nous vous proposons au sein d'une équipe de participer à la maintenance de nos matériels : un poste qui implique, bien sûr, le goût des contacts et le sens du dialogue.
A terme votre potentiel doit vous permettre d'évoluer vers des responsabilités élargies.

Nous étudierons avec attention votre candidature (C.V., photo) que vous adresserez à :



Massiot Philips
matériel médical

Monsieur BEBON
MASSIOT-PHILIPS
16, av. Général de Gaulle
33170 GRADIGNAN

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

296-15-01

THOMSON-CSF

DIVISION DES EQUIPEMENTS AVIONIQUES

CENTRE DE BORDEAUX LE HAILLAN

Nous sommes installés dans un cadre agréable à moins de 10 kms de Bordeaux dans un établissement de moins de 500 personnes.

Nous étudions et développons des équipements électroniques aéroportés mettant en œuvre des technologies d'avant-garde dans les domaines civils et militaires.

Nous recherchons des

INGENIEURS

de formation X - ENST - ENSAE - ECP - ESE - A & M - ENSI

DEBUTANTS OU EXPERIMENTES

dans les spécialités suivantes :
– électronique générale
– logiciel de base
– logiciel d'application
– bureau d'études
– soutien logistique et maintenance.

Merci d'adresser votre candidature accompagnée d'une photo au Service du Personnel BP No 3 - 33160 LE HAILLAN.

CONTESSE

Pour accroitre son efficacité sur son marché, la filiale française d'un groupe américain (450 personnes), située en Haute Normandie, se structure et met en place des **hommes clés** aux fonctions essentielles.

La Direction Générale vous offre de devenir l'un d'eux au poste de

RESPONSABLE de la «FONCTION PERSONNEL»

Vous êtes un homme de terrain, mais aussi de **communication** apte à préciser et à appliquer la politique de **gestion des hommes** et des **ressources humaines** définie avec la Direction Générale.

Pleinement responsable, vous aurez autonomie dans les domaines de
la gestion et administration du personnel
l'information
les relations avec les partenaires sociaux.

Vous avez acquis une première expérience en milieu industriel et vous possédez une bonne maîtrise de la **langue anglaise.**

Si ce poste retient votre attention, adressez votre CV et vos prétentions sous réf. **PKM** au

coq hébert conseil
P.C.B. 11, Fg Poissonnière
75009 PARIS
Discrétion assurée.

MEMBRE DE SYNTEC

IMPORTANTE ENTREPRISE D'AQUITAINE recherche pour ses activités de diversification, un

INGENIEUR QUALITE

PRODUITS COMPOSITES

Les candidats seront de formation Centrale de PARIS - Arts & Métiers, et posséderont 3 à 5 ans d'expérience si possible dans les produits composites.

Le titulaire du poste sera :
— l'assistant qualité des chefs de produits,
— l'interlocuteur qualité auprès des clients.

Il devra être clairvoyant et tenace, capable d'assimiler les techniques nouvelles, avoir l'esprit d'analyse, le goût du dialogue et de la négociation.

Anglais nécessaire.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prét. ss no 28143 à CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui tr.

Vous êtes **PHARMACIEN**

Vous avez **3** ou **4** ans d'Expérience

dans **L'INDUSTRIE**

Vous êtes passionné de :

TECHNOLOGIE et de GESTION

Un poste vous attend à 100 kms de PARIS

Ecrire sous référence 2989 à :



PIERRE LICHAU S.A.
BP 220–75063 PARIS Cédex 02
qui transmettra

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

jeune diplômé école supérieure de commerce ou universitaire

La comptabilité vous intéresse et vous avez choisi l'**option Finance-Comptabilité.**
L'informatique ne vous est pas étrangère.
Au sein des services comptables, nous vous proposons la fonction :

Responsable "Procédures-Organisation-Informatique"

Vous devrez :
– analyser l'organisation actuelle de nos services afin de détecter le besoin de nouvelles procédures ;
– en définir les objectifs et les moyens ;
– participer à leur élaboration, rédaction et mise en place définitive ;
– analyser et exprimer les besoins à nos correspondants informatiques.

Le développement de notre société (Paris - La Défense), leader dans son domaine, et notre dynamisme, permettront à un candidat de valeur d'élargir ses responsabilités.

Envoyer lettre + CV sous référence 73719 à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal - 75001 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

Une des premières Sociétés Françaises d'Ingénierie, développant des activités techniques en France et à l'étranger, recrute pour l'une de ses filiales, spécialisée dans la conception et la réalisation de systèmes d'essais d'environnement, de sécurité et de sûreté d'installations, un

INGENIEUR TECHNICO COMMERCIAL

Le candidat souhaité est un ingénieur diplômé, ayant plusieurs années d'expérience en ingénierie d'essais pour des grandes organisations publiques ou parapubliques.

Sa mission consistera essentiellement en l'étude, l'établissement et la négociation de propositions, pour le suivi des affaires.

L'anglais technique et commercial, lu et parlé, est indispensable.

Les dossiers de candidature avec photo et prétentions sont à adresser à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, sous référence 39813

HAVAS CONTACT

LA FONCTION : basée à PARIS, rattachée à haut niveau, elle comporte la responsabilité technique, commerciale et financière des travaux d'installation d'équipements électriques et mécaniques pour Centrales de production. Déplacements dans et hors hexagone.

INGENIEUR ELECTROMECANICIEN, 35 ANS, APTE A PRENDRE LA

DIRECTION D'IMPORTANTES AFFAIRES D'EQUIPEMENT DE CENTRALES

OUVRANT L'ACCES A LA RESPONSABILITE D'UN DEPARTEMENT

CONTEXTE : Entreprise Française d'équipement et d'installation électriques et électroniques - 5.000 personnes, 500 cadres - aux activités diversifiées et aux implantations fortement décentralisées.

PRENEZ CONTACT avec Monsieur LAURENT, Adjoint du Directeur du Personnel de l'Entreprise à son domicile, le soir entre 20h30 et 22h au (6)920.99.83.

Ingénieurs d'études



CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

La Direction des lanceurs du CNES recrute 2 **ingénieurs d'études** pour sa Division Etudes et Développement située à Evry.

Ils seront respectivement chargés des études dans les domaines suivants :

MECANIQUE DU VOL des systèmes de séparation et de largage (réf. ED/23)

ETUDES DYNAMIQUES DE STRUCTURES (réf. ED/24)

Affectés au Département Etudes Générales, ces ingénieurs participeront :
. aux missions du **lanceur Ariane** actuellement opérationnel pour la mise en orbite des satellites,
. au développement des **nouveaux lanceurs Ariane 3 et Ariane 4,**
. aux **avants-projets** de lanceurs pour la prochaine décennie.

La réussite dans ces postes nécessite quelques années d'expérience dans le secteur aérospatial et de bonnes connaissances dans la programmation scientifique. La connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Le succès de nos lanceurs offre de réelles possibilités d'évolution à des candidats de valeur.

Vous êtes intéressé. Adressez C.V. et prétentions en précisant la référence du poste choisi au **Centre National d'Etudes Spatiales** - Service du Personnel - rue Baudelaire - 91000 EVRY.

MEDIA PA

JEUNES INGENIEURS

Centrale, Mines, ENST, ESE, ENSAM...

Diplômé d'une grande école, vous débutez ou vous avez déjà une première expérience réussie, dans **l'électronique, l'électromécanique, l'électricité, les automatismes, l'informatique industrielle, la micro-informatique.**

Nous souhaitons vous associer à nos projets de développement dans ces domaines.

Nous vous proposons de prendre à court terme des responsabilités dans les secteurs **études & recherche, méthodes, fabrication...**

Si vous êtes intéressé par l'une de ces opportunités adressez votre dossier de candidature sous réf. 182 M à Michel Louys.

Service Recrutement Cadres
BP 302 -92156 SURESNES Cedex.

Une carrière diversifiée au sein d'un grand groupe

RENAULT
Véhicules Industriels

Ordis

usinor AUJOURD'HUI L'INFORMATIQUE, DEMAIN UNE CARRIERE

Dans ce groupe de dimension européenne (30 000 personnes, 50 % de la production française de métal) l'informatique dotée de moyens modernes et puissants est un atout capital pour relever le défi industriel.
Plusieurs opportunités sont aujourd'hui offertes à des

INGENIEURS INFORMATICIENS

Grandes Ecoles - débutants à 2 ans d'expérience

Ils rejoindront les équipes d'études et devront pouvoir prendre à court terme, des responsabilités de conception et de réalisation en liaison directe avec les utilisateurs.

A Dunkerque, principale unité de production du groupe, équipée de 2 IBM 303X DB/DC, ils participeront aux différents projets de gestion financière ou industrielle. (Réf. OL/US/ID)

A Valenciennes, centre administratif doté d'un IBM 303X gérant un réseau de plus de 100 terminaux, ils travailleront au nouveau système d'enregistrement de commandes pour l'ensemble de la division produits plats. (Réf. OL/US/IV)

A Montataire, important centre de production au Nord de Paris (2 IBM 4341), ils seront associés au projet temps réel de contrôle de production. (Réf. OL/US/IM)

Une actualisation permanente des connaissances, une gestion dynamique des carrières, assurent des possibilités d'évolution dans l'ensemble du groupe.

Adressez, pour examen confidentiel, votre C.V. avec photo et prétentions, en mentionnant la référence, à Olivier de LAUGEIRET.

Ordis CONSEIL EN RECRUTEMENT
10 rue Auber - 75009 PARIS

Importante société industrielle

recherche

CADRE FINANCIER export

Ecoles de Commerce, IEP...

pour prendre la responsabilité de différentes opérations :
- études de montages financiers,
- contacts avec les Administrations et les Banques,
- contacts avec les clients au niveau des négociations financières.

Le candidat recherché doit participer à toutes les étapes de la négociation des contrats à l'export. Une expérience d'une dizaine d'années dans le secteur bancaire ou industriel est nécessaire. Anglais courant indispensable. Espagnol souhaité.

Des déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Merci d'écrire une lettre manuscrite + CV + prétentions sous réf. 9922 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

Cabinet d'organisation parisien très haute notoriété, recherche

UN CONSULTANT

Professionnel expérimenté du recrutement des cadres industriels, il lui sera confié des responsabilités directes de sélection pour une clientèle constituée parmi les plus grands Groupes français.

Adresser CV et prétentions à n° 3243
Emplois et Entreprises
18 RUE VOLNEY 75002 PARIS

CGR Ultrasonic

FILIALE THOMSON-CSF
MATÉRIEL D'ÉCHOGRAPHIE MÉDICALE

recherche pour renforcer son département Etude et Développement

(EA/I1) INGÉNIEUR EN MICROMÉCANIQUE.
FORMATION : AM, ENSMM, ENSEM ou équivalent. Bonne connaissance de la micromécanique et de la cinématique de précision et des technologies modernes.
Connaissance en électronique d'asservissement appréciée.
Expérience industrielle souhaitée d'au moins 3 ans.

(EA/I2) INGÉNIEUR DIPLÔMÉ PHYSIQUE-CHIMIE.
Expérience industrielle dans un laboratoire d'acoustique ou de physique appréciée.
Connaissance solide des méthodes de simulation par ordinateur des problèmes physiques.

(EE/I3) INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN CONFIRMÉ.
FORMATION : ESE, ENST ou équivalent.
Expérience industrielle en laboratoire d'étude d'au moins 5 ans.
Pratique courante de l'électronique numérique rapide.
Aptitude à la conduite de projet d'appareils électroniques complexes et connaissance des circuits analogiques appréciée.

(EE/I4) INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS.
Débutants ou quelques années d'expérience.
Formation ESE, ENSI, INSA.
Bonne connaissance dans l'une ou plusieurs spécialités, circuits logiques rapides, circuits analogiques HF et traitement du signal.

(EA/A5) AGENTS TECHNIQUES BTS ou DUT
Débutants ou quelques années d'expérience.
Formation solide en physique et mécanique.
Connaissance en électronique appréciée.

(EE/A6) AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONICIENS.
Débutants ou quelques années d'expérience.
Formation BTS ou DUT.
Expérience en électronique rapide appréciée.

Les postes à pourvoir offrent un large éventail de techniques avancées (mécanique, électronique de pointe) dans la conception et le développement de matériel de diagnostic médical sophistiqué permettant à des hommes dynamiques d'épanouir leur caractère inventif et rigoureux.
La langue anglaise est demandée.
Lieu de travail : région parisienne.

Écrire avec C.V. et prétentions sous référence 27947 en précisant la référence du poste choisi à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Pfizer

Les Laboratoires PFIZER recherchent pour la formation de leurs délégués médicaux

un jeune médecin

ancien interne ou chef de clinique de préférence médecine interne.
Le candidat retenu aura le goût de la pédagogie, possèdera esprit de synthèse et facilité d'adaptation.
Il devra s'intégrer à l'équipe actuelle de formation. Anglais lu et parlé indispensable.

Ecrire ou téléphoner au Docteur MOSZER, Laboratoires PFIZER
86, rue de Paris - B.P. 60
91401 ORSAY CEDEX - Tél. 907-78-29



Ingénieurs

GRANDES ECOLES

pour Participer au Développement de son Système **CATIA** de Conception et de Fabrication assistées par Ordinateur, commercialisé en Europe, aux U.S.A., au Japon.
FONCTION : Conception et Mise au Point de Nouvelles Applications Intégrées à **CATIA.**
PROFIL : Centrale, Sup Aéro, ...
Anglais souhaité - Débutants - ou 1 à 2 ans expérience dans la Programmation Scientifique ou Système.

Adresser lettre manuscrite + photo récente + CV détaillé à :
CONSILIA Conseil en Ressources Humaines
5, rue Lincoln 75008 Paris

LEVI TOURNAY PUB.

Société informatique filiale groupe multinational largement implantée en France

recherche

SON DIRECTEUR DE LA MAINTENANCE

- Formation supérieure scientifique (CENTRALE, SUP. ELEC...).
- Expérience de Direction d'une équipe importante (au moins 100 personnes) en milieu technique.
- Anglais parlé et écrit.

Les candidatures seront traitées sans intermédiaire par la société qui recrute.

Pour un premier contact, adresser un bref curriculum vitae sous réf. 35176 M à BLEU Publicité - 17, rue Lebel - 94300 VINCENNES

IMPORTANT ETABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL RECHERCHE

INGENIEUR BREVETS

Diplômé Grandes Ecoles
(E.S.E./E.C.P./ou équivalent) ayant une pratique Propriété Industrielle d'au moins 4 ou 5 ans.

Ce poste comporte les relations avec les Inventeurs, les Cabinets de Brevets et les Sociétés licenciées ainsi que l'établissement des contrats correspondants et de toutes consultations Propriété Industrielle.

Il suppose une certaine formation administrative et des connaissances précises en Droit.

Age maximum 45 ans/Nationalité française
Lieu de travail : PARIS ou proche banlieue

Prière d'adresser lettre manuscrite et C.V. à No 27120 CONTESSE Publicité 20, Avenue Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

THOMSON-CSF

Groupe
ACTIVITÉS MÉDICALES
Département Etudes et Développement Imagerie Nouvelle

recherche pour son activité située à BUC (78)

analystes confirmés

(ENSI - ENSIMAG ou équivalent)
ayant acquis au moins 5 ans d'expérience dans les domaines suivants :
- conception de systèmes d'applications temps réel,
- traitement du signal.
- RSX - matériel DEC.
- langage pascal apprécié.

En collaboration étroite avec le chef de projet, ils participeront à la conception d'un nouveau système d'imagerie destiné au milieu hospitalier. Ils seront les responsables d'une équipe de réalisation.

ingénieurs informaticiens

(ENSIMAG - Maîtrise ou équivalent)
ayant un à trois d'expérience, ils s'intègreront dans une équipe de pointe réalisant un logiciel d'acquisition et de traitement d'images. Connaissances RSX et matériel DEC souhaitées.

Pour tous ces postes, une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.

Adresser CV, photo et prétentions s/réf. 35839 M à THOMSON-CSF
Département EDIN
48 rue Camille Desmoulins
Service du Personnel
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.

---

*annonce parlée**

Organiser et informatiser la gestion budgétaire d'un grand groupe.

C'est la mission pour laquelle nous recherchons un cadre de formation supérieure -HEC - ESSEC, etc - alliant l'expérience de l'audit en cabinet à la pratique des responsabilités opérationnelles en entreprise. D'une incontestable compétence comptable et financière, il sera également familier de l'utilisation des moyens informatiques de gestion.
Son rôle sera autant celui d'un concepteur et d'un organisateur que celui d'un homme de contact et de conviction.

Nous sommes la principale filiale française d'un groupe multinational de premier rang. Le poste proposé concerne les différents départements de notre société et ses filiales françaises.

Prenez en toute discrétion, par téléphone, des informations complémentaires et accélérez l'organisation d'une rencontre en appelant SVP INFORMATION CARRIERE 763.11.15, de 9h à 18h. Référence 1218.

SVP Information Carrière
7, rue de Logelbach, 75017 Paris.

ADMINISTRER CENT SOCIETES...

Dans un très grand Groupe Français à vocation internationale comme le nôtre, la gestion de nos multiples filiales et participations représente une activité importante.

Une petite équipe de Juristes très compétents, autonomes, responsables, est chargée, en appui des unités opérationnelles, de préparer et suivre les acquisitions, prises de participation, restructurations, cessions, consolidations, etc.

Nous vous offrons de rejoindre cette équipe au Siège à Paris si, Juriste de formation, parlant anglais, vous avez à proposer une expérience de 5 à 10 ans dans une activité analogue, soit au sein d'un Groupe, soit dans un Cabinet spécialisé.

Nous avons chargé le Cabinet

jacques r.e. poirier

38, rue de Lisbonne 75008 PARIS de traiter confidentiellement les candidatures.

Ecrivez-leur sous réf. 28202 M

rseg carrières

answare

THOMSON-CSF INFORMATIQUE

recherche des

directeurs régionaux

pour **Lille, Nancy, Toulouse** capables de prospecter, développer et gérer une clientèle locale, encadrer le personnel (la connaissance du marché informatique régional est indispensable). (Réf. DCA 168 G)

ingénieurs commerciaux

pour **Paris et Région Parisienne** ayant un minimum de 2 ans d'expérience dans le domaine informatique. (Réf. DCA 169 G)

secrétaire commerciale

confirmée pour **PARIS.** (Réf. DCA 170 G)

Adressez C.V. détaillé sous référence correspondante à ANSWARE - Direction Commerciale 135 rue de la Pompe 75116 Paris.

JEUNES INGÉNIEURS

(PONTS - CENTRALE - ESTP - AM - MINES - ENSAI - INSA ENSMI)

Si votre tempérament vous conduit à rechercher autonomie et responsabilité dans le cadre d'une entreprise à taille humaine qui vous associe durablement à la vie et au développement d'une Région.

viafrance

INDUSTRIE ROUTIÈRE

vous propose

UN AVENIR D'ENTREPRENEUR

Pour participer au recrutement en cours, merci d'écrire à B. POUILLY-VIAFRANCE - 92-98, bd Victor-Hugo 92115 CLICHY.

HAVAS CONTACT

correspondant informatique

Nous sommes un important groupe de Presse en constante expansion et nous recherchons un Correspondant Informatique.

Nous souhaitons en effet mettre en œuvre une banque de données informatisées destinées à nos clients et aux journalistes.

Vous prendrez donc en charge l'analyse des besoins, la rédaction des cahiers des charges jusqu'au contrôle de la réalisation avec des jeux d'essais. A plus long terme, vous développerez de nouvelles applications.

Vous possédez un diplôme d'Ingénieur en Informatique, une bonne pratique de l'organisation et environ trois années d'expérience en tant qu'Analyste ou Chef de Projet dans une SSCI.

Enfin, vous êtes diplomate et vous avez une bonne capacité à vendre vos idées.

Merci d'envoyer votre C.V. sous réf. 5321 à Bruno DEMOINET.

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, avenue de Messine
75008 PARIS



à qui nous avons confié cette recherche.

média-system

CSNCR

UAP assistance

recherche

ASSISTANTS

Hommes ou femmes
PARFAITEMENT TRILINGUES

Disponibles huit semaines minimum entre le 1er juin et le 30 septembre 82.

Age minimum 20 ans.

Langues étrangères appréciées : anglais - néerlandais - italien - allemand - espagnol - portugais - grec et serbo-croate.

Envoyer lettre + photo + C.V. à :
ISA, Sté d'Assistance et de Services Internationaux, Service du Personnel, B.P. 617
75160 Paris cedex 04

Publicité Hérault

etap



4, rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Jeune manager finances et gestion

référence MT 410 AM

ENTREPRISE INDUSTRIELLE PRODUITS GRAND PUBLIC marque renommée mondiale (CA 500 millions) en croissance constante et planifiée, rattachée à puissant groupe international offre une carrière à **fort potentiel de développement à Cadre Supérieur** formation grande école :

- **Membre du Comité de Direction,** il devra assurer la résolution des problèmes de développement de la société sur le plan financier et organisation.
- **Manager opérationnel,** il sera responsable de la direction et de l'animation des services financiers, gestion, organisation et informatique.
- **Homme de progrès et d'expérience,** il aura 8 à 10 ans de vie professionnelle et une solide compétence en finance et gestion acquise au sein d'une société industrielle.

Bonne connaissance de l'anglais.

Poste ville universitaire Nord. Rémunération : **300 000 F +**

Attaché de direction générale gestion - informatique

référence SZ 415 AM

UNE SOCIÉTÉ DE SERVICE ÉMANANT D'UN GROUPEMENT PROFESSIONNEL, (domaine du fret et du transit) propose un poste évolutif d'**Attaché de Direction Générale.**

Il s'agit de développer un projet ambitieux de gestion informatisée (gestion de stocks et de mouvements intersociétés en temps réel).

Cette fonction de "manager" de projet motivera un candidat de profil gestionnaire et informaticien, capable de coordonner une équipe de spécialistes et d'assurer la promotion du service auprès des utilisateurs.

Ce poste nécessite une formation de base supérieure et une expérience de 3 à 5 ans dans des fonctions d'organisateur ou de correspondant informatique.

Une connaissance de la profession serait appréciée mais n'est pas indispensable.

Lieu de travail : Roissy.

Directeur du personnel et des relations sociales

référence NU 411 AM

Lee Cooper

PREMIER FABRICANT EUROPÉEN DU JEAN (1000 personnes, 5 usines) recherche pour la France son Directeur du Personnel et des Relations Sociales. **Directement rattaché au Directeur Général,** il aura la responsabilité de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une politique dynamique et moderne du personnel :

- développement des ressources humaines : recrutement, formation, promotion et gestion prévisionnelle des carrières,
- participation à l'évolution des structures de travail,
- animation d'une politique de communication interne et externe,
- relations avec les partenaires sociaux.

Ce poste de responsabilité exige une solide formation de base grande école, une solide expérience pratique (5 à 10 ans environ), des qualités foncières d'ouverture et de dialogue.

Poste à Amiens.

Ingénieur travaux extérieurs

référence RY 414 AM

UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DE PREMIER PLAN, réalisant des biens d'équipements lourds pour industries nucléaires, chimiques, alimentaires... recherche un **Jeune Ingénieur** diplômé grande école, ayant environ 5 ans d'expérience en fabrication, travaux neufs ou montages d'usines (secteur mécanique ou chaudronnerie).

Il commencera sa carrière dans le groupe en assurant, par exemple la responsabilité d'un chantier de chaudronnerie nucléaire à l'étranger. Ultérieurement, en fonction de ses goûts et aptitudes, il pourra, soit demeurer dans l'activité chantiers export, soit être orienté vers la fabrication ou le technico-commercial.

Connaissance de l'anglais ou de l'allemand indispensable.

Poste basé à Creil.

Jeunes ingénieurs grande école

référence PW 413 AM

UN ORGANISME D'ÉTAT A VOCATION TECHNIQUE assurant la maîtrise d'œuvre de programmes de missiles effectue une importante campagne de recrutement de **Jeunes Ingénieurs grande école.**

Travaillant dans de petites équipes de haut niveau de qualification, ils seront affectés :

- à l'assistance de directeurs de programmes de missiles (études, suivi de développement ou de réalisations),
- ou au développement de techniques nouvelles : guidage, propulsion...

Ces postes intéressent de jeunes ingénieurs diplômés (débutants ou quelques années d'expérience) :

- grandes écoles généralistes : ECP, ENSTA, SUP. AÉRO, AM...,
- ingénieurs ENSI électronique ou aéronautique.

Les postes offerts se situent dans un domaine faisant appel à des techniques de pointe, permettant d'être fréquemment en contact avec des industriels divers et de bénéficier de différentes formations complémentaires.

Pratique de l'anglais souhaité.

Postes à Paris.

Deux cadres confirmés audit interne :

Adjoint à chef de département référence TA 416 AM

Auditeur référence UB 417 AM

TRÈS IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS, secteur industrie lourde, nombreuses usines et filiales, recherche pour son **département AUDIT INTERNE, FINANCIER ET OPÉRATIONNEL : Deux Cadres confirmés** diplômés HEC, ESSEC, ESC ou formation équivalente ayant acquis très solide expérience pratique dans grand cabinet anglo-saxon ou utilisant mêmes procédures.

Deux postes sont à pourvoir :

- **ADJOINT A CHEF DE DÉPARTEMENT,** impliquant une expérience réussie de 4 à 6 ans et correspondant au niveau de superviseur.

- **AUDITEUR** au sein d'une équipe de contrôle interne, impliquant 2 à 3 ans d'expérience au niveau de Junior ou de Jeune Senior.

Postes à Paris offrant une réelle possibilité d'évolution de carrière au sein d'un groupe puissant en pleine évolution, à de jeunes cadres dynamiques et compétents, désireux de valoriser sur un plan plus opérationnel leur expérience de conseil.

Écrire en précisant la référence.

etap 4, rue Massenet 75016 Paris

ALSTHOM ATLANTIQUE

Un des plus grands groupes mondiaux de la construction électromécanique et navale, recherche pour sa Division CONSTRUCTIONS NAVALES dans le cadre d'un développement important et à long terme de ses réalisations et d'un programme d'études nouvelles dans le secteur OFFSHORE, un ou plusieurs

INGENIEURS CONFIRMES

ENSTA ou autres Grandes Ecoles Scientifiques seraient appréciées.

Ayant une expérience de 5 à 10 ans dans la conception, l'étude et/ou la construction de plateformes OFFSHORE pétrolières.

Les postes à pourvoir se situeront à PARIS ou à ST NAZAIRE (Loire Atlantique).

Bon anglais parlé et écrit indispensable.

Adresser C.V. et prétentions à
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE
7, rue Auber
75009 PARIS.

GRANDE BANQUE

recherche pour
Direction du Contentieux à Paris

JURISTE

30 ans environ, actif, possédant bonne culture Droit Privé (Doctorat Droit ou diplômes étrangers équivalents).

– *Il est demandé* quelques années d'expérience professionnelle bancaire ou stage dans Cabinet d'avocat (Droit des affaires) ou service juridique grande entreprise.

– *Il est indispensable* d'avoir une très bonne maîtrise de l'anglais et de l'espagnol.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé + photo, sous référence 41.813,
PUBLICITÉ ROGER BLEY
101, rue Réaumur, 75002 Paris
(qui transmettra)

PRB

Nous recherchons pour notre DEPARTEMENT ORGANISATION situé en périphérie de Paris Sud

ingenieur en organisation

de formation supérieure (Ingénieur Grandes Ecoles, type ECP - MINES-PONTS, etc...)

Notre Société leader dans le domaine de la vente directe du livre (600 millions de C.A. en courtage et vente par correspondance) souhaite en effet confier à un collaborateur dynamique la conduite de nouveaux projets d'organisation : études préalables, calculs de la rentabilité économique, détermination des moyens à mettre en œuvre, réalisation des cahiers des charges pour les services informatiques, négociation et suivi des prestations de ces services, formation du personnel et mise en place des procédures administratives.

Une bonne connaissance de l'utilisation de l'outil informatique est indispensable. Une expérience de 2 à 3 ans au sein d'un cabinet d'ingénieurs conseil serait vivement appréciée.



Adresser C.V. détaillé, photo et prétent. ss No 27762. CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 q.tr.

Groupe de Distribution Prêt à Porter Produits de Luxe de réputation internationale (600 personnes) recherche,

CHEF DU PERSONNEL

qui devra s'occuper des questions traitant des relations sociales, du recrutement, du suivi de la politique salariale, de la gestion du 1 % logement, et du budget de formation.

Le candidat idéal aura une expérience dans la fonction d'au moins 15 ans et la pratique de la paye informatisée.

Le poste est à pourvoir à Paris, des déplacements en Province de courte durée sont à prévoir.

La rémunération sera de l'ordre de 130.000 F à 150.000 F.

Adresser lettre manuscrite, C.V. + photo sous référence 5492 M à :
ALINEA 49, avenue Trudaine 75009 PARIS, qui transmettra.

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

recherche

un Fiscaliste

pour renforcer son équipe de spécialistes.

- Il exercera une activité d'assistance et de conseil auprès des directions des caisses régionales et des filiales dans tous les domaines de la fiscalité
- 3 à 5 ans d'expérience exigés en cabinet ou grande entreprise.
- Lieu de travail : **St Quentin en Yvelines.**

Adr. CV. phot. sal. et prét. s/réf **5519** à **CNCA Recrutement Carrières 75710 PARIS BRUNE**

Lee Tourney Pub.



Le GROUPE VICTOIRE

Première Société d'Assurances du Secteur Privé

recherche pour la Région Parisienne

FUTURS CADRES COMMERCIAUX H/F

Vous : Bac + 2 ou 2 ans d'expérience de vente de produits financiers.

Nous offrons :
- Une formation.
- Une rémunération motivante.
- Un plan de carrière.

Merci d'adresser C.V., photo et lettre manuscrite à :

V.I.P. Conseils

64, rue de Provence - 75009 PARIS

bleu

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS





OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Centre Technique Industriel région Nord Paris, recherche

Ingénieur électronicien

SUPELEC, IEG, ISEN

Pour études et mise au point de systèmes électroniques dans les machines mécaniques.

Il aura environ 30 ans, une expérience antérieure des microprocesseurs et sera à même de diriger une équipe d'ingénieurs et de techniciens électroniciens. Il collaborera en outre avec les spécialistes mécaniciens.
Poste d'un réel intérêt professionnel.
Anglais indispensable.
Facilités de transport.

Adresser C.V. avec photo et lettre manuscrite sous référence 26533 à
Contesse Publicité,
20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Analyses de produits pétroliers

Ingénieur Electro-mécanicien 150 à 180 000 F

Important groupe de services recherche pour un centre installé dans un grand port français ou pour un centre à créer dans la région parisienne un ingénieur qui sera chargé de développer une technologie nouvelle dans le domaine de l'analyse de produits pétroliers en raffinerie, dans les ports ou dans les dépots. Il aura à faire preuve d'initiative et bénéficiera d'une autonomie d'action, tout en travaillant en collaboration avec les services du groupe installés en France et à l'Etranger. Ce poste convient à un ingénieur d'esprit inventif, ayant une bonne formation mécanique et électrique, ouvert au domaine de l'automatisation et éventuellement de la mécanique fluides et ayant une expérience industrielle d'au moins quatre ou cinq années. Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.

La rémunération sera essentiellement fonction de l'expérience acquise et des développements potentiels des nouveaux appareils, pouvant déboucher sur la formation d'une équipe chargée d'étudier ces appareils et de surveiller leur construction et leur mise en œuvre.

Transmettre lettre manuscrite C.V. - photo récente à Monsieur Henri DESCHENES - 61 Avenue Charles de Gaulle à NEUILLY SUR SEINE (92200)

ATO CHIMIE

recherche pour son centre d'études de recherche et développement situé en Normandie un

Technicien transformation plastique

ayant un DUT Génie Mécanique ou un BTS.

Cette personne sera appelée à participer à des études concernant la transformation des matières plastiques et l'étude des technologies. Ce poste convient à un élément jeune, dynamique, adaptable, ayant le goût de la recherche appliquée.
Il est souhaitable qu'il possède de bonnes connaissances à la fois de la mécanique des matériaux polymériques, de leur rhéologie.
La connaissance de l'informatique et de l'anglais sera appréciée.
Adresser C.V. manuscrit détaillé, photo et prétentions au service du personnel de l'établissement **ATO CHIMIE** - 27470 SERQUIGNY.

MEDIA PA

RTC

La Radiotechnique-Compelec Composants Electroniques recherche pour ses Services Commerciaux INGENIEURS DE VENTE

Diplômés d'écoles spécialisées en électro-mécanique ou électronique.

Nous assurons la formation initiale et nous offrons des perspectives de carrière.

Une bonne maîtrise de l'anglais est un atout supplémentaire.

Ecrire avec C.V. à RTC La Radiotechnique-Compelec Service du Personnel 130, avenue Ledru-Rollin 75540 PARIS CEDEX 11.

L'AIR LIQUIDE

recrute

UN RESPONSABLE ÉTUDES CRYOGÉNIQUES

- Basé au Centre de Recherche et de Développement de **GRENOBLE** sera chargé des études concernant les équipements cryogéniques (exemple : composants pour réfrigérateurs à la température de l'hélium liquide). Dans ce cadre, il devra animer une équipe de 6 ingénieurs et 20 techniciens de haut niveau scientifique.
- Les candidats sont de formation ingénieur (X, ECP, MINES...) ou universitaire (Doctorat de 3ᵉ cycle minimum). Ils sont particulièrement intéressés par les problèmes de basses températures et peuvent justifier d'une expérience réussie d'au moins cinq ans dans la direction d'une équipe de Recherche.

Le Groupe offre de réelles perspectives d'évolution de carrière.

Les dossiers de candidature avec C.V. et photo sont à adresser, sous référence 6149, à **L'AIR LIQUIDE**
Direction des Relations Humaines
75, quai d'Orsay 75321 PARIS CEDEX 07



L'AIR LIQUIDE

recherche

UN INGÉNIEUR POUR SON DÉPARTEMENT BREVETS

- Au sein de ce Département, il est chargé de collecter les innovations auprès des chercheurs, de les étudier et les présenter au Comité Brevets. Par ailleurs, il prépare et suit les procédures d'obtention tant en France qu'à l'étranger (Europe, États-Unis, Canada, Japon...). Enfin, il examine les brevets concurrents et aide à la détermination des libertés d'exploitation (en collaboration avec le Chef de Service).
- Les candidats sont de formation Ingénieur (Mines, ECP, ESPCI...) et mandataires auprès de l'Office Européen des Brevets ou diplômés du CEIPI. Une bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire et des notions d'allemand seraient appréciées.

Ce poste doit permettre une rapide évolution de carrière.

Les dossiers de candidature avec C.V. et photo sont à adresser, sous référence 6150, à **L'AIR LIQUIDE**
Direction des Relations Humaines
75, quai d'Orsay 75321 PARIS CEDEX 07



L'AIR LIQUIDE

recrute

UN INGÉNIEUR RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

- Au sein du Service Recherche en Agro-Alimentaire et Biologie, il sera responsable du domaine "Nouvelles Applications des Gaz" (stockage et conservation sous gaz, conditionnement sous gaz, nouvelles applications des gaz en génie industriel alimentaire...).
- Les candidats sont de formation AGRO, INSA, etc. complétée si possible par une thèse de Docteur Ingénieur. Une première expérience de 2 à 4 ans dans l'industrie alimentaire à un poste technique ou de recherche nous paraît souhaitable. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Le Groupe offre de réelles perspectives d'évolution de carrière.

Les dossiers de candidature avec C.V. et photo sont à adresser, sous référence 6151, à **L'AIR LIQUIDE**
Direction des Relations Humaines
75, quai d'Orsay 75321 PARIS CEDEX 07



L'AIR LIQUIDE

recherche

UN INGENIEUR D'AFFAIRES

- Au sein du département ingénierie, il est l'interlocuteur privilégié en matière d'équipements cryogéniques, de la clientèle externe et interne du Groupe. A ce titre, il sera plus particulièrement chargé de :
  - l'analyse des besoins,
  - l'établissement des devis,
  - le suivi des commandes.
- Les candidats sont de formation ingénieur (généraliste ou physico-chimiste), et une expérience commerciale de 2 ans nous paraît souhaitable. Naturellement la maîtrise de l'anglais est indispensable.

Le groupe offre de réelles perspectives d'évolution de carrière.

Les dossiers de candidature avec C.V. et photo sont à adresser, sous référence 6152, à **L'AIR LIQUIDE**
Direction des Relations Humaines
75, quai d'Orsay 75321 PARIS CEDEX 07



THOMSON-CSF

CENTRE ELECTRONIQUE DE SARTROUVILLE
(situé en banlieue Nord Ouest de Paris)
recherche

son délégué à la qualité

Ce poste convient à un ingénieur diplômé grande école (Centrale - ESE - TELECOM - ENSAM ...) 35 ans minimum, ayant assuré des fonctions équivalentes dans une industrie à haute technicité pendant 5 à 10 ans.
Il sera rattaché à la Direction Générale de l'établissement et supervisera une fonction essentielle : **la qualité des équipements d'électronique professionnelle.**
Ouvert sur l'extérieur, sachant communiquer à tous les niveaux :
— il assurera le suivi des procédures assurance qualité,
— il animera le service contrôle et d'une manière générale, il aura délégation de la Direction dans le domaine de la qualité.
La connaissance de l'anglais (lu et parlé) est nécessaire.
L'importance de notre groupe permet d'offrir de réelles possibilités de carrière à un candidat de valeur.
Le niveau de rémunération sera fonction de l'expérience et du potentiel du candidat.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions au :
SERVICE DE L'EMPLOI 17, Quai Pierre Brunel,
78500 SARTROUVILLE.

cimatel

Cimatel est un centre de conception de circuits intégrés micro-processeurs, filiale de leaders internationaux : **INTEL, MATRA ET MHS.**

Cimatel regroupera, d'ici 1985, environ 80 ingénieurs de conception et techniciens supérieurs. Les deux fonctions suivantes, nouvellement créées, sont à pourvoir rapidement auprès du Directeur Général.

Responsable administratif et comptable *HF*

Ce collaborateur **prendra en charge les aspects comptables, administratifs, gestion de personnel**, liés au fonctionnement de la structure.
Agé d'une trentaine d'années, il devra posséder une formation supérieure comptable (niveau D.E.C.S.) et justifier d'une expérience similaire de 3/5 ans (utilisant en particulier des systèmes informatiques). Il devra pouvoir s'exprimer en langue anglaise.

Secrétaire de direction bilingue anglais

Elle aura à assumer un rôle important d'**assistance et de coordination auprès du Directeur Général.**
Vive, adaptable et directe, son mode de collaboration devra faire appel à la réflexion, l'organisation et l'autonomie. Elle possédera, bien sûr, les compétences techniques et l'expérience lui permettant de répondre aux exigences de la fonction.
Lieu de travail : Saint-Quentin-en-Yvelines.

MEDIA PA



Nous avons chargé les consultants du Cabinet Infraplan d'établir les premiers contacts. Nous vous remercions de leur adresser votre candidature (C.V. + prétentions) qui sera examinée avec attention et discrétion.

INFRAPLAN 83, bld Raspail 75006 PARIS
PARIS - NANTES
MEMBRE DE SYNTEC

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

ENERTEC, société du Groupe SCHLUMBERGER, recherche pour sa Division « ACQUISITION et ENREGISTREMENT », basée à VELIZY

UN RESPONSABLE DES VENTES FRANCE

Il aura pour mission de commercialiser du matériel hautement technique pour des applications aéronautiques et militaires.

La personne qui sera retenue doit être de formation ingénieur grande école électronique et avoir une bonne introduction dans les milieux militaires et aéronautiques.

La connaissance de la langue anglaise sera un atout supplémentaire.

RÉF. LM/1

UN RESPONSABLE DES VENTES EUROPE

Pour son Département AUDIO PROFESSIONNEL, spécialisé dans l'enregistrement et le traitement du son pour équiper des stations de radio, télévision, etc...
Il aura pour mission d'animer un réseau d'agents, de promouvoir les produits, de répondre aux appels d'offre et négocier les affaires.
La personne qui sera retenue devra posséder une expérience réussie de la vente à haut niveau, parler couramment l'anglais et être de formation supérieure: grande école de commerce ou ingénieur en électronique.

RÉF. LM/2

Pour ces postes, la rémunération sera fonction de l'expérience acquise, et des perspectives d'évolution sont ouvertes pour des candidats de valeur.

Un dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo), précisant la référence du poste souhaité, est à adresser au

ENERTEC
Schlumberger

Service du Personnel
1, rue Nieuport
78140 VÉLIZY

HAVAS CONTACT

Un important organisme (Paris) recherche

2 JURISTES DE HAUT NIVEAU

- DROIT ADMINISTRATIF ET DROIT DES AFFAIRES principalement économique (concurrence, consommation, distribution).
- DROIT FISCAL ET FINANCES PUBLIQUES

Ils participeront à une activité de conseil, d'études et de rédaction de brochures d'information.

Les deux postes concernent des candidats titulaires d'un diplôme de 3ème cycle de droit. Le second pourrait toutefois convenir au titulaire de deux diplômes complémentaires de second cycle dont un obligatoirement juridique.
Une expérience professionnelle de trois ans est indispensable.
Adresser candidature manuscrite, C.V. + photo sous réf. 8311 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS

La filiale française d'une importante Société Internationale (Produits de grande consommation) recherche le

Responsable du service Facturation/Expeditions Export

Ce poste conviendrait à un PROFESSIONNEL DU TRANSPORT, possédant des qualités de contact, des connaissances en informatique, la pratique de l'anglais.
Poste à pourvoir à Paris-La Défense.
Adresser candidature, CV et photo à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, sous référence 5645, qui transmettra.

Média-System



SMAbtp

1er Assureur Français du Bâtiment et des Travaux Publics

recherche

Responsable de Projet en Organisation

Diplômé d'une Grande Ecole ou de Formation Universitaire (Doctorat de Gestion souhaité) et justifiant d'une expérience Professionnelle de plusieurs années avec participation à des responsabilités d'encadrement, le candidat retenu conduira et participera à des actions dans tous les secteurs d'activité d'un Groupe d'Assurances de 1700 personnes.
Ce poste pourra intéresser des hommes ou des femmes de terrain, aptes à prendre pleinement en charge des projets et rompus au travail en équipe. La télématique, la bureautique feront partie de leur environnement.
Une réelle expérience du travail en relation avec l'Informatique est indispensable.

Veuillez adresser votre dossier de candidature, rémunération actuelle et photo à Mme VIARD, SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS, 114, avenue Emile Zola, 75739 Paris Cédex 15.

FUTURS RESPONSABLES D'AFFAIRES

La division Avionique du Groupe Thomson CSF conçoit et réalise des équipements de haute performance dans un domaine à technologie de pointe. L'important développement de ses activités l'amène à recruter des:

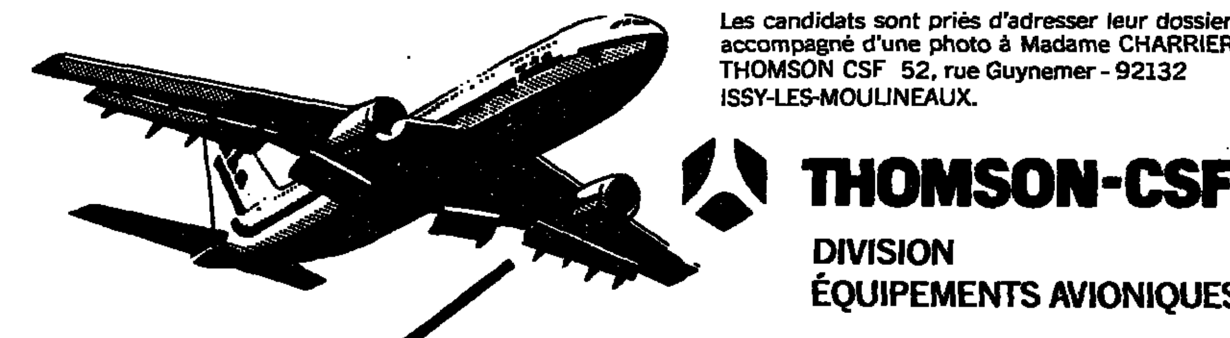
ingénieurs électroniciens

Conception Essais — Réf. 39780
Ingénieurs expérimentés, ils seront responsables de la conception et des essais d'équipements infrarouges prototypes.
Ils auront nécessairement une première expérience en électronique analogique à large bande.

Études et Réalisations — Réf. 39781
Débutants ou ayant une première expérience en technique numérique sur microprocesseurs, ils seront chargés au sein d'une petite équipe de participer à l'étude et à la réalisation d'équipements utilisant du traitement d'image en temps réel.

Ces postes induisent des évolutions de carrière intéressantes au sein du premier groupe électronique français et conduiront les candidats ayant les capacités requises à devenir des responsables d'affaires.

Les candidats sont priés d'adresser leur dossier accompagné d'une photo à Madame CHARRIER, THOMSON CSF 52, rue Guynemer - 92132 ISSY-LES-MOULINEAUX.



THOMSON-CSF
DIVISION
ÉQUIPEMENTS AVIONIQUES

HAVAS CONTACT

Jeunes ingénieurs

Choisissez le bon cap ! l'Informatique.

Ingénieur de formation vous voulez débuter votre carrière par l'**informatique**.
En choisissant notre société, **vous choisirez le bon cap !** (2 000 personnes, filiale d'un groupe important, une direction informatique de plus de 100 personnes, un réseau de télétraitement sur système IBM 3033 - MVS - CICS).
Vous bénéficierez d'**atouts uniques**.
Pour réussir votre départ, une formation complète nécessaire à une bonne intégration dans l'une des trois filières (études, système, exploitation).
Pour garder le vent en poupe, des possibilités d'évolution rapide vers des responsabilités dans la filière de départ ou dans une autre filière (selon vos goûts et aptitudes).
A moyen terme, une ouverture vers d'autres voies dans l'entreprise.
Si vous vous sentez de taille à maintenir l'allure sous force 5, adressez lettre, C.V. et photo en précisant sur l'enveloppe la référence 1753/LM à

MEDIA P.A.
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

MEDIA PA

Le PDG recherche un (jeune) patron

Un ingénieur d'envergure, (30-40 ans environ), formation électronique, bilingue français-anglais. Un technicien averti doublé d'un manager. Un vrai. Autoritaire sans autoritarisme, diplomate, mais capable de décider et de trancher aussi bien sur des problèmes techniques que sociaux.

A son programme, un département de 50 hommes à faire tourner. Tous des spécialistes de l'Après-Vente. Tous particulièrement indépendants et mobiles (leurs missions les appellent constamment en déplacement) bref, un département difficile... Mais, la voie royale pour accéder à un poste de haut niveau dans la société.

Cette société : un constructeur scandinave bien implanté en métropole, très connu dans les milieux de l'électronique et de la bureautique. En France, 150 MF CA, 150 personnes.

La rémunération est ouverte. Sur une base de 180 000 F, elle sera négociée en fonction de l'expérience et du potentiel du candidat. Voiture de fonction.

Poste basé en proche banlieue parisienne, directement rattaché au PDG.

Votre candidature sera étudiée très confidentiellement par notre conseil

ims
international management selection

IMS - 3, rue de Penthièvre - 75008 PARIS.

Dessein

Ingénieur électronique

Développer, gérer une ligne de produits

Tekelec Airtronic, société française leader dans le négoce de matériel électronique professionnel (800 personnes, C.A. 600 millions, progression : + 35% en 1981) souhaite confier à un ingénieur la responsabilité d'une ligne de produits : **imprimantes et blocs d'impression.**

Technicien possédant une bonne connaissance des imprimantes ou des périphériques, il fera preuve d'une réelle capacité d'adaptation aux impératifs du marché.
En effet, il devra **définir sa politique commerciale** promouvoir ses produits au niveau d'un réseau existant.

De plus, il sera chargé des **négociations avec les fournisseurs** ce qui implique une parfaite maîtrise de la langue anglaise.

Ce poste (position 2) à responsabilités multiples est à pourvoir dans une petite unité au sein de notre département périphériques et modules.

Merci d'adresser lettre manuscrite C.V., photo et prétentions en précisant la référence 33 à ORION - 3, Rue du Rocher - 75008 PARIS, qui transmettra.

TEKELEC TA AIRTRONIC
L'ELECTRONIQUE DE POINTE

ORION

MEDIA PA

IMPORTANTE SOCIETE ELECTRONIQUE
appartenant à un Groupe International
recherche pour renforcer ses
Services de Contrôle de Gestion,
au niveau du Siège de la Compagnie

JEUNES CADRES FINANCIERS

Ils prendront en charge le suivi et le contrôle d'un ou plusieurs Centres de Profits (Département ou Filiale).

Ils évolueront par la suite, vers des postes de responsabilités dans des unités autonomes.

Ces postes conviendraient à de Jeunes Cadres de formation supérieure (ESCP - ESSEC - HEC - IEP), possédant 2 à 3 années d'expérience si possible en Contrôle de Gestion.

Envoyer C.V. et photo sous no 27801 à CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui tr.



LEADER DE
LA COMMUTATION TEMPORELLE
recrute

INGÉNIEURS LOGICIEL

Grandes écoles ou universitaires (débutants ou expérimentés)

Ils participeront à l'étude et à la réalisation du logiciel d'application temps réel d'un système de radio téléphonie publique moderne basé sur un réseau de microprocesseurs et une architecture distribuée.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à CIT ALCATEL 10, rue Latécoère - 78140 Vélizy-Villacoublay - Service Recrutement et Orientation sous réf. A.S.



informatique

sema

La Division informatique de SEMA-METRA, groupe européen de conseil, d'études et d'ingéniérie (720 MF de CA - 2100 personnes) recherche des ingénieurs de haut niveau, diplômés de Grandes Ecoles ou universitaires (DEA et 3ème cycle).

chef de secteur télématique

Il aura pour mission de développer nos activités dans le domaine des réseaux et de la messagerie. Son expérience supérieure à 8 ans lui permet d'encadrer, au plan technique et méthodologique, les équipes travaillant sous sa direction. *(réf.10320/M)*

ingénieur en chef informatique industrielle

C'est un expert des grande systèmes temps-réel à caractère industriel. Il en assurera la conception en liaison avec nos clients et encadrera les ingénieurs chargés de la réalisation. Il a 5 à 10 ans d'expérience et connaît si possible l'un des ordinateurs suivants : MITRA - TANDEM - MODCOMP. *(réf.10321/M)*

ingénieur réseaux et télématique

Il a 2 à 5 ans d'expérience et la connaissance approfondie des architectures et protocoles de réseaux (ISO. X 25, architectures constructeurs). Il participera au développement de services nouveaux dans le domaine de la télématique. *(réf.10322/M)*

ingénieurs logiciel de base

Ayant de solides connaissances théoriques et pratiques dans les domaines suivants : langages et techniques de compilation, validation, génie logiciel, systèmes, bases de données. *(réf.10326/M)*

ingénieurs informaticiens

Ils ont 1 à 3 ans d'expérience en réalisation de logiciels temps-réel sur mini-ordinateurs. Ils participeront à des projets prestigieux dans des domaines de pointe : informatique industrielle, simulateurs d'entraînement, réseaux de transmission. *(réf.10325/M)*

ingénieur électronicien microprocesseurs

Il a 2 à 5 ans d'expérience. Nous lui confierons la responsabilité complète (de la conception au lancement) de projets mettant en œuvre des calculateurs S 108 développés par SEMA. *(réf.10323/M)*

ingénieur CAO / IAO

Il a 1 à 3 ans d'expérience et est intéressé par la modélisation de systèmes. Il participera au développement d'outils de conception et d'aide à la décision. *(réf.10324/M)*

Merci d'adresser votre candidature à J. Hajage, en précisant la référence ainsi que votre adresse et notre n° de téléphone - Sema-Sélection : **16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.**

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris - Lille - Lyon Marseille - Toulouse

---

sopalin

Filiale d'un groupe multinational, marques : SOPALIN, KLEENEX, COTEX, FREEDOM

nous recherchons pour le service

CONTROLE de GESTION
usine de Rouen
cadre analyste de coût

Il assure le calcul, l'analyse et le contrôle des résultats concernant les secteurs qui lui sont affectés.
Il participe aux études liées aux prévisions et projets.
Il est en relation avec les responsables des ateliers de production.

Ce poste convient à un Diplômé de l'Enseignement Supérieur (ESC ...) possédant si possible une première expérience en comptabilité analytique. La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Adresser votre candidature (CV + photo) à :
Sté SOPALIN - François ROBERT Bureaux de la Colline 92213 SAINT CLOUD
Nous vous assurons d'une discrétion totale et d'une réponse dans les trois semaines.

COFAP

GROUPE D'INGENIEURS - CONSEILS INTERNATIONAL

recherche

un ingénieur électricien

Deux à cinq ans d'expérience, pour études d'installations générales MT - BT situées à l'étranger

un ingénieur hydraulicien

Grande Ecole, cinq ans d'expérience, pour études d'installations hydrauliques situées à l'étranger, notamment réseaux urbains d'eau potable et stations de pompage.
Connaissances en traitement des eaux (pour production d'eau potable) appréciées.

Les deux postes sont basés à Paris avec quelques missions de courte durée à l'étranger. Ils impliquent une bonne connaissance de la langue anglaise.

Adresser CV détaillé en indiquant salaire souhaité à No 20247 COFAP, 40, rue de Chabrol 75010 PARIS, qui transmettra.

SNECMA

SOCIETE NATIONALE D'ETUDE ET DE CONSTRUCTION DE MOTEURS D'AVIATION

RECHERCHE

CENTRE DE VILLAROCHE PRES MELUN

ingénieurs études thermiques

Pour participer aux études de refroidissement d'aubes et turbine pour les moteurs futurs ou pour le développement des moteurs actuels.

ingénieur traitement du signal

Chargé d'effectuer des études de traitement du signal et de promouvoir leur application dans le cadre du dépouillement des essais de vibrations, acoustiques, aérodynamique instationnaire.

CENTRE DE GENNEVILLIERS

ingénieur qualité forge-fonderie

Pour seconder le chef de département dans ses tâches de gestion : études techniques, plan de charge, investissements, budget, suivi des réalisations. Très bonnes connaissances en transformation des matériaux.

CENTRE DE CORBEIL

ingénieurs mécaniciens d'après-vente

Chargés d'assister les utilisateurs dans les opérations de maintenance ou de révision des turboréacteurs et de coordonner l'ensemble des activités techniques associés à l'exploitation des moteurs.

informaticiens expérimentés

Chargés des applications paie et gestion du personnel. En liaison avec les utilisateurs des différents établissements, ils élaboreront les cahiers des charges et animeront une équipe de réalisation informatique.

CENTRE DE SURESNES

ingénieurs électroniciens

Responsables d'études d'équipements aéronautiques, de mise au point et d'essais de matériels embarqués complexes, de systèmes évolués de détection télémesures-télécommandes.

Merci d'adresser lettre, C.V. et prétentions en précisant les postes souhaités à SNECMA Département Encadrement, 2, boulevard Victor 75724 PARIS CEDEX 15.

Mobil

recherche

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

DEBUTANTS ou 2 à 3 ANS D'EXPERIENCE INDUSTRIELLE

FORMATION MECANIQUE OU MOTEURS

(ARTS et METIERS, IDN, ICAM, etc)

Les postes :
- demandent une solide formation mécanique et une bonne connaissance du monde industriel
- requièrent le goût des contacts et du travail en équipe
- nécessitent de nombreux déplacements et une grande disponibilité
- offrent d'intéressantes opportunités d'évolution de carrière, en fonction des aptitudes.

RESIDENCE PARIS OU PROVINCE

DONT UN POSTE BASE A NANCY

Prière d'adresser sous référence 28171, lettre manuscrite, C.V. et photo (retournée) à MOBIL OIL FRANCAISE - Service Central Recrutement - Tour Septentrion - 92081 PARIS LA DEFENSE Cedex 9.



LA DIRECTION DES APPLICATIONS et SYSTEMES regroupe ses développements à Massy (5' R.E.R.) et accroît son activité **logiciel bancaire** fondée sur une hiérarchie de microprocesseurs.

INGENIEUR LOGICIEL QUALIFIE

vous assurerez l'une des fonctions suivantes:

- **développements** et suivis de logiciel pour guichet bancaire,
- **connexions** sur les grands réseaux des clients,
- **télécommunications** (BSC, VIP, X25, SNA, DSA)
- **responsabilité** des états techniques,

Vous recevrez une formation sur nos produits et le plein support de notre méthodologie.
Notre expansion assure à des candidats de valeur de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature complète (lettre manuscrite avec CV et prétentions) à Michel BERNET-ROLLANDE, Direction des Relations du Travail **TRANSAC ALCATEL, 1, rue Ampère - BP 92 - 91301 MASSY.**

FLONIC

Dans le cadre de son orientation nouvelle vers les systèmes de paiement électroniques — cartes à mémoire électronique à haute sécurité, terminaux bancaires, terminaux point de vente — FLONIC SCHLUMBERGER recrute des

TECHNICIENS SUPÉRIEURS «ÉLECTRONIQUE»

Une expérience de 3 à 4 années est indispensable, ainsi que des connaissances en logique et en microprocesseurs.

Suivant leurs souhaits professionnels, ils se verront proposer des postes:
- de mise au point d'ensembles électroniques et électromécaniques ou
- de suivi de clientèle dans le cadre d'un service après-vente.

Les dimensions de l'entreprise et du Groupe dont elle fait partie offrent de nombreuses possibilités d'évolution à partir de ces postes.

Une candidature accompagnée d'un CV est à adresser à R. BARBAUD, FLONIC SCHLUMBERGER 12, place des États-Unis - BP 422 - 92541 Montrouge Cedex.

FLONIC Schlumberger

HAVAS CONTACT

GROUPE INDUSTRIEL
recherche pour sa DIRECTION FINANCIERE A PARIS

UN CADRE COMPTABLE CONFIRME

Pour participer à l'élaboration des procédures comptables pour l'ensemble de la société. Il sera en outre chargé de missions particulières au sein des diverses unités.

Ce poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur avec DECS. Une première expérience professionnelle est nécessaire.

Adresser lettre, CV et prétentions sous référence 27987 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

AVON S.A

DIVISIONAL SALES MANAGER

HEC, ESSEC, SUP de CO...

La plus importante société mondiale dans la vente de cosmétiques, produits de beauté et bijoux fantaisie recherche un Directeur Régional des Ventes.

Après une formation de 6 mois au Siège (au Nord de Paris, dans 12 ha de verdure) et sur le terrain, le candidat âgé de 30 ans minimum, partagera son temps entre le siège et la province.

*— **Sur le terrain :** responsable à part entière d'une équipe de 20 animatrices de vente. Il est à l'écoute du marché, il forme, il motive, il anime, alliant à chaque instant équilibre personnel, créativité et ouverture d'esprit.*

*— **Au siège :** il échange ses expériences au sein d'une cellule à fort pouvoir d'innovation, mais aussi il rend des comptes et fait part de ses réussites et de ses expériences.*

Le candidat que nous recherchons doit évoluer au sein du Groupe, sa motivation personnelle l'y incitera, la dimension de l'entreprise le permet.

Servir en Beauté Construire et Vivre !

Prière de nous transmettre votre C.V. + photo à la Direction du Personnel - AVON S.A., Chemin d'Uny - 60290 Rantigny. (Réponse et discrétion assurées).

Notre métier : les systèmes informatiques

SOPRA, l'une des plus importantes entreprises françaises d'ingénierie en informatique poursuit son expansion rapide (CA 1981 en progression de 37,6%). Construire des systèmes informatiques est notre métier. Le savoir faire et la qualité de nos équipes, notre maîtrise des techniques nouvelles sont reconnus de nos clients.
Nous recherchons des :

Chefs de projets

ingénieurs grandes écoles de 4 ans d'expérience minimum pour l'étude et l'encadrement de projets de haut niveau mettant en œuvre télétraitement et bases de données.

Ingénieurs

diplômés avec option informatique connaissant Minis, systèmes de télétraitement (CICS, TDS), base de données (DL1, IDS) pour le développement d'applications de gestion des entreprises.

Plusieurs postes à pourvoir à Paris et en Province. Discrétion assurée.

Adresser C.V. + photo sous réf. 1603 à SOPRA Recrutement, 90 rue de Flandre 75019 Paris.

SOPRA.
Constructeur d'informatique

média-system

Ingénieur commercial constructeurs

Division produits magnétiques

Le candidat que nous recherchons
Outre une formation de base en électronique (du BTS à une école d'ingénieurs), il possèdera un complément de formation ou une expérience commerciale et, obligatoirement, une expérience informatique (périphériques, interfaces, microprocesseurs, programmation...) et la connaissance de l'anglais.

Il saura également faire preuve de bonnes facultés d'analyse et d'évaluation, de discrétion et d'une grande disponibilité.

Sa mission
Auprès d'une clientèle de constructeurs, il aura un double rôle de négociateur et de conseiller au niveau des produits et matériels d'enregistrement magnétique (analyse des besoins, établissement du cahier des charges, définition des produits et applications, mise au point en relation avec les ingénieurs de l'usine, étude des coûts et des délais...).

Si vous êtes attiré par un poste complet et autonome, adressez lettre, C.V. et photo à Denis FAUCONNET.

3M

3M France
Direction des Relations Humaines
Boulevard de l'Oise
95006 CERGY PONTOISE CEDEX

MEDIA PA



SFENA

ÉLECTRONICIENS ET INFORMATICIENS AU CŒUR DE LA TECHNOLOGIE FRANÇAISE

Grand équipementier aéronautique français, nous sommes une société de 3000 personnes (dont 630 ingénieurs et cadres). Notre chiffre d'affaires dépassera 1 milliard de francs en 1982, dont 50 % à l'exportation.
Notre développement nous amène à proposer les postes suivants :

Ingénieurs d'application i/133
pour les systèmes de test automatique. Ils auront à assurer la coordination entre les utilisateurs et les services de conception.

Ingénieur méthode et industrialisation i/134
pour les systèmes informatiques. Il assurera la mise en production des produits définis par le département étude.

Chef de projet i/135
centrale inertielle et gyrolaser. Spécialisé en optique, il sera responsable de la définition du produit et de la gestion du programme.

Chef de service logiciel i/136
il aura à animer une équipe de 10 ingénieurs et à mettre en place une méthodologie de développement de logiciel.

Ingénieurs commerciaux i/137
de haut niveau pour la vente de nos systèmes informatiques et de nos systèmes de test.

Ingénieurs qualité i/138
pour les systèmes avioniques et informatiques.

Ingénieurs étude et développement i/139
pour les systèmes avioniques et les systèmes informatiques.

Merci d'écrire en précisant le poste choisi à
SFENA Gestion des cadres
B.P. 59, 78141 Vélizy-Villacoublay

média-system

Une formation Mathématique et Economique pour la planification

(Maths appliquées à l'économie, ENSAE...)

Le Groupe de la Compagnie Bancaire est un des plus importants organismes spécialisés dans la distribution du crédit (7 000 personnes).

Nous recherchons pour l'une de nos filiales importantes, un jeune diplômé soit universitaire (Mathématiques appliquées à l'économie) soit diplômé d'une école d'ingénieurs ou de gestion avec spécialisation en économie afin de lui confier un poste de CHARGE D'ETUDE PLANIFICATION.

Il devra posséder une bonne connaissance des techniques d'aide à la décision, d'analyse financière et de modélisation ainsi que la capacité à maîtriser les langages informatiques, car il participera aux travaux d'élaboration et de contrôle des plans, ainsi qu'à la maintenance et au développement des modèles de prévision.

Si vous êtes intéressé, veuillez adresser lettre manuscrite + C.V. + prétentions sous réf. 003 à COMPAGNIE BANCAIRE - 5, Avenue Kléber - 75791 PARIS CEDEX 16

compagnie bancaire

MEDIA PA



MSL international

3, place de Valois 75001 PARIS - Tél. (1) 261.81.61.
94, rue Servient Le Mercure 69003 LYON - Tél. (7) 862.08.33.
50, boulevard de Paris 59100 ROUBAIX - Tél. (20) 73.71.70.

Banque Internationale Paris

recherche

Directeur département commercial

pour animer une équipe de plusieurs cadres chargés de développer une clientèle d'entreprises (opérations de crédit court et moyen terme, euro-syndication, risques souverains...). Réf. M 205

Responsable département crédit

chargé de la gestion des dossiers de crédits (court et moyen terme, acheteur/fournisseur...) et du contrôle des risques. Réf. M 206

Pour ces deux postes, plusieurs années d'expérience sont indispensables ainsi que la pratique courante de l'anglais. Rémunération de haut niveau.

Prière d'adresser (en spécifiant la référence) votre résumé de carrière à MSL International (Paris) qui le transmettra.

Discrétion assurée.

ALSTHOM ATLANTIQUE

recherche pour un de ses établissements de la REGION NORD DE PARIS, des

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

chargés du développement à l'exportation de la vente de centrales électriques diésel de petite et moyenne puissance 1 MW à 200 MW.

Les missions du poste consistent à :
— nouer et à multiplier les contacts commerciaux avec la clientèle potentielle en vue de promouvoir le produit et l'image du groupe
— participer à l'élaboration des cahiers des charges d'appel d'offres et au montage des financements
— défendre sous tous ses aspects l'offre remise au client
— negocier les contrats commerciaux.

Ce poste suppose de la part du candidat une capacité réelle de contact et de négociation à tous les niveaux acquise dans le domaine de la vente à l'exportation d'ensembles industriels complets.

Une formation d'ingénieur, la pratique de l'anglais et d'une deuxième langue (espagnol-portugais) ajoutées à une grande disponibilité sont les conditions indispensables à la tenue des emplois proposés.

Envoyer lettre manuscrite avec CV, photo sous No 27.360 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra



MIKROS

jeune ingénieur de production

Déjà leader dans la profession, la MICROGRAPHIE, nous renforçons la structure de notre cellule COM - édition de microsupports à partir du traitement de bandes magnétiques.

Vous gérerez cette cellule de 15 personnes qui peut être assimilée à une petite cellule informatique.

Vous avez déjà assumé pendant 2 - 3 ans des responsabilités où vous avez dû mettre en place et faire vivre des méthodes et une organisation, dynamisé une équipe, dans une Société de services.

Vous connaissez donc les contraintes de qualité, de délais, de souplesse et de rapidité d'exécution.

Vous devez être très disponible, vos hommes intervenant également la nuit.

Des connaissances en informatique sont un atout, mais ne sont pas indispensables à votre réussite.

Nous assurerons votre formation.

Votre rémunération sera à la hauteur de nos ambitions.

Adresser C.V., lettre manuscrite et photo à M. LANOT, 9 rue du Dôme
92100 BOULOGNE - Tél. 620.57.22

pmp



DÉVELOPPEMENT D'APPLICATIONS INFORMATIQUES AVANCÉES

Dans le cadre d'importants projets, le CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE propose des opportunités professionnelles intéressantes à des

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Expérimentés



connaissant CICS et DL1.

Chargés de l'analyse organique de projets de développement (à l'exclusion de travaux de maintenance), ils encadreront des équipes de jeunes programmeurs, pour évoluer ensuite vers la conduite de projets, ou vers des activités d'organisation, selon leurs aptitudes et leurs goûts.

Candidature et CV à adresser sous réf. 73715/LM à

ETHNOS - Conseil en recrutement
9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS
Membre de Syntec Informatique.

GROUPE

HAVAS CONTACT



Ingénieur Fort Potentiel

Expérience Système Temps Réel

GROUPE AIRELEC RADIAL BRUNNER est leader en France sur le marché des appareils de chauffage électrique.

Notre croissance (environ 40 % par an) nous amène à développer notre système intégré de gestion et les applications existantes en temps réel (gestion commerciale et comptable).

Pour mener à bien cette maintenance et ce développement des applications informatiques en liaison étroite avec tous les services utilisateurs, nous créons à Paris le poste ANALYSTE PROGRAMMEUR CONFIRME.

De formation Ingénieur ou similaire, il justifie d'une réelle expérience de maintenance et développement d'applications sur système temps réel ; la personnalité du candidat restant un des critères déterminants du choix.

Merci d'adresser votre candidature ou de téléphoner sous référence 82809 M à Madame Claude FAVEREAU qui traite confidentiellement cette recherche.

EMPLOI centor

13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS
Tél : 285.15.53

DÉPARTEMENT INFORMATIQUE DE GESTION INDUSTRIELLE

Le développement de notre marché et notre évolution ouvrent des perspectives à des

INGENIEURS OU UNIVERSITAIRES

Débutants ou Confirmés

Une connaissance de la gestion, de l'organisation ou de la mise en place de progiciels en milieu de production industrielle serait fort appréciée. Les candidats retenus participeront **soit à la conception, soit à la réalisation** de systèmes de gestion de production.

Des plans de carrière seront définis en fonction du potentiel des candidats.

HAVAS CONTACT

Adressez lettre + CV et photo sous réf. 161 MT à Bruno Corson. 10, rue Auber - 75009 Paris.



Nous sommes une société industrielle française, filiale d'un groupe international qui garantit notre solidité.
Notre activité dans un secteur de pointe est largement exportatrice.
Notre taille est humaine : 600 personnes.
Nous recherchons notre :

SECRETAIRE GENERAL

Dépendant du Directeur Général, il prend la responsabilité des Services Juridique, Administration, Achats et Relations Humaines.

Ce poste est confié à un candidat de formation supérieure, parlant parfaitement anglais et d'au moins 38 ans.

C'est peut-être aujourd'hui un homme de Personnel ayant la capacité de donner une dimension supérieure à sa carrière ou un secrétaire général qui souhaite rejoindre une société qui lui donne les moyens de se réaliser.
Lieu de travail : Paris.

Une réponse confidentielle sera adressée à toute candidature envoyée à Monsieur ANDRE, 149, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS.

Publicité - Promotion Relations publiques.

LE SERVICE AGENCE PUBLICITE - PROMOTION - RELATIONS PUBLIQUES du Groupe des Banques Populaires recherche un RESPONSABLE DE PROJETS DE COMMUNICATION.

Ce futur collaborateur aura une formation supérieure et une expérience confirmée de la communication (Agence ou Annonceur).

Sous la responsabilité du Chef du Service Agence, il travaillera en équipe pour concevoir, réaliser et mettre en place des opérations de communication nationales ou régionales.

Ce poste exige du goût pour la négociation et un esprit créatif et concret.

Il nécessite également des déplacements ponctuels en province.

Les candidats enverront leur C.V. détaillé avec photo et prétentions sous Référence CO à Monsieur CASTETS

Banque Populaire

131, avenue de Wagram - 75847 PARIS

roog carrières

Ingénieur de complétion ? Je connais...

... Oui, un métier que vous connaissez. Pour l'avoir exercé pendant au moins cinq ans dans une société pétrolière, après avoir complété votre diplôme d'ingénieur par une formation adaptée à l'I.F.P. Vous avez conçu des équipements de puits et de tête de puits, vous en avez supervisé l'installation et vous avez assuré par la suite le démarrage et le suivi d'exploitations. Peut-être même avez-vous connu cette expérience sur un champ de gaz. Ce métier, cette technique vous les aimez. Mais peut-être voulez-vous aujourd'hui mettre un terme à une vie de chantiers extérieurs qui vous pèse un peu, ou au moins faire une pause.

Nous vous en offrons la possibilité. Notre spécialisation dans les travaux souterrains est notoire, en France et à l'étranger. Nous réalisons aujourd'hui, dans un pays très proche de l'hexagone un stockage de gaz naturel de grande capacité en aquifère. Vous exercerez, à partir de Paris, un rôle d'assistance technique pour la mise en exploitation puis l'exploitation de ce stockage. La fonction comporte, bien entendu, des déplacements sur le site, mais raisonnables. Dans deux ou trois ans, d'autres projets prendront le relais...

Pour rejoindre notre équipe, qui reste à taille humaine, écrivez dans un premier temps aux consultants de Sirca sous référence 822 693 M. Ils vous donneront, en vous recevant, les premiers compléments d'information sur notre société et sur le poste. Confirmez-leur que vous possédez un anglais de bon niveau.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

SOURCES

MEMBRE DE SYNTEC

INGÉNIEUR COMMERCIAL

CAP SOGETI LOGICIEL se situe au premier rang des sociétés européennes de conseil et de services en informatique.

Elle recherche pour l'une de ses Divisions basées à Paris, un **INGÉNIEUR COMMERCIAL** de 2 à 5 ans d'expérience.

Diplômé de l'enseignement supérieur commercial ou scientifique, il a acquis cette expérience chez un constructeur d'ordinateurs ou dans une SSCI.

Il sera responsable de l'organisation de sa prospection commerciale, de la négociation et de la vente de contrats de conseil et de réalisation. Il participera en outre au suivi des projets jusqu'à leur aboutissement.

Ce poste doit évoluer à moyen terme vers la Direction d'une agence.

La rémunération, qui se compose d'un fixe et d'un intéressement lié aux résultats, est motivante.

Un dossier de candidature est à adresser à Yves-Michel DUVAL
CAP SOGETI LOGICIEL - 5, rue Louis Lejeune - 92128 Montrouge Cedex.



HAVAS CONTACT

---

arianespace

Recrute au sein de sa Direction des Opérations, des

INGENIEURS

pour son équipe de lancement ARIANE

Les titulaires sont chargés notamment :
- d'encadrement d'équipes
- de création de procédures et de logiciel
- de la mise en œuvre et du contrôle de sous-systèmes du lanceur ARIANE en vue du lancement.

Pour cela, ils doivent être aptes au travail en équipe, être disponibles.
Bonne connaissance de l'anglais exigée.

Lieu de travail : EVRY (91) et KOUROU (Guyane Française).

— 4 INGENIEURS ELECTRONICIENS (Réf. SP2 - G2)

Les candidats doivent posséder des connaissances en automatismes, servomécanismes et si possible sur les systèmes de calculateur sol ou bord utilisant des langages évolués «temps réel».

— 2 INGENIEURS ELECTRONICIENS (Réf. T2)

Les candidats doivent posséder des connaissances dans le domaine des télémesures et, si possible, sur les systèmes utilisant des calculateurs «bord» et «sol».

— 5 INGENIEURS MECANICIENS (Réf. K2 - ES2)

Les candidats seront chargés notamment de la préparation et du contrôle des systèmes propulsifs du lanceur. Ils doivent posséder de bonnes connaissances dans le domaine des fluides, de la thermodynamique, des automatismes et dans la mise en œuvre de calculateurs utilisant un langage évolué temps réel.

Envoyer lettre manuscrite, Curriculum Vitae détaillé + photo sous références indiquées à : ARIANESPACE, Direction Administrative et Financière, 1, rue Soljénitsyne 91000 EVRY.

CONTESSE



SAXBY
Département
«AUTOMATISMES»
recherche

INGENIEURS

Grandes Ecoles

pour leur confier la responsabilité d'installations complètes en France ou à l'étranger dans le cadre de budgets importants.
Une expérience de quelques années est indispensable dans les automatismes industriels, l'électronique et l'informatique.
Rémunération très ouverte en fonction de l'expérience des candidats.
Postes d'avenir pour candidats de valeur.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à SAXBY, 40 rue de l'Orillon 75526 Paris Cédex 11.



SOCIETE DE CONSEIL EN MARKETING ET DEVELOPPEMENT
auprès de groupes financiers, bancaires et industriels recherche jeunes

FORMATEURS-CONSULTANTS EN MARKETING-VENTE

Diplômés d'une Ecole Supérieure de Commerce (ESCAE ou équivalent), et confortés dans leur "vocation" par une **première expérience** dans ce **domaine au sein d'un cabinet ou d'une entreprise.**
Les candidats retenus feront preuve d'aisance dans les contacts, de dynamisme, rigueur, adaptabilité et disponibilité (basés à Paris, des déplacements de courte durée sont à prévoir).
Notre développement permet des perspectives d'avenir intéressantes pour des candidats motivés.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel à Florence TASSEL.



C.B.C. DEVELOPPEMENT
- 28, rue Cambacérès
75008 PARIS.



La Direction informatique
recherche pour PARIS, SOCHAUX, MULHOUSE

Jeunes ingénieurs grandes écoles

- X, Mines, ECP, AM, ESE, Sup'Aero, ENSTA
- Débutants ou quelques années d'expérience

Après une formation complémentaire, ils seront affectés
Soit : Dans un Service **d'Études informatiques** comme analystes, avec évolution :
- vers la fonction **Chef de Projet**
- vers d'autres fonctions dans la Société : Production, Gestion, Méthodes...

Soit : Dans un **Service de Techniques et Méthodes Informatiques :**
- Méthodologie, Métrologie, Télématique, Bureautique, Base de données, Mini-informatique, etc. où ils pourront acquérir des connaissances "pointues" dans l'un ou l'autre de ces domaines.

Tous ces postes ouvrent de larges possibilités de carrière dans la Société AUTOMOBILES PEUGEOT et également dans l'ensemble du GROUPE PSA.

Écrire sous la référence "Ingénieurs Informatiques" à

AUTOMOBILES PEUGEOT
Direction Centrale du Personnel
75 Avenue de la Grande Armée
75016 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Cherchons jeunes hommes avec les pieds sur terre et une autorité naturelle.

Notre Groupe Pétrolier à vocation internationale propose à des débutants (Centrale, A.M. ou équivalent) ou à des candidats possédant 2 à 3 ans d'expérience des postes pour des

INGENIEURS
passionnés par la technique

ENTRETIEN ou EXPLOITATION

dans ses raffineries modernes et automatisées (France)

Cette offre s'adresse à des hommes ayant le goût du concret et le sens du commandement. Une formation complémentaire ENSPM serait souhaitable mais non indispensable (formation interne assurée).

Cette première expérience conduira à une évolution de carrière au sein des activités diversifiées du Groupe, en France ou à l'étranger.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous référence 28275 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE VENTE PAR CORRESPONDANCE
Banlieue Sud de PARIS
équipée d'un 4341 sous DOS/VSE
recherche
en vue d'accélérer le développement des applications ON-LINE

ingénieur système
- 5 à 7 ans d'expérience technique,
- dominant l'utilisation de CICS,
- intéressé par les méthodes.

réf. 39802

programmeur système
- 2 ans d'expérience,
- niveau D.U.T.,
- connaissant CICS.

réf. 39803

Ecrire avec C.V., photo et prétentions, en précisant la référence du poste souhaité à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS.

Un diplôme de Grande Ecole et une première expérience marketing...

Paris

Vous avez 28 ans environ et à l'issue de votre formation en grande école (HEC, Centrale, Mines...), vous avez acquis une première expérience d'un ou deux ans dans le domaine du marketing.

Un important groupe financier vous propose de mettre à profit votre acquis en vous donnant **la responsabilité de toute une gamme de produits** destinés à une large clientèle de particuliers.

Ce poste incluant aussi bien **l'étude et la définition des choix stratégiques** que **la mise en place des applications** vous permettra d'évoluer, à moyen terme, vers des responsabilités de type plus opérationnel qui vous prépareront à des fonctions d'encadrement de haut niveau.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence LM 1740 à



(Réponse et discrétion assurées)

SITA

SOCIETE INTERNATIONALE DE TELECOMMUNICATIONS AERONAUTIQUES

Exploitant et développant le plus grand réseau civil mondial de transmission et de commutation de messages à l'usage exclusif des compagnies aériennes, recherche pour son Siège situé à Paris, un

ANIMATEUR DE FORMATION

Fonction :
- Organisation et réalisation de cours à Paris ou à l'étranger, et participation à toute activité s'y rattachant.

Profil :
- Goût prononcé et aptitudes pour l'enseignement,
- Etudes supérieures (Ingénieur, Maîtrise) en Télécommunications et/ou Informatique,
- Expérience (1 ou 2 ans) appréciée,
- Excellente maîtrise de l'anglais,
- Arabe ou espagnol apprécié,
- Disponibilité réelle pour des déplacements à l'étranger.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à :
S.I.T.A. — Direction du Personnel
112 avenue Charles de Gaulle
92522 NEUILLY SUR SEINE

Cii Honeywell Bull

Pour sa Direction des services Informatiques recherche des

INGENIEURS INFORMATICIENS

(Grandes Ecoles ou Universités)

Ils participeront, au sein d'équipes d'études, au développement d'applications informatiques en temps réel, dans le cadre d'un réseau DPS 8, DPS 7 et mini 6.

Ces postes s'adressent à des candidats ayant si possible des connaissances de gestion transactionnelle.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 413 M à Cii Honeywell Bull PC 0G021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

IMPORTANT GROUPE FRANCAIS OPERANT A L'ECHELLE INTERNATIONALE DANS LA DISTRIBUTION D'EAU ET LES TRAVAUX PUBLICS RECHERCHE

INGENIEURS CONFIRMES
(Réf. 1)

Ayant de 5 à 10 ans d'expérience sur le terrain, dans la réalisation et (ou) la gestion de réseaux d'eau, et d'assainissement.

INGENIEURS DEBUTANTS
(Réf. 2)

Intéressés à faire carrière dans l'étude, la réalisation et la gestion de services publics d'eau et d'assainissement et dans la mise en œuvre des biotechniques associées.

Une formation de base en électricité est requise. Une formation complémentaire en automatismes serait un avantage.

INGENIEUR COORDONNATEUR
(Réf. 3)

Ayant quelques années d'expérience du travail à l'export dans une entreprise importante de travaux publics.

Tous ces postes comportent une affectation initiale à PARIS. Les candidats devront être motivés pour assumer à terme des responsabilités importantes en France ou à l'Etranger.

Adresser curriculum vitae manuscrit, photo et prétentions sous le No 28.304 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

---

CGR

BRANCHE MEDICALE DE THOMSON CSF
recherche

TECHNICIENS ELECTRONICIENS BTS ou DUT

Connaissances en micro-informatique et/ou ultra-son appréciées
Expérience professionnelle souhaitée. Dégagée O.M.
Permis de conduire

- POUR SERVICES DE MAINTENANCE GENERALE EN CLIENTELE (hôpitaux, cliniques, cabinet privé) Postes à pourvoir en région parisienne et en province.
- POUR SERVICES TECHNIQUES BASES A STAINS déplacements en France et à l'étranger. Connaissances souhaitées des langues anglaise ou espagnole.

Les candidats seront convoqués sous quinzaine.

Adresser C.V., photo et prétentions à C.G.R. Service du Personnel - BP 50 - 75755 PARIS Cedex 15.

CNEH

Le Centre National de l'Equipement Hospitalier
dans la perspective d'une prochaine installation à
SAINT-QUENTIN-en-YVELINES (78)
recherche

ingénieurs

GRANDES ECOLES, ENST,...

débutants ou expérimentés pour intervenir sur du matériel bio-médical faisant appel aux techniques suivantes : ELECTRONIQUE, INFORMATIQUE, ELECTRO-MECANIQUE,...
Des postes très ouverts sur l'extérieur, proposant de nombreux contacts avec des industries de pointe et permettant d'acquérir une expérience polyvalente. (De bonnes notions d'Anglais seront appréciées).

cadre administratif

NIVEAU DEA, DESS, DROIT ou SCIENCES ECONOMIQUES

pour préparation et suivi de contrats, gestion d'un département (tenue à jour de divers documents comptables et tableaux de bord).

Ecrire avec C.V., photo et prétentions au CNEH Département Etudes et Prototypes - 5 bis, rue Pérignon - 75015 PARIS

SOCIETE SECTEUR PETROLIER ET GAZIER
recherche un

Ingénieur I.N.S.A. ou équivalent

pour son département vente d'équipements industriels, ayant un D.U.T. de gestion ou diplômé I.A.E. 3 à 5 ans d'expérience, parfaitement bilingue anglais pour poste technico-administratif. Lieu de travail banlieue Ouest. Déplacement courte durée possible en France Etranger.

Veuillez adresser C.V., photo et prétentions sous réf. VM/1754 M à



(réponse et discrétion assurées)

GRANDE BANQUE FRANÇAISE à vocation internationale, nous possédons un très important parc immobilier.
Nous recrutons aujourd'hui un

OFFICE MANAGER

Rattaché au Directeur de l'organisation et des moyens, il interviendra en véritable gestionnaire et sera responsable des moyens d'organisation, d'affectation et de fonctionnement des surfaces.

Il dirigera le service immobilier pour nos établissements français et assistera les responsables du réseau en ce qui concerne les moyens techniques d'exploitation, de gestion et de maintenance des immeubles de la Banque à l'étranger.

Pour réussir dans cette fonction, il faut avoir une formation GRANDE ECOLE D'INGENIEURS (ESTP - ENSAM,etc) ou de GESTION (HEC, ESSEC, ESCP,...).

Une expérience solide et impliquant des responsabilités similaires, acquise chez un constructeur, en bureau d'études, en organisation immobilière vous a permis de faire la preuve de votre dynamisme, de votre autorité et de votre sens des contacts.

La vocation internationale de cette fonction implique une bonne connaissance de l'anglais et une disponibilité pour des déplacements de courte durée.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions) sous référence 8463 à :





Electronique

CHEF DES APPROVISIONNEMENTS ±250.000

Dans le cadre de son développement une importante société concevant et fabriquant des matériels électroniques sophistiqués recherche le patron de ses approvisionnements.

Animant une équipe de 20 personnes, et en osmose avec tous les services de la société, il aura pour mission de définir et appliquer une politique dynamique qui optimisera les achats matières et composants, les résultats avec la sous-traitance et la gestion des stocks.

De formation Grande Ecole, il prouvera une expérience significative de la fonction en milieu électromécanique et/ou électronique, ainsi qu'une forte personnalité alliant rigueur intellectuelle et aisance dans les contacts et la négociation. L'anglais est souhaité.

Poste à pourvoir en Banlieue Sud de Paris
Discrétion assurée.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo, prét. et délai de disponibilité au

C.S.H. 9, Square R. Bazin, Parly 2
78150 LE CHESNAY
chargé du recrutement

COMMERCIAL DE HAUT NIVEAU

Nous sommes un groupe en pleine expansion, désirant renouveler et compléter notre démarche commerciale sur le marché français.

Pour cela, nous souhaitons rencontrer un vendeur de premier plan, connaissant à fond la psychologie de la vente et susceptible d'amener de grands clients à choisir notre entreprise plutôt que d'autres.

Notre domaine d'activité concerne la construction de grands équipements ; c'est pourquoi une bonne connaissance de l'Administration, des collectivités locales ou du milieu industriel nous intéresse sans être pour autant essentielle : nous recherchons avant tout une personnalité déjà valorisée par une expérience professionnelle ou une formation de base qui aura développé son sens de la négociation. Le montage d'affaires se chiffrant en millions de francs nécessitera d'autre part de sérieuses qualités de rigueur.

Si vous pensez correspondre à ce profil, venez nous parler de vous, de votre expérience et de vos souhaits. Nous saurons les apprécier et donner à votre carrière le développement qu'elle mérite.

Veuillez adresser votre candidature à Monsieur LIVRY, 149, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS, qui transmettra.

Vous pouvez indiquer sous double enveloppe le nom des sociétés auxquelles vous ne désirez pas que soit transmis votre dossier.

Ingénieurs mécaniciens

ENSAM, INSA...

Vous avez **au minimum trois ans d'expérience** dans les matériels chaudronnés, échangeurs thermiques, accumulateurs, chaudières...

Nous vous offrons de vous intégrer à notre équipe chargée du **développement** de ces matériels.

Dans le cadre de notre effort de recherche, vous participerez à la **conception** de matériels, aux plans **mécanique** et **thermo-hydraulique**, à l'aide de moyens évolués (ordinateurs, C.A.O., formation assurée).

Merci d'adresser votre candidature en précisant sur l'enveloppe la référence 1750 à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

Importante entreprise française d'ingénierie (La Défense), nous réalisons des ensembles industriels de très grande dimension intégrant des développements technologiques avancés.

Des techniques de pointe pour l'énergie de demain !

MEDIA PA

INSPECTIONS INDUSTRIELLES
PRODUCT MANAGER

Prestataire de services en matière de contrôles techniques industriels, notre Société a décidé de développer le marché des «**INSPECTIONS INDUSTRIELLES** et de la **SUPERVISION**» pour le compte de clients français et étrangers et nous recherchons notre **CHEF DE PRODUIT INSPECTIONS.**

Basé principalement dans nos bureaux en **banlieue SUD-OUEST** et s'appuyant sur les unités opérationnelles existantes en France et à l'étranger, il sera chargé de concevoir et mettre en œuvre un plan efficace pour assurer le développement rapide de missions de contrôles (contrôles quantitatifs, qualitatifs, suivis de fabrications, réceptions de matériels et d'installations...)

Ingénieur de formation, il doit pouvoir justifier d'une expérience pluridisciplinaire d'une dizaine d'années à un poste de responsabilité analogue et disposer d'une réelle introduction dans les milieux du nucléaire, de la chimie, de la pétrochimie, de l'armement...

L'anglais est un atout supplémentaire.

Si cette offre vous intéresse, adressez votre C.V. détaillé avec photo et prétentions sous réf. 3336 à rscg carrières - 48 rue St Ferdinand 75017 PARIS.



Entreprise de bâtiment et de travaux publics du Groupe Saint-Gobain, nous réalisons un chiffre d'affaires consolidé voisin de 4 milliards de francs, dont 1/3 hors de France. Nous sommes décidés, malgré la conjoncture, à continuer notre développement. Nous devons, pour cela, renforcer et compléter en permanence nos équipes. Nous recherchons :

Pour notre activité Bâtiment en Métropole

- **Ingénieurs commerciaux - Normandie** - Responsables de la prospection, du chiffrage GO et TCE et de la négociation. De formation supérieure, les candidats devront justifier d'une expérience professionnelle d'au moins cinq ans.
- **Directeurs de travaux - Région Parisienne-Normandie-Centre** - Responsables d'un chiffre d'affaires de 30 à 40 millions de francs. De formation supérieure, les candidats devront justifier d'une expérience professionnelle de dix ans dans la conduite de travaux GO et TCE.

Adresser votre candidature avec C.V., photo et prétentions, à :

SOBEA *Direction Métropole*
Service des Relations Sociales
280, avenue Napoléon-Bonaparte
92500 RUEIL MALMAISON

SOBEA

UNE UNITÉ (200 PERSONNES) SPÉCIALISÉE DANS LA TECHNOLOGIE AVANCÉE (ELECTRICITÉ - ÉLECTRONIQUE) RATTACHÉE A UN TRÈS IMPORTANT GROUPE NATIONAL ET SITUÉE EN BANLIEUE NORD-OUEST DE PARIS
recherche

le responsable de plate-forme hautes fréquences

Il anime et coordonne l'ensemble des activités de son secteur, tant sur le plan technique, qu'administratif et humain. Il assure également le suivi auprès de la clientèle.

Le poste requiert quelques années d'expérience, si possible dans le domaine des techniques de mesure en hyperfréquences, ainsi que le sens des relations humaines et d'excellentes connaissances techniques de base en électronique.

La pratique de l'Anglais est souhaitée.

Réf. 8203

le responsable de l'industrialisation

Avec son équipe, il conçoit et met au point la réalisation de nouveaux produits ou l'amélioration de ceux déjà existants.

La poste requiert, outre des compétences en électricité et électro-mécanique, des aptitudes à l'organisation, l'encadrement et un goût pour la rédaction de rapports techniques.

Quelques années d'expérience sont demandées après une formation d'ingénieur Arts et Métiers ou équivalent, option électro-mécanique ou micro-mécanique.

Réf. 8206

Rémunération non inférieure à 145.000 Francs

ALBA-INFORMATIQUE chargée du recrutement vous remercie de lui adresser votre candidature (C.V. et lettre manuscrite) en indiquant la référence choisie

ALBA INFORMATIQUE
département recrutement
116, rue de la Tour
75016 PARIS

CSNCR

L'INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE RECHERCHE

2 JEUNES INGENIEURS DE RECHERCHE

Sortant d'une grande école de chimie ET ayant soutenu une thèse de Docteur Ingénieur en catalyse hétérogène avec une formation axée :
pour l'un : en synthèse minérale et chimie du solide
pour l'autre : sur la cinétique et les schémas réactionnels de transformation d'hydrocarbures.

Un goût prononcé et une motivation réelle pour les recherches de mise au point de nouveaux systèmes catalytiques sont particulièrement souhaités.

Envoyer C.V. et prétentions ss No 28318 CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 q.tr.

SODERN

SOCIETE D'ETUDE ET DE DEVELOPPEMENT DE MATERIELS DE HAUTE TECHNICITE
NUCLEAIRE - ESPACE - AUTOMATISME
Banlieue SUD-EST
recherche pour ses Services d'Etudes

INGENIEURS OPTICIENS

OPTIQUE INSTRUMENTALE
E.S.O. ou UNIVERSITE

Pour études de conception
équipements optoélectroniques embarqués.

Adresser C.V. *manuscrit*, photo au Service du Personnel
1, avenue Descartes - 94450 LIMEIL BREVANNES.

IMPORTANT GROUPE DE DISTRIBUTION SPECIALISEE
recherche

DIRECTEUR GENERAL

300 000 F +

pour une de ses filiales de négoce en gros
C.A. 200 millions
(sanitaire chauffage)

Une expérience approfondie de la clientèle professionnelle du bâtiment et du second œuvre est appréciée.

Poste à PARIS.

Envoyer lettre manuscrite avec CV sous No 28.186 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

IMPORTANTE SOCIETE PETROCHIMIQUE
cherche

Responsable de la mise en place et du fonctionnement de son SERVICE ORGANISATION

au sein de la Direction
GESTION — COMPTABILITE — INFORMATIQUE

a pour rôle l'établissement et le suivi en application des
PROCEDURES ADMINISTRATIVES et COMPTABLES

Conviendrait à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur ou grande école ayant quelques années d'expérience au sein d'un Cabinet d'Audit ou d'Organisation.

Poste à PARIS-LA-DEFENSE, déplacements temporaires en province.

Lettre manuscrite+CV+photo+prétentions à No 27891 CONTESSE Publicité 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra. Discrétion assurée.

LEP LABORATOIRES D'ELECTRONIQUE ET DE PHYSIQUE APPLIQUEE
3, av. Descartes (B.P. 15) - 94450 LIMEIL-BREVANNES

recrute

AGENTS TECHNIQUES

D.U.T. ou B.T.S. mesures physiques

Connaissances en technologie générale pour études et réalisations dans le domaine de la microélectronique.
(Réf. 13)

Ecrire Service du Personnel avec C.V. + photo

Société d'Études d'Ingénierie recherche pour développer des logiciels sur mini et micro-ordinateurs, un

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

(ESE, ENSEEIHT, ENSIMAG, ENSI, INSA...)

Une première expérience sera appréciée.

Un dossier de candidature est à adresser sous référence 73633 Havas Contact - 1, place du Palais-Royal - 75001 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

LA DIRECTION GENERALE DE L'UN DES PREMIERS GROUPES FRANCAIS DE TRAVAUX PUBLICS

Chef du service financier international

Il lui sera confié d'importantes responsabilités et plus particulièrement la prise en charge des différents problèmes financiers, juridiques et administratifs liés à l'éxécution des contrats à l'exportation et à la gestion de filiales à l'étranger.

Nous souhaitons rencontrer des candidats diplômés de l'enseignement supérieur et justifiant d'une expérience d'au moins 5 ans des techniques financières à l'exportation acquise de préférence dans le secteur des Travaux Publics ou des biens d'équipement industriels.

Une bonne pratique de la langue anglaise est nécessaire; la langue espagnole serait appréciée.

Les dossiers de candidature seront traités confidentiellement s.réf: 813 R, à

claude debray conseil
78, rue Olivier de Serres 75739 PARIS Cédex 15



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



SODERN

SOCIETE D'ETUDE ET DE DEVELOPPEMENT DE MATERIELS DE HAUTE TECHNICITE NUCLEAIRE - ESPACE - AUTOMATISME

Banlieue SUD-EST recherche pour ses Services d'Etudes

INGENIEURS ELECTRONICIENS ANALOGICIENS

GRANDE ECOLE

Pour études et développement de matériels embarqués.

INGENIEURS ELECTRONICIENS LOGICIENS

GRANDE ECOLE

Ayant quelques années d'expérience dans le développement de matériels informatiques et de logiciels sur microprocesseurs.

INGENIEURS ELECTRONICIENS

GRANDE ECOLE OU UNIVERSITE

Ayant expérience en composants pour le suivi du développement de composants électroniques et en particulier de C.C.D.

Adresser C.V. manuscrit, photo au Service du Personnel 1, avenue Descartes - 94450 LIMEIL-BREVANNES.

organisateur responsable de projets

De formation supérieure en Gestion, Sup de Co, ISG, maîtrise de gestion... vous êtes depuis 3 ans environ dans un cabinet d'organisation ou dans le service organisation d'une grande Société du tertiaire.

Nous sommes un ETABLISSEMENT FINANCIER DE PREMIER PLAN, Paris Quartier Etoile.

Votre première mission sera de concevoir et mettre en place un nouveau système comptable. Responsable du projet et de l'animation d'une équipe comprenant des informaticiens, votre vision est celle d'un Organisateur, à l'écoute des besoins des utilisateurs, capable d'innover et de trouver des solutions concrètes et sachant utiliser les moyens informatiques.

Les candidatures (lettre manuscrite et C.V. sous réf. 2108-M) précisant le niveau de rémunération actuelle seront examinées en toute discrétion par

a. et j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION 47, AV. ALSACE-LORRAINE 92160 ANTONY



SODERN

SOCIETE D'ETUDE ET DE DEVELOPPEMENT DE MATERIELS DE HAUTE TECHNICITE NUCLEAIRE - ESPACE - AUTOMATISME

Banlieue SUD-EST recherche

INGENIEUR GESTIONNAIRE de CONTRATS

Pratique nécessaire des marchés publics et des contrats internationaux dans les domaines de l'Electronique et de l'Espace.

Expérience des réglementations exigée.

Anglais courant indispensable.

Adresser CV manuscrit et photo au Service du Personnel 1, avenue Descartes - 94450 LIMEIL BREVANNES.

FACEM MARKETING ET DEVELOPPEMENT Département recrutement

recherche pour *GENERAL ELECTRIC*

2 INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX (110.000-130.000 +)

Réf. 82/1

Diplôme : IUT ou niveau maîtrise en informatique

- Chargé de mettre en place chez les sociétés clientes, le matériel informatique vendu par un commercial (logiciels d'accès aux banques de données, logiciels de gestion...).
- Expérience de 2 à 3 années, connaître : FORTRAN/COBOL, milieu bancaire, assurances, anglais apprécié. Poste à pourvoir en très proche banlieue parisienne.

et pour une *SOCIETE DE CONSEIL ET DE FORMATION*

2 FORMATEURS CONSULTANTS en marketing et management

(Diplômés de l'enseignement supérieur) *Réf. 82/2*

- Au sein d'une équipe jeune et dynamique, ils seront chargés d'assurer le conseil et l'assistance, pour élaborer et mettre en œuvre des plans de Marketing et de Management ainsi que les formations correspondantes auprès des sociétés clientes. Les postes sont à pourvoir à Paris.

ADRESSEZ CANDIDATURE : FACEM MARKETING ET DEVELOPPEMENT DEPARTEMENT RECRUTEMENT — 72 rue Notre-Dame-des-Champs 75006 PARIS

ANDERSON JACOBSON INFORMATIQUE

Terminaux et modems

recherche pour PARIS

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

VOUS AVEZ :
- une formation d'ingénieur en électronique, télécommunication ou équivalent ;
- de préférence une expérience dans la vente de matériels télé-informatiques.

VOTRE ROLE SERA DE :
- développer la vente de nos produits ;
- prospecter un secteur de clientèle ;
- tenir les objectifs proposés.

NOUS VOUS OFFRONS, au sein d'une société dynamique et en expansion rapide :
- une rémunération motivante ;
- une évolution rapide vers des responsabilités ;
- une voiture de société.

SI CES PERSPECTIVES VOUS TENTENT adressez rapidement votre lettre de candidature à : ANDERSON JACOBSON 14, avenue Léon-Gambetta, 92120 Montrouge.

La Société holding d'un important groupe de distribution propose un poste de

CADRE FINANCIER

Il sera chargé de :
- l'étude de dossiers d'investissement,
- la recherche des sources de financement,
- des contacts avec les banques,
- du suivi des différentes opérations financières.

Profil :
- Formation type Sup de Co, option Finances + DECS.
- Esprit d'analyse, de synthèse et de rigueur nécessaire pour l'évolution du candidat vers un poste de direction.
- Expérience souhaitée de 2 à 3 ans dans poste similaire.

Envoyer C.V. + photo + prétentions à André BERNELIN, I.T.M. ENTREPRISES, 24, rue Auguste-Chabrières, 75737 PARIS CEDEX 15.

ORGANISME FINANCIER DE CAUTIONNEMENT

recherche pour son SERVICE D'ÉTUDES

un CHARGÉ D'ÉTUDES

ayant pour mission d'analyser les bilans, de suivre l'exécution des contrôles comptables et d'examiner l'évolution de la situation administrative et financière des personnes garanties.

Le candidat devra :
- être titulaire d'un diplôme d'études supérieures (maîtrise Sciences Éco., gestion, Sciences Po Eco-Fi, école de commerce.
- être âgé d'environ 30 ans.
- avoir au moins cinq ans d'expérience professionnelle dans le suivi du risque.
- être disponible rapidement.

Envoyer C.V. très détaillé et rémunération souhaitée à SO.CA.F., 28, rue Louis-le-Grand, 75002 PARIS, sous la référence n° 10.000.

ERIA ECA AUTOMATION

SOCIETE DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE (550 personnes, C.A. 130 M.F.) partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes :

d'INGENIEURS INFORMATICIENS

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, Maîtrise...
De 0 à 5 ans d'expérience, désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :
- SYSTEMES TEMPS REEL
- INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- LOGICIEL DE BASE
- SYSTEMES DE GESTION
- SYSTEMES DE COMMUNICATION
- SYSTEMES DE GESTION DE BASE DE DONNEES

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référ. 1001 à ERIA ECA AUTOMATION - Service du Personnel 315, Bureaux de la Colline 92213 SAINT CLOUD Cedex

AGENCE DE PUBLICITÉ recherche d'urgence

CHEF DE PUBLICITÉ

EXPÉRIMENTÉ

pour élaborer et suivre les actions publicitaires et promotionnelles d'une importante chaîne de distribution.

Ecrire avec C.V. et prétentions à : ORGECO, 16, rue Bleue, 75009 PARIS qui transmettra. Discrétion assurée.

CGR

Branche Médicale de THOMSON CSF recherche pour son Département «MEDECINE NUCLEAIRE» (Instrumentation Médicale)

AGENT TECHNIQUE ELECTRONICIEN

(BTS/DUT)

- Pour installation et dépannage de matériel de Médecine Nucléaire
- Connaissance circuits analogiques rapides
- Expérience micro-processeurs et mécanique souhaitée
- Anglais technique
- Déplacements en France et à l'étranger
- Expérience professionnelle minimale de 3 ans
- Permis de conduire - voiture personnelle.

Poste à pourvoir à BUC (Yvelines).

Prière adresser C.V. et prétentions à C.G.R. Service du Personnel - B.P. 50 - 75755 PARIS Cedex 15.

Filiale Groupe Multinational équipement automobile

recherche pour sa direction Informatique

UN JEUNE INGÉNIEUR

de formation grande école ou universitaire option informatique.

Le candidat aura une bonne expérience (2 à 3 ans) dans le domaine de l'informatique décentralisée:
— la mission sera de participer à la mise en place d'un réseau de Mini-Ordinateurs dans les différents établissements du groupe.

La connaissance du matériel IBM et de son environnement sera appréciée.

Lieu de travail: proche banlieue Parisienne.

Envoyez C.V., photo et prétentions sous n° 27693 à Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.





CIT Alcatel

DEPARTEMENT TRANSMISSION

recherche

INGENIEUR OPTO-ELECTRONICIEN

Dans le domaine des transmissions numériques rapides et analogiques sur fibres optiques il participera : à l'étude et au développement d'équipements opto-électronique, à la conception de systèmes et d'architectures de réseaux.

De formation supérieure en électronique, il aura si possible une expérience dans les domaines cités et en particulier en opto-électronique.

Lieu de travail : Région de Montlhéry (91).

Ecrire avec CV et prétentions à CIT Alcatel Département Transmission sous réf. PER/CR 10 bis rue Louis Lormand BP 22, 78320 Le Mesnil St-Denis

Ingénieur projets

Dans le cadre de ses projets orientés vers l'amélioration de la productivité et la mise en place d'activités nouvelles 3M FRANCE recherche pour son Département Ingénierie INGENIEUR DE PROJETS.

- Profil :
  - Formation supérieure A.M. ou équivalent.
  - Débutant ou quelques années d'expérience.
  - Bonnes connaissances de l'anglais.
- Mission :
  - Etude et réalisations de projets d'équipements automatisés comprenant : études techniques, évaluation des coûts, rédaction cahier des charges, suivi de la réalisation et de la mise en service, gestion financière des projets.
  - Fréquents contacts avec usine et fournisseurs.
- Lieu de travail : CERGY/PONTOISE.
- Adresser C.V., photo et prétentions à M. GUERE sous réf. GG/08 à

3M France Département des Relations Humaines Boulevard de l'Oise 95000 CERGY-PONTOISE

3M

Société française de pointe en Téléinformatique recherche, pour son laboratoire d'Etudes et de Développements,

UN INGENIEUR CONFIRMÉ

ou ayant quelques années d'expérience

dans les domaines de transmissions de données, modems, multiplexeurs, applications des microprocesseurs.

Nous souhaitons :
- Age : 30 ans environ.
- Formation d'Ingénieur : Supélec, ENSI, ESIEE, ISEN, ISEP, ENSEA, ...
- Bonnes connaissances de l'anglais nécessaires.
- Lieu de travail : Paris.

Adresser C.V. + photo + rémunération actuelle s/réf. MI 23 M à :

CARRIERES SERVICES 19, rue de la Paix-75002 PARIS Groupe CGS Conseils en recrutement

OFFRES D'EMPLOIS

annonce parlée*

Etablissement à caractère industriel et commercial Secteur énergie

Ingénieur mécanicien ENSPM chargé de mission

Energies nouvelles pour l'automobile.

Dans le cadre d'une politique volontariste de développement et de la mise en valeur des énergies nouvelles, nous recherchons un ingénieur mécanicien, motoriste confirmé, ayant quelques années d'expérience chez un constructeur automobile ou dans une compagnie pétrolière pour lui confier la responsabilité de l'orientation et de la conduite de nos actions en matière de carburant de substitution en liaison avec la recherche et l'industrie.

** Avant de faire acte de candidature, prenez connaissance par téléphone du descriptif détaillé de cette offre conçu pour vous par SVP Information Carrière. Vous serez informé immédiatement en toute discrétion et notre rencontre s'en trouvera accélérée. Appelez 763.11.15 de 9h à 18h, référence 1221.*

SVP Information Carrière
7 rue de Logelbach 75017 Paris.

ENTREPRISE D'IMPORTANCE NATIONALE DE DISTRIBUTION D'EAU ET DE TRAVAUX PUBLICS RECHERCHE

INGENIEUR ELECTRICIEN D'EXECUTION

(BT et MT - Electromécanique - Automates programmables)

Ses principaux domaines d'interventions, à partir des documents de marchés :
- Consultation des fournisseurs et suivi des commandes
- Réalisation des schémas électriques (puissance, commande, programmation)
- Mise au point et suivi des plans d'exécution des ouvrages en liaison avec le bureau d'études (mécaniques, hydrauliques, électriques, génie civil)
- Réception et mise en service d'installations.

Le poste est basé à PARIS mais comportera des déplacements en province, éventuellement à l'étranger.

Une disponibilité rapide sera un avantage.

Adresser curriculum vitae manuscrit, photo et prétentions sous le No 28.307 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

---

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE D'ÉDITION
banlieue Sud Paris recherche

JEUNES INGÉNIEURS

Attirés par la gestion de production

Nous offrons des possibilités d'avenir dans une Société en pleine expansion à des Ingénieurs ayant une expérience de un à deux ans dans l'industrie.

Les fonctions à remplir entraînent des contacts à tous les niveaux dans la Société et requièrent des facultés d'organisation et de méthode, le goût des contacts humains et du travail en équipe, l'aptitude à concevoir et maîtriser des problèmes complexes d'ordonnancement et de processus de fabrication.

Ces activités déboucheront à moyen terme sur l'exercice de responsabilités importantes.

Une formation de type Arts & Métiers ou équivalent est une bonne préparation aux postes que nous proposons.

Écrire avec CV, photo et prétentions sous référence 39801 M à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

JEUNES INGENIEURS

Une très importante Société chargée de la Gestion de Services Publics recherche plusieurs JEUNES INGENIEURS diplômés d'une GRANDE ECOLE, pour leur confier des responsabilités dans les domaines de la Distribution de l'Eau Potable et du Traitement des Eaux Usées.

Leur mission consistera essentiellement à :
- *étudier et réaliser des travaux d'extension de réseaux et/ou d'installations de traitement,*
- *définir les programmes de traitement de l'eau potable ou des eaux usées et assurer le bon fonctionnement des usines,*
- *surveiller et entretenir les réseaux,*
- *animer les équipes techniques nécessaires à l'atteinte des objectifs précédents,*
- *entretenir et élargir les relations avec les responsables des Collectivités locales.*

Les carrières se développeront sur l'ensemble du territoire.

Les salaires de début sont de l'ordre de 110.000 F/an.

Ecrire avec CV. et prétentions à No 20303 COFAP - 40, rue de Chabrol 75010 PARIS, *qui transmettra.*

---

teleflex

Conception, mise en place d'installations de manutention de hautes performances en France et à l'étranger recherche

ingénieur de projet

Profil : Ingénieur électromécanisme, automatisme, parlant anglais et ayant si possible une expérience technico-commerciale.
Mission : Développement de systèmes automatiques de manutention ; gestion d'affaires "clés en mains".

Adresser C.V. + prétentions sous réf. 2416/L à : ORGANISATION et PUBLICITE - 2, rue Marengo 75001 PARIS, qui transmettra.
Le Cabinet chargé du recrutement garantit le caractère confidentiel des candidatures.

GRANDE BANQUE
installée à Paris
recherche

UN RESPONSABLE en charge des investisseurs institutionnels

LE POSTE REQUIERT :
- une formation de base de niveau enseignement supérieur : Sciences Economiques, H.E.C., Sciences Politiques ;
- une connaissance de premier ordre en technique financière ;
- un réel dynamisme et une aisance dans les contacts de haut niveau.

Les candidats doivent disposer d'une large culture générale ; une expérience professionnelle d'au moins 5 ans est indispensable.

De fréquents déplacements en province et à l'étranger sont à prévoir ainsi qu'une pratique des langues étrangères.

Adresser lettre manuscrite, photo et prétentions à N. 1935 - PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

---

arianespace

recherche son

CHEF DU SERVICE DES RELATIONS PUBLIQUES

De formation supérieure, avec une expérience de 10 ans minimum des relations publiques en milieu industriel et international à haut niveau.

Parfaitement bilingue Français/Anglais, Espagnol ou Allemand souhaité.

Fréquents déplacements à l'étranger et en Guyane Française.

Adresser Curriculum Vitae et prétentions à :
ARIANESPACE,
Direction Administrative et Financière
1, rue Soljénitsyne 91000 EVRY.

CONTESSE

DES OPPORTUNITÉS DE CARRIÈRES INTÉRESSANTES

dans un Groupe d'Assurances de premier plan pour de JEUNES DIPLÔMÉS ESCAE, Sc. Eco., Droit...

- Après une solide formation, vous effectuerez un court passage sur le terrain (3 mois environ) pour gérer des agences en déshérence.
- Vous poursuivrez votre expérience sur le terrain en assistant sur le plan commercial les nouveaux agents ou les agents en difficulté temporaire. Ces missions ponctuelles se dérouleront sur toute la France et seront de durée variable.
- A moyen terme, vous orienterez votre carrière vers des postes fonctionnels ou opérationnels au sein du Groupe.

Si cette itinéraire vous attire, écrivez en envoyant C.V. et photo sous **référence 773** à **PUBLIPANEL** 20, rue Richer 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

LE CENTRE TECHNIQUE DES INDUSTRIES MECANIQUES (SENLIS)
recherche pour son service «mise en forme des tôles»

JEUNE INGENIEUR

Formation mécanique

Il sera chargé de mener les études expérimentales en liaison avec d'autres services du Centre (matériaux, automatismes, micro-électronique), débouchant sur des actions d'aide technique aux entreprises.

Pour ce poste une première expérience de recherche ou développement sur la mise en forme des métaux serait appréciée.

Allemand souhaité.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. D.M.A. à CETIM Service du Personnel - B.P. 67 60304 SENLIS.

SECRE

SOCIETE D'ELECTRONIQUE en expansion, située près gares du Nord et Est recrute pour ses Services de Recherche et de Développement

INGENIEURS ELECTRONICIENS

EXPERIMENTES OU DEBUTANTS

TECHNICIENS DUT ou BTS

souhaitant travailler dans un laboratoire d'études et de réalisations de matériel télécommunication particulièrement en téléphonie ou en radiotéléphonie.

Adresser C.V., photo, prétentions à SECRE, 214, Fg Saint Martin, 75010 PARIS.

CONTESSE

JEUNE CADRE Ressources Humaines

Après une première expérience dans une entreprise industrielle, vous souhaitez élargir le domaine de vos compétences dans la **FORMATION.**

Nous vous proposons de vous intégrer dans notre équipe chargée de la conception et de la gestion des programmes de formation.

Poste d'avenir au sein de la direction des affaires sociales d'une société de 5 000 personnes en pleine expansion, au siège ou dans nos établissements de province.

Merci d'écrire une lettre manuscrite + CV, sous référence 9924 à Média - System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

AMX APX GIAT

Chargé de l'ETUDE ET DE LA MAITRISE D'OEUVRE DE SYSTEMES D'ARMES COMPLEXES, l'AMX-APX assure, au sein du G.I.A.T. (groupement industriel des armements terrestres), une importante mission : études de prototypes, développement et suivi des réalisation, essais...

La mise en œuvre de technologies de pointe offre à de jeunes ingénieurs la possibilité de maitriser ces techniques, en particulier dans le domaine de l'électronique.

Vous êtes débutant et vous souhaitez mettre en pratique vos connaissances ou vous avez 2 à 3 ans d'expérience et vous voulez acquérir de nouvelle compétences.

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Contactez-nous car vous êtes le type d'homme que nous recherchons :

Etablissement AMX-APX
Service du Personnel
Route de la Minière SATORY RP 1324
78013 — VERSAILLES CEDEX

Degrémont

LEADER MONDIAL DU TRAITEMENT DES EAUX
recherche

CHEF DE PROJETS

Cet ingénieur assure l'étude technique, l'évaluation des projets, la rédaction des offres. Il collabore avec les services chargés du suivi commercial et de l'exécution.
Totalement responsable au plan technique appelé à mener de front plusieurs projets, souvent importants, c'est un jeune ingénieur de type ENSIA ou ENSM débutant ou ayant 3 ans d'expérience de préférence dans l'ingéniérie.

Il sait allier la rigueur dans l'organisation de son travail à une grande souplesse de caractère et une réelle aisance dans les contacts humains.

Une bonne connaissance de l'anglais parlé et écrit est nécessaire.

Des déplacements courts mais fréquents sont à prévoir en France et en Europe.

Merci d'adresser une lettre de motivation et un C.V. sous la référence 331/332 au :
DEPARTEMENT RELATIONS DU TRAVAIL
183 avenue du 18 Juin 1940
92500 RUEIL MALMAISON

FFF

Groupe Immobilier d'importance nationale cherche pour son siège à PARIS

CADRE COMPTABLE DECS

Chargé dans la direction de la promotion, de tenir la comptabilité et participer à la gestion financière des programmes immobiliers.

Envoyer C.V. à F.F.F.
159 rue Nationale
75640 — PARIS
Cédex 13

Importante Société de Construction de gros matériel Thermique et Nucléaire située à VÉLIZY (78)
recherche
pour son département Centrales Thermiques

UN INGÉNIEUR D'AFFAIRES

(grandes écoles)

Il sera chargé :
- Des relations techniques et commerciales avec le client ;
- De la gestion du contrat (prix, délais) ;
- De la responsabilité technique des équipements sous-traités.

- Déplacements fréquents FRANCE et ÉTRANGER :
- Connaissances en équipements thermiques exigées ;
- Expérience en engineering souhaitée ;
- Anglais indispensable.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 3.045 à SWEERTS, B.P. 269, 75424 Paris Cedex 09.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ AGRO-ALIMENTAIRE
recherche
Pour une de ses divisions (80 km sud Paris)

CONTROLEUR DE BUDGET

Vous avez :
- 1 diplôme Grande Ecole de Commerce + DECS.
- L'anglais courant et si possible l'allemand.
- 2 à 3 ans d'expérience d'un cabinet d'Audit. Anglo-saxon ou d'une filiale de multinationale.

Nous vous offrons :
- La responsabilité de l'établissement des budgets et de leur suivi au sein d'une équipe dynamique.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence 2702 à LION PUBLICITÉ, 2, rue des Dardanelles, 75017 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE PUBLICITÉ (16e arrondissement)
recherche

UN RESPONSABLE COMMERCIAL

Bon vendeur - Bon gestionnaire
Formation : SUP de CO ou équivalent
2 ou 3 années d'expérience dans le domaine de la publicité

Adresser lettre manuscite, C.V., photo et prétentions à : DMF - Réf. R.T. - 47, rue Boissière, 75116 Paris.

Société de Services et Conseils recherche URGENT

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

EXPÉRIMENTÉS (MINIMUM 3 ANS), TRÈS INTÉRESSÉS PAR PÉDAGOGIE ET ENSEIGNEMENT ASSISTÉS PAR ORDINATEUR

Formation désirée :
- Ingénieur grandes écoles.
- Ingénieur D.E.A. informatique.
- Ingénieur program. concepteur I.U.T. informatique.

La connaissance d'un système E.A.O. existant sur le marché serait très appréciée.

Prière d'adres. C.V. à REGIE-PRESSE Nº T 032226 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.



OFFRES D'EMPLOIS

SNCF

Région de PARIS SUD-EST

recherche

En vue d'embauchage immédiat pour des emplois de Maîtrise, situés dans la région Parisienne, des candidats
- Titulaires de BTS - DEUG - DUES - DUEL ou DUT.
- De nationalité française.
- Agés de moins de 30 ans.
- Libérés du service national actif.

Rémunération annuelle brute de 61.100 F à 62.900 F environ.

Une réunion d'information, au cours de laquelle seront exposés les particularités du métier et les possibilités de carrière, sera organisée.

le 20 mars 1982 à 9 heures

15, rue Traversière, Paris 12e.

Pour tous renseignements complémentaires ou demande éventuelle de titre de circulation, s'adresser d'urgence à la :
Division du Personnel
Unité d'Administration Régionale
Recrutement
20, boulevard Didot
75571 PARIS CEDEX 12.
Tél. 346-12-12, poste 16.315 ou 16.220.



INDUSTRIE

Groupe des activités médicales de THOMSON CSF
recherche

INGENIEUR ELECTRONICIEN

ESE, ENSEEIHT, ou équivalent

Pour étude et développement de circuits vidéo utilisés en radiologie conventionnelle et numérique.

La connaissance de la vidéo concrétisée par une expérience professionnelle de quelques années est indispensable.

Merci d'adresser C.V., prétentions et photo à CGR INDUSTRIE
3, rue d'Amiens 93240 STAINS.

Ingénieurs Informaticiens

GIE filiale informatique d'un groupe d'assurances recherche Ingénieurs Informaticiens (Grandes Ecoles, DEA, Maîtrise...) pour s'intégrer dans des équipes de haut niveau, qui mettent en place d'importants systèmes de gestion en temps réel.

- Formation complémentaire assurée.
- Évolution possible au sein d'une entreprise en constant développement.
- Lieu de travail : La Défense.

Envoyer C.V., photo et prétentions à GIE, sous référence 9862
Service du Personnel, Tour Franklin, Cedex 11, 92081 PARIS La Défense.

média-system

Société Internationale spécialisée dans la vente de spécialités chimiques, située en grande banlieue Paris-Est
recherche

JEUNE INGENIEUR

Formation : IDN - ENSIC, Toulouse ou équivalent. Ayant pu mettre à profit au cours d'une première expérience ses qualités de dynamisme et d'innovation pour en faire à terme son responsable conception et exploitation du département petit matériel de distribution de ses spécialités.

Anglais nécessaire.

Capacités d'intégration à la Société à forte dynamique commerciale.
Evolution ouverte.

Le candidat devra de préférence être libre rapidement.

Adresser CV et prétentions sous référence 27994 à Contesse Publicité - 20, av. Opéra 75040 Paris cedex 01, qui tr.

jeunes diplômés d'enseignement supérieur

HOMMES ou FEMMES

(Ecole d'ingénieurs ou formation universitaire). Débutants, désirant s'orienter vers l'INFORMATIQUE DE GESTION, après une formation complète assurée par nos soins.

Nous sommes un important organisme de prévoyance et nous désirons compléter nos équipes informatiques.

Si vous êtes intéressé(e) par la mise en place de systèmes de gestion informatisée, envoyez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence 8523 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS

Secrétariat général

Jeune HEC, ESSEC, ESCP

En position d'adjoint au secrétaire général de notre groupe et en collaboration avec la direction générale, le cadre que nous recherchons, idéalement diplômé d'une grande école de gestion et ayant 2 à 3 ans d'expérience professionnelle, interviendra dans une grande diversité de domaines administratif, juridique, financier et de gestion, à l'occasion de missions ponctuelles et prendra progressivement des responsabilités permanentes importantes.

Adressez dossier de candidature complet sous référence 1212 à

SVP RESSOURCES HUMAINES
7 rue de Logelbach 75017 Paris.

ORGANOR

PREPARATEUR de FABRICATION EN MECANIQUE GENERALE

De niveau «BTS Fabrication Mécanique,» vous avez une connaissance approfondie des machines - outils utilisées en production, conventionnelles et C.N.C. Vous possédez une expérience industrielle indispensable de 10 années, dont 5 ans en Bureau de Méthodes, comme Chef de Groupe ou P3.

De plus, des connaissances en informatique industrielle seraient appréciées.

TRANSMETTEZ VOTRE METIER en devenant

FORMATEUR A.F.P.A

150.000 Frs / AN.

Un stage rémunéré vous familiarisera aux «méthodes d'enseignement» nécessaires.

Si ce poste de professeur ITINERANT vous intéresse, adressez rapidement votre C.V. à N. LARDREAU - AFPA DRCO - 88 rue Robespierre 93100 MONTREUIL.



DES METIERS QUI VIVENT !

rég carrières

GRAND GROUPE INDUSTRIEL
recherche
pour son siège Paris 8ème

JEUNE CADRE FINANCIER

25 ans minimum

Niveau DECS ou formation bancaire, ayant quelques années d'expérience pour :
- Etudes financement
- Gestion trésorerie
- Problèmes de change.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 28316 à CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

BANQUE INTERNATIONALE

recherche

CADRE DE BANQUE

SPÉCIALISTE SERVICES ÉTRANGERS

ayant assumé, en particulier, des responsabilités importantes en matière de CREDITS DOCUMENTAIRES

- Formation supérieure.
- Anglais parlé indispensable.

Ecrire avec C.V. et prétentions s/réf. 8.597 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

Importante Société de Construction de gros matériel Thermique et Nucléaire située à VÉLIZY (78)
recherche
pour son département Centrales Thermiques

UN INGÉNIEUR D'AFFAIRES

(grandes écoles)

Il sera chargé :
- Des relations techniques et commerciales avec le client ;
- De la gestion du contrat (prix, délais) ;
- De la responsabilité technique des équipements sous-traités.

- Déplacements fréquents FRANCE et ÉTRANGER :
- Connaissances en équipements thermiques exigées ;
- Expérience en engineering souhaitée ;
- Anglais indispensable.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 3.045 à SWEERTS, B.P. 269, 75424 Paris Cedex 09.

Société d'évaluation et de contrôles financiers opérant pour des organismes privés et publics d'investissements en PMI innovatrices,

Recherche à PARIS pour faire face au développement de ses activités

L'ADJOINT au DIRECTEUR du département contrôle de gestion

ayant pour vocation d'assumer à terme la responsabilité du département.

Il s'intégrera à une petite équipe (âge moyen 33 ans) et bénéficiera d'une large autonomie dans l'exécution des missions qui entraîneront de courts et fréquents déplacements en France.

Ce poste convient à un Diplômé des Grandes Ecoles de Gestion (30 ans minimum) ayant acquis une expérience en gestion, finances et comptabilité d'entreprise.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 3177 à

PIERRE LICHAU SA · BP 220 75063 PARIS Cédex 02

qui transmettra

BANQUE INTERNATIONALE

SIÈGE SOCIAL PARIS

recherche

CAMBISTES CONFIRMÉS

LIEU DE TRAVAIL : PARIS et ETRANGER

Envoyer C.V. et prétentions s/réf. 8.598 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

CONTROLEUR DE GESTION

Nous sommes la filiale française (70 personnes, 100 millions de C.A.) d'un important groupe américain, et nous commercialisons une large gamme d'objets de collection.

Compte tenu de notre développement, nous recherchons la personne qui assistera notre Directeur financier notamment dans les domaines du contrôle budgétaire et du reporting. Il aura pour l'aider et sous ses ordres 3 comptables (comptabilité analytique, stocks, interco.). En plus d'une formation supérieure de type ESSEC, SUP de CO., DECS, etc., il nous paraît indispensable de pratiquer couramment l'anglais et de posséder une première expérience des méthodes de gestion anglo-saxonnes.

Le lieu de travail est situé dans la banlieue nord de Paris.

Il sera répondu à toutes les candidatures.

Merci d'envoyer votre C.V. + photo + prétentions à notre Consultant J.-F. JOURDREN

S3A S.3.A. CONSEIL EN RECRUTEMENT
71, rue Fondary 75015 Paris
Téléphone 575.82.96

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS
Spécialisé dans les équipements électroniques et électromécaniques
recherche pour sa DIRECTION TECHNIQUE PARIS

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

28 ans minimum
Adjoint au chef de bureau d'étude, responsable des projets de produits électroniques de moyenne et grande série en liaison avec les différents services, il devra, en partant des demandes clients, aboutir à la définition du produit et coordonner sa conception comme le suivi des essais.

Adr. C.V., prét. ss le nº 28.179, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1er).

SYNDICAT COMMUNAUTAIRE D'AMÉNAGEMENT AGGLOMÉRATION NOUVELLE D'ÉVRY
recrute

1 ATTACHÉ COMMUNAL

2e CLASSE
(Services administratifs et personnel - Finances)
Ecrire à M. le Président du S.C.A., B.P. 62, 91002 ÉVRY Cedex.

Association loi 1901
recherche

RESPONSABLE

CAMPING CARAVANING DE TOURISME
500 emplacements
Région Ouest de Paris
Logement de fonction
Contrainte d'horaire en saison
Langue vivante appréciée
Adresser C.V. et prétentions sous le nº 32.239 M, RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

URGENT

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Expérience professionnelle :
- 10 ans minimum, dont 5 ans direction chaîne de magasins ou réseau de franchise.
- Bilingue français/anglais.

Salaire + intéressement : 300.000 FRANCS

Téléphone : 538-61-58.

S.S.C.I.
recherche

ANALYSTES PROGRAMMEURS

connaissant le basic,
3 ans d'expérience exigée
Envoyer C.V. et prétentions à : M.I.G.
106, av. Paul-Vaillant-Couturier, 93120 LA COURNEUVE.

« NON-PROFIT ORGANIZATION IN PARIS SEEKS.
DIRECTOR SECONDARY SCHOOL EXCHANGE PROGRAMS.
FLUENCY FRENCH ENGLISH. SPANISH AND/OR GERMAN HELPFUL. TEACHING AND ADMINISTRATIVE EXPERIENCE IN USA AND/OR EUROPE. KNOWLEDGE EDUCATIONAL SYSTEMS IN USA AND EUROPE.
SEND C.V. TO : EUROPEAN DIRECTOR CIEE. 49, rue Pierre Charron 75008 PARIS ».

Importante Société région CERGY-PONTOISE
rech. pour début avril 1982

UN(E) CHIMISTE

DUT ou BTS, pour :
- animation petit laboratoire trait. déchets industriels,
- études procédés, mise au point formulation,
- études économiques application industrielle des procédés.

2 à 3 ans d'exp. souhaités.

Env. C.V., photo, prétentions. Nº 28051, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra – Paris (1er).

CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE
118, r. de Crimée, 75019 Paris
recherche

ELECTRONICIENS-MICRO

Vacataires pour enseignement (Maintenance et Logiciel)
MARS-AVRIL-MAI
241-83-83 – 205-24-63.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recrute
INGÉNIEURS électroniciens, Grande Ecole. Etudes labo - Hard-Soft-Logiciel temps réel. *SOPRAS E.T.T. - 355-36-69.*

INGÉNIEURS

LOGICIEL
(INSA - ENSA - ENSI)

Vous souhaitez participer à la conception de nouveaux terminaux. Votre expérience vous a permis de vous familiariser soit avec le protocole des télécom., soit avec la bureautique, le traitement de textes. Adressez vos références dét. à INFORELEC, 15, r. du Faubourg-Montmartre, 75009 PARIS, chargé de notre sélection.

INGÉNIEURS

application temps réel
électronicien, logiciel
SOPRAS E.T.T. - 733-20-46.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE
recherche

COLLABORATEUR

niveau B.P.-B.T.S.
Ayant voiture.
Libre rapidement.

Adr. C.V., prét. nº 28.347, Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

D.D.A. 77
recherche
CHARGÉ D'ÉTUDES
Aménagement rural, économiste aménageur, niveau maîtrise.
Salaire mensuel : 6.300 F brut.
Ecrire en joignant un C.V. détaillé à :
D.D.A., Cité administrative, 77000 MELUN.

Importante entreprise de nettoyage recherche

CADRE EXPLOITATION

organisation et suivi chantier, contacts clientèle, devis, métré.
5 ans expér. souhaitée.
Env. lettre manuscrite et C.V. salaire actuel et prét., nº 1938 Publicités Réunies. 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

recherche

UN RESPONSABLE de l'EXPLOITATION

d'un système informatique et de son environnement (application en gestion) :
- connaissance du matériel HEWLET PACKARD H.P. 3000 et ses périphériques ;
- éléments de programmation (cobol) ;
- anglais lu obligatoire ;
- sens des relations pour assistance aux utilisateurs.

Ecrire rapidement avec C.V. et prétentions à
CIT ALCATEL
B.P. 6 – NOZAY
91620 – LA VILLE du BOIS.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE
recherche
pour PARIS, NANTES, CLERMONT-FERRAND

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Ecrire avec C.V. à nº 27382, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS-1er.

STE DE COMMISSAIRES AUX COMPTES PARIS 7e
recherche

CHEFS DE MISSIONS

pour missions Paris province.
Diplômés de l'enseignement supérieur, ayant acquis dans un cabinet d'audit (de préférence anglo-saxon) une expérience de cette fonction.

Ce poste, dont la rémunération sera fonction de l'expérience acquise, comporte de réelles possibilités d'évolution pour un candidat de valeur.

Envoyez C.V. manuscrit et photo nº 28.191 Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1er.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche

INGÉNIEURS-INFORMATICIENS

Temps réel. Assembleur.
Expérience 2 à 7 ans.

SALAIRES MOTIVANTS.

Tél. pour R.V., INTERCOMPUTER, 806-50-00.

Aveugle cherche lectrice pour lecture et écriture de son courrier, une heure, une à deux fois par semaine.
Envoyer C.V. manuscrit à Etienne ISTILLART, 4, rue Dupin, 75006 PARIS.
Tél. : 222-18-58.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE
Centre d'Essais en vol
recherche

INGÉNIEUR

diplômé grandes Ecoles, chargé d'études de systèmes de mesures et de télévision destinés aux essais en vol.
Adresser C.V. au chef du personnel, centre d'essais en vol, base de Brétigny, 91220 BRETIGNY-SUR-ORGE.

Pour Sté de sécurité

DIRECTEUR DES OPÉRATIONS
responsable études techniques incendie, recrutement, terrain.
De préférence ancien militaire.
Ecrire avec C.V. et prétentions à LUTÈCE, 63, avenue Marceau, 75116 PARIS.

Important organisme de garantie financière

recherche
pour son siège parisien

UN ANALYSTE FINANCIER

Mission :
Rattaché au service études et analyses, *il a la responsabilité d'apprécier en permanence le risque présenté par un ensemble d'entreprises garanties* dont la surveillance lui est confiée.

Le candidat :
Débutant ou ayant une première expérience, il a acquis au cours de ses études supérieures de solides connaissances en comptabilité et en analyse de bilans, et une certaine ouverture aux problèmes juridiques.
Adresser C.V. + photo + prétentions à nº 35275 M. BLEU, 17, rue Lebel, 94300 VINCENNES.

Importante société dans le domaine du tourisme, recherche pour renforcer son service de comptabilité central

COMPTABLE CONFIRMÉ (ÉE)

possédant une expérience de quelques années en cabinet ou dans un service de contrôle comptable d'entreprise.

Déplacements fréquents mais de courte durée en province.

Adresser C.V., prétentions et photo sous référence 9937 à Média System, 104, rue Réaumur, 75002 PARIS.

IMPORTANTE CLINIQUE NEUILLY
recherche

INFIRMIÈRES D.E.

Service jour

INFIRMIÈRES D.E.

Service nuit

INFIRMIÈRES D.E.

p. bloc opér. T. 738-11-75.

CONDUCTEUR DE TRAVAUX ÉTANCHÉITÉ SUR BÉTON

Paris-Sud.

Une entreprise parisienne d'étanchéité, dynamique, en expansion, désire confier ce poste évolutif à un jeune, Technicien Sup. ou DUT Bâtiment (ou équivalent) disposant de 1 à 3 ans d'expérience de conduite et de gestion de travaux, de recherche et de négociation d'affaires, d'animation d'un groupe de travail.

- Poste d'avenir stable.
- Rémunération de bon niveau, conçue pour récompenser l'efficacité.
- Voiture de service à usage privé.

Adresser C.V. dét. s/référence 881 à :

SELETEC

Conseil
67009 STRASBOURG CEDEX.

Société Mutualiste recherche CADRE connaissant droit Sécurité sociale H. ou F. 35 a. envir. Adresser lettre manuscrite + C.V., nº 27493, Centrale d'Annonces, 121, rue Réaumur, 75002 Paris.

Importante Société de matériel ferroviaire (proche Pont-de-Neuilly)
recherche

COMPTABLE CONFIRMÉ

3 à 5 ans d'expérience, connaissant comptabilité générale et opérations de Trésorerie, tenue de comptes sur informatique.

Adresser C.V. et prétentions à Axial Publicité (référ. 9210), 27, rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra.

SOCIÉTÉ EN DÉVELOPPEMENT RECHERCHE

INGÉNIEURS CONSEILS

INDÉPENDANTS
Expér. sér. dans les domaines :
- PRODUCTION,
- GESTION,
- COMMERCIAL.

Disponible immédiatement.
Formation complémentaire assurée, rémunération de bon niveau + frais de séjours payés en cas de déplacements.
Env. C.V. + photo indisp. ref. à MFMC, 32, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 PARIS.

ECA AUTOMATION

SSCI en forte expansion (550 personnes) recherche :

INGÉNIEURS

2 ans et +, connaissant :
- Techniques filtrage numérique ;
- Systèmes temps réel ;
- Radars.

Env. lettre man., C.V., photo et prétentions sous réf. 1911, à ERIA ECA AUTOMATION, Service du Personnel, 315, bureaux de la Colline, 92213 Saint-Cloud Cedex.

travaux à façon

ENTREPRISE. Sér. réf. effectue rapidement travaux peinture, menuiserie, décorat., coordinat. tous corps d'Etat. Devis gratuit. Tél. : 368-47-84 - 893-30-02.

représentation offres

Recherchons :

JEUNES REPRÉSENTANTS

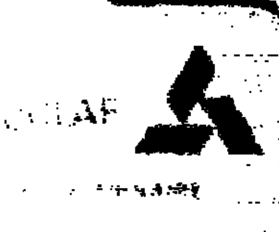
dynamiques 25 ans min. Pour ventes complexes à bases plastiques destinés à fabricants de sacs, sachets, boîtes carton, caisses carton, imprimeries, transformateurs divers. Laboratoires, métallurgie, industrie du bâtiment. Connaissances papiers cartons, plastiques, seront appréciées.
Env. C.V. avec photo identité, à PAPIETHYLENE 100, bd Félix-Faure 93300 AUBERVILLIERS

représentation demandes

Technico-commercial, nationalité allemande, 42 ans, bureau (téléphone, télex), en Allemagne fédérale, depuis 13 ans dans l'industrie d'investissement pour la sidérurgie, peut témoigner de nombreux succès. Très bien introduit dans les industries sidérurgiques d'Europe de l'Ouest et de l'Est. Parle et écrit couramment français et anglais. Domaine d'activité actuel :

Appareils de manutention, installations pour essais non destructifs, installations de parachèvement, recherche représentations sur commission dans des secteurs complémentaires et compatibles.

Ecrire sous le nº 20391, à SOPIC, B.P. 31, 87001 Strasbourg Cedex.



	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21.00	24,70
IMMOBILIER	48.00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140.00	164.64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40.00	47.04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31.00	36,45
AUTOMOBILES	31.00	36 45
AGENDA	31,00	36,45

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

secrétaires

Société internationale en pleine expansion recrute :

SECRETAIRE BILINGUE

ANGLAIS

Sous l'autorité du directeur, elle aura pour fonction :
— rédaction de courrier, dactylographie, télex ; organisation des voyages, procès verbaux.
— relation avec les restaurants McDonald's en France, Suisse et Belgique pour envoi et réception de documents, rapports statistiques.
— secrétariat de trois "fields consultants", organisation du classement, suivi des importations de matériels destinés aux restaurants.
— responsabilité des secrétariats différents du bureau, organisation du bon fonctionnement en matière administrative, contacts avec les fournisseurs.
— rédaction de l'annuaire interne de l'entreprise.
— assistance aux personnes pour tout problème administratif.

Profil
— Bac sanctionné, BTS secrétariat.
— Agée de 25 ans minimum, ayant au moins 3 ans d'expérience dans un poste à responsabilité et recherchant un poste stable, évolutif et aimant le travail en équipe.



Adresser C.V. détaillé, photo (retournée) et salaire actuel à : McDonald's - 28 Avenue de Messine 75008 PARIS

ROUSSEL UCLAF

DIVISION AGRO-VÉTÉRINAIRE
recherche

UNE SECRETAIRE

Bilingue anglais

pour assurer le secrétariat de 2 cadres de son département développement. BTS, sténodactylographie soignée, sténographie anglaise appréciée.
- Nombreux avantages sociaux.
- Restaurant d'Entreprise.
- Horaire flexible.

Adresser CV, photo et prétentions au :
Service du Personnel
163, Av. Gambetta - 75020 PARIS

IMPORTANTE ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS
banlieue Ouest
recherche

SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO

Confirmée 30 ans minimum parlant anglais couramment, notions d'espagnol souhaitées. Adresser C.V. manuscrit et signé avec photo à S.B.T.P. 13, av. Maurane-Saulnier, 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex à l'attention du département D.E.A.

RANDSTAD
DÉPARTEMENT BILINGUE
recherche

2 SECRÉTAIRES TRILINGUES

- anglais — allemand
- anglais — espagnol

URGENT longue mission

Tél. : 341-08-00.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

AUSTIN MINI 1000. Année 1970, 107.000 km. Tabl. de bord bois verni. Div. accessoires, mécaniques neufs (factures). Mécanique saine. PRIX : 2.300 F. Téléphoner à Mme DULAC au 766-52-62, Poste 2501, H.B.

de 8 à 11 C.V.

A vendre Talbot 1308 GT. 83.500 km. Prix : 7.000 F. Téléph. après 20 h : 808-24-74.

de 12 à 16 C.V.

Superbe BERLINE française.

1981 NEUVE 0 KM.

Haut de gamme, 4 portes, 6 cyl. Boîte mécan. Ttes options, (direction et freins assistés, int. cuir ou drap, réfrigération, T.O. électr. Peint. métal. vernie, glaces teintées etc.) GARANTIE 1 AN KM illimité, quantité limitée.

PRIX INCROYABLE

C.K.T. : 577-92-72.

capitaux propositions commerciales

SOCIÉTÉ DE CONSEIL RECRUTEMENT - FORMATION excellente clientèle recherche Associé pour 50 % capital. Écrire à nº 27.320 Contesse Publicité, 20, av de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

AFFAIRE

On cherche important fournisseur de bijoux et joaillerie qui s'intéresse à une représentation exclusive des produits spéciaux en France. Inta-Handels S.A., case postale, CH-8704 Herrliberg-Zurich.

formation professionnelle

FORMATIQUE

Institut National Supérieur d'Informatique Appliquée forme

ANALYSTE PROGRAMMEUR

Hauts salaires

EMPLOI ASSURÉ

1, rue de Choiseul, 75002

296-65-08

propositions diverses

Les possibilités d'emploi outre-mer, étranger. Numéro spécial de MIGRATIONS chez les marchands de journaux à Paris et en banlieue.

Pour connaître les possibilités d'emplois à l'étranger (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe) demandez notre revue spécialisée MIGRATIONS (LM) 3, rue de Montyon, 75429 Paris Cedex 09 (document. gratuite).

travail à domicile

Cherche tous travaux dactylo, thèses, rapports etc. sur I.B.M. 82 C. Rapide - 306-09-88.

DEMANDES D'EMPLOIS

ACHETEUR, 43 ans, libre sous 3 mois, responsable des achats depuis 6 ans en matériel électrique. Solide expérience de gestion des stocks pendant 15 ans, usine de 250 personnes. Bonnes connaissances des services généraux. Habitude des contacts, esprit d'équipe, rigueur, nombreuses références morales, ch. emploi similaire Paris ou Sud Paris. Tél. : 471-40-48.

OPÉRATRICE LINOTHERM 6 ans expér., libre rapidement, cherche emploi stable. Ecr. s/nº 6269 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Conseil en communication

PAR L'AUDIOVISUEL

15 ans responsable service information, pour et dans l'entreprise - Conception et Production - rech. création poste ou similaire. Tél. (3) 478-13-74.

Hme 35 ans, très bons contacts, expér. vente, gestionnaire, ch. place CHEF SECTEUR ou similaire Région Sud. 387-40-14.

J.H. 27 ans, gestion administr. 6 ans d'expér. à Paris. Arabe parlé et lu. Etudie ttes propositions. 964-21-52 de 9 h à 13 h.

CADRE SUPÉRIEUR

Direct. depuis 7 ans, Extr.-Or., biens équip. pour groupes améric. et franç. Solide expér. commerce intern. Anglais parlé, écrit. Rech. poste Dir. Commerc. ou équiv. en Asie ou à Paris. Ecr. s/nº 7979 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CHEFS D'ENTREPRISE

vous recherchez débutants ou confirmés

HEC - ESCP

IEP, SC. ECO, IAE, DECS rigoureusement sélectionnés

AFIPEC : 523-48-26.

Dame, 40 ans, resp. service financement, expér. rech. ds même domaine situation offrant hautes respons. Pr tout rens. écrire ss réf. 7.893 à P.M.P., 39, r. de l'Arcade, 75008 Paris.

Résident français, 39 ans, Algérie depuis 4 ans, 8 ans expérience France, formation supérieure complète Sup. de Co., D.E.C.S., I.A.E., I.E.P., révision comptable, gestion comptable, budgétaire, stock, financière, audit, informatique, gestion, cherche situation Algérie ou France, étranger. Ecr. s/nº 7.970 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Dame, triple orientation alcoologue, praticienne, santé, longue expérience relat. publiques, examinerait toutes propositions. Ecr. s/nº 2.424 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Backroom woman, relations publiques, haut niveau, étudie toutes propositions. Ecr. s/nº 2.445 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H., polonais, 35 ans, doctorat 3e cycle informatique (math. appl., calcul, scient.), maîtrise de math., étud. toutes propositions. Ecr. s/nº 2.441 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Résident Français 39 ans, Algérie depuis 4 ans, 8 ans expérience France. Formation supérieure complète sup de CO, DECS, IAE, IEP, révision comptable gestion comptable budgétaire stock financière Audit informatique gestion, cherche situation Algérie ou France Étranger. Ecr. s/nº 7970 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune Homme 26 ans licence droit expérience notariat et distribution, cherche emploi secteur indifférent étudiera toutes propositions. Ecr. s/nº 2410 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Spécialiste du personnel Femme 33 ans, niv. sup de CO expérience : 11 ans gestion personnel, étudierait toutes propositions. Ecr. s/nº 2362 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Direct. Commercial, expér. lancement produits et force de vente bât. et rob. ind. rech. direction commerc. ou marketing. Ecr. s/nº 7.986 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. H. 27 ans, gestion administ. 6 ans d'expér. à Paris, arabe parlé et lu, propositions (étudie ttes). 964-21-52 de 9 à 13 h.

D.E.C.S. + maîtrise Sc. Éco. 33 ans, 4 ans exp. multi. nat. Analyste financier. Rech. poste ASSISTANT. contrôle de gestion, cadre administ. et financier. 751-51-67. Mr JACQUENOD C. 135, rue Danton - RUEIL

43 a., Technicien Sup. de maintenance engins grosse mécanique, gestion pièce de rechange incluse, exp. Asie et Amérique du Sud, libre de suite, ch. emploi étranger. (51) 87-51-42.

Négociateur de haut niveau, 35 ans, spécialisé en conseil d'entreprise, chargé des analyses, études, applications dans secteur pilote, rech. poste à RESPONSABILITÉS. Rég. paris. Tél. après 19 h., 948-70-19.

H. 33 ans, études supérieures, 8 ans expérience professionnelle, anglais, espagnol, ch. poste collaborateur haut niveau étudie toutes propositions. Ecrire sous le nº T 032.225 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

OFFRE A P.-D.-G. ENTREPRENANT DIRECTEUR, 39 ANS. Formation supérieure complète (droit + Sc. Po.)
- Anglais-Espagnol, connaissance allemand-italien.
- Expérience direction P.M.E. + 50 personnes.
- 10 ans Marketing-Publicité commerce international.
- Grande adaptabilité technique et humaine, pratique confirmée des négociations et contacts haut niveau.

Souhaite mettre à disposition société en expansion, sa vitalité et ses qualités professionnelles et personnelles. France ou étranger. Ecr. s/nº 6.263 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ANCIEN ARTISAN

RÉNOVATION BATIMENT
Homme expérience (maçonnerie - peinture - plomberie). Cherche situation bien rémunérée comme responsable. Étudierai toutes propositions. Faire offre à : M. CURRO GIOVANNI. Téléphonez au : 770-75-75 après 18 heures.

L'immobilier

appartements ventes

3e arrdt

R. GRAVILLIERS, studio rénové 20 m² + petite mezzanine, tout confort. Tél. : 550-34-00.

MARAIS

Pierre de taille, XVIIe, très belles surfaces de 50 et 35 m², à aménag. Poss. duplex, 272-40-19.

4e arrdt

F.-Bourgeois, pr. Vosges DANS COUR PAVÉE 17e Maison verre moderne 150 m². Calme. 354-95-10.

JARDIN PRIVÉ

A vdre MARAIS. 48, r. des Francs-Bourgeois, gd studio cft. 5e ét. ascens. propriétaire s/place. T. (16-46) 32-44-83.

INVESTISSEUR

MARAIS Rue Sainte-Croix de la Bretonnerie. STUDIO caractère s/jard. tt cft. bel imm. XVIIIe stand., loué 23.000 F + ch. Révisable annuellement en janv. Prix 270.000 créd. 720-89-18, p. 2.

MARAIS, prix : 235.000 F

charmant STUDIO. Immeuble XVIIIe, confort - 605-10-08.

5e arrdt

VOLUME A AMÉNAGER 90 m² + jard. 125 m² fond de cour. 850.000 F. Tél. : 550-34-00.

AU CALME - GD CHARME **MAISON** 170 m² + dépend. + jardin 55 m² living + 5 chbres + 3 bains, tt. cft. 2.300.000 — 474-41-71.

SUR SEINE ET CHEVET NOTRE-DAME

LIVING + 2 CH. EN TRIPLEX DERNIER ÉTAGE SOLEIL VUE EXCEPTIONNELLE Serge KAYSER. T. 329-60-60.

CLAUDE-BERNARD, petit 2 P. à rénover dans bel immeuble. Prix : 290.000 F - 261-22-81.

6e arrdt

RUE CHRISTINE séjour + chambre tt cft, charme, 3e ét. asc. GARBI — 567-22-88.

ST-GERMAIN-DES-PRÈS

4 PIÈCES, 6 FENÊTRES SUD Imm., luxueuse rénov., asc. 1.200.000 F + park. 563-86-09

N.-D.-DES-CHAMPS

Bon Immeuble, 2 pces, cuisine, salle de bains, calme, clair. 549-05-66 et 278-08-13.

ST-GERMAIN. Imm. 17e, beau 3 p., dble exposition, poss. park. et studio indép., 325-89-35.

7e arrdt

RUE MONSIEUR. Dble liv., cuis., bains, 38 m² 5e ét. asc., vue sur jard. GARBI — 567-22-88.

DUROC. Pierre de taille, 80 m², entrée, cuisine, bains, w.-c., plein soleil. Tél. 566-50-46.

AVENUE DE SUFFREN

5/6 p., 140 m² + serv., p. de t., balcon. 1.700.000. 783-92-45.

RUE BOURGOGNE

TRÈS CHARMANT 4 PIÈCES, 4e, ascens., clair. Parfait état. 950.000 F. Tél. 562-16-40.

8e arrdt

ALMA 48 m²

Luxueux pied à terre, parfait état. 567-22-88.

10e arrdt

Rue La Fayette, gd stand., très b. 5 p., 160 m², 3e ét., part. ét., ch. service, park. 1.400.000 F. T. 783-89-86 ou 548-54-99.

GARE DU NORD

Immeuble pierre de taille, appartement occupé 2 pièces. 115.000 F. 227-74-80.

11e arrdt

Mº FAIDHERBE

Pptaire vd 2 pces, entrée, cuis., w.-c., possib. bains, imm. pierre de t. 240.000 F. 628-54-61.

Près **NATION** récent hall d'entrée, séj., salon 2 chbres, gde cuisine, 2 w.-c., bains + s. d'eau, loggia, park. 840.000 F — 344-71-97.

AV. RÉPUBLIQUE

5 pces tt cft, imm. pierre de t., remis à neuf. Finit. exception. Sinvim & Cie - 501-78-67.

XIe 7.500 le M2

Sans frais, imm. neuf tt cft. séj., 2 chbres, entrée, cuis., bains, parking. Tél. 873-57-80.

PARMENTIER - Imm. 74, 4 p. 107 m² + 13 m² balc., dble liv., 2 chbres, 3e ét., asc., park. 830.000. Apr. 19 h. 906-68-48.

12e arrdt

REUILLY-DIDEROT

L'ESTEREL DE PARIS Construction neuve. 2 pièces, tt conft, cave, park. Sinvim & Cie - 501-78-67.

13e arrdt

BD MASSENA

2 P. tout confort, cave et park. Sinvim & Cie — 501-78-67.

CORVISART

PLACEMENT dans rue calme, studio tout cft. Sinvim & Cie — 501-78-67.

BOUL. VINCENT-AURIOL CONFORT, 73 m², BON ÉTAT. BALCON, SOLEIL. 500-47-03.

14e arrdt

DENFERT beau duplex 80 m² vue dégagée park. 795.000 F — 552-07-06.

34, AV. REILLE. Face parc, 3e ét., gd studio, 40 m². Sud balc. 588-62-81.

Studio, Kitch., W.C., bains, chf. cent., immeuble. Moquette tout cft. 120.000 — 766-53-34.

PLAISANCE - 354-95-10

220 m² - LOI 48

divis. 1, 2, 3 p. et bout.

15e arrdt

Bd GRENELLE, imm. stand., 1979, 3 pces, tt cft, cuis. équipée. Px 680.000 F. 387-35-25.

2 PAS Mº MOTTE-PICQUET adorable 2 p., cuis., bains, w.-c., 2e ét. 350.000 F. 577-74-38.

BOUCICAUT

PLACEMENT 2 pièces tout confort. Sinvim & Cie - 501-78-67.

PORTE VERSAILLES. S/jardin, très grand studio, cuisine, bains, immeuble récent, 350.000 F. ORPI, 288-27-45.

RUE DE SÈVRES Nº 163

Neuf, gd stand., soleil, calme 95 m² + 13 m² de balc., séj. 32 m², 2 chbres, bains + dche, 2 w.-c., cuis. équipée, park., professionnel possible. Mercredi 13 h-16 h.

Mº LOURMEL, impeccable 2 P., tt cft, bon imm. ravalé, clair, calme, soleil, 2e étage, asc. Prix : 425.000 F - 557-50-06.

366 BIS, RUE VAUGIRARD

Mise en vente d'un nouvel appartement rénové au 7e étage, ascenseur, d'un immeuble pierre de taille, séjour double + 2 chambres, bains moderne, balcon + terrasse. Sans vis-à-vis, plein soleil, 880.000 F, achat garage en sous-sol possib. Voir pptaire mardi, mercredi 14-18 h, 720-89-18 (le matin).

PONT MIRABEAU, 4 P. cft, cab. toilette, asc. PLEIN SUD. 755.000 F (à revoir) 577-96-85.

16e arrdt

Particulier à particulier. 16e, rue de la Tour. Duplex living, 2 chambres, 2 salles de bains, terrasse. Couzy, tél. : 225-95-50, à part. de 10 h 30 (hres bur.).

94, AVENUE KLÉBER

TRÈS BEAU 3 PIÈCES 112 m² + chambre service entièrement remis en état, prix élevé justifié. Ce jour 14-17 h, 2e ét. ou

723-72-00.

RUE HAMELIN

Dans imm. récent, gd standing grand 3 p. entièrement décoré cuisine luxueusement équipée 2 bains, calme, soleil, parking 1.980.000 F. 572-19-79.

R. LA FONTAINE Imm. stand. Sup. atelier + Mezzanine, 85 m². Tél. : 588-62-81.

R. DE LONGCHAMP. Bel imm. 1er ét., beau 225 m², travx. 1.800.000. « TAC » 329-33-30.

TROCADÉRO - 1er ét., gd stand., beau 7 pces 245 m² + serv. b. ét. 1.980.000 « TAC ». 329-33-30.

FOCH, catégorie except. 220 m² s/j. pr. 70 m². 3.200.000 F. T. 504-83-00.

URGENT CAUSE DÉPART **PASSY, prix : 690.000 F.** Exceptionnel original caractère, atelier + mezzanine, 606-10-08.

PASSY Impec. liv. + 2 chbres 80 m². Sud; 4e ét., ss asc. - 745-36-65.

SQUARE LAMARTINE appartement de réception 200 m² + jardin + box. Société AUBRY - 501-88-89.

17e arrdt

MONCEAU. 1er étag. appt 4 p. 100 m² tt cft, chbre bonne, cave. 1.060.000 F. S.I. 989-92-37.

Tocqueville, dns imm. rénové asc., BEAU 4 P. + Mezzanine avec POUTRES, 2 bains tout confort, dernier étage 850.000 F. 766-75-00.

18e arrdt

MAIRIE 18e. Beau 3 pces, cuis., sal. bains, w.-c., 4e, sans asc. Bel immeuble. Prix 495.000 F.

L'IMMOBILIA, 254-71-95.

CAULAINCOURT

Imm. pierre de taille, GRAND 2 PCES, tt cft, magnifiquement rénové. PPTAIRE SUR PLACE. MERCREDI, 14 h à 17 h. 113, RUE CAULAINCOURT.

RUE FÉLIX-ZIEM, 4 PIÈCES, état impeccable, 3e ét., s/rue, bel immeuble pierre de taille. 760.000 F. Tél. : 255-66-18.

RUE GASTON-COUTE, gd liv., + 2 chbres, cuis., entr., w.-c., bs, 95 m², bel imm. P. de T., chauf. centr. 750.000 F - 255-66-18.

20e arrdt

20e, Mº AVRON Coquet studio ensoleillé, cuisine, w.-c., salle d'eau 26 m², à saisir. 130.000 F. Tél. 607-74-09, sauf dimanche et lundi.

92 Hauts-de-Seine

Fontenay-aux-Roses. Appt 5 p. 101 m², imm. stand., cuis. équip., s. de bns, s. dche, jardin priv. 25 m², 5' Mº, 5' centre 2 park., cave. 900.000 F. 538-52-53 poste 3111 h. bur.

NEUILLY, SAINT-JAMES, atelier

5 PCES + TERRASSE

45 m², pl.-pied. Tél. 550-34-00.

BOULOGNE

Dans imm. très bon état 2 p. cuis. 198.000 F. 572-19-79.

BOULOGNE PLEIN BOIS

STANDING RAFFINÉ Rez-de-chaussée + de 175 m² Prix élevé justifié. 603-60-08.

LEVALLOIS LOUISE-MICHEL 2 p. cuis. tout cft. 2e rue plein soleil. 200.000 - 766-53-34.

BOULOGNE

Boulevard Jean-Jaurès 3/4 pièces, 80 m², 635.000 F. SINVIM et Cie. 501-78-67.

Urgent, cause départ résidence standing, très agréable. 4 pces 85 m², grande entrée, séjour double, 30 m², 2 chbres, cuis. aménagée, office, cellier, bains, placards, balcon 12 m² + cave + box fermé. 9e étage sud-sud-ouest, vue magnifique, près transports, commerces, écoles. Possibilités prof. libér. Prix 650.000 F. Tél. 655-02-86.

BOULOGNE. Mº Jean-Jaurès. Imm. récent, stand., impeccable, séj., 2 chbres, bains, cuis. équipée, terrasse, balc., park. poss. 710.000 F - 524-56-07.

BOULOGNE. Mº Jean-Jaurès. 2 pièces, cuisine entièrement aménagée, bains, tout cft, 520.000 F - 524-56-07.

BOULOGNE. Mº Pte-de-St-Cloud, imm. 1960, studio en très bon état, balc. s/jardin, 255.000 F. ORPI, 288-27-45.

LA CELLE-SAINT-CLOUD Stand. idéal investisseur, beau studio 30 m², cuis. indép., bains. 277.000 F - 602-57-27.

SAINT-CLOUD VAL-D'OR Luxueux appt, 110 m² + balcon, vaste séj., 2 chbres, 2 bns, bonne exposition, vue dégagée, 1.150.000 F - 602-57-27.

ST-CLOUD, stand., 4 pces, cuis. équipée, séj. 50 m², 2 ch., EXCELLENT ÉTAT. 945.000 F HENRY COGE S.A., 602-57-27.

RUEIL-MALMAISON

Proche bois de SAINT-CUCUFA, résidence de stand. de 1975, cft total électrique, au 3e étage, entrée, cuis. équipée, séj., 3 chbres, 2 bns, 2 park., 850.000 F H. COGE, 602-57-27.

NEUILLY ROULE 61 m² au soleil en 3 pièces. Facilit. vendeur. 320-73-37.

NEUILLY - VUE/BOIS

AFFAIRE EXCEPTIONNELLE DANS IMM. GRAND STANDING

GRAND 7 PIÈCES

+ appartement service PARFAIT ÉTAT

PRIX 2.850.000 F

Mercredi, jeudi 14 h à 18 h. 74, BD MAURICE-BARRÈS ou 723-96-05.

NEUILLY-SAINT-JAMES

Très luxueux 4 p. moderne 81. 140 m² DÉCORÉ ET ÉQUIPÉ. SOGEVIM - 293-36-82.

BOULOGNE - VUE SUR SEINE Beau 80 m² + balc., 14e ét. 654.000 F. Tél. 704-43-43.

SURESNES RÉNOVATION

BEAU SÉJOUR + 2 CHBRES, cuis. équipée LUXE, s. de bains neuve. 420.000 F. 603-60-08.

NEUILLY ROULE Imm. ancien LIV. + CHBRE, 3e étage, sans asc. 450.000 F. Téléphone : 745-36-65.

94 Val-de-Marne

St-MAUR PRÈS MÉTRO

Imm. caract., belle terrasse vue sur Marne, soleil, gd 3 p. s. bns + s. d'eau. 983-11-49.

VINCENNES

Mº château ou R.E.R. Fontenay Imm. récent, pierre de taille tout confort, 5e ét., balc., soleil 3/4 p., entrée, cuis., bns, 75 m² Prix très intéressant Téléphone : 873-57-80.

VINCENNES

Près Mº Château ou R.E.R., bon immeuble, calme, soleil, séjour, 1 chambre, entrée, cuisine, bains. Refait à neuf. Prix très intéressant. Tél: propriétaire, 873-57-80.

PLACEMENT

CRÉTEIL immeuble achevé en 1981, 3 pièces, loué. Sinvim & Cie - 501-78-67.

Province

PORT BARCARÈS. Rés. nautica. Appt 2 p. meublées, 4 pers. s. de bns, kitch., balc. plein sud. Prix : 220.000 F. Tél. : 661-19-04 apr. 19 h

ENTREVAUX (04), part. vend maison 3 appts tt confort, fard. Écrire HAVAS MONACO nº 583.

appartements achats

Pour clients sérieux, PAIE COMPTANT. APPTS, ttes surf. et IMMEUB. à Paris 15e et 7e. JEAN FEUILLADE, 54, av. de la Motte-Piquet, 15e: 566-00-75.

RECHERCHE 2 à 4 pièces Paris préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e av. ou sans travaux PAIEMENT CPT CHEZ NOTAIRE Tél. : 873-23-55 même le soir.

locations non meublées offres

Paris

AV. HENRI-MARTIN Luxueux 5 p., ch. de serv., box. 12.186 F + ch. T. 566-52-00.

locations non meublées demandes

Paris

Pptaires pour louer rapidement sans agence, sans frais, vos apperts vides ou meublés à Paris ou banlieue : 274-49-77

PPTAIRE LOUEZ SOUS 24 H. Clientèle sélectionnée. Service gratuit - 770-88-65.

Région parisienne

Pour soc. européennes, cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 3 et 6 ans. 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 PIÈCES LOYERS GARANTIS par stés ou Ambassades. 281-10-20.

bureaux

Locations

RUE DE LA BOETIE - Bureau 35 m² en 2 pièces Bail sans reprise Téléph. le matin entre 10-12 h. 265-88-74.

8e ET CHAMPS-ÉLYSÉES

Domicil. R.M.-R.C., S.A.R.L. A partir de 150 F. CONSTITUTION SOCIÉTÉS Tél., télex, toutes démarches C 2 E - 562-42-12.

BUREAUX MEUBLES à Paris 8e, 9e ou 15e **SIEGES SOCIAUX et DOMICILIATIONS** Télex - Secret - ts services **CONSTITUTION STES** Prix compét - délais rapides **ASPAC 293.60.50**

VOTRE SIÈGE SOCIAL S.A.R.L.-R.C.-R.M. Constitution de Sociétés Démarches et tous services Permanence téléphonique

355-17-50.

11e, 28, RUE SAINT-SABIN, dans imm. neuf, stand., bureaux entièrement aménagés, 250 m² environ, rez-de-ch. avec 3 parkings sous-sol. Loyer mens. 8.500 F. Sur place, 14 h à 18 h.

INVESTISS. RENTABILITÉ 220.000 F net/an. Impeccable 400 m² bureaux. 633-33-67.

ST-GEORGES : 475 F

le m² annuel. H.P. 500 m² + ss-sol 100 m². Ecr. nº 72.425, IPF, 12, rue de l'Isly (8e).

locaux commerciaux

PSYCHAN. FEM. ALCOOLOGUE. Spécial entourage alcoolique, partagerait local avec prof. analogue ou complémentaire. M.-C. LEJOSNE, 16, av. des Molières 78470 St-Rémy-lès-Chevreuse.

BOURG-LA-REINE

A LOUER BEAUX LOCAUX, BUREAUX NEUFS à partir 130 m², bien situés, depuis 300 F/mois. 350-50-86.

10e 120 m². 54.000 AN. 6e ét., monte-charge et asc. Possib. park. 651-56-84.

15e - Rue des Morillons. Local atel. sur cour + 3 p. 90 m². 4.500 F. 566-52-00.

fonds de commerce

Murs et fonds, HOTEL 1 ét. 23 chbres, bon état, NICE COTE d'AZUR, situé de jardin résid. Écrire Mr BENKEMOUN 8, av. du Gd Pas. 06000 NICE

immeubles

ÉTOILE

TRÈS BEL IMMEUBLE PIERRE DE TAILLE, 4 ÉTAGES RESTAURÉ ET MODERNISÉ ENTIÈREMENT LIBRE Usage d'habitation A vendre en totalité. Écrire sous référence 3.904 PUBLICITÉ GAUTRON 29, rue Rodier, 75009 Paris.

INVESTISSEUR

MARAIS Rue Sainte-Croix de la Bretonnerie, STUDIO caractère s/jard. tt cft, bel imm. XVIIIe standg loué 23 000 f + ch. Révisable annuellement en janv. Prix 270 000 créd. 720-89-18. P : 2

hôtels particuliers

VENTE PAR SUCCESSION

PARIS, 10 MN OPÉRA

et près N.-D.-de-Lorette. Séduisante maison XIXe dans grande cour plantée CALME - CACHET PROVINCE JARDINET PRIVATIF 320 m² HABITABLES DONT EXTRAORDINAIRE

ATELIER 130 m².

Hauteur 6 m, caractère rare. Exclusivité, 2.500.000 F. CLAUDE ACHARD, tél. : 637-14-58 - 624-53-46.

maisons individuelles

20 km DEAUVILLE Particulier vend maison récente, 126 m². Parc ornement 5.000 m² + 2 ha 40 plantes et herbage + étang aménagé. 750.000 F. Tél. (31) 64-75-32.

pavillons

78 - CHATOU - Près R.E.R., à saisir 5 p. 90 m² + 150 m² jard. 600.000 F. Tél. 566-52-00.

villas

SAINTE-MAXIME

Vue féerique sur golfe Saint-Tropez, villa 6 p. + studio indépendant meublés, 5 salles d'eau, 4 w.-c., terrain 1.550 m², possib. piscine. 2.000.000 F. (94) 96-06-44 heures repas ou (1) 590-86-06.

37 km Bordeaux part. vd maison pierre 7 p. p. tt cft, chauff. central, tél. gdes dépend. expo. sud 2000 m² terr. clos, 620.000 F. F. PERRAULT, 15, imp. Lannebère, 64600 ANGLET.

AIX-EN-PROVENCE. part. à part. vds villa proche centre, excel. sit., vue dégagée, Sud, calme. 2 niv., jard. 800 m² 1.300.000 F. Tél. : (93) 36-31-38

maisons de campagne

Part. vd maison (cuis., w.-c., s. bns, 2 ch., séj.) avec s/sol aménagé (cuis., w.-c. ch.). Garage, buanderie, hangar, sur terrain 2.230 m² arborisé, (ornem., fruitiers, vignes), à 15' Toulon, 20' plage, 560.000 F. Tél. : (94) 23-21-57, de 20 h. à 21 h. Libre 6 mois après vente.

BRETAGNE, 15 km de Pontivy, part. vend maison, bourg de Saint-Guen 4 pièces princ., cave, garage chauf. central, tout-à-l'égout jardin fruitier, clos de murs. Prix : 250.000 F à débattre Téléphone : 29-07-24.

propriétés

Commune AUDE Montagne Noire Vds Presbytère 18e à restaur. Ap. 18 h : 16 (61) 49-23-53.

20 km Montpellier, maison de maître, 700 m² habitables, sur 3 niveaux. Quelques travaux. Prix 1.100.000 F. Ag. Moderne, tél. : (67) 58-42-64.

VERNON 500.000 F

VUE EXCEPTIONNELLE Belle maison 5 p., terr., ss-sol, à restaurer, grand parc en taillis. 606-10-08.

domaines

LOIRET

A vendre jolie propriété de chasse et de culture sur 25 ou 40 ha Maison très agréable, étang, possibilité location chasse 180 ha attenants Écrire Havas MONTARGIS Nº 201 323

terrains

Vends Nord Montpellier (15 km) 1.000 m² viabilisés Tél. (67) 50-04-77 hres repas.

viagers

Pensez retraite Côte-d'Azur Achetez un viager. Catalogue grat. Étude LODEL 50, av. Jean-Médecin, Nice (93) 37-25-24.

NOTRE-DAME-DE-LORETTE 3 pces, confort, 2e étage. 94.000 + 1.700. Occ. femme 77 ans. CRUZ - 266-19-00.

CHENNEVIÈRES - Viager libre, belle ppté 7 p. tt cft, gar., terrain 1.260 m². 500.000 cpt, rente 13.458 F 1 tête, 86 ans. J.-L. TAYAD - 296-90-58.

immobilier information

PRODUITS FINANCIERS IMMOBILIERS PROTÉGÉS DE L'INFLATION Rentabilité excep. 17,50 % DES LOYERS GARANTIS nombreuses variantes accompagnées de multiples services. FRANCE C.B.I. - S.A. 194, rue Tolbiac, Paris (13e). Tél. pour R.-V. : 588-76-56.

Le Monde

économie

SOCIAL

A L'ISSUE DE LEUR RENCONTRE

F.O., la C.F.T.C. et la C.G.C. adressent une prudente mise en garde au gouvernement

En tenant, pour la troisième fois dans l'histoire de leurs relations, un nouveau sommet « réformiste », lundi 15 mars, F.O., la C.G.C. et la C.F.T.C. couraient un risque. Toute déclaration commune un peu trop « musclée » vis-à-vis du gouvernement serait, en effet, apparue quelque peu politisée au lendemain du premier tour des élections cantonales. Avant même la rencontre, que M. Paul Marchelli, délégué général de la C.G.C., s'était abstenu de qualifier comme la précédente, du 22 novembre 1981, de « *sommet de crise* », M. Bergeron avait souligné sa volonté de « *ne rien faire qui puisse donner lieu à une exploitation politique* ». Le nouveau sommet F.O.-C.G.C.-C.F.T.C. aboutit ainsi à un résultat paradoxal : il témoigne à la fois d'une réelle fermeté vis-à-vis du gouvernement tout en gardant une certaine retenue. La démarche reste prudente.

La modération relative est perceptible à plusieurs signes. Les trois confédérations se sont de nouveau abstenues de porter un jugement global sur l'action du gouvernement. Aucune allusion n'a été faite à la « chasse aux sorcières » que, à propos de l'affaire Lucet, la C.G.C. a dénoncé avec véhémence, ou même à la montée de l'intolérance qui inquiète tant F.O. Aucun jugement n'est porté sur la politique contractuelle. alors même que, pour les trois centrales qui ont signé l'accord salarial 1982 dans la fonction publique, celle-ci constitue l'ossature commune de leurs stratégies.

Cette déclaration commune est donc tout aussi importante par ses silences que par ses dénonciations. Contrairement à ce qui s'était produit lors du premier sommet du 2 octobre 1979, les trois confédérations n'ont pas fait mention de l'exigence de solidarité envers les plus défavorisés, exigence que la C.F.T.C. vient pourtant de rappeler, à l'issue de son bureau confédéral du 13 mars. Les « réformistes » ce sont contentés de recenser les points de convergence qui sont apparus entre eux, lors des dernières semaines, face à la seule politique gouvernementale, qu'il s'agisse de l'abaissement de l'âge de la retraite. de la non-fiscalisation de la Sécurité sociale ou des projets de M. Auroux sur les droits des travailleurs (lors du débat au Conseil économique et social, F.O., la C.G.C et la C.F.T.C. se sont retrouvées dans une sorte de front du refus dans huit scrutins sur quatorze) C'est le gouvernement qui est visé, alors même qu'aucune référence n'est faite au patronat, malgré la poursuite des négociations de branches sur la durée du travail.

En dépit de la prudence des trois centrales — prudence que la C.G.C. aurait volontiers émoussée. — l'avertissement au gouvernement est clair. Les « réformistes » ont voulu exprimer la montée de leur inquiétude devant l'obstination du gouvernement à poursuivre sa marche, tant pour la retraite que pour les droits nouveaux, sur une voie jalonnée de périls. Certes, aucune action commune n'est décidée ou même clairement envisagée. Mais rien n'est exclu. Interrogé sur une telle perspective, M. Bergeron a répondu : « *Supposons qu'on ait en tête la mise en cause des régimes paritaires, je crois pouvoir dire que nous réagirions en commun.* » M. Menu, pour la C.G.C., a approuvé, alors même qu'il vient d'agiter sur ce thème de la pérennité et de l'autonomie des régimes paritaires la menace d' « *un ordre de grève générale* » si le pouvoir tentait de s'y attaquer. M. Jean Bornard, préoccupé par un malaise social grandissant, a préféré insister sur la possibilité de « *démarches parallèles* ».

Au-delà de cette prudente mise en garde au gouvernement, les trois centrales réformistes ont répondu à une double préoccupation. Alors que l'alliance C.G.T.-C.F.D.T. est bel et bien morte, elles ont voulu montrer leur souci et leur capacité à affirmer leurs convergences, même si cette démarche ne ressemble pas à l'unité d'action des deux autres confédérations. Elles ont également tenu à faire remonter les inquiétudes de leurs adhérents. Même à Force ouvrière, dont les dirigeants restent pourtant décidés à ne rien faire qui puisse mettre en difficulté le gouvernement, on note un malaise chez les militants devant la persistance du chômage et de l'inflation. mais aussi face à une certaine précipitation du pouvoir, au risque de mener la concertation « *à bride abattue* ».

A la C.G.C., qui a opté pour une attitude plus oppositionnelle face au gouvernement, on attend toujours la concrétisation des promesses faites lors de la « table ronde » des cadres du 23 février. Le délai d'un mois va bientôt expirer et la centrale de cadres annonce déjà deux nouvelles manifestations, à Lyon le 27 mars et à Bordeaux le 3 avril. « *Nous sommes ennemis de la désorganisation de l'économie*, a déclaré M. Menu, *et nous pensons que les électeurs ont ressenti les choses de cette façon. Un gouvernement réfléchi devrait en tirer les conséquences pour faire la pause.* » La C.F.T.C. s'inquiète, elle aussi, de l'encombrement de projets et des « *incohérences* » qui en résultent. Elle annonce une semaine d'action sur la liberté de l'enseignement, début mai. *La vigilance est à l'ordre du jour.*

MICHEL NOBLECOURT.

La déclaration des trois centrales

« La C.G.C., la C.F.T.C. et Force ouvrière expriment de vives réserves à l'égard des projets de budgétisation des ressources de la protection sociale collective surtout du fait des tares de la fiscalité, qui imposent aux salariés des charges plus lourdes qu'elles ne devraient l'être, déclarent d'emblée les trois centrales, qui ne souhaitent pas que la Sécurité sociale devienne une simple ligne dans le budget de l'Etat. Elles rappellent, de plus, qu'il conviendrait qu'on retire au régime des salariés les charges qui lui ont été indûment imposées.

» En ce qui concerne les prolongements de l'avancement de l'âge de la retraite, F.O., la C.G.C. et la C.F.T.C. réaffirment leur attachement à l'indépendance des régimes paritaires, notamment de retraites complémentaires. Elles affirment leur détermination de les défendre. Par ailleurs, la C.F.T.C., F.O. et la C.G.C. expriment leur attachement au système de la garantie de ressources ou à tout système offrant des avantages de même niveau.

» Si les trois confédérations ne s'opposent pas au principe de limitation des cumuls abusifs (...), elles déplorent, d'une part, la partialité du projet d'ordonnance, qui ne touche que les salariés, et, d'autre part, l'ambiguïté du texte. C'est pourquoi elles réclament un nouvel examen qui suppose une véritable concertation.

» Force ouvrière, la C.F.T.C. et la C.G.C. confirment leurs positions concernant certains aspects des projets de loi Auroux et le projet de loi dit de démocratisation des entreprises nationalisées. Les trois confédérations, tout en souhaitant l'amélioration des rapports sociaux et des conditions de travail dans l'entreprise (...), constatent toutefois que les projets gouvernementaux risquent de déstabiliser les entreprises en ouvrant la porte à l'aventure. (...) Elles condamnent les dispositions mettant en fait en cause le pluralisme syndical et conduisant au monopole, incompatible avec la démocratie (...)

» Elles souhaitent que le déficit budgétaire soit contenu dans les limites compatibles avec les contraintes engendrées par l'interdépendance des économies. Autant elles acceptent l'objectif de maintien du pouvoir d'achat, autant elles entendent veiller à ce qu'il soit effectivement réalisé. Dans le cas contraire, il en résulterait des conséquences sur le plan de la consommation intérieure, donc sur l'emploi, qui, en tout état de cause, doit demeurer la priorité des priorités. (...) Elles souhaitent la relance d'une politique européenne (...) La réalisation de cet objectif faciliterait la mise en œuvre d'une politique industrielle nécessaire à la relance économique. »

ACCROISSEMENT DU CHOMAGE INDEMNISÉ : + 3,2 % EN UN MOIS + 28 % EN UN AN

Le nombre de chômeurs indemnisés par l'UNEDIC a atteint en février 1 576 862 contre 1 527 608 en janvier 1982 (+ 3,2 %) et 1 231 786 en février 1981 (+ 28 %).

C'est ce que révèlent les statistiques mensuelles provisoires de l'assurance-chômage qui précise que « *pour faire une comparaison homogène, avec les statistiques des mois précédents, il conviendrait d'ajouter environ 74 000 allocataires aux chiffres du mois de janvier et 70 000 à ceux du mois de février, qui tiennent compte d'une modification des définitions administratives* ».

Selon les chiffres provisoires de février de l'UNEDIC, on comptait 734 141 bénéficiaires des allocations de base (contre 713 346 en janvier), 184 581 bénéficiaires des allocations spéciales — licenciements économiques — contre 180 394.

145 546 bénéficiaires des allocations forfaitaires (contre 137 097) et 135 431 bénéficiaires de l'allocation de fin de droits (contre 131 906).

Le nombre de titulaires de la garantie de ressources — préretraite à partir de soixante ans avec 70 % du salaire brut — est également en augmentation. Pour les licenciements, on passe à 167 517 contre 163 775 en janvier, et les démissions atteignent 157 346 contre 151 960 en janvier.

A NANCY, UN P.-D.G. EST CONDAMNÉ POUR 73 LICENCIEMENTS ABUSIFS.

M. Jean Heymann, P.-D. G. de la société Gesame (meubles Atlas) à Nancy (Meurthe-et-Moselle) a été condamné le 15 mars par le tribunal correctionnel de Nancy à verser soixante-treize amendes de 4 000 F pour licenciements abusifs. La C.G.T., partie civile, a obtenu 1 franc symbolique de dommages et intérêts. C'est pour ne pas avoir attendu la décision de l'inspection du travail, saisie le 27 janvier pour autoriser le licenciement de soixante-quinze salariés pour raisons économiques, que M. Heymann a été condamné Il avait, en effet, proposé à ses employés de signer une lettre de démission, en échange d'une prime de 40 000 francs. Soixante-treize d'entre eux avaient accepté cette solution, en s'engageant à ne pas poursuivre l'entreprise en justice.

● *Accords salariaux dans les assurances.* — Les négociations engagées sur le plan parisien entre la Fédération française des sociétés d'assurances et les syndicats viennent d'aboutir à deux accords : l'un pour les employés et agents de maîtrise, signé par la C.F.D.T., la C.F.T.C. et la C.G.C., l'autre pour les cadres, signé par la C.F.D.T. et la C.F.T.C. Ils prévoient des revalorisations en quatre étapes en 1982 : 3 % au 1er mars, 2,60 % au 1er juin, 2,20 % au 1er septembre, 2,40 % au 1er décembre.

PRESSE

POUR 20 MILLIONS DE FRANCS

Le Crédit agricole est devenu provisoirement actionnaire du « Provençal »

« *Un chantage, un véritable hold-up* », aurait déclaré publiquement M. Benoît, vice-président de la caisse régionale du Crédit agricole du Vaucluse, à propos d'un prêt qu'aurait réalisé la Banque verte au groupe de presse le Provençal, dont M. Gaston Defferre et sa sœur contrôlent la majorité des actions. L'organe d'annonces légales et judiciaires, *les Nouvelles Affiches vauclusiennes*, édité à Avignon, qui rapportait le premier cette affaire, le 27 février, n'était pas peu fier de tenir son scandale, lui qui, depuis le 10 mai, a lancé une campagne « *en faveur du libéralisme et de la libre entreprise* ».

Il ne s'agit pas d'un prêt à proprement parler. La Caisse nationale du Crédit agricole, par l'intermédiaire d'une filiale, a souscrit pour 20 millions de francs à l'émission d'obligations convertibles au taux de 6 % réalisée par le groupe du Provençal, opération à laquelle participe également M. Jean Riboud (*le Monde* du 9 mars).

L'affaire remonte à la mi-octobre. Pour financer un important programme d'investissements, *le Provençal* obtient un prêt du Crédit national, lequel suggère à l'entreprise de presse d'accroître son capital. Entre autres futurs actionnaires possibles, le président de la caisse régionale des Bouches-du-Rhône, dont le siège est à Arles, est contacté. Celui-ci se fait fort de convaincre son conseil d'administration, comme ses collègues des autres caisses, celle du Vaucluse ainsi que celle du Var. Mais il faut faire vite. En attendant les accords des caisses régionales, c'est la Caisse nationale qui portera ces obligations, avec toutefois une clause de limitation dans le temps : si d'ici 30 juin 1982, les caisses régionales n'ont pas pris le relais, le groupe *le Provençal* devra rembourser le Crédit agricole. C'est aujourd'hui l'hypothèse la plus probable.

En effet, les conseils d'administration n'ont pas été convaincus de la nécessité pour les banques vertes locales d'investir dans le capital du *Provençal*.

Celle des Bouches-du-Rhône, qui était à l'origine de l'opération, vient de subir une grève de quatre semaines. Aucun quotidien local, et *a fortiori* national, n'en a parlé. Pourtant quatre semaines de grève dans une entreprise d'un millier de personnes dans la ville d'Arles, cela ne doit pas passer inaperçu. Plutôt que d'éprouver de la reconnaissance envers les organes d'information pour leur silence, les administrateurs du Crédit agricole ont eu comme l'impression que cette grève — menée par la C.F.D.T. et la C.G.T. pour un motif qu'ils jugeaient futile — avait été téléguidée de l'extérieur. Vilaine pensée, car quel est le responsable d'entreprise qui jugera approprié le motif d'une grève ? Toujours est-il que les administrateurs de la caisse des Bouches-du-Rhône refusent de participer à l'augmentation du capital du *Provençal*. Ceux du Vaucluse également, puis ceux du Var. Ainsi, la Caisse nationale se retrouve-t-elle provisoirement actionnaire du *Provençal*.

Ce n'est pas la première fois que des caisses régionales participent au capital d'entreprises de presse. Ici ou là, telle ou telle caisse favorise, par la publicité notamment, la création de petites entreprises, dans le souci de donner à la région un organe d'informations économiques notamment. Des caisses régionales rassemblées autour de la caisse de Corrèze ont facilité l'augmentation de capital de *la Montagne*, le quotidien de Clermont-Ferrand. Le Crédit mutuel, que dirige M. Théo Braun, est présent dans celui de *l'Alsace*, quotidien édité à Mulhouse. Banque de développement régional, le Crédit agricole a naturellement vocation à financer des entreprises. Mais avec leurs conseils d'administration, les agriculteurs, qui courent après les crédits, se demanderont s'il entre dans la vocation du Crédit agricole de financer le groupe de presse du ministre de l'Intérieur...

JACQUES GRALL.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —	
$ E.-U.	6,1000	6,1050	— 60	— 15	— 100	— 40	— 100	+ 35
$ can. ..	5,0140	5,0190	— 100	— 40	— 162	— 98	— 325	— 175
Yen (100)	2,5260	2,5300	+ 150	+ 185	+ 315	+ 355	+1010	+1085
D.M.	2,5690	2,5730	+ 100	+ 130	+ 205	+ 240	+ 690	+ 770
Florin	2,3430	2,3465	+ 100	+ 125	+ 195	+ 230	+ 640	+ 710
F.B. (100)	13,8570	13,8760	— 195	0	— 360	— 50	— 380	+ 150
F.S.	3,2550	3,2605	+ 235	+ 275	+ 440	+ 485	+1260	+1380
L. (1 000) .	4,7520	4,7575	— 375	— 310	— 685	— 600	—1625	—1445
£	11,0480	11,0690	+ 40	+ 160	+ 150	+ 295	+ 860	+1170

TAUX DES EURO-MONNAIES

D.M.	9 3/8	9 3/4	9 3/8	9 3/4	9 5/16	9 11/16	9 1/4	9 5/8
$ E.-U. ..	15	15 3/8	15	15 3/8	15	15 3/8	15	15 3/8
Florin	8 7/8	9 3/8	9 1/8	9 1/2	9 1/8	9 1/2	9 1/4	9 5/8
F.B. (100)	12 1/2	13 1/2	14 1/2	16	15	16	11 7/8	15 3/4
F.S. ...	1 7/8	2 1/8	5 3/4	6 1/8	6	6 3/8	6 7/8	7 1/8
L. (1 000)	22	24	22	23 1/2	22 1/4	23 1/2	21 1/2	22 1/2
£	13 3/4	14 1/4	13 1/16	13 11/16	13 3/16	13 15/16	13 1/4	13 5/8
F. français	19	21	20	23	19	22	19	21

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ÉTRANGER

EN RAISON DE L'OPPOSITION DE LA R.F.A.

Les Dix ne se sont pas mis d'accord sur les propositions de la Commission visant à renforcer la coopération monétaire

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les ministres des finances des Dix, réunis lundi 15 mars à Bruxelles, ont examiné, sans encore parvenir à des conclusions, des propositions de la commission concernant le renforcement de la coopération monétaire en Europe. M. Mathoefer, le ministre allemand des finances, qui doit faire face sur le plan industriel aux réticences de M. Poehl, le gouverneur de la Banque fédérale, à l'égard de l'opération ainsi projetée, n'était pas en mesure de prendre des décisions. Or, le rôle de la R.F.A. dans cette affaire est déterminant pour entraîner un certain nombre de pays plus ou moins hésitants. Le conseil a cependant adopté une déclaration confirmant sa volonté de « *développer de manière réaliste, mais significative, la force interne et la capacité d'expression extérieure du S.M.E.* » (système monétaire européen), et indiquer son intention de parvenir à des décisions en mai.

« *Nous avons bien avancé*, a estimé M. Delors, *observant que*, confrontés à la politique américaine, les Européens, *après avoir tourné en rond entre juin et décembre 1981, en se contentant de dénoncer les effets de cette politique, avaient désormais changé de stratégie et s'employaient à renforcer leur propre coopération.* »

Néanmoins, même si cet optimisme se révèle par la suite fondé, cette session ministérielle a surtout illustré combien il est difficile de consolider le S.M.E. Les propositions de la Commission comportaient quatre chapitres : renforcement des mécanismes internes du S.M.E. (c'est celui-ci qui a posé le plus de problèmes) ; coordination des politiques économiques ; développement de l'utilisation de l'ECU ; coopération monétaire améliorée avec les pays tiers, en particulier avec les Etats-Unis et le Japon.

Le projet a été accueilli sans grand enthousiasme par plusieurs banquiers centraux. La Bundesbank a été la plus résolue dans son hostilité, craignant que le renforcement du S.M.E. constitue une entrave pour la conduite de la politique monétaire nationale, et faisant valoir que les écarts importants constatés dans la Communauté d'un Etat à l'autre en matière de performances économiques, notamment en matière d'inflation, « *n'étaient pas propices à une intégration monétaire accrue* ».

Il reste que si l'on s'en tient à la lettre de la déclaration adoptée, le gouvernement allemand, comme les autres gouvernements membres, continue à être prêt à aller de l'avant, à moins de considérer ce texte comme une manière d'enterrer l'affaire. Commentant la position allemande, M. Delors a rappelé que M. Mathoefer lui-même avait insisté, lors de la réunion du conseil en février, sur la nécessité de renforcer le SME, et il a estimé que les difficultés maintenant rencontrées constituaient « *une affaire germano-allemande* » et devaient pouvoir être surmontées.

Notons encore que les ministres ont décidé d'autoriser la Commission à accroître de manière considérable — la décision porte sur une nouvelle tranche de un milliard d'ECU (un écu = 6,19 F actuellement) — ses emprunts sur le marché international des capitaux pour financer l'effort nucléaire dans la Communauté. Dans le même esprit, des décisions concernant le N.I.C. (nouvel instrument communautaire européen) ont été prises : une nouvelle tranche, là aussi d'un milliard d'ECU, va pouvoir être empruntée puis reprêtée par la Commission aux Etats afin de favoriser le financement d'investissements dans certains secteurs prioritaires, en particulier celui de l'énergie.

PHILIPPE LEMAITRE.

Aux Pays-Bas

La diminution des recettes du gaz naturel inquiète le gouvernement

De notre correspondant

Amsterdam. — Le gaz naturel, dont les bénéfices ont fait l'objet, ces temps derniers, de vives controverses en politique intérieure (voir encadré), constituera de moins en moins le pilier de l'économie néerlandaise.

Selon les prévisions les plus récentes effectuées par le ministère des affaires économiques, la production de gaz provenant des réserves les plus importantes d'Europe occidentale diminuera d'environ 75 % d'ici à l'an 2000.

Les Pays-Bas se trouveront alors confrontés au choix d'augmenter leurs exportations ou de mourir, selon l'ancien ministre de l'économie, M. Gijs Van Aardenne. Pour trop dramatiques que soient ces paroles, il n'en est pas moins vrai que près de 20 % des revenus de l'Etat proviennent des ventes de gaz, sur le marché intérieur aussi bien qu'à l'étranger — contre 5 % en 1974.

Aux environs de l'an 2000, les Pays-Bas ne produiront que 23 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an, au lieu de 84 milliards environ actuellement. Cette diminution frappera surtout l'exportation de gaz, réduisant ainsi les revenus provenant de l'étranger, grâce auxquels les Pays-Bas ont pu figurer jusqu'à présent dans le groupe des pays les plus « riches ». Aux environs de 1985, le volume des exportations néerlandaises devrait être augmenté de 15 à 20 milliards de florins (1) pour compenser la diminution des revenus du gaz. En 1990, cette augmentation devrait porter sur 50 à 60 milliards.

En 1981, une délégation gouvernementale avait plaidé avec succès pour une majoration des tarifs du gaz auprès des acheteurs à l'étranger, dont la France, l'Allemagne fédérale et l'Italie. En outre, les Pays-Bas ont profité, ces dernières années, de l'indexation du prix du gaz sur le prix du pétrole. Selon des estimations effectuées l'an dernier, les recettes de l'Etat dues au gaz se situeraient en 1982 à environ 25 milliards de florins (20 milliards en 1981), soit 18 % du total des revenus publics.

Toutefois, il est maintenant question d'une diminution des revenus du gaz de quelque 3,5 milliards de florins. Ce déclin tient à trois facteurs : les ventes à l'étranger rapporteront en 1982 moins que d'habitude en raison des économies d'énergie ; le gouvernement de centre-gauche n'a pas majoré le prix du gaz sur le marché intérieur autant qu'il l'aurait souhaité, des enquêtes ayant démontré que les Néerlandais en bas de l'échelle salariale subiraient des frais de chauffage trop lourds ; enfin, le cours du dollar n'a pas continué d'augmenter, comme on le supposait encore l'année dernière.

Même si le gouvernement réussit cette année à maintenir, à un niveau tant soit peu élevé, les revenus du gaz, il aura à tenir compte de la diminution des réserves. Ces réserves, découvertes en 1959 dans la province de Groningue, auraient incité pendant trop longtemps les Pays-Bas à vivre « *au-dessus de leurs moyens* », soulignent de nombreux responsables, dont M. Wim Duisenberg, le nouveau président (socialiste) de la Banque centrale néerlandaise.

RENÉ TER STEEGE.

(1) 1 florin = 2,3 francs.

● *La hausse des prix à Pékin* a atteint environ 15 % par an, en 1979, 1980, 1981, selon une enquête rendue publique par le *Quotidien de Pékin*. D'après les dernières statistiques, la hausse des prix a atteint 2 % en 1981 contre 6 % en 1980 et 5,8 % en 1979 dans l'ensemble du pays, mais ces chiffres sont contestés par la plupart des experts étrangers qui estiment que l'inflation doit avoisiner 15 % à 20 % par an. L'enquête effectuée auprès de mille deux cents ménages de la capitale a démontré que le revenu moyen par habitant s'était — de 1978 à 1981 — accru de 40,7 % en valeur nominale, ou de 26,7 % en valeur réelle, c'est-à-dire en tenant compte de la hausse des prix enregistrée pendant cette période. La consommation moyenne par habitant aurait augmenté de 42,9 % en valeur nominale et de 27,4 % en valeur réelle au cours de cette même période de trois ans. — (*A.F.P.*)

CONJONCTURE

Les chefs d'entreprise s'inquiètent de l'environnement international

« Très préoccupés des conditions financières de leur activité et inquiets de l'évolution de l'environnement international, les chefs d'entreprise se montrent très réservés dans leurs prévisions. Ils n'envisagent guère plus, à court terme, que le maintien du rythme actuel de la production », écrit la Banque de France dans sa dernière analyse de conjoncture.

« Comme le mois précédent, la croissance de l'activité a été très limitée en février. Depuis le début de l'année, elle s'est ainsi ralentie par rapport à l'évolution observée au cours des derniers mois de 1981.

» La demande intérieure ne s'est guère animée et la réserve constatée le mois dernier a persisté (...).

» L'attentisme en matière d'investissement a continué de peser sur la demande de biens d'équipement. Toutefois des besoins se manifestent et les projets des firmes, portant pour l'essentiel sur des matériels destinés à accroître la productivité, paraissent devenir plus nombreux. La demande étrangère, globalement stable, a certes contribué à soutenir l'activité des industries de biens d'équipement, mais la conclusion des contrats exige, le plus souvent, des concessions de prix qui altèrent sensiblement la rentabilité.

» Les marges des industriels se sont, dans l'ensemble, à nouveau resserrées. Les réductions d'horaires — partiellement compensées par des mesures de réorganisation de la production — et le renchérissement de certains approvisionnements dont les prix sont libellés en dollars ont en effet entraîné un accroissement des charges qu'il est de plus en plus difficile de répercuter dans les prix de vente, compte tenu de la vivacité de la concurrence sur le marché intérieur comme à l'exportation.

» La situation de l'emploi s'est stabilisée ; le chômage partiel a légèrement diminué et les contrats de solidarité se sont multipliés, mais ils ne concernent pas toujours des effectifs importants. D'une façon générale, les réticences à l'embauche persistent et le raccourcissement de la durée du travail n'a pas entraîné de recrutement de personnel. »

AFFAIRES

DEVANT LES CADRES DE L'ENTREPRISE

M. Gandois affirme que les besoins financiers de Rhône-Poulenc se chiffrent à plusieurs milliards de francs

M. Jean Gandois est l'un des deux P.-D.G. à être resté à la tête de son entreprise nationalisée. Au cours d'une réunion des cadres dirigeants de Rhône-Poulenc, il a indiqué quelle était la situation nouvelle du groupe.

Après avoir rappelé les objectifs fixés par le gouvernement dans une lettre adressée aux administrateurs généraux (*le Monde* du 19 février), M. Gandois a évoqué le préalable financier.

« Nous ne proposerons pas au gouvernement de désinvestissements industriels importants, mais le gouvernement estimera peut-être que nous devons en réaliser. Cela fera partie de la discussion du plan d'entreprise lui-même. Il est bien clair que, de toute manière, les moyens financiers en fonds propres qui sont nécessaires sur les mois qui viennent se chiffrent à plusieurs milliards de francs. »

M. Gandois s'est ensuite longuement étendu sur la stratégie du groupe et le plan de l'entreprise pour s'interroger.

« Et maintenant, qu'est-ce qui va changer ? Si je suis ici c'est qu'à l'évidence il ne s'agit pas de renier un passé dont je n'ai pas à rougir et dont personne ici n'a à rougir. Il serait, par contre, contraire à l'esprit même de ce qui est entrepris de prétendre que l'avenir devra en tous points ressembler au passé. Et cela m'amène à vous dire quelles sont les remarques personnelles que je fais sur ce qui ne va pas actuellement à l'intérieur du groupe. Je dois bien constater que, malgré tous les efforts que nous avons déployés, il est des domaines très importants où nous n'avons pas atteint les objectifs que je m'étais fixés et où le nouveau départ que nous prenons doit être l'occasion de transformations majeures.

» Le premier concerne les relations entre les hommes, c'est-à-dire les relations humaines au sens le plus plein et le plus large du terme (...). D'énormes efforts sont à faire pour que le souci d'avoir une véritable relation humaine avec les gens que l'on a à diriger ne soit pas complètement occulté par les aspects purement professionnels (...).

» Il faut absolument développer la communication et surtout la communication orale ; les relais dans ce domaine n'ont pas correctement fonctionné, en particulier, beaucoup de responsables ne sont pas assez présents sur le terrain et passent beaucoup trop de leur temps dans les bureaux et en réunion. Il doit être clair que les hommes, à tous les niveaux, seront jugés dans l'avenir autant sur cette qualité que sur leurs performances économiques. Ils en seront comptables vis-à-vis de moi, personnellement, et ce critère pèsera lourd dans le choix des hommes. »

Pour conclure, M. Gandois annonce qu'il prendra bientôt des décisions pour améliorer les relations sociales et atténuer la « *lourdeur* » hiérarchique, sans que cela conduise pour autant à « *un bouleversement des structures, des organisations et des hommes* ». « *Nous allons rouvrir le dialogue social, qui a été relativement réduit au cours des derniers mois* », promet-il enfin, en annonçant que des négociations vont être engagées avec les partenaires sociaux.

En Suisse

REGROUPEMENT DE L'INDUSTRIE DU POIDS LOURD SOUS LA HOULETTE DE MERCÉDÈS

La société suisse Saurer, principal producteur helvétique de véhicules utilitaires et d'autobus, a annoncé la signature d'un accord de coopération avec le groupe ouest-allemand Daimler-Benz (marque Mercedes), principal producteur européen du secteur, et Oerlikon-Buehrle, une société holding, principal actionnaire d'un autre petit constructeur helvétique, F.B.W., qui transforme des véhicules utilitaires d'origine Daimler-Benz. La division véhicules utilitaires de Saurer (qui fabrique également des machines textiles), lourdement déficitaire faute d'une dimension suffisante, sera regroupée avec F.B.W. au sein d'une nouvelle société commune, dont les groupes helvétiques Saurer et Oerlikon-Buehrle se partageront 60 % du capital, Daimler-Benz détenant les 40 % restant, devenant ainsi le principal actionnaire.

L'activité de la nouvelle société sera limitée à la production de véhicules lourds de plus de 16 tonnes et d'autobus, sur la base de sous-ensembles Mercedes. Les effectifs seront réduits de moitié, passant de deux mille à mille salariés en plusieurs années par le jeu des départs naturels. Les marques (Saurer, F.B.W. et Mercedes-Benz) seront préservées, mais les activités de recherche seront mises en commun et, surtout, les services de vente et d'après-vente seront regroupés et intégrés au réseau suisse de Daimler-Benz.

Cet accord revient en fait à un regroupement sous la coupe de Daimler-Benz de l'essentiel de l'industrie helvétique du poids lourd, bien que la majorité du capital de la nouvelle société reste suisse. Il obligera IVECO, filiale de Fiat et principal concurrent du groupe ouest-allemand, à revoir sa stratégie en Suisse, où, jusqu'à présent, sa gamme de véhicules utilitaires était distribuée par Saurer.

● *Reprise du marché de l'automobile au Danemark.* — Les ventes d'automobiles, qui avaient connu au Danemark, ces deux dernières années, une baisse catastrophique, traversent, depuis la dévaluation de 3 % de la couronne, le 21 février, une période plus faste, mais qui sera sans doute de brève durée. Les acheteurs se sont hâtés d'acquérir un nouveau véhicule pour profiter des anciens stocks et des anciens tarifs. Il y a peu de chance que les marques françaises profitent de cette flambée des ventes. L'an passé, Ford et Opel ont été les marques les plus demandées, précédant de peu, avant les japonaises, les Skoda et les Lada, recherchées à cause de leur prix. Citroën n'arrive qu'au dix-neuvième rang ; Renault n'a vendu qu'à peine sept cents véhicules en 1981. — (*Corresp.*)

DÉCENTRALISATION

INITIATIVE ORIGINALE

Le conseil régional de Franche-Comté recrute des cadres chômeurs qu'il met à la disposition des P.M.I.

De notre correspondant

Besançon. — Sept des vingt-cinq cadres chômeurs victimes de licenciement économique, auxquels l'établissement public régional de Franche-Comté entend apporter du travail cette année, viennent d'être recrutés. Ils seront placés auprès de petites entreprises de la région.

A l'origine de cette action tout à fait inédite, l'idée, simple en apparence, qu'il y avait comme une sorte de gâchis à laisser inemployées des compétences qui auraient été utiles à l'économie de la région, alors que celle-ci souhaite que les P.M.I. fassent un effort de développement et de diversification, à la fois technologique et commercial.

Or ces petites et moyennes entreprises se trouvent bien souvent dans l'impossibilité de soutenir cet effort faute de pouvoir « *s'offrir une grosse tête* ». En réalité, tout autant et peut-être davantage que l'absence de moyens financiers, la force de l'habitude faisait que beaucoup de petits patrons n'avaient jamais envisagé d'employer un cadre de haut niveau. Un ingénieur ou un diplômé de l'institut de promotion industrielle dans une petite entreprise familiale de vingt ou trente salariés ? Cela paraissait irréaliste.

Le fait que l'entreprise n'aura, pendant un an, qu'une faible part du traitement de ce cadre à sa charge, et même n'aura rien du tout à débourser (la rétribution moyenne mensuelle prise en charge par la collectivité est de 8 000 francs, le complément éventuel se négocie directement entre le candidat cadre et l'entreprise d'accueil), rompt l'obstacle financier et peut aussi avoir un effet positif sur la mentalité des chefs d'entreprise.

Au total, cinquante-deux demandes ont été formulées par les petites et moyennes industries isolées ou par des groupements constitués sur un projet de recherche ou de développement comme dans les secteurs de la sous-traitance dans l'automobile, l'horlogerie, l'industrie agro-alimentaire, la lunetterie ou la piperie. Vingt-deux de ces demandes ont été retenues pour l'instant après examen de dossiers par une commission composée d'élus, de représentants de l'administration, des organisations patronales et des syndicats de salariés.

Cette commission a fondé son choix sur deux critères principaux : d'une part, que le besoin d'un cadre soit clairement défini et qu'existe un projet de développement, de restructuration ou de diversification dans l'entreprise, et d'autre part que le chef d'entreprise se déclare prêt à conserver le cadre à la fin de la première année. Pour assurer la rétribution des cadres, pendant cette première année, un crédit de 1 000 000 de francs a été voté par le conseil régional. L'Etat interviendra par le biais des subventions aux emplois d'initiative locale (36 000 francs par salarié).

La réglementation sociale

Restait à trouver un moyen conforme à la réglementation pour permettre aux deux ASSEDIC de la région de contribuer à cette opération qui, sur le plan de la logique, de l'efficacité et de la morale, semblait cent fois préférable à l'indemnisation de chômeurs. La solution a été trouvée : les cadres retenus par les entreprises concernées formeront une société anonyme coopérative dont ils seront à la fois les actionnaires et les salariés. Les ASSEDIC pourront ainsi leur verser la prime réservée aux chômeurs créateurs d'entreprise et qui peut atteindre l'équivalent de six mois de l'indemnité de chômage.

En annonçant l'application de ces dispositions, M. Raymond Forni (P.S.), président du conseil régional de Franche-Comté, a souligné qu'elles avaient fait l'objet d'un accord unanime du conseil régional et que, dans ces conditions, elles ne pourraient être que maintenues dans l'avenir tées dans la composition des conseils généraux de la région amènent un nouveau changement de majorité au sein du conseil régional de Franche-Comté.

CLAUDE FABERT.

AGRICULTURE

LA F.N.S.E.A. DÉSAPPROUVE LE PLASTICAGE DE SÈTE déclare M. Guillaume

La F.N.S.E.A. ne peut pas cautionner l'action des viticulteurs qui ont plastiqué les chais du Comptoir agricole français : c'est ce que M. Guillaume, le président de la centrale paysanne, a dit par téléphone, samedi 13 mars, à M. Pierre Mauroy. A l'A.F.P. il a précisé : « *Ce genre de manifestation est l'œuvre de gens qui ne font pas partie de nos fédérations départementales et qui sont à la tête de comités d'action viticoles. Ils se sont toujours signalés par des opérations de cette nature, refusant dans la plupart des cas les attitudes plus constructives que nous préconisons.* » « *Cela ne veut pas dire*, a-t-il poursuivi, *que nous sommes d'accord avec la politique viticole du gouvernement. Une autre politique pourrait peut-être permettre d'éviter de tels excès.* »

Ces propos n'ont pas été, on s'en doute, appréciés dans le Midi viticole, où on continue d'affirmer, contrairement à la direction du CAF (Comptoir agricole français), que le vin détruit était bien d'origine italienne. Pour Jean Huillet, porte-parole du comité régional d'action viticole, et vice-président de la fédération départementale des syndicats d'exploitants de l'Hérault (membre de la F.N.S.E.A. donc) : « *C'est scandaleux et lamentable de voir que la seule fois où François Guillaume intervient auprès du gouvernement depuis le 10 mai, c'est pour critiquer les producteurs du Midi. C'est la première fois qu'un syndicaliste fait de la délation auprès d'un premier ministre.* »

M. PIERRE MAZERAN REMPLACE M. PEROL A LA DIRECTION DE L'ONIBEV

M. Pierre Mazeran, conseiller technique au cabinet du ministre de l'agriculture, a été nommé directeur de l'Office national interprofessionnel du bétail et des viandes. Il remplace, à ce poste, M. Georges Perol, qui avait été nommé à ce poste en janvier 1973 par M. Jacques Chirac dont il était un des proches.

M. Pérol reste P.-D. G. de la Société pour la mise en valeur de l'Auvergne et du Limousin, fonction qu'il exerçait également depuis juin 1970.

Au cabinet du ministre, M. Bernard Candiard, chef du bureau des viandes à la direction de la production et des échanges, remplace M. Mazeran pour s'occuper des productions animales.

[Ingénieur agronome, âgé de cinquante-six ans, M. Pierre Mazeran a fait sa carrière au sein des organisations professionnelles agricoles, de l'élevage. Surtout : directeur de la Fédération nationale ovine (1954-1966), directeur adjoint puis directeur de la Confédération nationale de la Mutualité de la coopération et du Crédit agricole (1960-1967), directeur de l'Institut technique de l'élevage bovin (1967-1975) et de la Confédération nationale de l'élevage depuis 1969. Militant socialiste de longue date, M. Mazeran avait été l'objet d'une tentative de mise à l'écart, par la direction de la FNSEA, sous la présidence de Michel Debatisse. Il était entré comme conseiller technique, à titre officieux au cabinet de Mme Cresson dès la nomination du ministre.]

[M. Bernard Candiard est né le 3 août 1947 à Tunis. D.E.S. de droit public, diplômé de l'Institut d'études politiques. Après un passage au ministère de la justice, il était adjoint (depuis décembre 1976) puis chef du bureau des viandes (depuis avril 1980) à la direction de la production et des échanges au ministère de l'agriculture.]

TRANSPORTS

EN ILE-DE-FRANCE

L'insonorisation du périphérique

Qui paiera ?

Pour tenter de réduire les nuisances du boulevard périphérique, M. Michel Crépeau, ministre de l'environnement, envisage de réunir, au mois d'avril prochain, une table ronde à laquelle participeraient des élus de la région Ile-de-France, notamment ceux des communes riveraines, et des représentants de l'administration, concernés par cette question. Cette excellente initiative risque, cependant, de buter sur une difficulté : le coût des travaux et la répartition de leur financement entre les parties intéressées.

Cette « table ronde » sera l'aboutissement des études entreprises par l'Etat, la région et la Ville de Paris, depuis juillet dernier, pour mieux protéger les riverains contre le bruit occasionné par la circulation sur le périphérique. Une « *carte du bruit* » très détaillée a été dressée de part et d'autre du boulevard circulaire.

Pour des raisons financières, il ne paraît pas possible de couvrir entièrement le périphérique. On ne le couvrirait que sur quelques tronçons longeant notamment les vingtième, dix-neuvième et douzième arrondissements. Des murs antibruit, des plantations d'arbres et des talus seraient aménagés sur les autres parties de la voie rapide.

Dans sa réponse à l'invitation qui lui est faite de participer à la réunion du mois d'avril prochain, le maire de Paris se montre favorable au principe d'une telle « table ronde », mais il est beaucoup plus réservé à propos du calendrier établi. M. Chirac préférerait, en effet, qu'une réunion ait lieu, avant de rencontrer le ministre de l'environnement, entre les municipalités des communes riveraines, réunies au sein de la région Ile-de-France, pour décider de la répartition du financement des équipements prévus.

Le maire de Paris estime que la capitale n'est pas la seule commune riveraine du boulevard périphérique et donc qu'elle n'a pas à supporter seule les travaux d'insonorisation. « *Une fois l'accord conclu entre toutes les communes, nous pourrons alors aller voir M. Crépeau pour connaître les intentions financières de l'Etat dans ce domaine* », affirme M. Edouard Frédéric-Dupont (R.P.R.), adjoint au maire chargé de la circulation.

Les statistiques plaident en faveur de la municipalité de la capitale et montrent que c'est l'ensemble de la région Ile-de-France qui est concerné par cette nuisance. Chaque jour en effet, 230 000 véhicules empruntent le périphérique pour des déplacements de banlieue à banlieue, 180 000 de Paris vers la banlieue, 180 000 de la banlieue vers Paris et, enfin, 45 000 de Paris à Paris.

Si cette voie rapide a été construite par l'Etat et la région (le District à l'époque), elle est aujourd'hui exploitée conjointement par la Ville de Paris et la préfecture de police. La difficulté de sa gestion résulte aussi des très nombreux échanges qu'elle assure tant avec les autoroutes qu'avec la voirie locale (en tout 9 échangeurs, 74 bretelles d'accès et 73 bretelles de sortie). Le trafic est donc particulièrement important sur cette voie rapide. Si une volonté politique avait su mener à bien la réalisation de l'A-86, ce périphérique de banlieue, pour permettre aux automobilistes de contourner la capitale, la circulation et ses conséquences auraient été moins importantes, et moins graves, aux portes de Paris.

JEAN PERRIN.

UN MINI-MÉTRO « ARAMIS » DANS LE SUD DE LA CAPITALE ?

La construction d'une ligne expérimentale de mini-métro, système « Aramis », longue d'un kilomètre environ, entre la station de métro Balard et la gare de la S.N.C.F. située boulevard Victor, au sud de Paris, a été décidée par le ministre des transports.

Cette ligne empruntera une partie de la ligne de petite ceinture et, suivant les résultats obtenus, on décidera ou non, en 1984, de l'ouvrir au public. Elle pourrait ultérieurement acheminer les visiteurs de l'Exposition universelle de 1989.

Le système « Aramis » mis au point par la société Matra est entièrement automatique et composé de petits véhicules (4,2 mètres de long, 1,62 de large, 2,10 de haut) circulant en site propre sur pneumatique. « *Ses caractéristiques*, précise le ministère, *lui permettent d'offrir une bonne qualité de service : confort, absence de correspondance, temps d'arrêt réduit. Elles facilitent son insertion en milieu urbain et minimisent les nuisances. Parallèlement à cette expérimentation technique*, ajoute-t-on officiellement, *des projets seront étudiés en Ile-de-France, en particulier sur le site de la petite ceinture sud de Paris et ses antennes, et dans plusieurs agglomérations de plus de deux cent mille habitants.* »

Les responsables de Matra assurent que, pour une dépense équivalente au tiers de celle d'un métro classique, « Aramis » offre une qualité de services bien supérieure à celle du tramway, alors qu'il ne coûte que 10 % plus cher.

FAITS ET PROJETS

CARRIÈRE AUTORISÉE DANS LE PÉRIGORD VERT.

Une filiale de Pechiney va-t-elle ouvrir une carrière de près de 100 hectares, en plein cœur du Périgord vert ? La Société générale de recherche et d'exploitation minière a, en tout cas, déposé une demande d'exploitation d'un gisement de silice sur les communes de Saint-Jean-de-Cole et de Saint-Pierre-de-Cole (Dordogne), à quelques dizaines de kilomètres au nord de Périgueux. Cette société, filiale de Pechiney, demande que 93 hectares lui soient concédés pour trente ans. Elle extrairait de la carrière 300 000 tonnes de matériaux par an, sables, graviers et galets siliceux, ceux-ci étant destinés à la métallurgie des aciers spéciaux.

Bien entendu, on redoute la détérioration du site, les nuisances causées par le va-et-vient des poids lourds et la pollution des eaux due au lavage des matériaux. L'association les Amis du vieux Saint-Jean et les écologistes de la SEPANSO (Société pour l'étude et la protection de la nature dans le Sud-Ouest) s'opposent au projet en faisant remarquer que la région de Brantôme est très touristique. Elle reçoit 13 000 visiteurs par an. Le château et l'abbaye de Saint-Jean sont classés monuments historiques et le site est inscrit depuis 1952.

Mais les considérations économiques l'ont emporté. Le 4 mars, le conseil municipal de Saint-Paul-de-Cole, escomptant des créations d'emplois et des retombées financières, a donné un avis favorable à l'exploitation de la carrière. Au cours de la même séance a été proposée l'adhésion de la commune à l'Association des plus beaux villages de France. — S. M.

DÉMOLITIONS A LA VILLETTE.

Les derniers bâtiments qui subsistent des anciens abattoirs de La Villette vont être rasés. Leur conservation ne s'inscrit pas dans le nouveau projet d'aménagement, annoncé tout récemment par le président de la République.

L'établissement public du parc de La Villette, chargé de l'opération, vient de déposer, à cette fin, sept demandes de permis de démolir publiées au Bulletin municipal officiel du 10 mars, visant des bâtisses de différentes importances et, notamment, la centrale énergétique et le bâtiment de la congélation où se trouvaient les installations frigorifiques des anciens abattoirs. La grande halle de style Baltard sera, elle, conservée, précise-t-on à l'établissement public.

Enfin, un permis de démolir est demandé pour la « rotonde vétérinaire ». Mais, dans le concours international qui va être lancé pour l'aménagement de La Villette, les candidats pourront ou non conserver cet élément, et la démolition n'interviendra que s'ils le souhaitent.

SOCIAL

L'entreprise en péril ?

(Suite de la première page.)

Rien de cet ordre ne figure dans les projets de loi préparés à partir du rapport Auroux, et nul doute que la plupart des chefs d'entreprise français ont poussé à ce propos un soupir de soulagement. Les syndicats aussi, qui, à l'inverse de leurs homologues nordiques ou allemands, n'entendent pas mêler gestion et revendication.

Cela n'empêche que les futures lois sur les « droits des travailleurs » secouent fortement, on le sait, les responsables du C.N.P.F. (1). « *Il ne saurait être question d'abandonner aux syndicats toute la politique sociale de l'entreprise* » déclarait, au *Monde*, M. Yvon Chotard, premier vice-président du C.N.P.F. (2), qui allait jusqu'à dire au Conseil économique et social que l'ensemble des mesures, si elles étaient adoptées, aboutirait à une « paralysie de l'entreprise ».

A juste titre, le patronat revendique parmi ses attributions celle de la gestion sociale. Les assises du C.N.P.F. en 1977 avaient tenu déjà à prouver par des exemples très concrets que l'innovation sociale n'attendait pas toujours pour se manifester que des textes sortent de la machine législative ou administrative.

Ce comportement s'explique de façon très pragmatique : les accrocs dans l'entreprise ont des coûts qui n'apparaissent pas en comptabilité mais sont néanmoins réels : absentéisme, trop forte rotation du personnel, ralentissement des cadences, grèves (3), etc. Dans la mesure où l'on peut gommer la plupart d'entre eux en organisant mieux les conditions de vie et de travail dans l'entreprise, les partenaires sociaux n'y trouveront qu'avantage.

Les cadres sont là...

Celui qui tient la barre de l'entreprise doit assumer sa fonction sociale. S'en laisser déposséder par les syndicats serait trahir une partie de sa mission. Il n'apparaît pas que cet « arrachement » soit à l'horizon. « *Limiter la vie de l'entreprise à un face à face patronat-syndicats, c'est nier le rôle de l'encadrement. Les cadres... sont les grands oubliés du rapport Auroux* » déclarait M. Chotard dans l'entretien cité plus haut.

Or, à trois endroits au moins, ce document parle de la « *mise en œuvre des compétences de l'encadrement* » (p. 11), du « syndicalisme des cadres » qui « *a paru essentiel* » (p. 23) au ministre qui écrit (p. 28) : « *Tant dans la délégation économique que dans (la) fonction de prévention des entreprises en difficulté, chacun reconnaît... le rôle essentiel du personnel d'encadrement, trop souvent inécouté et qui doit trouver dans ces institutions et leurs moyens nouveaux la possibilité de faire entendre son point de vue sur les orientations de l'entreprise.* »

Il est facile de traduire « conseils d'ateliers » par « soviets ». Mais de quoi pourraient parler plus efficacement les salariés que de leurs conditions de travail ?

L'obligation de négocier

En fait, la tradition patronale a toujours été de craindre les débordements syndicaux dans les institutions représentatives de la firme, et le rôle accru du comité d'entreprise prévu par le rapport Auroux est évidemment de nature à indisposer les dirigeants qui ont vu pourtant s'éloigner le pire : le droit de veto concernant les licenciements.

Augmenter l'information économique est-il de nature à compromettre la gestion ? On ne voit pas comment. C'est au contraire dans la mesure où les cartes seront toutes mises sur la table qu'un vrai dialogue pourra s'instaurer au niveau de l'établissement, de l'entreprise ou du groupe (instance nouvelle prévue pertinemment par M. Auroux). Que cette information soit plus précise, plus complète, plus accessible aux travailleurs n'a rien que de légitime. Seul vrai problème soulevé à ce niveau : le principe réaffirmé de confidentialité. Il faut être naïf pour penser que cette contrainte sera mieux respectée... parce qu'on donnera des renseignements plus détaillés aux membres du comité d'entreprise.

Une autre disposition, très nouvelle celle-là et qui inquiète surtout le patronat, concerne la négociation annuelle obligatoire dans l'entreprise. A cadence régulière, on mettra donc sur la table les dossiers de salaires, de durée et des conditions de travail. Sans doute, le texte précise bien que « *cette obligation de négocier n'implique pas l'obligation de conclure* », mais il est certain que cette confrontation institutionnelle ouvrira des espoirs à date donnée et créera donc autant de frustrations s'ils ne sont pas réalisés. L'atmosphère sociale pourrait s'en trouvée détériorée.

Dans le sens contraire, on peut dire aussi bien que le climat sera assaini entre les rencontres annuelles, ces négociations fixes et bien préparées rendant inutiles les improvisations, réduisant les accès de mauvaise humeur dégénérant en conflits qui s'enveniment parfois pour des broutilles. Aucun modèle n'est transposable, mais on ne peut nier qu'au Japon cette technique a d'heureux effets.

Dans ce débat sur les droits nouveaux des travailleurs, l'important est de se garder d'extrapolations fantasmatiques. Là comme ailleurs, il faut marcher à pas comptés en évitant les politiques de gribouille qui conduiraient, pour faire avancer le dossier social, à écorner gravement la compétitivité des cellules de production. Dans un récent manifeste, l'Institut de l'entreprise (4) qui regroupe cent vingt firmes et organisations représentant un million quatre cent cinquante mille personnes demande que trois libertés spécifiques soient sauvegardées : la détermination des stratégies, les modalités de l'investissement, le choix de la qualité et du nombre de ceux qui collaborent à la marche de l'entreprise. Rien dans les projets issus du rapport Auroux ne paraît remettre en cause ces trois libertés.

On ne partage pas le pouvoir comme le travail, mais son contrôle est aussi nécessaire dans une entreprise que dans un État.

PIERRE DROUIN.

(1) Lire l'article de Michel Castaing dans « le Monde de l'économie » daté 14-15 mars 1982.

(2) Numéro du 9 février 1982.

(3) Voir A.C. Martinet et J. Petit, « L'entreprise dans un monde en changement », Éditions ouvrières – Éditions du Seuil – 1982.

(4) 6, rue Clément-Marot, 75008 Paris.

PLANIFICATION

Point de vue

Mobiliser l'ensemble des forces de la nation

Par CHRISTIAN GOUX et XAVIER GREFFE (*)

APRÈS les nationalisations et la décentralisation, la réforme de la planification constitue le troisième pilier d'un édifice visant à ouvrir de nouveaux espaces de liberté à la France et à ses citoyens, à maîtriser notre développement et à résoudre le problème majeur de l'emploi.

Intervenant dans un contexte où le scepticisme le partageait à l'abandon des responsabilités, la réforme se heurte à de nombreux obstacles. D'un côté, l'internationalisation croissante de notre économie et la multiplicité des aléas sur les marchés mondiaux sont vécus comme autant de freins à la possibilité même de planifier. D'un autre côté, notre système de planification était tombé en déshérence. Au niveau de sa fonction d'étude, la sophistication des modèles cachait mal l'absence de réflexions novatrices sur les outils du Plan et les hypothèses de politique économique à moyen terme. Sa fonction de concertation était souvent réduite à des débats formels que maintenait surtout l'attachement aux symboles. Quant à son rôle de cohérence administrative, le déclin de toutes les tentatives de modification des rapports entre le Plan et le budget montre qu'il n'a jamais vraiment existé. La « planification à la française » n'a pas plus résisté au libéralisme ambiant qu'elle n'a su s'adapter aux nouvelles réalités économiques.

Or les exigences d'une nouvelle planification se font pressantes : assurer la cohérence du système productif et mette en œuvre une forte politique d'investissement, reconstruire sur notre territoire des économies locales de conquête qui contribueront à la fois à résoudre le problème de l'emploi et à donner plus d'autonomie à notre système économique, agir auprès de nos partenaires pour réorienter dans un sens favorable les structures et les règles de l'échange international. Ces objectifs légitiment la volonté planificatrice, et leur ambition exige une mobilisation de l'ensembledes forces économiques, sociales et culturelles de la France.

A une planification d'Etat, centralisée et limitée au lancement de programme à intervalle fixe, il convient d'opposer une planification nationale, décentralisée et continue.

— La planification sera nationale, démocratique et contractuelle. Loin de se limiter à quelques engagements de l'Etat que ce dernier ne respectait même plus dès qu'il était laissé seul avec lui-même, la planification doit concerner l'ensemble des forces du pays : partenaires sociaux, entreprises, régions, administrations. L'intensification du débat démocratique devra trouver son terme logique dans la mise en œuvre contractuelle de la réalisation des objectifs du Plan.

— La planification sera décentralisée. Au cœur du processus de planification, la décentralisation permettra de mobiliser les initiatives locales et d'assurer ainsi une meilleure intégration des activités. C'est à la région qu'il conviendra d'assurer la rencontre entre cette logique ascendante et la logique descendante qu'impose la nécessité de maintenir une cohésion sectorielle globale face au puissant élément de désintégration que constitue le marché mondial. Nouvelles collectivités territoriales, les régions prendront donc une importance considérable dans le processus de planification et y associeront les autres collectivités.

— La planification sera continue. Sans doute n'est-il plus possible, comme dans les périodes où la croissance semblait assurée, de définir une voie moyenne de moindre tension, une hypothèse centrale autour de laquelle on imagine des variantes. Mais il convient de mettre en évidence les espaces de liberté que des orientations politiques à long terme peuvent conquérir sous les hypothèses envisageables à l'échelle mondiale, de fixer les objectifs et de définir en continu les réponses adaptées à toutes les éventualités. De cette manière la révision des moyens ne saurait mettre en cause les objectifs arrêtés par le Plan.

∴

La mise en œuvre de ces principes conduit à envisager des modifications institutionnelles au niveau du Plan national et à mettre en place des plans régionaux.

Mémoire et vecteur du développement économique, social et culturel, le Plan de la nation doit être renforcé à un triple niveau :

— celui de la concertation qui, loin d'être une fin en soi, devra fédérer l'ensemble des forces vives de la nation pour définir les objectifs qu'elle se donnera. Trois moyens sont proposés pour y parvenir : l'élargissement des partenaires ; la mise en place d'une Commission nationale de planification réunissant les principaux partenaires et maîtresse de l'organisation de son travail ; et la création d'une délégation parlementaire associant en permanence les élus au processus d'ensemble, évitant ainsi le traditionnel face à face entre l'administration et les représentants socio-professionnels ;

— celui de son contenu et de sa force exécutoire. Le renforcement du statut législatif du Plan par le vote de deux lois : une loi d'orientation et d'objectif définissant les stratégies à entreprendre et les domaines où l'on recourra à la contractualisation, et une loi de programme définissant les actions à inscrire au budget, donneront toute sa portée à l'acte planificateur et créeront les conditions de sa prise en charge effective par l'administration ;

— celui de son exécution : en créant des passerelles entre les Plans de la nation et des régions et les plans des entreprises, les contrats de plan conduiront à la prise en compte de la réalisation des objectifs nationaux dans tous les lieux stratégiques de l'activité du pays et ne se réduiront en aucun cas à des utilisations sans contrepartie des aides de l'Etat.

Les plans régionaux de développement des activités productives et de l'emploi introduiront au cœur de la volonté planificatrice les problèmes d'animation locale, d'émergence de nouveaux modèles de développement et de reconstruction de notre territoire. Ils pourront trouver au niveau de l'Etat les moyens nécessaires à leur réalisation au terme de contrats de plan, ce qui suppose l'existence de ressources budgétaires spécifiques et le principe d'un interlocuteur unique au niveau de l'Etat.

∴

On a toujours considéré dans notre pays que la planification ne devait pas se faire aux dépens de la liberté. Loin de constituer un quelconque carcan, toutes les lignes de réforme qui viennent d'être signalées, et qui constituent les principales conclusions du rapport d'étape de la Commission de réforme de la planification, ont donc pour objectif de conduire tous les agents à prendre en charge ou en considération dans le cadre normal de leurs activités les nouveaux critères de gestion et les nouveaux objectifs du Plan : il en va du succès de la lutte contre le chômage et du droit à l'avenir des citoyens.

(*) Respectivement président et rapporteur de la Commission de réforme de la planification.



Le Monde

régions

L'œil culturel de l'Élysée sur la province

En détaillant, le mardi 9 mars, les « grandes opérations d'architecture et d'urbanisme » qu'il entendait entreprendre, l'Elysée aura pris soin de noter que la province, malgré les apparences, ne serait pas oubliée dans ses desseins de constructeur. M. Jack Lang est en effet chargé de présenter au président de la République, avant la fin du mois de mars, des « propositions tendant à réaliser dans les régions de France, au cours des prochaines années, des projets de portée nationale ou internationale ».

Il convenait cependant de ne pas s'en tenir aux seuls mots et de donner à certaines capitales régionales des preuves de l'intérêt que Paris leur porte. Une école nationale supérieure de danse à Marseille, un conservatoire national supérieur de musique à Lyon, un musée de la bande dessinée à Angoulême, une école nationale de la photographie à Arles, un musée de la sculpture à Montpellier, un centre d'art contemporain à Grenoble : tels sont les premiers présents culturels mis dans la corbeille de mariage. Nos correspondants nous donnent les réactions qu'ont suscitées ces décisions.

MARSEILLE : la danse de 7 à 77 ans

L'Ecole supérieure nationale de danse classique, dont la création vient d'être annoncée, sera dirigée par Roland Petit, déjà directeur du Ballet national de Marseille depuis dix ans. Elle va s'installer dans une ancienne caserne située dans le quartier Saint-Just, à deux pas du métro. Elle se présentera sous forme d'un bâtiment de 60 mètres de long sur 24 mètres de large.

Ce bâtiment est assez vaste pour abriter, d'une part, le Ballet national de Marseille, avec ses salles de répétitions et de travail, ses loges et bureaux administratifs, et, d'autre part, l'école proprement dite avec son internat, ses six classes de vingt-cinq élèves, une salle de restaurant ainsi qu'une grande salle équipée de manière à recevoir des activités polyvalentes (gymnastique, culturisme ou yoga).

Les cours qui seront dispensés comprendront obligatoirement et quotidiennement de la danse classique le matin, c'est-à-dire avant que les élèves n'abordent, l'après-midi, les heures consacrées à la scolarité normale. Cet emploi du temps permet de libérer tous les équipements de l'école et, à partir de l'après-midi, d'ouvrir celle-ci à tous ceux qui désirent s'exprimer par le corps sans sélection ni d'âge ni d'aptitude.

L'école proprement dite comprendra trois sections : la première, dite *formation de base*, sera réservée aux élèves de huit à douze ans avec quatre niveaux. La seconde, dite *de formation professionnelle*, sera réservée aux jeunes danseurs de douze à seize ans qui auront été jugés aptes à devenir professionnels. Un enseignement intensif leur sera alors dispensé sur le plan de la danse classique, complété par d'autres disciplines ainsi que par des cours d'histoire de l'art, notamment de la musique. Quant à la troisième section, dite de formation générale à partir de douze ans, elle sera donc ouverte à tous et pourrait accueillir jusqu'à cinq cents élèves et adultes compris. Les deux premières sections regrouperont cinquante internes et cent externes.

La rénovation devrait commencer au mois de septembre 1982 et l'école serait en activité à la rentrée 1983.

JEAN CONTRUCCI.

LYON : des musiciens pour le XXIe siècle

Le feu vert élyséen au projet d'implantation d'un conservatoire national de musique a été favorablement accueilli dans la métropole rhodanienne. A proprement parler, il ne s'agira pas de la création complète d'un bâtiment « sur mesure musicale », mais de la restauration totale des anciens locaux de l'école vétérinaire de Lyon, propriété du ministère de l'agriculture. Ces derniers bénéficient d'une implantation géographique privilégiée, quai Chauveau, sur la rive gauche de la Saône. Le bâtiment principal de 5 400 mètres carrés a été édifié à partir de 1875, mais l'essentiel de l'ensemble architectural — dû à Chabrol — a été construit entre 1843 et 1848.

Le conservatoire national de musique (C.N.M.) de Lyon est né le 1er juillet 1979, jour de la nomination à sa tête de l'organiste Pierre Cochereau. Les premiers cours furent dispensés à la rentrée scolaire de la même année. Il a été officiellement inauguré le 28 novembre 1980, par M. Raymond Barre, alors premier ministre. Il a acquis son statut d'établissement public administratif d'Etat le 18 février 1981. L'ancien pouvoir était favorable au transfert, le conservatoire étant à l'étroit dans des locaux mis à sa disposition par la ville de Lyon. Le nouveau gouvernement, après les indispensables consultations, a décidé le maintien de ce projet ambitieux qui vise à doter Lyon non pas d'un deuxième conservatoire français, mais d'un autre grand conservatoire, d'un niveau comparable à celui de Paris. « *Il s'agit*, précise M. Christian Massinon, secrétaire général du C.N.M., *de pouvoir assurer la mise en place d'un cursus d'étude et d'une pédagogie ouverts sur l'avenir. De former des musiciens pour le vingt-et-unième siècle.* » Le conservatoire lyonnais, qui compte aujourd'hui cent quatre-vingts élèves recrutés par concours au niveau national et même international et quatre-vingt-trois enseignants, pourrait voir sa capacité d'accueil passer à plus de cinq cents élèves musiciens. Certains d'entre eux pourraient être hébergés en internat. De plus, l'accent sera mis sur la formation des enseignants.

Avant les premiers accords de piano, de violon ou de flûte traversière dans des locaux adaptés à la formation d'instrumentistes qui doivent être aussi de bons musiciens, M. Massinon prévoit un délai de trois à cinq ans. On en est au stade de l'avant-projet avant le lancement de la consultation des architectes. La première estimation du coût de la rénovation telle qu'elle est souhaitées par les principaux intéressés est de 100 millions de francs.

CLAUDE RÉGENT.

MONTPELLIER : la sculpture mais quelle sculpture ?

Comment se présentera à Montpellier le Musée de la sculpture en plein air, au domaine de Grammont ? Personne n'en sait encore rien. Le ministre de la culture, M. Jack Lang, que nous avons interrogé récemment à Montpellier, au terme de son voyage consacré aux cultures régionales, nous a répondu : « *C'est un très grand projet. La décision est prise. Il reste à faire des choix. Aidez-nous à les faire. Pensez vous-mêmes.* »

Le maire de Montpellier, M. Georges Frêche (P.S.), est très satisfait d'avoir coiffé sur le poteau d'autres villes candidates. « *Nous avions l'avantage d'avoir pu donner au gouvernement une délibération du conseil municipal offrant aux pouvoirs publics le site du futur musée.* » Mais la ville, à part le site, n'a aucun don à faire à ce musée qui sera consacré à la sculpture contemporaine. L'atout, c'est donc le site. Le futur musée s'étagera au flanc d'une petite colline bordée par un bois de cèdres et par une mare, connue des botanistes sous le nom de mare de Grammont.

Modeste dépression entourée d'arbres dans sa circonférence la plus large, la nappe d'eau dormante n'est pas très grande. Mais elle accueille sur sa bordure en cercles concentriques une succession de plantes et d'arbres très divers qui poussent au sein d'un biotope rendu particulier par un microclimat favorable.

Siuée à quelques kilomètres de Montpellier, proche de l'étang de l'Or, souvent décrite par le professeur Hervé Harant, ancien directeur du Jardin des plantes de Montpellier, elle est devenue célèbre à la suite de nombreux échantillons de plantes que les étudiants et naturalistes de l'école de médecine de Montpellier envoyaient à Linné pour qu'il les classe et leur donne un nom. Le grand naturaliste suédois était persuadé que les plantes méditerranéennes qu'il recevait de Montpellier ne croissaient que dans les environs immédiats et leur donnait systématiquement le nom de la ville. La ville de Montpellier n'offre donc rien d'autre à l'Etat que la nudité d'une colline de terre et de galets, à lui de faire le reste, c'est-à-dire l'essentiel.

ROGER BÉCRIAUX.

ANGOULÊME : où va-t-on loger la B.D. ?

Un Musée national de la bande dessinée à Angoulême : l'Elysée n'a pas vraiment créé la surprise. M. Jack Lang l'avait laissé entendre en participant au dernier Salon international de la B.D. En fait, cette annonce a provoqué à Angoulême autant d'espoirs que d'interrogations.

Depuis neuf ans déjà, Angoulême se révèle, fin janvier, « bédéphile ». Peu à peu, le Salon de la bande dessinée a perdu son aspect de club d'amateurs, pour devenir l'affaire de professionnels avec un public toujours plus nombreux. Pour replacer cette manifestation dans son terroir charentais, M. Jean-Michel Boucheron, maire d'Angoulême, député socialiste, a commencé, au printemps dernier, par se faire élire à la présidence du Salon. Le 10 mai et les prises en compte par l'Etat de formes d'art jusqu'à présent délaissées ont fait le reste.

Cependant, le flou le plus complet subsiste sur la forme que pourra prendre ce Musée national de la B.D. Angoulême a déjà son musée municipal où s'ouvrira en janvier 1983 une galerie entièrement consacrée à la B.D. Elle a reçu le nom du dessinateur Alain Saint-Ogan. On pourrait imaginer que, dans un premier temps, cette galerie reçoive les fonds appropriés des différentes archives nationales ainsi que l'un des exemplaires de chaque dépôt légal. C'est l'hypothèse basse.

Mais il existe aussi une hypothèse haute, qui a pour cadre les anciennes brasseries Champigneulles. Un ensemble de bâtiments acquis pour le franc symbolique et qui se trouvent en face d'une ancienne usine de papier à cigarettes, dont la ville est en train de faire un vaste complexe rassemblant la Maison des associations, l'Ecole des beaux-arts et, peut-être, un écomusée du papier, ainsi qu'un musée régional d'art contemporain.

Il y a une condition à cette hypothèse haute : que l'Etat confirme clairement le caractère « national » du Musée de la B.D., ce qui veut dire la prise en charge totale des investissements — considérables — mais aussi celle des frais de personnel et, plus généralement, de fonctionnement. Cette hypothèse haute s'accorderait beaucoup mieux au caractère de « grande opération d'architecture et d'urbanisme » énoncé par la présidence de la République. Mais l'ampleur même du projet et l'absence totale de dossier interdisent d'envisager pour l'instant le moindre calendrier.

JEAN-PIERRE DUFRENNE.

GRENOBLE : l'art contemporain au plus haut

Aucune ville de province ne dispose d'une collection d'œuvres d'art contemporaines aussi riche et aussi homogène que celle du musée de Grenoble. Les conservateurs, qui se sont succédé depuis 1920 à la tête du musée, n'ont jamais cessé d'enrichir ses salles d'œuvres remarquables et qui traduisent parfaitement l'histoire de la peinture moderne.

En 1967, Grenoble, qui préparait alors les J.O. d'hiver, faisait appel à quinze sculpteurs français et étrangers pour réaliser dans la cité olympique des œuvres monumentales. Tout naturellement, la ville avait envisagé au début des années 70 la construction d'un musée d'art contemporain. Le projet, inscrit au Plan en même temps que le Centre Georges-Pompidou, capotait sur le problème de la participation de l'Etat à son fonctionnement et il fut abandonné.

S'appuyant sur la très importante collection du musée de peinture et de sculpture, la ville estime être aujourd'hui en mesure d'accueillir un centre national de recherche et de formation à l'art contemporain, qui serait ouvert aux non-plasticiens. Des formations seraient dispensées à l'intention des journalistes, des enseignants, des élus, des collectionneurs, des propriétaires de galeries, des conservateurs de musées, des animateurs, qui n'ont pas toujours une bonne connaissance de l'art contemporain.

La construction de locaux nouveaux pour accueillir ces « stagiaires » ne serait pas, dans un premier temps, indispensable. Le centre pourrait être installé dans l'une des annexes du musée ou dans des bâtiments proches de celui-ci. « *Il est réjouissant qu'enfin on songe à installer un centre national en région, et non à Paris* », remarque M. Jean-Louis Schwartzbrod, conseiller municipal, délégué aux arts plastiques.

Les Grenoblois espèrent que l'installation dans leur ville de ce centre de recherche et de formation à l'art contemporain pourra relancer le projet de construction d'un musée d'art contemporain, dont les plans et les maquettes, élaborés au début des années 70, pourraient être ressortis à cette occasion.

CLAUDE FRANCILLON.

ARLES : enfin une école nationale de photographie

Parmi les quatorze projets d'architecture et d'urbanisme, dont six en province, arrêtés par le président de la République, figure une école nationale de photographie à Arles. Avant même de connaître les détails du projet, cette décision a « *comblé de joie* » Mme Maryse Cordesse, présidente des Rencontres internationales de la photographie (RIP) à Arles.

« *Il y a dix ans,* dit-elle, *Lucien Clergue et ses amis y pensaient déjà. Leur mérite est aujourd'hui reconnu et la ténacité de Lucien est récompensé.* » Mme Cordesse qui, avec M. Alain Desvergnes, directeur des RIP, travaillait pour sa part depuis deux ans sur un projet de ce genre, voit dans l'aboutissement annoncé « *un succès pour une décentralisation réelle* ».

En fait, l'école nationale va apporter une garantie aux Rencontres, créant un noyau culturel de niveau international. Elle apparaît comme une structure complémentaire indispensable à la grande manifestation de l'été et une base qui permettra la préparation vraiment professionnelle que les animateurs arlésiens appelaient de leurs vœux.

On attend rue des Arènes les représentants du ministère de la culture, par qui on en saura un peu plus sur la future école. Lucien Clergue est plus que satisfait de voir enfin son projet pris au sérieux. « *Cela sert de se battre depuis douze ans,* commente-t-il. *Il ne fallait pas se contenter de faire du divertissement. On devait construire du permanent. C'est ce que nous allons faire.* »

PAUL CHOVELON.

Avis financiers des sociétés

MATRA

MATRA vient de prendre le contrôle de la Société SOFIMATEL, dont elle était déjà actionnaire minoritaire, en rachetant aux groupes financiers constitutifs de l'actionnariat de cette dernière — Banques et Compagnies d'assurances — une partie des titres qu'ils avaient souscrits à la création de la Société, en mai 1980. Dès cette époque, en effet, le principe même d'une telle évolution avait été retenu.

A l'issue de cette opération, menée avec le concours actif de la Banque INDOSUEZ accompagnée du CREDIT CHIMIQUE, MATRA détient 62,6 % de SOFIMATEL, étant entendu que dix groupes investisseurs sur douze ont choisi de conserver une partie de leur position dans le capital de la Société.

On rappelle que SOFIMATEL — Société de financement MATRA - Télécommunications — est une holding qui avait été mise sur pied afin de détenir, après restructuration, des participations majoritaires dans plusieurs sociétés industrielles du domaine des télécommunications, issues du Groupe Depaepe : Temat, Sidep et Téléphones Picart-Lebas.

Le conseil d'administration de la Société est actuellement composé de Messieurs Pierre Leroy, Président-Directeur Général ; Bernard Duley, administrateur ; Pierre Lefebvre, administrateur ; Pierre Quetard, administrateur ; Philippe Sala, administrateur.

SOCIÉTÉ ANONYME DES GALERIES LAFAYETTE

Le groupe des Galeries Lafayette confirme que la prise de participation dans le capital de Radar S.A., au demeurant modérée, est effectuée dans le souci de respecter l'identité et la spécificité des composantes des deux groupes.

COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI ET DES SALINES DE L'EST

Dans sa séance du 12 mars, le conseil d'administration a élu M. Philippe Malet, président de la compagnie, en remplacement de M. Hervé Bainville qui prendra sa retraite le 1er avril prochain.

Le conseil a nommé M. Bainville président d'honneur et lui a exprimé sa gratitude pour l'efficacité dont il a fait preuve au service de la compagnie tout au long de sa carrière, et particulièrement au cours de sa présidence.

M. Alain Colas a été confirmé dans ses fonctions de vice-président-directeur général.

CODETEL

Le conseil d'administration de CODETEL, qui s'est réuni le 11 mars 1982 sous la présidence de M. Jacques Caplain, a arrêté le bilan et le compte de résultats de l'exercice 1981.

Le bénéfice net de l'exercice s'élève à 127 116 692,17 F après dotations aux amortissements de 275 935 605,99 F contre 120 968 094,76 F en 1980, après 214 836 110,88 F d'amortissements.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale des actionnaires, convoquée le 18 mai 1982, la mise en paiement d'un dividende de 14,25 F par action contre 13,80 F en 1980.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

15 mars

Très léger raffermissement

Les résultats du premier tour des élections cantonales n'ont guère eu d'effet à la Bourse de Paris, où les valeurs françaises se sont, toutefois, très légèrement raffermies, l'indice instantané, qui avait perdu 0,6 % à la veille du week-end, regagnait un peu moins de 0,5 %, le tout dans un marché très calme.

C'est qu'aux yeux des boursiers le redressement de l'opposition ne peut changer grand-chose dans l'immédiat, sauf, peut-être, inciter le gouvernement à observer une certaine pause dans ses réformes, ce qui n'est même pas sûr.

D'où la prudence observée en ce début de semaine. Ajoutons que les ventes bénéficiaires se ralentissent nettement et que l'engouement pour les fameux D.T.I. paraît se calmer quelque peu.

Aux chapitres des hausses, notons la reprise de Radar (+ 7 %) et le raffermissement de Marine-Wendel (+5,3 %), Saunier-Duval (+ 4,8 %), Bic (+ 4 %), Elf-Aquitaine (+ 2,9 %), Maisons Phénix (+ 2 %).

A celui des baisses, relevons le repli de Dassault (– 3,8 %), Galeries Lafayette (– 3,8 %), Nouvelles Galeries (–3 %). Aux valeurs étrangères, la baisse du dollar-titre, à 7,53 F/7,55 F après le record de 7,70 F établi jeudi dernier, a accentué celle des américaines, déprimées par le nouveau repli de Wall Street. Quant aux mines d'or, elles ont été affectées par le nouveau recul du cours du métal à Londres (314,25 F contre 323,25 F), sous l'effet des ventes soviétiques, dit-on.

A Paris, le lingot a perdu 1 540 F à 62 460 F, et le napoléon 3,50 F à 611,50 F. La « prime » de ce dernier sur l'or fin passant à plus de 68 % contre 65 % précédemment. L'emprunt 7 % 1973 a cédé 100 F à 5 700 F et le 4 1/2 % 1973, 10 F environ aux alentours de 1 725 F.

NEW-YORK

Très léger redressement

Toujours dominée par une majorité de baisses (737 replis contre 690 hausses, 427 titres apparaissant inchangés), la cote a fluctué dans d'étroites limites tout au long de la séance de lundi, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles les plus représentatives opérant un redressement purement symbolique pour s'établir à 800,99 (plus 3,62 points), le volume d'affaires régressant de 49,6 à 43,3 millions d'actions.

La préoccupation entretenue par les dernières statistiques relatives à la masse monétaire américaine qui ont traduit une nouvelle augmentation de 3,4 milliards de dollars a trouvé de nouveaux motifs de préoccupation dans l'esprit des boursiers au fur et à mesure qu'étaient établies les prévisions de croissance de la masse monétaire pour le mois d'avril ; car il s'agira bel et bien d'une croissance que certains spécialistes entrevoient comme d'ores et déjà importante, compte tenu de deux éléments : les remboursements des trop perçus en matière d'impôts et le paiement trimestriel des pensions et retraites qui intervient à ce moment-là.

Pour noircir ce tableau monétaire, signalons que le taux des fonds fédéraux, l'équivalent de notre loyer de l'argent au jour le jour, est repassé au-dessus de 15 % lundi pour atteindre les 15 1/2 % contre 14,72 % le vendredi précédent, tandis que le dernier taux de rendement des bons du Trésor reflétait également une augmentation : 12,909 % pour les bons à trois mois (contre 12,056 % le lundi 8 mars et 12,962 % pour les effets à six mois (contre 12,064 %).

VALEURS	Cours du 12 mars	Cours du 15 mars
Alcoa	24 1/4	23 1/2
A.T.T.	57	57
Boeing	18 3/8	18 1/4
Chase Manhattan Bank	55 7/8	54 5/8
Du Pont de Nemours	33 1/8	33 1/2
Eastman Kodak	67 5/8	68
Exxon	29	29 3/8
Ford	19 1/2	19
General Electric	59 1/4	58 3/4
General Foods	32	32 3/8
General Motors	38 1/4	38 3/4
Goodyear	20 1/4	20 3/4
I.B.M.	57 7/8	58 7/8
I.T.T.	25 1/4	25 3/8
Mobil Oil	23 3/8	23 3/8
Pfizer	51 1/2	51
Schlumberger	42 1/2	44
Texaco	30 1/2	30 5/8
U.A.L. Inc.	17 5/8	17 3/8
Union Carbide	43	43
U.S. Steel	23 1/4	23 1/8
Westinghouse	22 3/4	22 3/4
Xerox Corp.	35	35 5/8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

MATRA. – La firme vient de porter de 16,16 % à 62,6 % sa participation dans Sofimatel (société de financement Matra-télécommunications) dont elle était jusqu'à présent actionnaire minoritaire.

Cette opération, réalisée avec le concours de la Banque de l'Indochine et de Suez et du Crédit chimique, a été effectuée en rachetant une partie des titres que détenaient dix groupes d'investisseurs (banques et compagnies d'assurances) sur les douze qui avaient participé à la création de cette société holding en mai 1980, selon le schéma défini à cette époque.

Sofimatel avait été constituée afin de détenir, après un certain nombre de restructurations, des participations majoritaires dans plusieurs sociétés industrielles du groupe Depaepe, spécialisées dans le domaine des télécommunications et dont elle assurait jusque-là le financement : Temat (à hauteur de 97,7 %), Sidep (77,8 %) et Téléphones Picart-Lebas (92,4 %).

A l'origine, cette opération devait être financée en actions Matra, mais cette hypothèse avait été repoussée en juillet dernier lors d'une assemblée générale extraordinaire de Sofimatel dans la perspective de nationalisation de Matra, laquelle devait être limitée ultérieurement à une prise de participation majoritaire de l'Etat. Matra a donc été contraint de payer en espèces les quelque 50 millions de francs que représente cette prise de participation.

BRITISH PETROLEUM. – Le groupe pétrolier britannique a subi une diminution de son bénéfice net en 1981 (1,07 milliard de livres contre 1,44 milliard pour l'exercice précédent), sur un chiffre d'affaires en augmentation à 30,62 milliards de livres contre 25,35 milliards précédemment. En conséquence, la société va distribuer un dividende final de 14 pence par action, soit un dividende total de 20,25 pence, inchangé dans les deux cas. (1 livre sterling : 11 francs environ).

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1981)

	12 mars	15 mars
Valeurs françaises	103,4	103,6
Valeurs étrangères	102,6	99,7

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général 97,9

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 16 mars 14 1/2

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	15/3	16/3
1 dollar (en yens)	238,90	239,55

BOURSE DE PARIS Comptant 15 MARS

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
3 %	....	1 364	Dév. Rég. P.d.C (Li)	120	116	Nicolas	435	434	Étrangères			Voyer S.A.	1 45	....
5 %	35 60	0 589	Didot-Bottin	340	347	Nodet-Gougis	155	161				Rorento NV	432	422 40
3 % amort. 45-54	71	1 856	Dist. Indochine	400	....	Occident. Part.	26	27 15	A.E.G.	150	....	S.K.F. (Applic. méc.)	65	62
4 1/4 % 1963	98	2 180	Drag. Trav. Pub.	205	203 50	Omn. F. Paris	650	676	Akzo	84	....			
Emp. N. Eq. 6 % 67	106	4 734	Duc-Lamothe	240 50	235 20	OPB Paribas	98 20	98 20	Alcan Alum.	140 10	....			
Emp. 7 % 1973	5680	..	Dunlop	6	....	Optorg	105	105	Algemeine Bank	796	785			
Emp. 8,80 % 77	95 50	7 161	Eaux Bass. Vichy	1170	1200	Origny-Desvroise	130	130 30	Am. Petrofina	355	368			
Emp. 9,80 % 78	78 55	6 632	Eaux Vittel	600	605	Palais Nouveauté	294	293	Arbed	228	....			
E.D.F. 7,8 % 61	....	2 123	Ecco	881	875	Paris-Orléans	98 80	100	Asturienne Mines	60	58			
E.D.F. 14,5 % 80-82	91 90	10 404	Economats Centre	465	464 60				Bco Pop Espanol	112	....			
Ch. France 3 %	217	....							B. N. Mexique	19	19			

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Union Habit.	185	185
Un. Imm. France	168	168 30
Un. Ind. Crédit	211	210
Union Ind. Ouest	296	326
Unipol	143	....
Vincey Bourgeot (Ny)	10 65	....
Virax	43 20	41 50
Waterman S.A.	171 10	173
Brass. du Maroc	190	....
Brass. Ouest-Afr.	21 40	21

HORS-COTE

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Coparex	347	327
F.B.M. (Li)	70	36 o
Iena Industries	13	....
La Mure	74	....
M.M.B	178	178
Océanic	10 20	30 d
Petrofigaz	425	....
Pronuptia	200	184 o
Ratier For. G.S.P.	7 50	....
Sabl. Morillon Corv.	120	....
Total C.F.N.	92	....
Ufimex	186	....

SICAV

16/3	Émission Frais inclus	Rachat net
Soleil Investis.	325 10	310 36
U.A.P. Investis.	222 90	212 79
Unifrance	182 05	173 79
Unifoncier	459 71	438 86
Unigestion	383 55	366 16
Uni-Japan	582 09	555 69
Unirente	1410 29	1363 92
Univer	10626 88	10626 86
Valorem	252 01	240 58
Valréal	102672	102569
Worms Investiss.	461 90	431 41

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
1675	4,5 % 1973	1735	1725	1725	1740
2633	C.N.E. 3 %	2728	2730	2732	2710
500	Air Liquide	442	440	440	446 80
325	Als. Superm.	310	324	324	320
540	Europe n° 1	578	590	580	590
585	Facom	543	539	541	549
165	Finextel	167	165	165	167 80
159	Fives-Lille	140	140	140	142 80
6 70	Usinor	5 65	5 65	5 65	5 65
98	– (obl.)	98 50	98 60	98 60	97 30
165	U.T.A.	143 50	149	148	145 20
235	Valéo	211 50	211 50	215	214
360	– (obl. conv.)	363	363 20	363 20	363 20
147	Vallourec	126	125	126	123 60
1000	V. Clicquot-P.	900	900	900	900
840	Vinipdix	789	778	808	780
1140	Elf-Gabon	1056	1031	1031	1029
270	Du Pont-Nem.	252	243	244 50 c	247 80 c
515	Eastman Kodak	520	514	504	504
66	East Rand	58 50	58	56 20	57 15
260	Ericsson	265 80	264 50	264 50	259 60
210	Exxon Corp.	219 50	218	218	214
129	Ford Motors	157	140 50	143 20	140 50
198	Free State	149 50	142	141 50	144 80
119	Gencor	103	101	100 60	101
430	Gén. Electr.	469 50	440	440 10	436
255	Gen. Motors	294	285	285 20	289
59	Goldfields	50 90	49	49 10	49 30
80	Harmony	72 50	71 80	72	73 20
22	Hitachi	19 05	18 35	18 35	18 60
345	Hoechst Akt.	372	366	366	370
47	Imp. Chemical	47 90	47	47	46 30
97	Inco. Limited	88 85	87 10	87 35	87 40
455	IBM	436	426 50	427 50	421 50
194	ITT	195	193	192 60	190 30
520	Merck	542	526	526	526
49	Shell transp.	47 80	46	46 50	45 30
655	Siemens A.G.	724	698	698	685
112	Sony	99	96 50	94 10	97
440	Unilever	448	430	430	....
124	Un. Min. 1/10	115	112	112	111
265	Unit. Techn.	254	243 50	242	247
192	West Deep	145 50	146 50	146	149 50
290	West Hold.	236	224 50	224 50	226
275	Xerox Corp.	270	267	267	270
2 65	Zambia Corp.	2 43	2 36	2 35	2 38

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 15/3	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 086	6 083	5 920	6 220
Allemagne (100 DM)	256 480	256 750	248	261
Belgique (100 F)	13 861	13 876	12 100	13
Pays-Bas (100 fl.)	234 380	234 590	228	239
Danemark (100 krd)	76 600	76 510	74	79
Norvège (100 k)	101 850	101 560	98	103
Grande-Bretagne (£ 1)	10 998	10 984	10 650	11 250
Grèce (100 drachmes)	9 912	9 925	8 900	10 650
Italie (1 000 lires)	4 746	4 752	4 600	5
Suisse (100 fr.)	324 750	325 450	318	332
Suède (100 krs)	104 930	104 870	101	106 500
Autriche (100 sch)	38 570	38 580	35 600	37 100
Espagne (100 pes.)	5 834	5 854	5 600	6
Portugal (100 esc.)	8 740	8 740	8 100	9 100
Canada ($ can 1)	5 028	5 002	4 870	5 110
Japon (100 yens)	2 543	2 541	2 430	2 570

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 15/3
Or fin (kilo en barre)	64000	62000
Or fin (en lingot)	64000	62460
Pièce française (20 fr)	615	611 50
Pièce française (10 fr)	480 10	492
Pièce suisse (20 fr)	561	551
Pièce latine (20 fr)	524 90	515
Souverain	636	610
Pièce de 20 dollars	2899 60	2850 40
Pièce de 10 dollars	1361	1390
Pièce de 5 dollars	750	.....
Pièce de 50 pesos	3148	3089
Pièce de 10 florins	557	559

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 16 mars 1982 a été tiré à 654 646 exemplaires.

A B C D E F G

APRÈS LE PREMIER TOUR DES ÉLECTIONS CANTONALES

Le P.C.F. : s'abstenir dimanche prochain ce serait voter pour la droite

Le bureau politique du parti communiste français a adopté, lundi 15 mars, un « appel », dans lequel il déclare notamment : « Forts des succès du printemps, une partie des électrices et des électeurs de gauche n'ont pas attaché au premier tour des élections cantonales l'importance qui convenait. Il en résulte que, si la droite a su mobiliser ses forces, la gauche, elle, n'y est pas entièrement parvenue.

» Cela signifie que la gauche a des réserves. Toute la gauche, tous ceux et toutes celles qui se refusent à voir la France revenir en arrière, doivent donc se mobiliser. Chacune, chacun, doit se rendre, dimanche prochain, au bureau de vote pour dire sans équivoque : « Non à la droite. Nous voulons que le changement continue. » S'abstenir, ce serait voter pour la droite. »

Les résultats définitifs du premier tour des élections cantonales ont obligé les dirigeants communistes à rectifier l'appréciation qu'ils avaient portée sur la situation de leur parti, au vu des estimations produites par Honeywell-Bull, dimanche soir, sur Antenne 2. Avec 15,87 % des suffrages exprimés, le P.C.F. ne peut pas être crédité d'une amélioration de son résultat par rapport au premier tour des élections législatives de juin 1981 (16,17 %), comme l'avait affirmé M. Georges Marchais. En outre, si l'on compare ce résultat, comme il convient, à celui des précédentes élections cantonales dans le même série de cantons, en mars 1976, le P.C.F., qui avait alors obtenu 22,80 % des voix, enregistre un recul de près de sept points.

Cette comparaison s'impose pour tous les partis. Dans le cas du P.C.F., elle est d'autant plus nécessaire, pour connaître l'état d'esprit actuel de son électorat, que ce parti bénéficiait, jusqu'à présent, dans les scrutins départementaux, d'une « prime » par rapport aux consultations nationales. Ce phénomène était attribué à deux causes : d'une part, une mobilisation relative plus forte de l'électorat communiste ; d'autre part, l'attitude de certains électeurs, qui votaient pour les candidats communistes dans ces élections, alors qu'ils soutenaient d'autres partis lors de scrutins plus « politiques ». Cet avantage était dû, pour le P.C.F., à ses qualités de gestionnaire dans les départements où il était en position dominante ou forte, et, dans certains départements du sud, à son implantation en milieu rural, meilleure que celle de ses concurrents de gauche.

Le fait que le score du parti communiste, dimanche dernier, se situe légèrement au-dessous de celui qu'il avait atteint au premier tour des élections législatives de juin 1981, montre qu'il n'a pas retrouvé, cette fois-ci, son avantage spécifique aux élections cantonales. Lorsqu'ils constatent que la gauche n'a pas fait le plein de ses voix et qu'elle a « *des réserves* », les dirigeants communistes pensent, d'abord, à leur propre électorat. Ils peuvent observer, en effet, à côté d'un affaiblissement général, dont la carte recouvre, à peu près, celle de juin 1981, des déperditions de voix inégales selon les cantons. Ces suffrages n'ayant, le plus souvent, pas bénéficié au P.S., il semble bien qu'une partie de l'électorat communiste se soit désintéressée d'une consultation, à laquelle elle avait, auparavant, l'habitude de participer.

L'habitude, précisément, semble avoir joué dans un certain nombre de cantons tenus traditionnellement par le P.C.F. Des électeurs ont pu considérer la réélection du conseiller communiste (ou l'élection de son successeur, lorsque le titulaire du siège ne se représentait pas) comme d'autant plus certaine que la gauche était majoritaire, dans le pays, depuis le printemps dernier. Cette réaction a joué, apparemment, dans la banlieue parisienne, comme dans les Bouches-du-Rhône ou le Pas-de-Calais, et elle a pu être amplifiée, dans certains cas, par la campagne locale des communistes insistant sur le fait que tel ou tel canton était, depuis toujours, représenté par le P.C.F. *A contrario*, là où l'élection donnait lieu à une bataille politique — par exemple en Corrèze, où le P.C.F. peut prendre la présidence du conseil général, — la mobilisation de l'électorat communiste a été plus forte

Outre cette donnée conjoncturelle, les résultats du P.C.F. semblent s'expliquer, d'une part, par la persistance de la rupture, qui s'était révélée au printemps de 1981, entre ce parti et ceux de ses électeurs qui avaient, alors, préféré le P.S. La position des communistes sur les événements de Pologne n'a rien fait pour réduire cette faille. Il s'y ajoute le fait que le P.C.F., aujourd'hui « parti au gouvernement », ne peut plus exprimer, comme auparavant, un mécontentement indifférencié contre le pouvoir. Au contraire, il subit, lui aussi, en partie, l'effet de ce mécontentement, qui atteint la majorité dans son ensemble. Enfin, certains de ses électeurs jugent de façon critique sa participation au gouvernement, dont ils estiment que la politique ne tient pas assez compte de leurs aspirations.

Ce n'est pas à ces électeurs-là, cependant, que les dirigeants communistes ont choisi de s'adresser, en demandant à rencontrer les responsables socialistes et en adoptant, avec eux, un appel commun à la mobilisation de la gauche. Le communiqué du bureau politique va dans le même sens, celui d'une réaffirmation de l'engagement du P.C.F. au gouvernement et dans la majorité, face à la droite, qu'il s'agit, une nouvelle fois, de battre. Les consignes données aux fédérations visent à assurer un report des voix aussi parfait que possible dimanche prochain.

Les communistes craignent, en effet, que les résultats de dimanche n'incitent ceux des animateurs du P.S. qui seraient favorables à une remise en cause du rythme et de la nature des réformes entreprises à relancer leurs critiques et à tenter de peser sur la marche de l'action gouvernementale. En réaffirmant son engagement unitaire dans la politique actuellement suivie, le P.C.F. entend ôter un argument à ceux qui pourraient être tentés de plaider pour une politique qui, au contraire tablerait sur une marginalisation accrue de ce parti.

PATRICK JARREAU.

(Lire pages 7 et 8.)

● *M. Pierre Juquin*, membre du bureau politique du P.C.F., a déclaré, mardi 16 mars sur Europe 1 : « *L'affaire est sérieuse. Avec les deux grands partis de la majorité, c'est toute la gauche qui bat la générale. Partout où il y a ballottage, et surtout dans les cas difficiles, pas une voix de communistes ne manquera aux socialistes, pas une voix de socialistes ne manquera aux communistes.* »

C.I.I. HONEYWELL - BULL : la gauche « stricto sensu » et l'opposition au sens large.

A propos du débat autour des estimations communiquées par C.I.I.-Honeywell Bull Antenne 2 et France-Inter dès 20 h 15 le soir du 14 mars, C.I.I.-Honeywell-Bull et les politologues Gérard Grunberg et Béatrice Roy ont apporté ces précisions :

« Cette opération estimation était la première réalisée pour une élection cantonale, et de ce fait les chiffres donnés étaient une estimation qui devait être utilisée avec la réserve nécessaire, ce qui a été fait. Ces estimations ont révélé, dès 20 h 15, une tendance qui a été confirmée.

» Lors de la définition de cette opération, le choix avait été fait d'un commun accord d'estimer une gauche « stricto sensu » (P.C., P.S., M.R.G., extrême gauche) comparable à celle des élections de 1976 (52,6 %) qui n'incluait pas les divers gauche. De ce fait, l'opposition était définie au sens large, incluant les divers gauche non soutenus par l'un des partis de la gauche. En se référant à des données comparables, l'estimation donnée à 20 h 15 pour la gauche « stricto sensu » (P.S., P.C.F., M.R.G., extrême gauche), soit 47,5 %, se compare aux résultats définitifs donnés par le ministère de l'intérieur pour cette même gauche (48,15 %). »

M. CHIRAC : le gouvernement a été désavoué.

M. Jacques Chirac, qui devait participer, mardi, à la réunion du bureau du groupe parlementaire R.P.R., a déclaré, lundi 15 mars, à TF 1 : « *Le premier tour de ces élections est un rude échec pour le gouvernement au bout de dix mois d'exercice. Il a été manifestement désavoué et a reçu un très sévère avertissement. J'imagine mal que dans une démocratie, un gouvernement puisse simplement ignorer les réactions de déception de la part d'une majorité de l'opinion publique. Il appartiendra au chef de l'Etat d'en tirer les conséquences.* »

Selon M. Chirac, « *la solidarité s'affirme chaque jour davantage au sein de l'opposition. Celle-ci est consciente de sa diversité, mais elle a un objectif commun et elle adhère aux mêmes valeurs et aux mêmes principes fondamentaux* ».

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., indique dans un communiqué : « *Si le parti socialiste peut s'afficher satisfait de son résultat, il le doit au transfert de voix d'un électorat jadis attaché au parti communiste mais qui a reporté sur le parti socialiste son espoir d'une socialisation à outrance de notre pays. La politique du gouvernement depuis dix mois, a confirmé cet espoir, et il est sûr maintenant, au vu des résultats de dimanche, que cette politique ne peut aller qu'en se durcissant encore.* »

M. ABADIE, SECRÉTAIRE D'ÉTAT, RESTE SOLIDAIRE DU GOUVERNEMENT

M. François Abadie, secrétaire d'Etat au tourisme, a déclaré ce lundi :

« *Certains ont cru bon de déformer mes propos, plus même, de les utiliser sous forme de citation à des fins sur lesquelles je ne reviendrai pas. Mon élection vient de prouver que les Français n'ont pas changé d'avis depuis le 10 mai 1981. Je n'ai qu'une chose à dire : je reste totalement solidaire du gouvernement de M. Pierre Mauroy. Je pense plus que jamais que l'élection de M. François Mitterrand à la présidence de la République a provoqué des espoirs légitimes qu'il faut assumer. Pour ma part, je compte bien continuer à l'y aider avec toute la loyauté et toute l'énergie que requièrent les fonctions gouvernementales qui m'ont été confiées et le mandat que mes compatriotes viennent, une fois de plus, de me renouveler.* »

● *Environ dix mille sidérurgistes wallons* ont manifesté mardi matin, 16 mars, dans le centre de Bruxelles pour exiger l'application du plan de restructuration de la sidérurgie wallonne, à l'appel du Front commun syndical F.G.T.B. (socialiste) et C.S.C. (chrétiens) (*le Monde* du 16 mars). Un important service d'ordre avait été mis en place afin d'éviter tout incident, notamment aux alentours des ministères belges et de la Commission européenne. Le 11 février, une manifestation des sidérurgistes wallons, qui avait rassemblé près de sept mille personnes, avait fait trois blessés graves.

Le déficit des paiements courants de la France a atteint 40,6 milliards de francs en 1981

La balance des paiements courants de la France a été déficitaire de 14,8 milliards de francs au quatrième trimestre 1981 en chiffres bruts contre 13,7 milliards au troisième trimestre (+ 8 %). Un an auparavant, c'est-à-dire au quatrième trimestre 1980, le déficit avait été de 7,9 milliards de francs. Les chiffres corrigés des variations saisonnières sont les suivants : déficit de 15,6 milliards de francs au quatrième trimestre 1981 contre 12,3 milliards (+ 26,8 %) au troisième trimestre et 8,8 milliards un an auparavant (4e trimestre 1980).

Les données brutes font apparaître une sensible dégradation du commerce extérieur (le déficit passe de 12,9 milliards à 17,4 milliards de francs, soit une augmentation de 35 %), en partie compensée par une amélioration des « invisibles » (négoce international, services), qui passent d'un déficit de 813 millions de francs à un excédent de 2,6 milliards de francs. Mais cette compensation ne joue pratiquement pas dans les statistiques corrigées des variations saisonnières puisque l'excédent du poste des « invisibles » passe d'un trimestre à l'autre de 7,– milliards à 7,6 milliards de francs.

Le fait marquant reste donc l'aggravation du déficit du commerce extérieur, qui est passé après corrections des variations saisonnières de 11,9 milliards de francs au troisième trimestre à 17,4 milliards de francs au quatrième trimestre 1981 (+ 45 %). Au quatrième trimestre 1980, le déficit avait été de 13,5 milliards de francs. Cette détérioration résulte surtout de la stagnation des exportations contrastant avec la progression des importations.

Ces résultats du quatrième trimestre ont permis de faire le bilan pour l'ensemble de l'année 1981. Le déficit du commerce extérieur a diminué de 7,7 %, passant de 52,3 milliards de francs à 48,3 milliards de francs (en termes de balance des paiements), cela grâce surtout à des résultats exceptionnellement élevés de l'agro-alimentaire (+ 21,5 milliards de francs contre + 11,8 milliards en 1980), mais aussi de l'industrie, dont l'excédent est passé de 34,4 à 54,4 milliards de francs (à cause des grands contrats).

En revanche, le solde positif du poste des « invisibles » s'est fortement dégradé, revenant d'un excédent de 19,2 milliards de francs en 1980 à un excédent de 7,7 milliards de francs (plafonnement du tourisme, diminution du négoce pétrolier, cours du dollar)...

Pour cette raison, le déficit de la balance des paiements courants s'est aggravé, passant de 33,1 milliards de francs à 40,6 milliards de francs (+ 22,6 %). En 1979, les paiements courants avaient été excédentaires de 5,3 milliards de francs.

Le déficit des mouvements de capitaux à long terme est passé, quant à lui, de 4,5 milliards de francs en 1980 à 11,4 milliards de francs en 1981 à cause de l'augmentation sensible des investissements français à l'étranger, du désinvestissement étranger sur les valeurs mobilières françaises, de l'accroissement des investissements français sur valeurs mobilières étrangères,

LE CENTRE MONDIAL POUR LA MICRO-INFORMATIQUE SOUHAITE LA RÉALISATION D'UN ORDINATEUR INDIVIDUEL

La première assemblée générale du Centre mondial pour la promotion des usages sociaux de la micro-informatique s'est réunie, lundi 15 mars, à Paris. Six ministres, sur les douze qui sont membres du conseil d'administration (1), ont participé effectivement à cette réunion, au cours de laquelle ont été en particulier examinés les programmes du centre, créé sur la recommandation de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, qui en assurera la présidence.

Le centre va notamment travailler au développement des technologies permettant la réalisation d'un véritable ordinateur individuel va participer, dans les pays du tiers-monde, au lancement d'expériences-pilotes sur les utilisations de la micro-informatique et va lancer, en France, des programmes d'expérimentation sociale, en particulier en direction des jeunes, des chômeurs et des personnes âgées (*le Monde* du 29 janvier).

(1) Intérieur, recherche et technologie, relations extérieures, coopération, budget, éducation nationale, industrie, culture, santé, communication, télécommunications, formation professionnelle. Le conseil d'administration comprend aussi neuf personnalités étrangères, parmi lesquelles M. Abdulatif Al Hamad, ministre des finances et du plan du Koweït, Mme Hertha Firnberg, ministre fédéral de la science et de la recherche d'Autriche, et M. Léopold Sedar Senghor, ancien président du Sénégal.

NOUVEAU GLISSEMENT DU FRANC

Le dollar a affiché une fermeté persistante sur les marchés des changes mardi 16 mars, passant de 6,05 F à 6,09 F sur le marché de Paris, où il continue à être « dopé » par la tension des taux américains en début de semaine. Comme il a progressé moins vite à Francfort, il en est résulté un nouveau glissement du franc par rapport au mark, dont le cours à Paris, s'élevant régulièrement, a dépassé récemment son cours central au sein du S.M.E. (2,5621 F) pour atteindre 2,57 F, nouveau record historique.

M. MICHEL ROCARD A PRÉSENTÉ LE RAPPORT SUR LA RÉFORME DE LA PLANIFICATION

M. Michel Rocard, ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, a présenté ce mardi 16 mars à la presse le rapport sur la réforme de la planification préparé par la commission spéciale que présidait M. Christian Goux, président de la commission des finances à l'Assemblée nationale. Le rapport préconise notamment un élargissement important de la consultation préalable, et une forte décentralisation jusque dans le contrôle de l'exécution du Plan.

(Lire page 44 le « Point de vue » de MM. Christian GOUX et Xavier GREFFE.)